

confintea VI

sixième conférence internationale sur l'éducation des adultes

rapport final

vivre et apprendre pour
un futur viable :
l'importance de l'éducation
des adultes

belém, pará, brésil
1-4 décembre 2009

confintea VI

sixième conférence internationale sur l'éducation des adultes

rapport final

© 2010, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout
au long de la vie.
Tous droits réservés.

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage
tout au long de la vie
Feldbrunnenstraße 58
20148 Hambourg, Allemagne
Tel.: +49 (0) 40 44 80 41-0
Fax: +49 (0) 40 410 77 23

uil@unesco.org
www.unesco.org/uil

Ce document est téléchargeable à l'adresse suivante :
<http://www.unesco.org/fr/confinteavi>

Graphisme : cmgrafix communication media
Photos : UIL et ministère de l'Éducation du Brésil
Impression : Girzig + Gottschalk GmbH, Brême,
Allemagne

Sommaire

Partie I : Vue d'ensemble de la Conférence

A.	Contexte de la Conférence	5
B.	Cérémonie d'ouverture de la Conférence	6
C.	Travaux de la Conférence	7
D.	Clôture de la Conférence	8

Partie II : Contributions et discussions de la Conférence

A.	Exposés principaux	11
B.	Présentations	12
C.	Tables rondes	14
	1. Participation et intégration dans l'éducation des adultes	14
	2. Politiques et gouvernance en matière d'éducation des adultes	15
	3. Financement de l'éducation des adultes	16
	4. L'alphabétisation en tant que compétence-clé pour l'apprentissage tout au long de la vie	17
	5. L'assurance qualité de l'éducation des adultes et l'évaluation des résultats de l'apprentissage	18
	6. Pour aller de l'avant	19
D.	Ateliers	20

Partie III : Résultats de la Conférence

A.	Rapport oral de la Conférence, présenté par le Rapporteur-général	33
B.	Le Cadre d'action de Belém et l'État des lieux	40

Annexes

A.	Ordre du jour de la Conférence	51
B.	Ordre du jour annoté	52
C.	Allocutions d'ouverture	58
D.	Exposé principal : Vivre et apprendre pour un futur viable : l'importance de l'éducation des adultes	70
E.	Exposé principal : Faire face aux enjeux mondiaux	71
F.	Exposé principal : Vers un apprentissage tout au long de la vie	75
G.	Exposé principal : De la parole aux actes	85
H.	Allocution à la cérémonie de clôture	90
I.	Liste des participants	92

En haut : Ouverture de la Conférence

*En bas, à gauche : Mme Irina Bokova,
Directrice générale de l'UNESCO*

*En bas, au milieu : M. Fernando Haddad, Ministre de
l'Éducation du Brésil et Président de la Conférence*

*En bas, à droite : M. Alpha Oumar Konaré,
ancien Président de la République du Mali*



PARTIE I

Vue d'ensemble de la Conférence

A. Contexte de la Conférence

La sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) a été convoquée par la Directrice générale de l'UNESCO conformément à la résolution 33 C/5 et à la décision 175 EX/9, adoptées par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33e session. À l'invitation du gouvernement du Brésil, la Conférence, dont le thème était *Vivre et apprendre pour un futur viable : l'importance de l'éducation des adultes*, s'est tenue au centre de conférence le Hangar de Belém, Pará, du 1er au 4 décembre 2009. Elle était organisée au nom de l'UNESCO par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, avec le concours du ministère de l'Éducation du Brésil. En raison des incertitudes liées à l'épidémie de grippe A (H1N1), la Conférence, qui devait au départ avoir lieu plus tôt dans l'année (du 19 au 22 mai), a été reportée.

La Conférence a réuni 1 125 participants au total, parmi lesquels 55 ministres et vice-ministres et 16 ambassadeurs et délégués permanents de l'UNESCO. Des représentants des agences de l'ONU, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des fondations ainsi que des associations d'apprenants étaient également présents [voir Annexe I].

Les précédentes conférences organisées dans le cadre de la série CONFINTEA remontent à la Conférence de 1949 à Elsenor (suivie de Montréal en 1960, Tokyo en 1972, Paris en 1985 et Hambourg en 1997). Toutes ces conférences ont souligné le rôle essentiel de l'éducation des adultes dans le développement.

Dans le cadre de la préparation de CONFINTEA VI, cinq conférences régionales (à Mexico, Séoul, Nairobi, Budapest et Tunis) ont été organisées en 2008 et 2009 afin d'engager les discussions et les débats. Avant cela, les États membres avaient été priés de remettre des rapports sur la situation de l'éducation des adultes

dans leurs pays. Ces rapports ont été synthétisés sous forme de rapports régionaux puis présentés lors des conférences régionales respectives. Ils ont également servi à préparer le *Rapport mondial sur l'éducation des adultes*. Les recommandations et les documents finals élaborés lors de ces conférences préparatoires ont guidé la rédaction du projet de *Cadre d'action de Belém*.

CONFINTEA VI visait à renforcer la reconnaissance de l'apprentissage et de l'éducation des adultes dans une perspective d'apprentissage couvrant tous les aspects et toutes les phases de la vie, comme cela avait été énoncé lors de CONFINTEA V. L'objectif primordial de CONFINTEA VI consistait à harmoniser l'apprentissage et l'éducation des adultes avec les autres programmes internationaux d'éducation et de développement, d'une part, et à les intégrer aux stratégies sectorielles des pays d'autre part. Il serait alors possible d'évaluer comment les engagements pris en 1997 ont été traduits dans les faits et de donner les moyens de garantir que les engagements, passés et présents, en matière d'apprentissage et d'éducation non formelle des adultes soient mis en œuvre. Les objectifs de cette Conférence étaient de

- promouvoir la reconnaissance de l'apprentissage et de l'éducation des adultes comme élément essentiel et facteur favorable à l'apprentissage tout au long de la vie, dont l'alphabétisation constitue le fondement ;
- souligner le rôle crucial de l'éducation et de la formation des adultes dans la réalisation des programmes internationaux actuels d'éducation et de développement (Éducation pour tous/EPT ; Objectifs du Millénaire pour le développement/OMD ; Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation/DNUA ; Initiative LIFE - Savoir pour pouvoir et Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable/DEDD) ;

- renouveler la dynamique et l'engagement politiques et concevoir des instruments de mise en œuvre, afin de passer du discours à l'action.

B. Cérémonie d'ouverture de la Conférence

Dans les allocutions qu'ils ont prononcées lors de la cérémonie d'ouverture, les orateurs ont fait allusion à la crise financière qui a secoué les économies mondiales à tous les niveaux. Ils ont reconnu que dans cette situation, l'éducation des adultes (et en particulier l'alphabétisation) jouait un rôle encore plus important car elle permet non seulement de surmonter les problèmes économiques mais également de relever les défis sociaux, politiques et environnementaux. [Les allocutions d'inauguration sont incluses dans le présent rapport à l'Annexe C.]

La Conférence a été officiellement inaugurée par M. Walter Hirche au nom de Mme Rita Süssmuth, Présidente de CONFINTEA V, qui ne pouvait pas être présente. Il a fait remarquer que depuis 1997, on a assisté à une expansion de la mondialisation, ce qui a créé des opportunités pour beaucoup mais également des difficultés, des exigences et des barrières pour les autres. Plus que jamais, a-t-il conclu, il est capital d'investir dans l'apprentissage et l'éducation des adultes afin de surmonter la crise actuelle et de construire un avenir meilleur, plus pacifique, tolérant et durable pour tous.

M. Fernando Haddad, le ministre brésilien de l'Éducation, a été élu Président de la Conférence et a officiellement souhaité la bienvenue aux participants. Il a exhorté les États membres à s'unir dans un effort collectif afin de relever le défi de taille énoncé dans le Cadre d'action de Dakar lors du Forum mondial sur l'éducation de 2000, à savoir réduire de moitié le taux d'analphabétisme d'ici 2015. Il a à nouveau insisté sur le fait que « le développement économique durable dépend du développement humain durable » et qu'il convient donc de traiter ces deux thèmes conjointement.

Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO récemment élue, a souligné la nécessité de garantir une plus grande reconnaissance politique à l'apprentissage et à l'éducation des adultes qui peuvent, lorsqu'ils sont intégrés aux stratégies de réduction de la pauvreté et aux politiques sociales et économiques associées, avoir un fort impact. Elle

a affirmé qu'il convient de se mettre d'accord sur des recommandations concrètes et de traduire les engagements en politiques nationales complètes qui concentrent systématiquement leurs efforts sur les groupes les plus défavorisés, en particulier les femmes et les populations rurales. Elle a fait remarquer que « proposer des opportunités d'apprentissage de bonne qualité tout au long de la vie est l'une des stratégies les plus intelligentes pour réduire les inégalités et favoriser l'harmonie et la justice sociales ». Pour créer de bonnes conditions d'apprentissage pour les jeunes et les adultes, il faut être particulièrement sensible aux besoins, à la langue et à la culture des apprenants, il faut des éducateurs mieux formés et une culture de la qualité à tous les niveaux. Mme Bokova a fait observer que le seul moyen d'y parvenir est d'assurer une meilleure coordination entre tous les partenaires et d'augmenter le financement de façon significative, en soulignant que « investir dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, c'est investir dans l'espoir et l'opportunité. C'est l'une des voies de sortie de la crise. »

Le Professeur Alpha Oumar Konaré, ancien Président de la République du Mali, a mis l'accent sur le fait que les ressources humaines sont les plus importantes de toutes les ressources mais également sur l'extraordinaire développement des technologies de l'information et de la communication et des économies du savoir. Il a affirmé que le droit à l'éducation, le droit à l'éducation des adultes et à l'apprentissage tout au long de la vie, sont essentiels à la survie des sociétés et des nations africaines. La région est confrontée à de nombreux défis mais, dans le même temps, sa population constitue son immense potentiel, avec ses valeurs sociétales, ses moyens et ses ressources intellectuels et son expérience. Il a appelé à une réelle solidarité et une coopération équitable en soulignant l'énorme potentiel d'une collaboration Sud-Sud.

La Princesse Laurentien des Pays-Bas, Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'alphabétisation au service du développement, a insisté sur le fait que pour accomplir de vrais progrès, il convient d'appréhender l'apprentissage et l'alphabétisation dans le contexte plus large de la chaîne de l'alphabétisation au sein de laquelle tous les domaines de l'apprentissage sont liés : du développement de la petite enfance à la lecture et l'écriture pour les jeunes et à l'apprentissage des adultes. Elle a appelé à intensifier les efforts et à travailler ensemble en évitant de céder à la tentation de se disputer l'attention et en finançant les différentes branches de la chaîne de l'alphabétisation.

M. Matarr Baldeh, coordinateur du réseau gambien de campagne pour l'Éducation pour tous, et Mme Maria Khan, secrétaire générale du Bureau Asie-Pacifique Sud d'éducation des adultes, se sont exprimés au nom de la Campagne mondiale pour l'éducation et ont évoqué la récente *Semaine mondiale d'action* à laquelle ont participé 14 millions d'adultes dans plus de 120 pays pour exiger des mesures en faveur de l'alphabétisation. Les orateurs ont appelé à reconnaître l'éducation des adultes comme un droit humain. Ils ont également demandé à ce que les pays s'engagent à consacrer une partie minimum de leurs budgets de l'éducation à l'alphabétisation des adultes et à l'apprentissage tout au long de la vie. Ils ont fait observer que les organisations de la société civile et les apprenants ont un rôle à jouer non seulement dans l'élaboration des politiques et des pratiques en matière d'apprentissage des adultes mais également dans le suivi de leur mise en œuvre.

Mme Ana Júlia Carepa, Gouverneure de l'État brésilien de Parà, a souligné le fort engagement du gouvernement local en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes au moyen de programmes d'alphabétisation touchant plus de 50 000 adultes et visant à élargir l'accès aux personnes qui vivent dans des communautés isolées (environ 70 % de la population de l'État), investir dans les technologies de l'information et de la communication afin de réduire l'exclusion numérique, et investir dans la formation et la formation continue des éducateurs. Elle a précisé que « l'éducation est la seule voie vers le développement ; il ne peut y avoir de croissance sans investir dans l'éducation ».

Dans un message vidéo à l'attention de la Conférence, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a plaidé en faveur de l'apprentissage et l'éducation des adultes, affirmant qu'ils constituent un investissement dans nos capacités et sont essentiels au développement. M. Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne, a déclaré dans un message vidéo que l'éducation tout au long de la vie, qui constitue un moyen d'assurer une juste égalité des chances à tous, doit être au cœur de la mission de l'UNESCO.

C. Travaux de la Conférence

Après adoption de son Règlement intérieur, la Conférence a élu son **Bureau**, qui était composé de :

- **Président :**
M. Fernando Haddad
(ministre de l'Éducation, Brésil)
- **Vice-présidents :**
M. Anthony Young (Royaume-Uni)
M. Shinil Kim (République de Corée)
M. Samson Kegeo Ongeru (Kenya)
- **Président de la Commission :**
M. Mohamed Knidri (Maroc)
- **Vice-présidents de la Commission :**
Mme Snezana Medic (Serbie)
M. Hamid Reza Haji Babai (Iran)
Mme Doora Siliya (Zambie)
- **Président du comité de rédaction :**
M. Ahlin Jean-Marie Byll-Cataria (Togo)
Membre du Conseil d'administration de l'UIL
- **Rapporteur général :** M. Victor Owhotu (Nigéria)

Le **comité de rédaction**, composé de représentants des régions de l'UNESCO, a été constitué afin d'examiner et d'incorporer des amendements au projet du *Cadre d'action de Belém*. Ce comité comprenait les membres suivants :

- M. Takele Alemu (Éthiopie)
- M. Mohammed Saleem Al-Yaqoubi (Oman)
- M. Ole Briseid (Norvège)
- Mme Alison Cross (Jamaïque)
- Mme Eve Gaudet (Canada)
- M. Gelani Bashir Mohamed Gebril (Jamahiriya arabe libyenne)
- M. Heribert Hinzen (Allemagne)
- M. Choi Ilseon (République de Corée)
- M. André Luiz Lázaro (Brésil)
- Mme Talvi Märja (Estonie)
- Mme Françoise Médégan (Bénin)
- Mme Delia Ester Méndez (Argentine)
- M. Hamad Saïd Osman (Soudan)
- Mme Katarina Popovic (Serbie)
- Mme Bhaswati Singh Raju (Inde)
- Mme Arevik Sargsyan (Arménie)
- M. Mohamed Enver Surty (Afrique du Sud)
- M. Iwasa Takaaki (Japon)

Observateurs des organisations de la société civile :

- M. David Archer (Actionaid)
- Mme Maria Lourdes Almazan Khan (ICAE)

M. Adama Ouane, directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et Secrétaire général de CONFINTEA VI, a présenté les principaux éléments programmatiques de la Conférence.

Chaque jour, un **exposé principal**, qui décrivait différentes perspectives sur les questions cruciales en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes, était prononcé. Le premier jour, la Conférence a entendu la présentation des principaux résultats issus des cinq conférences préparatoires régionales suivie de la présentation du tout premier **Rapport mondial sur l'éducation des adultes**. Lors de cinq **Tables rondes plénières**, des représentants nationaux désignés ont discuté de sujets clés et répondu aux questions de l'assistance. Ces séances étaient animées, soit par Mme Åse Kleveland, soit par Mme Maimouna Mills. Trente-deux **ateliers**, organisés par les organisations participantes, ont donné lieu à des discussions ouvertes portant essentiellement sur les thèmes abordés lors des Tables rondes.

La **Commission**, qui comptait un représentant de chaque délégation officielle des États membres, a siégé les deuxième et troisième jours de la Conférence. Elle a examiné les problèmes et les questions soulevés lors des autres séances et cherché à parvenir à un consensus sur tous les points de désaccord ou de différend. Le comité de rédaction a soumis à l'étude des amendements à inclure au projet de *Cadre d'action de Belém*.

D. Clôture de la Conférence

Le Rapporteur général, M. Victor Benjie Owhotu, a présenté son rapport oral qui rendait compte des débats de la Conférence. [Voir Partie III, A.]

Au terme d'une procédure exhaustive, au cours de laquelle le comité de rédaction a examiné 182 amendements soumis par 59 États membres au cours de la Conférence, le projet du *Cadre d'action de Belém* a été présenté par M. Ahlin Jean-Marie Byll-Cataria, Président du comité de rédaction, et adopté par acclamation. [La version finale du *Cadre d'action de Belém* figure dans la Partie III, B. du présent Rapport.]

M. Fernando Haddad, Président de la Conférence, a rendu hommage à Paulo Freire et M. Davidson Hepburn, Président de la Conférence générale de l'UNESCO, a remis une médaille à Mme Nita Freire.

La Conférence a été clôturée suite à des allocutions prononcées par Mme Júlia Carepa, Gouverneure de l'État de Pará, M. Davidson Hepburn, Président de la Conférence générale de l'UNESCO (voir Annexe H) et M. Fernando Haddad, Président de CONFINTEA VI.

En haut, à gauche : Mme la Sénatrice Marina Silva

*En haut, à droite : Mme Joséphine Ouédraogo,
Secrétaire exécutive de ENDA Tiers Monde*

*En bas, à gauche : Mme Khunying Kasama Varavarn,
ancienne Secrétaire générale de la Commission pour
l'éducation de base, Thaïlande*

*En bas, à droite : M. Paul Bélanger, Président du
Conseil international d'éducation des adultes*



PARTIE II

Contributions et discussions de la Conférence

A. Exposés principaux

Chaque journée a débuté par un exposé principal fait par un expert reconnu au niveau international. Ces experts avaient été invités pour traiter certaines questions spécifiques : moyens de surmonter les obstacles à l'apprentissage, relation entre l'éducation des adultes et le développement, construction d'une politique et d'une pratique d'apprentissage tout au long de la vie, et nécessité de passer de la parole aux actes. Si tous les orateurs ont insisté sur l'importance vitale de l'éducation des adultes dans le monde d'aujourd'hui, ils ont également apporté des réflexions et des contributions spécifiques. [Les textes de ces discours peuvent être consultés aux annexes D, E, F et G du présent volume.]

La **Sénatrice brésilienne Marina Silva** a fait un récit stimulant de sa trajectoire personnelle. Née dans un milieu rural pauvre, dans une famille illettrée, elle avait la responsabilité de ses frères et sœurs plus jeunes : autant de barrières majeures à sa participation à l'éducation formelle. Outre ces obstacles liés à sa situation, elle a également rencontré des obstacles institutionnels, à savoir une absence de services publics et d'écoles. Ce n'est qu'après s'être installée en ville, jeune adulte, qu'elle a commencé à surmonter cette exclusion au moyen d'un cours d'alphabétisation informel. Si sa vie a été transformée grâce à l'alphabétisation, elle a plaidé pour le respect et la préservation de la richesse sociale, culturelle, environnementale et éthique des communautés telles que celle dont elle est issue.

Josephine Ouédraogo, Secrétaire exécutive d'*Enda Tiers Monde*, est intervenue au sujet des stratégies éducatives requises en vue du développement inclusif et durable. Si la pauvreté peut revêtir une forme matérielle, elle peut également consister en la négation des aspirations, du potentiel, du savoir et des droits des personnes. La lutte pour le développement représente donc un espace éducatif

au sein duquel ceux-ci peuvent s'exprimer, trouver une occasion d'engager le dialogue et d'apprendre. Les meilleurs programmes d'éducation non formelle acceptent la diversité des savoirs et encouragent le développement et la production de types de savoir et d'informations populaires et nouveaux. Ils devraient cibler les franges les plus vulnérables de la population, pour leur permettre de s'autonomiser et d'avoir ainsi plus de maîtrise sur leurs droits économiques, sociaux, culturels, environnementaux et politiques. En attendant, le gouvernement doit reconnaître la légitimité de l'implication de tous les acteurs dans l'élaboration de politiques locales, nationales et internationales, mais aussi de règles et de normes.

Khunying Kasama Varavarn, ancienne Secrétaire générale de la Commission pour l'éducation de base, du ministère de l'Éducation, a présenté des cas thaïlandais pour préconiser l'apprentissage tout au long de la vie en tant que principe directeur des stratégies éducatives nationales. Elle a exposé les facteurs clés de succès : promotion de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes en tant qu'éléments essentiels, travail de l'éducation formelle en synergie avec l'éducation non formelle, apprentissage tout au long de la vie supervisé par le ministère de l'Éducation, reconnaissance de nouvelles perspectives issues du secteur privé et renforcement de l'apprentissage tout au long de la vie aux niveaux de la communauté et de l'individu. Elle a en outre mis en évidence certains facteurs favorables : engagement durable pour l'apprentissage tout au long de la vie, éducation des adultes et non formelle efficace, éducation formelle intégratrice, possibilités accrues d'apprentissage informel, et rôle facilitateur du gouvernement. Elle a conclu en mettant en lumière cinq domaines importants : nécessité de renforcer l'engagement envers les plus défavorisés sur le plan de l'éducation, menaces représentées par la technologie en matière d'équité mais aussi avantages apportés par celle-ci, recherche d'une conception adaptée de la qualité en matière d'apprentissage tout au long de la vie,

préparation à l'arrivée de nouveaux protagonistes et promotion du développement moral et éthique.

Paul Bélanger, Président du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA), a plaidé pour une conception plus large de l'éducation des adultes tout au long de la vie, qui stimulerait la curiosité et donnerait la soif d'apprendre aux communautés aussi bien qu'aux individus. Les politiques et la législation doivent reconnaître que le paysage éducatif dans tous nos pays est en train de changer, le nombre d'adultes en cours d'apprentissage ou souhaitant apprendre étant de loin supérieur au nombre de jeunes présents dans le système éducatif formel. Toutefois, sans la mobilisation de tous les acteurs – qu'ils soient gouvernementaux, privés ou issus de la société civile –, les mesures législatives et les programmes gouvernementaux adoptés, quels qu'ils soient, ne pourront pas donner les résultats escomptés. Dans ce cadre, il est nécessaire d'établir des objectifs précis permettant d'orienter l'action. C'est justement parce que les solutions ne sont pas simples qu'il est important de mettre en place des mécanismes de suivi transparents, impliquant des comptes rendus réguliers à tous les partenaires pour que ces derniers soient des associés égaux dans la construction d'une planète de l'apprentissage, et pour assurer notre survie.

B. Présentations

(1) Documents régionaux finals

Panélistes

Esteban Miguel Székely Pardo, vice-ministre de l'Enseignement supérieur, Mexique ;
Kim Shinil, ancien vice-premier ministre de la République de Corée ;
Professeur Samson Kegeo Onger, ministre de l'Éducation, Kenya ;
Katalin Bogyay, Ambassadeur de Hongrie à l'UNESCO ;
Seifeddine Cherif, Ambassadeur de Tunisie au Brésil.

Les discussions des Conférences préparatoires régionales (Mexico, Séoul, Nairobi, Budapest et Tunis) étaient fondées sur des rapports de synthèse régionalisés sur l'éducation et l'apprentissage des adultes, compilés à partir de rapports soumis par les États membres. Les documents finals adoptés lors de ces conférences [accessibles en ligne sur www.unesco.org/fr/confinteavi] prennent acte de la décision collective de faire progresser le programme d'éducation des adultes et constituent la base de la trame initiale du *Cadre d'Action de Belém*.

Les documents finals de la Conférence régionale ont été présentés par des représentants des nations hôtes concernées. Les intervenants ont décrit la vaste gamme de difficultés en matière de développement et mis en évidence la nécessité de considérer l'éducation des adultes comme un complément des initiatives visant à résoudre ces difficultés plutôt que comme une concurrente dans la course aux fonds publics de plus en plus insuffisants, dans un contexte de crise financière mondiale.

Lorsqu'elle est perçue, non pas comme un coût, mais comme un avantage pour la société, comme un droit humain et un bien social, on peut affirmer qu'il est nécessaire de faire de l'éducation des adultes une priorité politique et de mettre un terme à son sous-financement chronique. À cet égard, il a été demandé aux partenaires de développement de respecter leurs engagements financiers et de veiller à le faire rapidement.

En raison de la nature hétérogène de chaque région – en termes de systèmes politiques et économiques, de caractéristiques linguistiques et culturelles ainsi que de géographie –, répondre aux nombreux besoins en matière d'éducation des personnes, des communautés et de la société est extrêmement complexe et coûteux. Cela implique d'affronter les questions d'exclusion et d'équité, les migrations, les conflits et la diversité culturelle et linguistique, situations qui font peser une forte pression sur les infrastructures sociales, à plus forte raison en cas de désavantages multiples.

Les différentes régions étaient marquées par des besoins très divers. En Afrique, l'éducation des adultes est souvent liée à leur alphabétisation et à l'éducation de base. Bien qu'ils soient très importants, les besoins ne permettent pas de rendre entièrement compte de la situation. Pour les États arabes, la diversité linguistique est une question moins importante qu'ailleurs. Dans ces pays, comme en Afrique et en Amérique latine, on observe la volonté d'intégrer l'éducation des jeunes et des adultes et d'accroître la participation des femmes. En Europe et en Amérique du Nord, le renforcement du rôle économique de l'éducation des adultes fait l'objet d'une attention particulière. Les nations d'Asie et du Pacifique plaident pour un renforcement de la collecte de données et pour l'augmentation de la fréquence de l'établissement de rapports nationaux, dans le but de suivre les tendances en matière de politique d'éducation des adultes. En Amérique latine et dans les Caraïbes, il existe un désir de combler le fossé entre politique et pratique.

Si les interventions ont fait état de variations entre les différents contextes régionaux, elles ont également illustré le fait que dans chaque région, il existe une diversité d'approches de la gouvernance et de l'organisation de l'éducation des adultes, non seulement entre les différents secteurs (public, privé et société civile), mais également entre les différents ministères. Les approches intersectorielles de la gouvernance et de la politique d'éducation des adultes ne sont une réalité que dans quelques rares pays, et même dans ces cas de figure, il n'existe pas toujours de dispositifs transparents destinés à garantir la responsabilité.

Les thèmes et les spécificités régionales mentionnés dans les rapports régionaux ont été sous-jacents pendant le reste de la Conférence.

(2) Rapport mondial sur l'éducation des adultes

Panélistes

Modérateur : Ricardo Henriques, ancien ministre adjoint de l'Éducation, Brésil

Présentateurs : Carolyn Medel-Añonuevo, Directrice adjointe de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) ; Svetlana Lomeva, vice-ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Science, Bulgarie ; Seydou Cissé, expert de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) ; Jorge Rudy Garcia Monterroso, coordinateur de l'Unité de suivi et d'évaluation, Comité national d'alphabétisation, Guatemala ;

Florenço Mendes Varela, directeur général, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – Direction générale de l'éducation et de la formation des adultes, Cap-Vert

Cecilia Thea Soriano, coordinatrice nationale, Réseau de la société civile pour la réforme de l'éducation, Philippines.

Les conclusions clés de ce tout premier rapport mondial sur la situation de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ont été présentées par Mme Medel-Añonuevo. Le *Rapport mondial*, fondé sur des données issues de 154 rapports nationaux soumis par les États membres ainsi que sur des documents secondaires, était composé des sections suivantes : (1) plaidoyer en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ; (2) politique et gouvernance ; (3) offre de services ; (4) participation et équité ; (5) qualité ; et (6) financement.

La diversité des conceptions et des pratiques en matière d'éducation des adultes ainsi que la faible participation associée à de nombreux niveaux d'inégalité (sexe, lieu de vie, âge et statut socioéconomique) comptaient parmi les tendances mises en lumière. Depuis CONFINTEA V (1997), 56 pays ont mis en place des politiques et des législations spécifiques en matière d'éducation des adultes, parmi lesquels 46 étaient des pays européens ou d'Afrique sub-saharienne. S'il est vrai que les définitions et les conceptions de la qualité étaient diverses, plusieurs actions ont été menées autour de sujets de préoccupation communs, à savoir la formation des éducateurs d'adultes ainsi que la nécessité de mener régulièrement des recherches et de suivre le progrès des programmes et des projets en matière d'éducation des adultes.

Le financement constituait un sujet d'importance du *Rapport mondial* étant donné que les financements publics étaient menacés. Le rôle croissant du secteur privé et de la société civile dans la fourniture des ressources faisant cruellement défaut pose également certains problèmes d'équité et de pérennité.

En réponse à l'intervention, les membres du groupe de travail ont souligné le rôle essentiel de ce premier rapport mondial, qui pourrait contribuer à former et à développer l'apprentissage et l'éducation des adultes dans le monde. Ce document pourrait servir d'outil international d'orientation de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique globale.

L'apprentissage et l'éducation des adultes devraient être intégrés dans les plans d'éducation et de développement, de manière décentralisée, avec des prestataires divers. Les programmes devraient s'adresser à des groupes cibles, avec des objectifs bien précis (y compris axés sur les différences entre sexes) et une formation des éducateurs adaptée. Il a également été souligné que la reconnaissance des qualifications acquises avant la participation au système d'éducation formelle et l'adoption de cadres nationaux de qualifications encouragerait les adultes à participer, tisserait de meilleurs liens entre l'éducation formelle et non formelle et fournirait plus facilement des critères de comparaison internationale.

Les membres du groupe de travail ont insisté sur la nécessité pour les gouvernements d'apprendre à optimiser une vaste gamme de ressources (c.-à-d. de veiller à son caractère interministériel), d'ordre financier ou non, et d'impliquer plus profondément

les organisations de la société civile dans les consultations politiques, le suivi de l'application des politiques, l'élaboration du budget et le contrôle. Les donateurs doivent renforcer leur rôle, eux aussi, par exemple en reconnaissant et en finançant les initiatives liées aux objectifs 3 et 4 de l'EPT.

L'un des problèmes mis en lumière dans le *Rapport mondial* était celui du caractère extrêmement inégal de la qualité des données issues des rapports nationaux, ce qui a entravé l'élaboration fiable de recommandations. À présent qu'une base a été établie, la collecte de données et les recherches à venir pourraient permettre un suivi plus régulier et plus fréquent.

C. Tables rondes

Ces séances plénières ont traité des thèmes centraux de la Conférence. Ces thèmes ont été examinés tout au long du processus CONFINTEA VI et constituent la base de la compilation des rapports nationaux, des rapports de synthèse régionaux et du *Rapport mondial sur l'éducation des adultes*, lancé lors de CONFINTEA VI [voir documents d'information plus haut dans le présent volume, Deuxième partie, B(1) et B(2)].

- Participation et intégration dans l'éducation des adultes ;
- Politiques et gouvernance en matière d'éducation des adultes ;
- Financement de l'éducation des adultes ;
- L'alphabétisation en tant que compétence clé pour l'apprentissage tout au long de la vie ;
- L'assurance qualité de l'éducation des adultes et l'évaluation des résultats de l'apprentissage ;
- Pour aller de l'avant

Chaque Table ronde a été dirigée par un modérateur qui orientait la discussion entre les membres d'un groupe de représentants gouvernementaux, d'organisations non gouvernementales et d'universitaires, qui ont tous apporté de brèves réflexions sur le sujet en question. Ces séances ont été enrichies par des questions et d'autres contributions en provenance de l'auditoire de la Conférence.

(1) Participation et intégration dans l'éducation des adultes

Panélistes

Daggubati Purandareswari, ministre d'État de l'Éducation supérieure, Inde ;

Geoff Erics, Division pour le soutien financier aux étudiants, la formation et l'éducation des adultes, Suède ;

Sergio Haddad, Ação Educativa (action éducative), Brésil ;

Magdalene Motsi, Association des apprenants adultes du Kenya ;

John Gates, Réseau des apprenants adultes du Royaume-Uni.

Cette séance a examiné les actions requises pour lutter contre les risques sociaux et économiques représentés par les inégalités persistantes en matière d'accès et de participation à l'apprentissage des adultes, particulièrement en lien avec l'exclusion des femmes, des populations rurales, des adultes âgés, des migrants, des populations indigènes, des minorités ethniques et linguistiques ainsi que des personnes handicapées.

Cette séance a compté avec la participation de deux apprenants adultes, tous deux membres du Global Learner's Network (réseau mondial des apprenants), qui ont contribué à la transformation du rôle des apprenants. Magdalene Gathoni Motsi, qui a été contrainte d'abandonner l'école, et John Gates, un mineur autodidacte, ont tous les deux repris leurs études à l'âge adulte et ont mis en place des associations d'apprenants adultes aux niveaux local et communautaire, devenus ensuite des réseaux mondiaux. Leurs récits ont été étoffés par des clips vidéo d'apprenants adultes issus du monde entier. Ensemble, ils ont présenté une *Charte internationale des apprenants adultes* mettant en lumière le fait que pour rencontrer le succès, l'apprentissage des adultes doit impliquer les adultes au niveau local dans tous les aspects des processus politiques et de mise en œuvre – des décisions relatives à la portée de l'initiative jusqu'au détail des programmes, du cursus et de l'emploi du temps.

En Inde, un nouveau programme gouvernemental, basé sur la coopération et la participation communautaires, essaie actuellement d'améliorer l'accès à l'éducation des castes les plus basses, des populations des régions tribales, des minorités religieuses et des femmes. L'apprentissage des adultes fait actuellement l'objet

d'une refonte autour de trois principes essentiels, dans le but de garantir qu'il soit axé sur l'apprenant et d'accroître la participation : donner aux gens les moyens de mieux fonctionner dans la vie quotidienne ; les sensibiliser au besoin de compétences d'apprentissage pour adultes ; et étoffer leurs connaissances relatives à la façon dont ils peuvent utiliser leurs capacités nouvellement acquises. La coordination au niveau gouvernemental a été renforcée en impliquant tous les ministres dans la Mission nationale d'alphabétisation ainsi qu'au moyen d'une campagne active en faveur de la décentralisation.

Le taux élevé de participation en Suède peut être attribué à une triple approche globale de l'apprentissage des adultes. La législation est à la base du droit à l'apprentissage des adultes et encourage les groupes communautaires et les syndicats à inciter les adultes à s'inscrire à des cours de culture générale. L'éducation formelle des adultes est gratuite pour les personnes âgées de 20 à 54 ans, quels que soient leurs revenus et leurs ressources. La Suède a mis en place une infrastructure qui garantit que l'apprentissage des adultes est validé, que les apprenants bénéficient d'une orientation et d'une assistance, que les cours ont lieu à des horaires appropriés et que l'environnement d'apprentissage est élargi aux lieux de travail, aux communautés et aux organisations de la société civile.

Les approches de l'apprentissage à l'âge adulte qui permettent l'expression des groupes socialement et économiquement défavorisés sont le meilleur moyen d'assurer la qualité et la participation démocratique. Ces approches doivent être institutionnalisées et rationalisées dans le cadre de politiques et de processus partant de la base et allant jusqu'aux niveaux nationaux. La portée du projet est bien plus vaste encore : l'apprentissage des adultes devrait être intégré de manière globale dans la politique de développement et consacré par les politiques des organisations internationales en tant que moyen de promouvoir le développement durable.

(2) Politiques et gouvernance en matière d'éducation des adultes

Panélistes

Rebecca Kapitire Ndjoze-Ojo, ministre adjointe, ministère de l'Éducation, Namibie ;
Sylvi Bratten, conseillère politique, ministère de l'Éducation et de la recherche, Norvège ;
Abed Al Fattah Obeid, directeur de l'éducation des adultes, ministère de la Culture, République arabe syrienne ;

Ella Yulaelawati Rumindasari, directeur de l'éducation communautaire, ministère de l'Éducation nationale, Indonésie ;

Alison Cross, directeur exécutif, Fondation jamaïcaine pour l'apprentissage tout au long de la vie, Jamaïque.

La politique d'éducation des adultes devrait viser à atteindre des objectifs économiques, sociaux ou développementaux, ou bien simplement permettre l'exercice de ce que certains pays reconnaissent comme un droit à l'éducation des adultes, indissociable du droit à l'éducation. En Namibie, ce droit est inscrit dans la constitution et est considéré comme un facteur clé de développement durable.

L'alignement de la politique d'éducation des adultes sur les objectifs de développement revêt souvent la forme du ciblage de groupes spécifiques. En Jamaïque, l'accent est particulièrement mis sur l'accroissement des possibilités d'apprentissage pour les jeunes adultes défavorisés. Il s'agit plus précisément d'impliquer le secteur privé pour qu'il fournisse un soutien personnalisé aux personnes ayant abandonné l'école précocement. En Syrie, l'éducation des adultes s'adresse aux populations rurales, qui sont incitées à rejoindre le système éducatif classique aux niveaux primaire et secondaire. Quels que soient les buts de la politique d'éducation des adultes, il est nécessaire de vérifier si elle atteint avec efficacité et efficience les objectifs convenus.

La bonne gouvernance suppose une politique génératrice de confiance entre les parties prenantes (dont le gouvernement local, les entreprises, les associations de travailleurs, les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires) dans le but de remplir des objectifs communs. Une tension se crée entre la fragmentation des ressources issues de divers secteurs (tels que l'agriculture, la santé, l'emploi et l'environnement) et le besoin de construire un terrain politique distinct et cohérent pour l'apprentissage et l'éducation des adultes. Résoudre cette difficulté pour améliorer la coordination structurelle exige une stratégie et une planification délibérées.

Au sein du gouvernement, il est nécessaire de garantir la collaboration et l'engagement des différents ministères : en Indonésie, ces mesures permettent d'allouer les budgets à l'accréditation et à la mise en place d'indicateurs de performance clés en matière d'éducation des adultes. Les dispositifs de gouvernance

qui reconnaissent le rôle spécifique des multiples parties prenantes auront davantage de légitimité et de perspectives de succès. La tradition norvégienne de coopération entre le gouvernement, les syndicats et les employeurs fait partie intégrante du système politique. Avec des conceptions communes et des obligations mutuelles d'adopter une politique donnée, la planification stratégique en matière d'éducation des adultes est menée à bien par le gouvernement, tandis que l'apprentissage au sens propre est entrepris sur le lieu de travail et que l'offre de services éducatifs peut être mise en œuvre par un tiers. En République tchèque, l'implication des employeurs, des syndicats et des organisations communautaires dans la préparation de la politique d'apprentissage tout au long de la vie a été un processus dirigé par les syndicats et non par le gouvernement.

Les propositions d'approfondissement de la politique en matière d'éducation des adultes étaient variées. L'investissement du secteur privé dans l'éducation des adultes constitue une approche possible. Le ministère namibien de l'Éducation peut, par des mesures législatives, prélever 1 pour cent sur les salaires du secteur privé pour soutenir l'éducation des adultes. Considérer l'éducation des adultes comme un moyen de soutenir les initiatives de développement (Syrie) ou de construire un capital humain permettant de s'adapter aux circonstances nouvelles et changeantes apportées par la mondialisation et la technologie (Norvège) ne constituent pas deux conceptions opposées mais complémentaires.

(3) Financement de l'éducation des adultes

Panélistes

Mohamad Motahar Hossain, ministre d'État à l'Éducation primaire et de masse du Bangladesh ;
Lamis Al-Alami, ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur des Territoires palestiniens ;
Diana Serafini, vice-ministre de l'Éducation du Paraguay ;
Alice Tiendrebeogo, directrice du Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle et ancienne ministre de l'Éducation du Burkina Faso ;
Mariano Jabonero Blanco, directeur général de la coordination à l'Organisation des États ibéro-américains ;
Stefan Hummelsheim, de l'Institut de l'éducation des adultes basé en Allemagne ;
Patrick Werquin, économiste principal à l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le manque d'investissement dans l'apprentissage des adultes (moins de 1 % du PIB dans presque tous les pays, et beaucoup moins dans certains pays en développement) se traduit par de faibles taux de participation. Cette séance a passé en revue les différents types de mécanismes et de mesures d'incitation à l'apprentissage et à l'éducation des adultes susceptibles de surmonter les difficultés en matière de financement.

Les participants au groupe de travail se sont accordés pour dire que le manque de financement était dû à la faiblesse de l'engagement politique et au peu de visibilité de l'éducation des adultes chez les principaux représentants gouvernementaux. Il est nécessaire d'accentuer la pression et de faire campagne méthodiquement afin de mettre en lumière les aspects d'intérêt général de l'éducation des adultes, ainsi que de passer d'un discours axé sur le coût à un discours centré sur l'investissement et les avantages. Pour être efficace, la sensibilisation doit toutefois être soutenue par des recherches factuelles ; il est également nécessaire de mesurer l'ensemble des avantages de l'apprentissage pour toutes les parties prenantes, représentants gouvernementaux compris.

Étant donné que les activités d'éducation des adultes se déroulent souvent sous l'égide de ministères autres que ceux de l'éducation, les gouvernements doivent renforcer leur capacité et l'action interministérielle pour mobiliser les politiques et les budgets en faveur de ce domaine. Le processus de budgétisation doit être plus transparent, avec des fonds alloués à l'éducation des adultes des groupes défavorisés dans le but de combattre les tendances polarisantes liées aux mécanismes du marché.

Tandis que les gouvernements ont été incités à faire de l'éducation des adultes une priorité en termes d'allocations budgétaires, l'importance de trouver des sources alternatives de financement a également été soulignée. Les partenariats public-privé et le cofinancement peuvent engendrer de nouvelles ressources ; dans certains pays, le financement privé de l'éducation des adultes peut représenter plus de 80 % du total. Les gouvernements devraient tenter d'obtenir davantage de contributions financières de la part du secteur privé/de l'entreprise, de la société civile et des apprenants/individus.

Les employeurs ont besoin de mesures d'incitation (comme des déductions fiscales, par exemple) pour investir dans l'éducation des adultes à condition qu'on

leur prouve que leur investissement aura un effet positif sur leurs activités. Si les organisations de la société civile présentent une certaine souplesse et atteignent un grand nombre de personnes, leurs flux de financement souffrent trop souvent d'instabilité pour le permettre de participer de façon efficace.

La motivation des populations à investir dans l'apprentissage peut être accrue si elles savent que leur apprentissage sera reconnu et apprécié. Des mesures d'incitation destinées aux apprenants, comme des plans d'épargne pour l'éducation, des comptes de formation, des bourses et des prêts – proposés de façon personnalisée pour satisfaire leurs besoins spécifiques en termes de calendrier, de lieu et de contenu – pourraient accroître la participation. Cet investissement exige une pensée créative et des méthodes novatrices.

Le dialogue et la collaboration entre les donateurs et les bénéficiaires sont essentiels pour stimuler l'aide internationale. Tandis que les partenaires de développement international doivent faire de l'éducation des adultes une priorité de leur coopération bilatérale et multilatérale, c'est aux pays bénéficiaires qu'il incombe de diriger les opérations, dans une optique de pérennité à long terme.

(4) L'alphabétisation en tant que compétence clé pour l'apprentissage tout au long de la vie

Panélistes

Sarwar Hussaini, ministre adjoint de l'Alphabétisation, ministère de l'Éducation, Afghanistan ;
Rosalie Kama Niamayoua, ministre de l'Éducation primaire et secondaire, Congo-Brazzaville ;
André Luiz de Figueredo Lázaro, vice-ministre de l'Éducation, Brésil ;
Mohamed Enver Surty, ministre adjoint de l'Éducation de base, Afrique du Sud ;
Rafaaf Radwan, premier sous-secrétaire, ministère de l'Éducation, et directeur général, Autorité nationale de l'éducation des adultes, Égypte ;
Elizabeth Janine Eldred, directrice internationale de NIACE, et Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO.

Si des efforts ont été accomplis pour intégrer l'alphabétisation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, les structures existantes, dans l'ensemble, ne soutiennent pas l'alphabétisation en tant que fondement de l'apprentissage permanent. Une conférence de 41 pays francophones ayant eu

lieu à Lyon en 2009 a mis en lumière la nécessité de promouvoir l'alphabétisation durable en tant qu'élément essentiel de la stratégie d'EPT.

Les interventions des panélistes ont illustré le fait que différentes conceptions de l'alphabétisation ont vu le jour en raison des différents contextes. L'alphabétisation va au-delà de la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul : elle comprend des pratiques de communication, l'exercice de la pensée critique et de la citoyenneté active, des droits individuels et l'amélioration de la qualité de vie. Une perspective d'apprentissage tout au long de la vie implique d'intégrer l'alphabétisation et l'éducation des adultes à tous les sous-secteurs de l'éducation, des programmes d'éducation de la petite enfance jusqu'aux programmes formels ou non formels d'éducation pour adultes.

En Afghanistan, les années de conflit ont entraîné de faibles taux d'alphabétisation et une pénurie de compétences. L'alphabétisation des adultes a participé à la reconstruction et à la réhabilitation du pays, en favorisant le développement des compétences. L'alphabétisation permet aux femmes des régions rurales de jouer un plus grand rôle dans le développement et la gouvernance. Lorsqu'une enquête internationale, en 2001, a montré qu'au Royaume-Uni une personne sur cinq présentait des problèmes liés à l'alphabétisation, le gouvernement a lancé son programme Skills for life (compétences pour la vie), dans le but d'accroître la demande en alphabétisation et d'améliorer la qualité de cette dernière. L'Égypte a entièrement réorganisé son programme d'alphabétisation pour y inclure une formation aux compétences et prendre en compte les besoins des apprenants. Le Brésil a pris des mesures pour intégrer l'alphabétisation à une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, en mettant en place des politiques visant à faire de l'éducation un droit, à reconnaître le rôle de l'alphabétisation dans le progrès économique et social et à porter une attention particulière aux groupes vulnérables. En Afrique du Sud, l'alphabétisation et le développement des compétences sont abordés dans le cadre du programme national de qualifications, qui mentionne expressément et reconnaît l'apprentissage préalable des adultes dans ses normes de qualité.

Les politiques de développement plus larges requièrent une stratégie intersectorielle ou multisectorielle dans le cadre de laquelle l'alphabétisation et l'éducation des adultes sont financées et mises en œuvre dans les

secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et d'autres secteurs de développement. Les femmes et les groupes marginalisés ont un accès limité à l'alphabétisation et à l'éducation pour adultes ; il faut donc porter une attention particulière à l'offre de programmes d'alphabétisation qui pallient cette inégalité liée au sexe. L'utilisation des langues maternelles dans l'alphabétisation et l'éducation des adultes aura un effet démocratisant, en favorisant la diversité linguistique et en permettant la participation de groupes qui ne parlent pas la langue dominante.

Il est nécessaire de mieux coordonner les efforts de toutes les parties prenantes, tout en mettant l'accent sur le rôle prépondérant de l'État. Les organisations de la société civile peuvent être des partenaires efficaces des stratégies d'alphabétisation. Toutefois, pour jouer un rôle plus important et ne pas se cantonner à la mise en œuvre des projets, les gouvernements doivent construire des relations de confiance avec elles.

Le partenariat entre le gouvernement, les organisations de la société civile et le secteur privé peut permettre de mobiliser des ressources et de mettre en œuvre conjointement des politiques et des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Les bailleurs de fonds, dont l'État, tiennent à savoir comment les ressources allouées à l'alphabétisation et à l'éducation des adultes sont utilisées. Au nom de l'obligation de rendre des comptes et de la planification des ressources, il est nécessaire de procéder à des évaluations de l'efficacité de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et des programmes.

(5) L'assurance qualité de l'éducation des adultes et l'évaluation des résultats de l'apprentissage

Panélistes

Octávio Tavares, ministre de l'Éducation, Cap-Vert ;
Brenda Dann-Messier, secrétaire adjointe, ministère de l'Éducation des États-Unis, bureau de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes, USA ;
Ramon Carlos Bacani, sous-secrétaire du département de l'Éducation, Philippines ;
El-Habib Nadir, directeur de l'Alphabétisation, Maroc ;
María Isabel Infante Roldán, coordinatrice de l'éducation des adultes, Chili ;
Jan Reitz Jørgensen, département de l'Éducation des adultes, ministère de l'Éducation, Danemark.

Cette séance était consacrée à la qualité, dimension essentielle de l'offre en matière d'éducation des adultes, qui doit reconnaître les besoins d'une population d'apprenants extrêmement hétérogène. Les contenus et les processus doivent être conçus pour être significatifs et attrayants aux yeux des apprenants, et les environnements d'apprentissage doivent être accueillants, bien équipés et accessibles, pour garantir l'égalité et l'intégration.

Les membres du groupe de travail ont indiqué trois domaines principaux pour garantir une politique de qualité et d'information. Mener et commanditer des recherches interdisciplinaires peut améliorer la compréhension de la façon dont les investissements sont liés aux résultats de l'apprentissage et profitent à l'apprenant, à la communauté et à la société dans son ensemble. La formation préalable et le développement professionnel permanent des éducateurs d'adultes sont des éléments essentiels de l'assurance qualité et exigent un engagement et des investissements. Le contrôle et l'évaluation de l'impact de l'éducation des adultes permettent aux pays de réguler la qualité.

On observe une sensibilisation croissante au besoin de données, d'analyse de données et plus particulièrement de leur utilisation dans une optique d'amélioration de la qualité de l'offre, des résultats et de la stratégie. Les enquêtes peuvent fournir des informations relatives aux besoins des apprenants et à la portée de l'offre, tandis que le suivi contribue à contrôler les résultats de l'apprentissage, la formation des enseignants, la satisfaction des apprenants et l'adéquation de l'offre. La collecte fréquente d'informations peut alimenter les ajustements du programme et l'élaboration des politiques.

Les animateurs sont considérés comme l'élément le plus important de la qualité de l'éducation des adultes. De nombreux pays continuent pourtant de faire appel à des éducateurs non professionnels, tandis que d'autres travaillent avec des bénévoles formés à l'éducation des adultes. Dans d'autres pays, toutefois, l'éducateur d'adultes est un professeur certifié, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Dans d'autres encore, les structures de développement professionnel sont bien établies ; elles sont considérées comme indispensables pour éviter un taux élevé de rotation du personnel et garantir la motivation.

Les méthodes et les outils efficaces d'évaluation des résultats de l'apprentissage, dont fait partie la validation de l'apprentissage préalable, à la fois pour

l'apprentissage non formel et informel, sont encore relativement rares. La majeure partie de l'évaluation de l'apprentissage est menée à bien au moyen d'examen nationaux. Le domaine dans lequel les pays semblent avoir l'expérience la plus hétérogène est celui de l'élaboration de critères et de normes de qualité en matière d'éducation des adultes. Dans certains pays, des critères et des indicateurs de ressources, de processus, de résultats et d'impacts ont été définis et sont actuellement proposés ; dans certains cas, ils sont déjà utilisés. D'autres pays n'ont guère d'indicateurs ni de points de référence dans ce domaine.

(6) Pour aller de l'avant

Panélistes

Rosalie Kama Niamayoua, ministre de l'Éducation primaire et secondaire, Congo-Brazzaville ;

Nora Bin Abdullah Alfaiz, vice-ministre de l'Éducation des filles, Arabie saoudite ;

Silvia Chumira Rojas, vice-ministre, ministère de l'Éducation, Bolivie ;

Amina Osman, spécialiste de l'éducation – Égalité des sexes et éducation de qualité, UNICEF ;

Fabienne Lagier, conseillère éducative, Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC), Suisse ;

Guodong Xie, secrétaire général/vice-président, Association chinoise pour l'éducation des adultes, Chine ;

Mahamadou Cheikh Diarra, coordinateur, Plateforme africaine pour l'éducation des adultes, Mali.

L'objectif de cette séance était que les membres du groupe de travail résument les messages clés recueillis lors de la Conférence, pour renforcer ou déterminer les initiatives de leurs pays respectifs visant à promouvoir et développer plus avant l'éducation des adultes.

Les membres du groupe issus des gouvernements se sont engagés à accorder une plus grande priorité à l'éducation des adultes et à l'alphabétisation une fois de retour chez eux et à chercher à travailler – entre autres – sur la question des migrations, de la sécurité alimentaire et du changement climatique. La participation des femmes ainsi que des populations indigènes et rurales serait également en tête du programme. Une approche globale du développement humain doit reconnaître la valeur de ce que les adultes savent déjà de par leur vie quotidienne et leurs racines ancestrales et culturelles et intégrer l'inter-culturalité ainsi que le multilinguisme.

Il a été admis que l'éducation des adultes relève de la responsabilité collective et que la communauté internationale doit fournir aux États membres un soutien en matière de suivi. Les organisations de la société civile doivent également participer à ce partenariat.

Lorsqu'il leur a été demandé d'indiquer quels types de mécanismes devraient être mis en place pour le suivi régional et national, les membres du groupe de travail ont examiné les mesures, les processus et les personnes devant être mis en jeu.

- Il est important de commencer par se mettre d'accord sur les buts et les objectifs, puis sur des critères adaptés en matière de bilan, d'évaluation et de suivi, critères pouvant inclure la mesure des réalisations, des résultats et de l'impact.
- L'harmonisation de la langue utilisée permettrait d'améliorer la communication et le dialogue international, en parvenant à une vision commune des choses. Une première étape pourrait consister à diffuser les résultats issus de CONFINTEA même. Comme l'a montré le *Rapport mondial sur l'éducation des adultes*, la présentation de l'information effectuée par les parties prenantes elles-mêmes peut ne pas être suffisamment systématique.
- Le suivi devrait impliquer tous les acteurs clés, dont la société civile. Ce processus pourrait être coordonné au niveau national par des entités indépendantes des ministères ou bien au sein de ces derniers. Au niveau régional, des conseils de coopération régionale pourraient se révéler un dispositif constructif. Les partenariats avec des agences internationales telles que l'UNESCO et l'UNICEF ont également été considérés comme importants.

Les membres du groupe de travail ont souligné qu'après CONFINTEA VI, l'UNESCO et l'UIL auraient, mise à part leur tâche de certifier les taux d'alphabétisation dans les pays membres, un rôle moteur consistant à apporter un soutien actif, au moyen de campagnes permanentes en faveur de l'alphabétisation des adultes, du renforcement des capacités et du suivi. Travailler au sein du système « Unis dans l'action » et veiller à ce que les processus de l'UNESCO soient moins centralisés contribuerait à améliorer l'efficacité et l'efficience.

D. Ateliers

Ces séances étaient des espaces ouverts organisés par différentes parties prenantes et visaient à traiter les vastes thèmes de la Conférence. Elles ont consisté à présenter des études de cas de bonnes pratiques ou à préconiser certaines approches et méthodes. Lorsque les ateliers individuels l'avaient décidé ainsi, des recommandations ont été transmises au Comité de rédaction de CONFINTEA VI pour qu'il les examine en tant que nouvelles contributions au *Cadre d'action de Belém*.

1.1 Participation démocratique à l'ère de la mondialisation – une approche innovante et participative face aux défis mondiaux, avec comme exemple la gouvernance en matière de climat et de crise financière

Organisateur : Association pour une éducation mondiale

Modérateur : Jakob Martin Erle

Intervenants : Vera Francis (États-Unis) ;

Ana Maria Pinto Barros (Brésil) ;

Noël Bonam (États-Unis).

Cet atelier a étudié une approche novatrice et participative visant à assurer une gouvernance efficace et transparente à tous les niveaux politiques. Après une introduction, un jeu éducatif en groupes a été proposé ; il a débouché sur des réflexions relatives à la complexité des questions de démocratie dans un monde globalisé. Les stratégies localisées ont été considérées comme essentielles et il a été conclu qu'une même solution n'était pas valable pour tous les contextes. Il a été suggéré de renforcer le développement, la diffusion et l'utilisation de ces outils novateurs et interactifs.

1.2 Éducation au service du développement durable et responsabilité mondiale

Organisateurs : International Journey on Environmental Education et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;

Modérateur : Paul Bélanger, CIEA ;

Présentateurs : Marcos Sorrentino (International Journey on Environmental Education) ;
Rachel Trajber (Conférence internationale sur la jeunesse et l'environnement) ;

Lavinia Gasperini (FAO) ;

Cristiane Parente (WAN) ;

Manzoor Ahmed (IED).

L'atelier a traité de l'importance de l'éducation des adultes en tant que moyen d'affronter la crise de durabilité du développement, et particulièrement la durabilité en matière d'environnement. Le lien entre l'éducation environnementale et les droits humains a été reconnu. Étant donné que la majorité des adultes analphabètes vivent dans des régions rurales et agricoles, la pédagogie du développement durable doit faire appel au savoir local et traditionnel, particulièrement pour les migrants, les minorités ethniques et les populations tribales.

1.3 Crise financière et économique – incidences, vulnérabilités et interventions des pouvoirs publics concernant le marché du travail.

Difficultés de l'éducation des adultes, du développement des qualifications et de l'apprentissage tout au long de la vie dans un monde du travail en mutation

Organisateurs : InWEnt (Allemagne) et UNESCO-UNEVOC

Modérateur : Luiz Ramalho

Présentateurs : Sudha Pillai (Inde) ;

Villy Hovard Pedersen (Danemark) ;

Alberto Borges Araújo (SENAI-Brésil) ;

Wessam Gamal Thabet Mohamed (Égypte).

Cet atelier s'est penché sur les réponses à l'impact de la crise financière mondiale sur la lutte contre la pauvreté et le chômage. Des stratégies de développement des compétences et un changement institutionnel s'imposent pour renforcer les liens entre l'éducation des adultes et les initiatives en matière d'emploi. Il s'avère de plus en plus essentiel d'investir dans les compétences professionnelles, dans l'amélioration professionnelle et dans la réadaptation professionnelle des travailleurs. L'éducation des adultes et la formation professionnelle doivent satisfaire les besoins des personnes et des groupes les plus fragiles, à savoir les femmes, les jeunes, les travailleurs peu qualifiés, les immigrés, les réfugiés et les migrants.

1.4 Parcours de carrière – le lien entre l'apprentissage des adultes et la croissance économique

Organisateurs : Ministère de l'éducation des États-Unis/OREALC-CEPAL

Modérateur : Cheryl Keenan (États-Unis) ;

Présentateurs : Jorge Sequeira (OREALC) ;
Judith Alamprese (États-Unis) ;
Israel Mendoza (États-Unis) ;
M. Rodrigo Martínez (CEPAL).

Les présentateurs ont discuté du manque de productivité dû aux faibles niveaux d'éducation et ont donné des exemples d'initiatives visant à augmenter le taux d'inscription aux cours de compétences basiques pour adultes et à améliorer, en fin de compte, le taux d'embauche.

Une étude a estimé le coût de l'analphabétisme absolu et fonctionnel tout au long de la vie active à 25 milliards de dollars USD en Équateur et en République dominicaine, et à 209 milliards dans l'État de São Paulo au Brésil. Une amélioration des taux d'alphabétisme fonctionnel débouche sur une augmentation des revenus, particulièrement avant l'âge de 40 ans. Les pertes de productivité et de revenus imputables à l'analphabétisme sont si élevées que l'éradication de ce fléau est une priorité sociale et économique.

1.5 Qualité de l'éducation, égalité et développement durable – Une vision holistique à travers les quatre Conférences mondiales sur l'éducation de l'UNESCO 2008-2009

Organisateur : Secteur de l'éducation de l'UNESCO

Modérateur : Ana Luíza Machado

Présentateurs : Anders Falk (président du Conseil d'administration de l'UIL) ;
Gugulethu Thenjiwe (Afrique du Sud).

En étudiant CONFINTEA VI et les conférences de l'éducation de l'UNESCO sur le développement durable, l'enseignement supérieur et l'intégration, l'atelier a examiné quatre « ingrédients » essentiels de la qualité dans l'éducation des adultes : pertinence du contenu, défini conjointement par les parties prenantes pour répondre aux besoins des apprenants ; rôle des enseignants et des éducateurs ; processus participatifs ; et nature de l'environnement d'apprentissage. L'égalité et l'intégration sociale

sont des dimensions essentielles de la qualité que l'adaptation aux besoins des apprenants permet d'atteindre. L'atelier a invité l'UNESCO à élaborer des outils permettant d'évaluer les différentes dimensions de la qualité.

1.6 Culture de la lecture et environnements lettrés pour les jeunes et les adultes – Une perspective d'apprentissage tout au long de la vie

Organisateur : ministère de l'Éducation du Brésil

Modérateur : SAR la Princesse Laurentien (Pays-Bas)

Présentateurs : Fabiano dos Santos Piúba (Brésil) ;
Lola Cendales González (Colombie) ;
Odili Robles (Nicaragua) ;
Brij Kothari (Inde).

Ont été présentées des politiques et des pratiques encourageant les habitudes de lecture et créant des environnements lettrés permettant aux adultes de renforcer les processus d'alphabétisation et d'intégrer de nouvelles compétences dans leur vie quotidienne. En Inde, sous-titrer les films de télévision dans les 22 langues officielles pourrait améliorer grandement les niveaux de lecture. Des concours de lecture pourraient accroître le pourcentage des 500 000 personnes nouvellement alphabétisées au Nicaragua dont 38 % seulement sont en mesure de lire autre chose que les enseignes de magasins et les signalisations de bus. En Colombie, une formation spéciale destinée aux enseignants visant à encourager l'amour de la lecture, ainsi que le Plan national du livre et de la lecture au Brésil, ont pour but de faire de la lecture une expérience agréable pour les enseignants aussi bien que pour les étudiants.

1.7 Éducation, égalité entre les sexes et pauvreté

Organisateur : Réseau d'éducation populaire entre femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (REPEM)

Modérateur : Malu Valenzuela

Présentateurs : Sergio Haddad (Brésil) ;
María Cristina Chávez Castillo (Colombie) ;
Malini Ghose (Inde).

Cet atelier a démontré que la pauvreté a non seulement des dimensions matérielles mais également sociales, telles que la discrimination et le manque d'accès aux ressources naturelles. Les femmes sont plus susceptibles d'être analphabètes et davantage exclues que les hommes. Les droits humains ont été présentés

comme inaliénables et indivisibles, indépendamment du sexe. L'atelier a conclu que pour les groupes les plus fragiles, seule la pression collective en faveur de la reconnaissance du potentiel des femmes et de leur rôle moteur pourrait traduire dans les faits le droit à l'éducation.

1.8 Politiques et gouvernance de l'éducation des adultes

Organisateur : Ministère de l'Éducation, des Sports, de la Science et de la Technologie du Japon

Modérateur : Hiromi Sasai (NIER)

Présentateurs : Hiroshi Kamiyo (MEXT/Japon) ; Takaaki Iwasa (Japon) ;

Uwe Gartenschläger (Allemagne) ;

Srisawang Leowarin (Thaïlande) ;

Chiharu Kawakami (NFUAJ-Fédération nationale des Associations) ;

Takafumi Miyake (Japon).

Cette séance a consisté en un échange international de bonnes pratiques en matière de développement et d'institutionnalisation des centres d'apprentissage communautaires en tant que cadres efficaces pour l'apprentissage des adultes. La politique nationale et la formation individuelle ont fait du *Kominkan* japonais un système pérenne, avec plus de 17 000 centres actifs. Ces centres, à l'instar des universités populaires allemandes, ont constitué une réponse aux difficultés sociales, économiques et culturelles de l'Après-Guerre. Les discussions se sont concentrées sur la mise en place de cadres juridiques solides et d'un meilleur soutien financier, dans l'optique d'améliorer le statut social des animateurs en éducation non formelle et de renforcer leurs compétences en matière d'enseignement.

2.1 Partenariats public/privé pour l'éducation des adultes : possibilités et obstacles

Organisateur : Secteur de l'éducation de l'UNESCO

Modérateur : Ana Luiza Machado

Présentateurs : Mariana Raposo (SESI, Brésil) ;

Marylane Martins (VALE Education, Brazil) ;

Vilma Guimarães (Fundação Roberto Marinho, Brazil).

L'atelier a examiné la façon dont l'État peut tirer parti de la capacité du secteur privé à proposer des stratégies novatrices, une technologie de pointe, une perspective différente sur les besoins des apprenants en termes de

compétences professionnelles et sociales, ainsi qu'un lien avec le marché du travail et les compétences de gestion. Les partenariats entre les secteurs public et privé peuvent favoriser l'égalité et l'intégration des populations marginalisées s'il existe des responsabilités clairement définies, une transparence et une obligation de rendre des comptes ; le sentiment des partenaires – apprenants compris – d'être partie prenante permettra d'assurer la confiance et la durabilité.

2.2 Financement de l'éducation des adultes au service du développement

Organisateurs : dvv international (Allemagne) et Conseil international d'éducation des adultes (CIEA)

Modérateur : Heribert Hinzen (dvv international)

Présentateurs : Sarwar Hussaini (Afghanistan) ;

Lytou Bouapao (RDP du Laos) ;

David Archer (Action Aid) ;

Nicole Bidegain (CIEA) ;

Koumba Barry Boly (ADEA) ;

Stefan Hummelsheim (Institut pour l'éducation des adultes, Allemagne).

Cet atelier a examiné les stratégies de développement propres à accroître l'investissement public et international dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, en établissant l'interconnexion entre l'Éducation pour tous et les cadres de CONFINTEA. En Afghanistan, atteindre les objectifs 3 et 4 de l'EPT, qui sont notoirement négligés par les sources de financement nationales et internationales, exige un soutien accru. Les présentateurs ont plaidé pour un meilleur financement de l'éducation des jeunes et des adultes, avec des niveaux minimum de financement public et l'allocation de budgets à des programmes d'éducation en vue du développement, tel que préconisé par la Déclaration de Bonn sur le financement de l'éducation des adultes pour le développement.

2.3 Partenariat international novateur et travail en réseau pour l'apprentissage et l'éducation des adultes

Organisateurs : ministère espagnol de l'Éducation, direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes du Cap-Vert

Modérateur : Octávio Tavares (Cap-Vert)

Présentateurs : Florencio Mendes Varela (Cap-Vert) ; Encarna Cuenca Carrión, ministère de l'Éducation, (Espagne) ;

Maria Francisca Gomes Medina Dabo (Guinée-Bissau) ;
Margarita Sánchez (Espagne) ;
Jorge Camors (Uruguay).

L'atelier a présenté des exemples de coopération intergouvernementale visant à remplir les objectifs en matière d'éducation. Le Réseau de coopération Sud-Sud des pays lusophones (Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé-et-Principe et Timor-Leste) a été mis en place en 2006 dans le but de renforcer la capacité à remplir les objectifs nationaux et internationaux en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Le Réseau des ministères de l'Éducation d'Espagne et d'Amérique latine (RIEJA) a pour but de respecter les engagements internationaux tels que l'Éducation pour tous, les Objectifs du Millénaire pour le développement et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. La coopération entre les Îles Canaries et la Guinée-Bissau a également été examinée.

Le thème commun né des discussions était celui du besoin de confiance et d'égalité entre les gouvernements partenaires et de respect de la diversité culturelle ainsi que des différences ethniques/ raciales ou liées à l'appartenance sexuelle, dans tous les pays.

2.4 Instauration d'un partenariat axé sur une nouvelle vision de l'éducation des adultes

Organisateurs : Plateforme africaine pour l'éducation des adultes et Bureau d'éducation des adultes pour l'Asie et le Pacifique Sud (ASPBAE)

Modérateur : José Roberto Guevara (ASPBAE)

Présentateurs : Gugulethu Ndebele (Afrique du Sud) ;
Saloni Singh (Népal) ;
Matarr Suraa K. Baldeh (ANCEFA/GCE Gambie).

Les partenariats peuvent être rompus si l'un des partenaires (généralement le gouvernement) prend la direction des opérations. L'égalité (ou l'équilibre) naît non seulement des ressources financières apportées par chacun des partenaires mais aussi de la répartition des responsabilités, des ressources et des capacités de mise en œuvre. L'Initiative de mise en œuvre rapide a été donnée en exemple de la reconnaissance de l'équilibre des rôles des partenaires. Les apprenants et leurs organisations, ainsi que les intérêts de groupes spécifiques (notamment les femmes), devraient toutefois être représentés dans les accords de partenariat. Les organisations de la société civile sont

souvent plus proches de la demande et les institutions de recherche et universitaires peuvent remplir certaines fonctions.

La clarté des objectifs ainsi que la mise en place de règles et de réglementations en matière de gestion propres à assurer la transparence et l'éthique des processus sont les meilleures garanties de succès des partenariats.

2.5 Renforcement de la coopération internationale pour l'apprentissage et l'éducation des adultes

Organisateur : Centre régional d'éducation des adultes et d'alphabétisation fonctionnelle pour l'Amérique latine (CREFAL)

Modérateur : Emilio Coral (CREFAL)

Présentateurs : Mercedes Calderón (CREFAL) ;
Ernesto Rodríguez (CREFAL) ;
Hugo Zemelman (CREFAL) ;
Mercedes Ruiz (CREFAL) ;
Jorge Teles (Brésil) ;
María de la Paz Bareiro (Paraguay).

Des initiatives latino-américaines de coopération régionale visant à élaborer des politiques éducatives destinées aux jeunes et aux adultes ont été présentées. Mettre en commun les expériences en matière de recherche et d'orientation peut être un moyen efficace d'obtenir de meilleurs résultats, particulièrement si les voix indépendantes sont intégrées au travail intersectoriel au sein des institutions gouvernementales, des organisations internationales et des agences non gouvernementales. Un projet de coopération régionale pour l'alphabétisation familiale et les communautés d'apprentissage, comptant avec la participation d'agences gouvernementales mexicaines, brésiliennes et paraguayennes, a été proposé.

2.6 La levée des obstacles à la participation à l'apprentissage et à l'éducation des adultes – Une condition du droit à l'éducation

Organisateur : Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA), Canada

Modérateur : Dominique Ollivier (Canada)

Présentateurs : Daniel Baril (Canada) ;
Normand Lévesque (Canada) ;
Bernadette Maria Brady (Irlande) ;
Janine Eldred (RU) ;
Andrée Racine (Canada).

Les données issues des recherches menées dans plusieurs pays ont indiqué que la persistance d'obstacles à l'apprentissage et à l'éducation des adultes mettaient en péril le droit à l'éducation tout court. Anticiper et répondre aux besoins des groupes défavorisés demande un transfert de connaissances des chercheurs vers les praticiens, ainsi qu'un soutien financier permettant d'élaborer des matériels et des méthodes d'enseignement et d'apprentissage adaptés.

Il a été résolu d'adopter une approche globale et intégrée, pour améliorer l'accès à l'éducation et bâtir des stratégies nationales qui devraient repérer les principaux obstacles à la participation et indiquer les responsabilités précises de l'État, des organisations de la société civile, des acteurs du marché du travail et des apprenants eux-mêmes.

2.7 L'EPT pour les prisonniers – expériences éducatives dans les prisons

Organisateurs : Institut national pour l'éducation des adultes du Mexique et Centre international d'études pédagogiques (CIEP, Ministère de l'Éducation nationale - France) pour le Programme EUROsociAL Éducation de l'UE

Modérateur : Marie-Noëlle Rodriguez

Présentateurs : María G. Alcaraz Ortega (Mexique) ; Stella Maris Pallini (Argentine) ; Maria de Lourdes Leguizamón de Portillo (Paraguay) ; Jean-Pierre Simoneau (Canada) ; Dennis Sinyolo (Education International) ; Marc de Maeyer (consultant indépendant).

Des cas pratiques d'éducation dans les prisons au Mexique, en Argentine, au Paraguay et dans d'autres pays latino-américains ont été présentés. Il s'agissait notamment de transformation de bibliothèques en lieux de réunion et en espaces de savoir culturel, de formation d'éducateurs et de la reconnaissance de leur statut.

Il a été recommandé aux États membres d'assurer l'éducation dans les prisons dans le cadre du droit à l'éducation à tous les niveaux et d'exhorter l'UNESCO à prendre la direction des opérations de l'intégration de l'éducation permanente des prisonniers dans les programmes existants d'alphabétisation et d'éducation formelle, non formelle et autres.

2.8 Éducation des adultes et migrations

Organisateurs : Conseil international pour l'éducation des adultes (CIEA) & Institut national de l'éducation continue des adultes (NIACE, RU)

Modérateur : Alan Tuckett (NIACE)

Présentateurs : Maria Angela C. Cillalba ; Babacar Diop Buuba (CIAE) ; Joseph Samuels (Afrique du Sud) ; Sue Waddington (Association européenne pour l'éducation des adultes, AEEA) ; Matilde Gruenhage-Monetti (Allemagne).

Près d'un milliard de personnes sont en situation de migration, dont 214 millions sont des migrants internationaux. 70 millions se déplacent du Sud vers le Nord, mais la plus grande partie des migrations se fait entre pays touchés par une grande pauvreté. 48 % des migrants internationaux sont des femmes et un quart d'entre eux sont jeunes. Les personnes contraintes de migrer sont particulièrement exposées à la perte de statut et de droits, d'accès à l'éducation ainsi que de reconnaissance de leur expérience et de leurs compétences. Elles risquent également de souffrir d'une dislocation de leurs liens familiaux et communautaires. Pour des communautés établies, l'arrivée d'un nombre considérable de migrants pose des problèmes d'ajustement pouvant s'exprimer par des comportements xénophobes ou d'autres attitudes hostiles ou défensives, mais peut également représenter une chance de tirer parti de la diversité et de la différence.

L'UNESCO et ses États-membres ont la tâche clé de garantir le droit fondamental à l'éducation des migrants, population qui n'est pas protégée par la citoyenneté du pays hôte. Les stratégies visant à la compréhension interculturelle sont essentielles, aussi bien pour les migrants que pour les communautés qui les accueillent.

3.1 Reconnaissance et validation de l'apprentissage non formel et informel

Organisateurs : Association européenne pour l'éducation des adultes (EAEA) & Institut national pour l'apprentissage tout au long de la vie (République de Corée)

Modérateurs : Dae Bong Kwon et Sue Waddington

Présentateurs : Eunsoon Baik (République de Corée) ; Eva-Inkeri Sirelius (Finlande) ;

L'Academic Credit Bank System coréen (système de crédit de l'apprentissage) a été présenté en tant que moyen de reconnaissance des différents types d'apprentissage, acquis ou non dans le cadre scolaire. Il octroie des diplômes aux apprenants ayant le nombre nécessaire de crédits validés. Les dispositifs nord-européens de reconnaissance, de validation et d'évaluation des apprentissages préalables ont été examinés. Dans les systèmes nationaux d'apprentissage tout au long de la vie, les résultats de l'apprentissage non formel et informel devraient avoir la même valeur que ceux de l'éducation formelle.

Il a été suggéré que l'UNESCO fournisse des directives, des définitions et des repères internationaux adaptables aux contextes nationaux, ainsi que des cadres de référence élargis (tels que les Cadres nationaux de qualifications et le Cadre européen de qualifications).

3.2 La parole aux apprenants

Organisateurs : Institut national de l'éducation permanente des adultes (Angleterre et Pays de Galles) & Partenariat écossais pour l'éducation des adultes

Modérateur : Lord Anthony Young (RU)

Présentateurs : Sue Neilsen (Canada) ;

Ellen Stavlund et Jan Helge Svendsen (Norvège) ;

Alemeyhu Hailu Gebre (Éthiopie) ;

Anne Vinerier et Nadia Baragiola, ainsi que des apprenants (France/Belgique) ;

Magdalena Motsi (Kenya) ;

John Gates (Pays de Galles) ;

Christopher Fairgrieve (Écosse) ;

Winifred Hignell (Angleterre).

Cet atelier a eu recours à des exemples issus de divers pays pour discuter de la meilleure façon de garantir et de préserver la voix au chapitre et le rôle actif des apprenants dans la politique de développement et la détermination de la qualité et de l'éventail de l'enseignement et de l'apprentissage. Comment les apprenants peuvent-ils jouer un rôle actif dans la façon dont leur éducation est administrée et proposée ?

Les apprenants sont des clients qui méritent un véritable respect et un statut de partenaires. Leurs récits, utilisés dans des festivals et des campagnes axés sur l'apprentissage, peuvent inspirer de nouveaux apprenants et attirer davantage de financement dans le secteur de l'éducation des adultes. Ils

peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration de la qualité en négociant le programme éducatif proposé ; l'apprentissage est en effet plus susceptible d'être de bonne qualité s'il est adapté à son objectif. Les apprenants peuvent faire des retours d'information constructifs à propos des matériels et de l'enseignement.

En Angleterre, dans l'optique d'assurer la représentation des apprenants dans toutes les instances dirigeantes des écoles supérieures et des universités, le Groupe national d'apprenants financé par le gouvernement ainsi que la législation ont incité les participants de l'atelier à demander à toutes les institutions éducatives majeures d'inviter les apprenants à bénéficier d'une représentation dans les instances de gouvernance et d'administration, ainsi que d'une formation adaptée pour les nouveaux représentants.

3.3 Coopération Sud-Sud dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes

Organisateurs : AlfaSol, ministère de l'Éducation de São Tomé-et-Príncipe, Établissement Qatari-Mauritanien pour le Développement Social & Fondation du Qatar

Modérateurs : Luara Landulpho Alves Lopes, Ednéia Gonçalves

Présentateurs : Ali Zainal Moussa (Ambassadeur du Qatar à l'UNESCO) ;

Maria Helena Pinheiro Bomfim, ministère de l'Éducation, São Tomé-et-Príncipe ;

Filipe Bandeira Paquete, ministère de l'Éducation, São Tomé-et-Príncipe.

Les questions centrales soulevées ont été celles de la pérennité et de la satisfaction des besoins locaux. Le premier exemple donné, le projet « Solidarité dans l'alphabétisation à São Tomé-et-Príncipe », a été conçu conjointement par le gouvernement de São Tomé-et-Príncipe et l'Agence brésilienne pour la coopération. Il avait pour objectif de mettre en place une politique nationale d'éducation des jeunes et des adultes. En Mauritanie, les centres communautaires d'alphabétisation et d'éducation des adultes pour le développement social durable sont axés sur des activités de renforcement des capacités, avec des équipes locales motivées.

Les questions de pérennité ont été abordées non seulement sous l'angle de l'accès aux fonds de développement issus de donateurs internationaux et nationaux, mais aussi sous celui du renforcement des capacités locales en matière d'éducation des jeunes et des adultes. L'ensemble du processus, de la conception du projet à son évaluation, doit se dérouler en étroite collaboration avec les équipes locales, afin de s'aligner harmonieusement sur les stratégies de développement nationales.

3.4 Mécanismes de responsabilisation dans l'offre d'alphabétisation des jeunes et des adultes

Organisateurs : Bureau d'éducation des adultes pour l'Asie et le Pacifique Sud (ASPBAE), Conseil international d'éducation des adultes (CIEA) et Réseau africain pour l'éducation pour tous (ANCEFA)

Modérateur : Ana Agostino

Présentateurs : Malini Ghose ;
Rene Raya ;
Boaz Waruku.

En Inde, la stratégie Sakshar Bharat cible 70 millions de personnes analphabètes, en particulier les femmes (60 millions) et les communautés marginalisées. La mise en œuvre au plus petit échelon d'autonomie locale est une initiative louable, mais une véritable délégation du pouvoir, dans un cadre où les structures d'administration travaillent en coordination et se rendent mutuellement des comptes, s'avère nécessaire. L'analyse coûts-bénéfices permettant de suivre les progrès et le respect des engagements financiers pris par les gouvernements et les donateurs asiatiques, ainsi que divers cadres d'obligation redditionnelle en Afrique (dont le suivi du budget, la discussion de l'intérêt public et des audits d'observation communautaires par les citoyens), ont été présentés comme étant des mécanismes utiles.

Une question soulevée a été celle de la façon de dépasser le suivi et l'évaluation pour aller vers la responsabilité et l'amélioration de la qualité. La question de la l'obligation redditionnelle envers qui et pour qui est celle de l'appropriation et du pouvoir : elle est un processus collectif impliquant toutes les parties prenantes.

3.5 Échange sur les expériences nationales pour relever le défi de l'alphabétisation des adultes

Organisateurs : UNESCO/UIIL et DNUA

Modérateurs : Mmantsetsa Marope (UNESCO ED/BAS) et Hassana Alidou (UIIL)

Présentateurs : El Habib Nadir (Maroc) ;
Ehsanur Rahman (Bangladesh) ;
Meissa Diop (Sénégal) ;
Ulrike Hanemann (UIIL) ;
Margarete Sachs-Israel (UNESCO/UNLD).

Le Bangladesh, le Maroc et le Sénégal ont fait part de leurs expériences de travail dans le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir, et du Cadre stratégique d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. Ils ont mis en évidence les facteurs récurrents de succès suivants : généralisation de l'alphabétisation au sein de larges cadres nationaux macro-économiques et de développement social ; partenariats solides entre le gouvernement et la société civile ; décentralisation des opérations à tous les niveaux ; systèmes efficaces de gestion et d'information ; réactivité face aux besoins complexes des apprenants ; équivalence entre l'éducation formelle et non formelle ; et centres d'apprentissage communautaires.

Il a été conclu qu'il est nécessaire de changer de paradigme, pour concevoir l'alphabétisation des adultes comme une question de développement plutôt que d'éducation. En outre, des cadres internationaux doivent être adaptés pour répondre aux besoins nationaux et régionaux. Enfin, le partage d'information peut considérablement améliorer l'offre d'alphabétisation et faciliter l'élaboration de politiques fondées sur des données.

3.6 Alphabétisation et apprentissage intergénérationnels – Promotion du développement de la petite enfance et promotion du développement des qualifications parentales

Organisateurs : Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA) & Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Modérateur : Ann Therese Ndong-Jatta (BREDA)

Présentateurs : Ousséni Tamboura (Burkina Faso) ;
Rokhaya Fall Diawara (BREDA) ;
Binta Rassouloula Aw Sall (Sénégal) ;
Amadou Wade Diagne (Sénégal) ;
Salum R. Mnjagila (Tanzanie) ;
Koumba Barry Boly (ADEA) ;
Wim Hoppers (personne ressource).

Les expériences de la Tanzanie et du Sénégal ont montré la façon dont l'apprentissage intergénérationnel, l'éducation des parents et l'éducation mère-enfant peuvent relier l'éducation non formelle des adultes à l'éducation de la petite enfance. Dans l'optique d'atteindre tous les enfants, l'atelier a avancé que l'offre pré-primaire ne devrait pas se limiter aux services scolaires mais devrait être proposée par le biais d'un réseau diversifié de services de soutien, dont des programmes d'éducation communautaires destinés aux adultes et aux jeunes. Une volonté politique s'avère nécessaire pour incorporer la protection et l'éducation de la petite enfance, l'alphabetisation familiale et l'éducation à l'exercice du rôle parental dans le système éducatif classique, mais cette volonté doit toutefois être soutenue par des recherches et des données.

3.7 Déterminer la situation de l'alphabetisation et évaluer les programmes s'y rapportant

Organisateur : Open Society Foundation (OSF)

Modérateur : Ian MacPherson (Open Society Institute)

Présentateurs : Wolfgang Leumer (dvv international) ;
Louise Knight (Action Aid) ;
Tanvir Mohammad Muntasim (ASPB AE) ;
Emma Pearce (Action Aid) ;
Kas Maria-Josep Cascant Sempere (South Africa Reflect Network).

La dichotomie artificielle entre alphabétisme et analphabétisme a fait l'objet d'une controverse, et recueillir des données sur cette base serait une façon trop simpliste de décrire un phénomène complexe. Dans ce contexte, les participants étaient d'accord

pour dire que le diagnostic et l'évaluation doivent être à la fois qualitatifs et quantitatifs, et qu'ils peuvent et doivent être réalisés de façon participative, en impliquant toutes les parties prenantes. La méthode du Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabetisation (LAMP) a été considérée par de nombreux participants à l'atelier comme étant impraticable sur les plans économique et technique.

Si les gouvernements devraient être circonspects à l'égard des solutions miracles en matière d'alphabetisation (comme l'approche « Yo sí puedo »), les participants ont tous exprimé une préoccupation relative à la façon de mettre en place des approches d'alphabetisation novatrices et critiques, axées sur l'utilisation de l'alphabetisation dans la vie quotidienne et pas uniquement sur la lecture et l'écriture.

3.8 Utilisation stratégique des TIC et apprentissage des adultes

Organisateurs : Bureau de l'UNESCO à Brasilia et Secrétariat de l'Éducation à distance, ministère de l'Éducation, Brésil

Modérateur : Guilherme Canela (Bureau de l'UNESCO à Brasilia)

Présentateurs : Fernando José Almeida (Université catholique de São Paulo) ;
Alvana Maria Bof (ministère de l'Éducation, Brésil) ;
Regina Festa, (consultant UNESCO).

Les intervenants ont examiné les pratiques et les difficultés en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'apprentissage des adultes, telles que l'éducation à distance. Ils ont présenté des stratégies visant à venir à bout de la fracture numérique, qui dissuade souvent les populations, en particulier les adultes âgés, d'utiliser les TIC. Il a été avancé que l'accès aux différentes technologies ainsi que la capacité à les décoder, à les comprendre et à se les approprier constituent un droit humain. Intégrer les apprenants adultes au monde numérique est essentiel à leur lien avec les sociétés contemporaines.

Les différences entre les pays devraient être examinées avec soin, en tenant compte des niveaux très divers de développement et d'investissement disponible. Pour de nombreux participants, les TIC ne devraient pas être considérées comme une panacée, pas plus que les aspects « traditionnels » du système éducatif ne devraient être mis de côté.

4.1 Le dilemme du décideur – Quelle importance donner à l’alphabétisation des adultes dans les politiques éducatives globales ?

Organisateur : Norvège

Modérateur : Ole Briseid (délégation norvégienne pour l’UNESCO)

Présentateurs : Purandeswari Daggubati (Inde) ;
André Luiz de Figueiredo Lázaro (Brésil) ;
Sarah Wright (USAID) ;
Koumba Boly Barry (Burkina Faso).

Le rôle essentiel et intersectoriel de l’alphabétisation dans la poursuite des objectifs de l’EPT et des Objectifs du Millénaire pour le développement a été examiné, et les liens intrinsèques entre l’éducation primaire pour tous et l’alphabétisation des adultes mis en évidence. Les exemples du Brésil et de l’Inde ont montré que l’alphabétisation des adultes peut faire partie intégrante des politiques d’éducation, dans le cadre desquelles des partenariats solides entre le gouvernement et les organisations non gouvernementales sont essentiels, particulièrement pour atteindre la population locale. La coopération Sud-Sud représente un immense potentiel dans la relève du défi que constitue l’alphabétisation des adultes.

Affronter cette question requiert l’existence de solides politiques nationales en matière d’alphabétisation, dans le cadre d’une planification sectorielle et de stratégies nationales de développement. Ces dernières, qui doivent être fondées sur des données pertinentes et fiables, doivent également être soutenues par la législation ainsi que par des stratégies globales de mise en œuvre, avec de bonnes structures de gouvernance et un financement adapté.

4.2 Inclusion des populations autochtones dans l’apprentissage et l’éducation des adultes

Organisateurs : Institut national pour l’éducation des adultes au Mexique (INEA), et ministère brésilien de l’Éducation

Modérateur : Sylvia Schmelkes

Présentateurs : Gersem Jose Dos Santos Luciano (Brésil) ;
Ursula Klesing-Rempel (DVV)
Sandra Lee Morrison (Nouvelle-Zélande) ;
Luz María Castro (INEA).

Cet atelier a présenté des études de cas nationales et régionales en matière de promotion de l’offre d’alphabétisation destinée aux groupes autochtones. De nombreux problèmes subsistent : financement, élaboration d’une pédagogie permettant de tenir compte de la diversité, formation des enseignants pour adultes, conception de l’éducation des jeunes et des adultes dans le cadre d’une politique publique et participation de la société civile à la gouvernance. L’interculturalité – à la fois pour la société classique et la société indigène – a constitué un thème commun.

Le débat a tourné autour de l’importance d’écouter les communautés autochtones, de développer une culture attrayante, d’autonomiser les apprenants en respectant leur droit d’apprendre et d’écrire dans leur langue maternelle, ainsi que de respecter et de tenir compte de la diversité dans toutes ses dimensions.

4.3 La première langue comme base de l’apprentissage et de l’éducation des adultes

Organisateurs : SIL International et Programme Asie-Pacifique d’éducation pour tous (APPEAL) – Bureau de l’UNESCO à Bangkok /Ministère bolivien de l’éducation
Modérateurs : Hameed A. Hakeem (UNESCO) et Ian Cheffy (SIL International) ;

Présentateurs : Kimmo Kosonen (SIL International) ;
Anthony Klaas (SIL International) ;
Clinton Robinson (consultant) ;
Chey Chap (Cambodge) ;
Hassana Alidou (UIL) ;
Marília Ferreira-Silva (Université fédérale de Pará, Brésil) ;
Dato Ahamad Bin Sipon (SEAMEO)

L’atelier a porté sur la façon d’affronter les problèmes posés par la diversité linguistique. Utiliser une langue autre que la première langue en tant que support de l’enseignement entrave sérieusement l’efficacité de l’apprentissage lorsqu’elle n’est pas bien comprise. Avoir recours à la langue locale permet davantage aux apprenants de se rattacher aux situations et aux problèmes locaux, et d’y réfléchir de façon critique.

Des programmes et des dispositifs mis en place au Cambodge et au Brésil qui visent à former les éducateurs à enseigner dans des langues non dominantes ont fait l’objet d’un exposé. La mise en place de ce type de programme comporte toutefois des difficultés pratiques, en dépit de leur valeur éducative évidente. Le coût initial de la formation et de la

production de matériels peut être extrêmement élevé, et de difficiles décisions politiques doivent être prises lorsque de nombreuses langues sont présentes dans un même pays.

En dépit de ces obstacles, il a été vivement recommandé que les programmes d'éducation des adultes soient construits autour de la première langue et de la première culture des apprenants, au moyen de l'utilisation de matériels adéquats et en passant à d'autres langues selon les besoins.

4.4 Promotion de l'apprentissage et de l'éducation des adultes – Semaines des apprenants adultes et régions d'apprentissage

Organisateur : Association européenne pour l'éducation des adultes (AEEA)

Modérateur : Ruth Jermann (SVEB-Fédération suisse pour l'éducation des adultes)

Présentateurs : Katarina Popovic (AEEA) ; Alan Tuckett (NIACE).

Cet atelier était consacré à la façon d'impliquer les institutions, les personnes, les responsables politiques et le monde de l'entreprise dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, en mettant en place des réseaux efficaces. Des exemples suisses, serbes et britanniques de festivals de l'apprentissage, au cours desquels les gens peuvent essayer d'apprendre dans un cadre libre et non compétitif, ont été présentés. Les avantages politiques de ces activités de promotion ont été mis en évidence, exposant des pratiques exemplaires qui permettent de célébrer l'apprentissage et d'encourager les apprenants adultes.

Il est nécessaire de renforcer le travail en réseau entre les différents organisateurs et d'encourager les autres à organiser une Semaine des apprenants adultes. À cet égard, il a été demandé que l'UNESCO se charge du patronage international de la Semaine des apprenants adultes, mais également que les gouvernements en fournissent le financement.

4.5 Bonnes pratiques dans la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation – Regard sur l'E9

Organisateurs : Unité de l'EPT de l'UNESCO, Bureau de l'UNESCO à Brasilia et ministère de l'Éducation du Brésil

Modérateur : Mmantsetsa Marope (UNESCO)

Présentateurs : Raafat Radwan (ministère de l'Éducation, Égypte) ; Xiaoman Zhu (INRULED, Chine).

Cet atelier était consacré aux bonnes pratiques en matière d'offre de programmes d'alphabétisation pour adultes ainsi que d'évaluation dans les pays de l'E9. Les intervenants ont avancé qu'un recensement de ces bonnes pratiques pourrait aider la communauté internationale à améliorer la communication et à explorer diverses stratégies d'apprentissage. Sans ressources, toutefois, il sera extrêmement difficile de mettre en place des stratégies ciblant les populations défavorisées et des programmes novateurs. En réponse aux préoccupations relatives au manque de stratégies d'apprentissage et de systèmes de comparaison communs, il a été souligné que des critères de référence en matière de bonnes pratiques dans les programmes d'alphabétisation figurent dans le Rapport mondial de suivi 2006 sur l'alphabétisation, suite à la réalisation d'une enquête internationale.

4.6 Évaluation et suivi de l'alphabétisation

Organisateur : Organisation des États ibéro-américains (OEI)

Modérateur : Rogelio Plá (OEI)

Présentateurs : María de la Paz Barreiro (Paraguay) ; Rodolfo Elías (OEI) ; César Guadalupe (UIS) ; Daniel Wagner (International Literacy Institute, Université de Pennsylvanie).

La séance a analysé la portée et les limites de différents modèles et études relatifs à la mesure et à l'évaluation de l'alphabétisation (pour les enfants aussi bien que pour les jeunes et les adultes). La collaboration inter-organismes visant à soutenir les politiques nationales d'éducation et à fournir des données a constitué un autre thème abordé.

Les approches traditionnelles sont considérées comme inadaptées à l'évaluation des niveaux d'alphabétisation des jeunes et des adultes. Le LAMP (Programme de suivi et d'évaluation de

l'alphabétisation) constitue une étape importante qui mesure directement les compétences et détermine les niveaux d'alphabétisation (au-delà d'une conception dichotomique de la question). Cette approche prend en compte différents domaines (textes narratifs, documentaires et numériques).

Il est important de mettre en œuvre le LAMP dans différents contextes afin de générer des données empiriques permettant de renforcer la mesure de l'alphabétisation, sur les plans méthodologique et conceptuel.

4.7 Cadres nationaux de qualifications et apprentissage des adultes

Organisateur : Fondation européenne pour la formation (ETF)

Modérateur : Borhène Chakroun (Fondation européenne pour la formation)

Présentateurs : James Keevy (Afrique du Sud) ; Patrick Werquin (Centre pour la recherche et l'innovation dans l'éducation, OCDE).

Les contributions essentielles de cet atelier concernaient les liens entre les systèmes de qualification et le développement de l'apprentissage des adultes, ainsi que la mesure dans laquelle les cadres de qualifications peuvent remplir ou promouvoir les objectifs de politique d'apprentissage tout au long de la vie.

Le débat a également porté sur la reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel, sur la certification de l'apprentissage des adultes et sur les dispositifs permettant de garantir que ces types d'apprentissage sont reconnus par les employeurs et les prestataires d'éducation.

Les cadres de qualifications devraient être élaborés en collaboration avec toutes les parties prenantes : gouvernement, secteur de l'éducation et monde de l'entreprise. Toutefois, étant donné que les cadres de qualifications peuvent s'avérer importants pour inciter les apprenants adultes à devenir des apprenants permanents, ils devraient être impliqués eux aussi. Les pays en développement devraient recevoir un soutien pour mettre en place leurs propres systèmes nationaux de qualifications, en s'inspirant des politiques existantes sans toutefois les transposer directement. Se borner à transférer un dispositif d'un pays à l'autre, sans réellement tenir compte du contexte, ne permettra pas forcément de répondre aux besoins du pays concerné.

4.8 Possibilités de pilotage de CONFINTEA VI – Diverses perspectives

Organisateur : Plateforme africaine pour l'éducation des adultes

Modérateur : Mahamadou Cheikh Diarra

Présentateurs : Sara Longwe (FEMNET) ;

Maarten Johan Marijnjs (ICCO) ;

Moussa Diaby (Mali) ;

Friedrich Huebler (Institut de statistique de l'UNESCO).

L'atelier a présenté des dispositifs efficaces de suivi élaborés et mis en œuvre par les gouvernements et des organisations de la société civile dans plusieurs pays africains, dont le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. Il a également cherché à mettre en évidence les principes de la collecte de données et du suivi de l'apprentissage des adultes, ainsi que les problèmes posés par ces entreprises.

Il est important que les données à recueillir soient déterminées en partie par les résolutions de CONFINTEA VI elle-même, bien que les taux de participation soient susceptibles de jouer un rôle très important. Il devrait exister une stratégie à long terme en matière de collecte de données internationales sur l'apprentissage et l'éducation des adultes, stratégie qui serait fondée sur les approches existantes, enquêtes auprès des ménages comprises. Enfin, le rôle essentiel de la société civile dans le suivi de CONFINTEA VI a été souligné.

En haut : Les délégués lors de la séance plénière
Au milieu : Le Comité de rédaction pendant ses travaux
En bas : Déroulement d'un des 32 ateliers



PARTIE III RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE

Rapport oral de la Conférence, présenté par le Rapporteur général

Monsieur le Président, monsieur le Président de la Conférence générale, c'est avec plaisir que je vous présente le rapport oral de la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, CONFINTEA VI, qui s'est tenue du 1er au 4 décembre 2009 à Belém, État du Para, au Brésil.

Cent soixante représentants des États membres, y compris cinquante ministres et vice-ministres de l'Éducation, et plus de mille participants ont assisté à cette Conférence et longuement réfléchi au thème « Vivre et apprendre pour un futur viable : l'importance de l'éducation des adultes ». Ce thème reflète la profonde conviction des participants exprimée lors de la Conférence internationale sur l'éducation des adultes de Hambourg, CONFINTEA V et selon laquelle l'éducation des adultes est une clé pour surmonter les défis majeurs auxquels nous devons faire face au XXI^{ème} siècle. Comme l'a si justement affirmé la *Déclaration de Hambourg* (1997, paragraphe 1), « Sans une participation véritable et éclairée des hommes et des femmes de tous horizons, l'humanité ne saurait survivre ni relever les défis de l'avenir ». La cérémonie d'ouverture de la Conférence a été inaugurée par un magnifique prélude interprété par un ensemble musical de Belém et qui a fait voyager le public dans le temps avec un mélange de classiques du cabaret, de boléros et de rythmes amazoniens de Samba endiablés.

Walter Hirche, le représentant de la Présidente de CONFINTEA V, Mme Rita Süßmuth, a fait part aux délégués des regrets de cette dernière de ne pouvoir être présente. Elle adresse tous ses vœux de réussite aux participants de CONFINTEA VI. Il a rappelé que l'esprit de CONFINTEA V, inscrit dans la *Déclaration de Hambourg* et l'*Agenda pour l'avenir*, est intemporel, pertinent et indispensable. Il a reconnu que le contexte social, politique, économique et environnemental dans lequel avait eu lieu la Conférence de 1997 avait changé. Il existe aujourd'hui de nouveaux défis, une demande croissante en

matière d'éducation, une économie en berne et des crises politiques et éthiques qui rendent l'éducation des adultes par l'accès, l'équité, la qualité et l'inclusion plus importante que jamais. Investir dans l'apprentissage et l'éducation des adultes constitue la seule voie possible vers une sortie de crise.

Après avoir déclaré la Conférence ouverte, M. Hirche a passé le flambeau à M. Fernando Haddad, ministre brésilien de l'Éducation et Président de CONFINTEA VI.

Cette Conférence avait trois objectifs :

- promouvoir la reconnaissance de l'apprentissage et de l'éducation des adultes comme élément essentiel et facteur favorable à l'apprentissage tout au long de la vie, dont l'alphabétisation constitue le fondement ;
- souligner le rôle crucial de l'apprentissage et de l'éducation dans la réalisation des programmes internationaux actuels d'éducation et de développement (Éducation pour tous/EPT ; les Objectifs du Millénaire pour le développement/ OMD ; la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation/DNUA ; l'Initiative LIFE : savoir pour pouvoir et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable/DEDD) ;
- renouveler la dynamique et l'engagement politiques et concevoir des instruments d'information, afin de passer de la parole aux actes.

Des allocutions ont également été prononcées par M. Fernando Haddad, le ministre de l'Éducation du Brésil, Mme Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO, M. Mattar Baldeh, Mme Maria Khan de la Campagne mondiale pour l'éducation, M. Alpha Oumar Konaré, l'ex-Président de la République du Mali, Mme Ana Julia Carepa, gouverneure de l'État du Pará, et la Princesse Laurentien des Pays-Bas, Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'alphabétisation au service du développement. D'autre part, des messages de sympathie enregistrés

de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, et de M. Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne, ont été diffusés.

Les orateurs ont chaudement félicité le gouvernement brésilien pour la tenue de CONFINTEA VI, sa merveilleuse hospitalité et l'exemple de premier rang que le pays donne en matière de diversité et de pluralisme culturels.

Tenir la première Conférence organisée dans le Sud à Belém était particulièrement approprié. En effet, située dans l'état du Pará, cette ville incarne le défi mondial du développement durable fondé sur la pérennité du développement économique. Chaque orateur a insisté sur le rapport étroit qui existe entre l'éducation des adultes et le développement durable.

Les principales questions

Les orateurs ont également noté qu'avec presque 800 millions de personnes qui ne savent ni lire ni écrire, dont deux tiers sont des femmes, le défi que représente l'analphabétisme reste colossal.

L'apprentissage et l'éducation des adultes doivent s'inscrire dans la vision élargie et les perspectives plus vastes du développement durable qui intégreront les problèmes culturels, politiques, économiques et sociaux. Une relation forte et dynamique devrait également être instaurée entre le développement économique durable et le développement humain durable.

Les disparités hommes-femmes s'avèrent être un obstacle considérable à la réalisation des objectifs de l'EPT.

La tenue de CONFINTEA VI en Amazonie est hautement symbolique car, en plus d'être la première à avoir lieu dans l'hémisphère Sud, elle illustre le lien très étroit qui existe entre les ressources naturelles et humaines, la nécessité de tous les pays en développement de parvenir à un niveau de développement humain et environnemental durable élevé, et également l'espoir nourri depuis la Conférence de Rio en 1994 que l'Amazonie attire l'attention.

La Campagne mondiale pour l'éducation avait des messages fondamentaux très clairs à délivrer lors de la Conférence. Des projets Big Read (la Grande Lecture) sont aujourd'hui menés dans 120 pays. On s'est accordés à dire que, si les parties prenantes

remplissaient certaines conditions, il serait possible de relever le redoutable défi que représente la levée de 10 milliards de dollars américains d'ici à 2015. Ces conditions incluent : le besoin urgent d'éliminer la dichotomie alphabétisme/analphabétisme ; l'intensification des recherches/enquêtes au niveau national afin d'élaborer des bases de données fiables ; la définition et l'utilisation de critères d'évaluation internationaux de l'alphabétisation des adultes ; l'investissement d'au moins 6 % de leur PNB dans l'éducation des jeunes et des adultes et la remise en question d'une part des conditions micro-économiques du FMI, qui nuisent aux investissements en faveur de l'éducation et de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous (l'initiative Fast-Track), subordonnée à l'intégration de « stratégies et investissements crédibles » dans les plans sectoriels de l'éducation.

L'état du continent africain a également fait l'objet d'un plaidoyer passionné exhortant la communauté mondiale à voir les difficultés que connaît actuellement l'Afrique comme une conséquence de plusieurs cadres économiques et de financement externes qui ont déformé la véritable image du continent et sa capacité d'auto-assistance.

La crise économique que nous traversons devrait servir de leçon salutaire aux anciens pays donateurs ou aux institutions financières qui ont directement ou indirectement contribué à l'aggravation de la pauvreté, aux taux élevés d'analphabétisme et à la fuite ou au pillage des cerveaux. Le système d'aide au développement devrait subir de profondes modifications. Néanmoins, la solution aux difficultés et aux problèmes de l'Afrique pourrait également résider dans la volonté politique des gouvernements africains et des parties prenantes et en émaner.

Élection des fonctionnaires de la Conférence

Le Président de la Conférence, M. Fernando Haddad, a soumis à la discussion l'adoption du règlement intérieur amendé de la Conférence internationale sur l'éducation des adultes. Avec un amendement proposé par les Etats-Unis, modifié par un projet d'amendement proposé par l'Afrique du Sud, ce règlement intérieur a été adopté par acclamation. Les cinq vice-présidents, qui représentent les groupes régionaux, et le Rapporteur général, qui représente le Nigéria, ont été élus par acclamation.

Le président de la Commission, du Maroc, et les deux vice-présidents, d'Iran et de Zambie, ont été élus par acclamation.

Le comité de rédaction, constitué de représentants des groupes régionaux, ainsi que les comités représentant les Nations Unies (1), la société civile (2) et le secteur privé (1) ont été élus par acclamation.

Les questions thématiques

Les discussions se sont articulées autour de cinq préoccupations majeures et d'un sujet centré sur la durabilité environnementale :

1. La politique et la gouvernance

(i) L'intégration des politiques relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes dans les cadres de l'apprentissage tout au long de la vie, de l'éducation pour le développement durable et de l'EPT

Les approches, les contenus et la portée des politiques en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes varient considérablement selon les régions et les pays. Malgré ces différences importantes, on s'accorde de plus en plus à vouloir placer les politiques relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes au sein des vastes cadres de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'éducation pour le développement durable (EDD). De fait, l'adoption de l'apprentissage et de l'éducation des adultes deviendrait une stratégie phare de l'EPT qui s'inscrirait dans des engagements et programmes nationaux et internationaux renouvelés afin d'accélérer davantage sa mise en œuvre dans une perspective globale. Plus spécifiquement, les donateurs doivent identifier clairement les initiatives liées aux objectifs 3 et 4 de l'EPT et les financer.

Dans un cadre élargi de l'EPT qui place l'équité et la qualité au cœur des plans nationaux, le but et la portée de l'éducation des adultes doivent inclure l'éducation de base, la formation professionnelle, le développement des ressources humaines et le développement professionnel continu. Il convient d'intégrer les programmes de formation professionnelle et technique aux programmes d'éducation et de compétences de base.

(ii) Des politiques publiques globales à long terme pour garantir la qualité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes

Bien que l'on reconnaisse de plus en plus au niveau politique que l'apprentissage et l'éducation des adultes sont des éléments essentiels à la construction d'un avenir socialement cohérent et durable, ils n'en demeurent pas moins fréquemment sous-évalués, sous-développés et sous-financés.

(iii) Des approches multisectorielles pour favoriser l'inclusion éducative et sociale

Grâce à de telles approches, l'apprentissage et l'éducation des adultes verraient leur position renforcée en tant que stratégie fondamentale pour parvenir à réaliser l'inclusion sociale et à élaborer des systèmes éducatifs inclusifs. Coordonner les politiques sociales (les politiques familiales, sanitaires et éducatives par exemple) et les relier aux politiques économiques permettrait d'établir les fondements de l'autonomisation des communautés et du développement de leurs capacités afin qu'elles jouent un rôle actif au sein de la société et qu'elles exercent leur droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie.

(iv) L'intégration de l'apprentissage et de l'éducation des adultes dans les politiques d'éducation et la bonne gouvernance

Les politiques requièrent une bonne gouvernance à tous les niveaux, ainsi que la recherche permanente de la juste synergie entre les niveaux locaux et nationaux, la participation des adultes au niveau local et l'engagement des différentes parties prenantes.

(v) Des partenariats au service des politiques d'apprentissage et d'éducation des adultes

Des partenariats, éléments eux-aussi essentiels, doivent être établis afin que les programmes d'éducation des adultes prennent en considération les besoins des apprenants dans un contexte donné et incluent, outre l'éducation de base et les compétences professionnelles spécifiques, des compétences sociales et l'esprit d'entreprise, une démarche soucieuse d'équité entre les sexes, des valeurs, des orientations, des connaissances, des attitudes et des compétences en matière de développement durable.

2. La participation et l'inclusion

Le travail effectué dans le cadre de la toute première Table ronde de la Conférence et la présentation du *Rapport mondial sur l'éducation des adultes (GRALE)* ont révélé que, malgré les limites des données disponibles, la participation à l'apprentissage des adultes reste faible, ce qui est inacceptable. Les chiffres de l'analphabétisme montrent toute l'ampleur du problème, à savoir qu'une proportion élevée d'adultes n'a pas terminé l'enseignement primaire. La présentation du *Rapport mondial sur l'éducation des adultes* a également souligné que la participation ne se définit pas uniquement par le nombre de participants mais également par l'identité des participants et leur but.

La Table ronde consacrée à l'inclusion s'est concentrée sur les mesures à prendre pour éliminer les obstacles à la participation en donnant des exemples de la façon dont certains pays y parviennent. Cette Table ronde a également permis à la Conférence de reprendre le thème principal car la session comprenait également les témoignages de deux apprenants, John Gates du Royaume-Uni et Magdalene Motsi, tous deux membres actifs des réseaux d'apprenants. Ces réseaux mettent en pratique l'idée de centrer les activités sur les apprenants. En effet, avec les opérateurs et les responsables politiques, ils plaident en faveur de services dans lesquels les apprenants participent à la planification et à l'organisation de leur éducation.

Parallèlement à la Table ronde consacrée à ce thème, des ateliers ont traité un large éventail de questions urgentes afférentes, en particulier sur les obstacles, y compris les inégalités hommes-femmes, et les moyens de les surmonter. La majorité des personnes les moins éduquées sont des femmes. La question de l'exclusion des prisonniers et des populations indigènes a également été évoquée. La discussion a ensuite porté sur un sujet de plus en plus important, à savoir les migrations, et en particulier le nombre considérable de personnes concernées, un milliard de personnes se déplace chaque année, et la façon dont l'apprentissage des adultes peut améliorer la vie des migrants et atténuer les réactions hostiles des habitants des pays d'accueil.

La Table ronde consacrée au financement de l'éducation des adultes a également mis l'accent sur l'inclusion et évoqué le fait que, d'une part, les partenaires qui ont réussi à atteindre les communautés marginalisées constituent un outil fondamental de lutte contre

l'exclusion, et, que d'autre part, les personnes défavorisées ont besoin des fonds.

Enfin, l'une des leçons que l'on retiendra de cette discussion est que les meilleurs alliés de la lutte contre l'exclusion, ce sont les apprenants adultes eux-mêmes. Ils connaissent parfaitement leurs communautés et en comprennent les besoins. Ils suscitent intérêt et motivation en endossant le rôle de modèles forts et accessibles et ils sont profondément ancrés dans la réalité. Soutenir les apprenants et leurs réseaux favorise l'élaboration de stratégies présentant un bon rapport coût-efficacité pour atteindre les laissés-pour-compte.

3. Le financement de l'éducation des adultes

(i) Plaider en faveur de la valorisation de l'apprentissage et de l'éducation des adultes

Autrefois, les parties prenantes ne voyaient que le coût de l'éducation des adultes et l'on considérait, même au sein du secteur éducatif, que cette dernière portait ombrage à d'autres budgets sectoriels. Pour de nombreux gouvernements, le financement de l'éducation des adultes ampute nécessairement d'autres secteurs importants tels que le développement de la petite enfance et l'enseignement primaire universel, de ressources financières et matérielles. Ce n'est pas le cas. Ces secteurs ne sont pas en concurrence, bien au contraire ; il s'agit de branches complémentaires d'une même cause, à savoir la construction de sociétés inclusives, plus saines, plus prospères, plus pacifiques, tolérantes et démocratiques.

On a exprimé en outre la nécessité de passer d'un discours axé uniquement sur les coûts à un discours portant sur les investissements et les bénéfices. Il convient bien évidemment d'assurer aux gouvernements que leurs investissements dans l'éducation des adultes seront récompensés. Mais évaluer les bénéfices élargis de l'apprentissage des adultes et en faire part aux parties prenantes, y compris aux membres des gouvernements et aux individus, n'est pas chose facile. La plupart des bénéfices sont difficiles voire impossible à estimer. Partant, il apparaît évident que ce dont nous avons besoin pour prendre des décisions politiques, ce sont des données de meilleure qualité, plus fiables et comparables.

L'éducation des adultes génère une main d'œuvre plus créative, plus productive et plus compétente. Elle soutient par conséquent le développement

économique. Malgré tout, la solution ne réside probablement pas uniquement dans l'investissement de ressources supplémentaires. Les pays du Sud ne veulent plus continuer à être les bénéficiaires passifs d'actes de générosité et de dons. Ils doivent (et ils veulent) trouver de nouveaux moyens de réaliser efficacement leurs objectifs en s'engageant à utiliser les fonds existants de manière judicieuse.

(ii) Trouver d'autres moyens de financer l'éducation des adultes

Les entreprises commencent à prendre conscience que le fait d'investir dans leurs employés constitue pour elles un moyen d'augmenter leur rentabilité, de maintenir la part de marché de leurs produits et services, et de réduire leurs frais de recrutement. Il convient cependant de les inciter à investir davantage dans l'apprentissage et l'éducation des adultes (au moyen d'allègements fiscaux par exemple). Les individus également doivent bénéficier de mesures d'incitation et de motivation comme des plans d'épargne éducation, des comptes de formation, des déductibilités fiscales, des subventions ou des prêts. Si l'on veut améliorer la pertinence du financement, il est essentiel que celui-ci soit fondé sur la demande.

(iii) Que faut-il pour mobiliser davantage de ressources financières en faveur de l'éducation des adultes ?

- Mener des recherches afin de démontrer le bon rapport coût-efficacité des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes ;
- une obligation redditionnelle et de la transparence ;
- les gouvernements doivent reconnaître que l'éducation des adultes fait partie intégrante de l'Éducation pour tous ;
- des stratégies multiples en vue de mobiliser les ressources financières ;
- définir des indicateurs visant à évaluer l'éducation des adultes ;
- élaborer des approches multisectorielles qui inscrivent l'éducation des adultes dans tous les dossiers de politique publique ;
- mettre au point des systèmes d'évaluation et de suivi de l'éducation des adultes efficaces.

4. La qualité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes

CONFINTEA VI a souligné la très grande diversité des services proposés dans le cadre de l'éducation des adultes. Ainsi, les opérateurs et les intervenants établissent souvent leurs propres définitions de la qualité des services et élaborent leur propres méthodes de garantir cette dernière. On observe une demande et un intérêt croissants pour que des critères relatifs à la qualité de l'éducation des adultes et aux résultats de l'apprentissage plus précis soient arrêtés. Il semble évident que les adultes participeront plus volontiers aux programmes d'apprentissages s'ils pensent que l'argent, le temps, l'énergie et l'engagement qu'ils investissent dans leur apprentissage leur apporteront en échange des gains d'ordre personnel, économique ou social.

(i) Priorité à la pertinence et à la flexibilité

Afin d'assurer la qualité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, il est essentiel que les contenus soient pertinents. De nombreux participants à la Conférence ont insisté sur le fait que, si les contenus des programmes d'éducation des adultes ne doivent pas perdre de vue les préoccupations des autres parties prenantes, ils doivent avant tout répondre aux besoins des apprenants. Par exemple, lors d'un atelier portant sur le thème « Éducation au service du développement durable et responsabilité mondiale », les participants ont discuté de l'importance de placer la pédagogie dans le contexte environnemental spécifique auquel les adultes, et en particulier ceux qui vivent dans les régions rurales et agricoles, doivent faire face. Les programmes sont plus pertinents lorsqu'ils s'appuient sur des sources de connaissances locales et traditionnelles, en particulier sur celles des populations migrantes et tribales. La flexibilité des services d'éducation en favorise la pertinence.

Au cours de la Table ronde consacrée à l'inclusion et la participation, des collègues suédois ont souligné à quel point il est primordial de reconnaître que l'apprentissage des adultes, assorti de recommandations, de conseils et d'emplois du temps flexibles et adaptés aux apprenants, constitue un élément essentiel pour garantir une éducation des adultes de qualité supérieure. L'ISESCO a fait observer que lorsque l'éducation des adultes tient compte du contexte social et culturel des apprenants, y compris des institutions et des sensibilités religieuses, la qualité et la pertinence de l'apprentissage s'en trouvent renforcées.

(ii) Le rôle des enseignants / éducateurs

La qualité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes est étroitement liée au rôle des enseignants / éducateurs. Lors de la Table ronde consacrée à la qualité, les enseignants ont également été reconnus comme l'un des éléments fondamentaux de la qualité de l'éducation des adultes. Nombreux sont les pays qui continuent de faire appel à des éducateurs non professionnels. D'autres travaillent avec des bénévoles qui ont reçu une formation d'éducateurs. Il existe, dans l'ensemble, une volonté marquée de réfléchir à de nouveaux moyens d'améliorer la formation professionnelle des enseignants / éducateurs.

(iii) Suivi et évaluation

La nécessité de disposer de données, d'analyser ces données, et surtout d'utiliser ces données pour améliorer la qualité des services, les résultats et les politiques s'impose de plus en plus nettement. Les pays mettent en œuvre différentes stratégies de collecte et d'analyse des données relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. Par exemple, bon nombre ont recours à des enquêtes pour recueillir des informations sur les besoins des apprenants et la portée des services proposés. Certains pays mettent en place des systèmes de suivi afin de surveiller les données, les dépenses, la formation des enseignants et la satisfaction des étudiants. En principe, ces efforts sont suffisamment fréquents et fiables pour fournir les informations qui serviront ensuite à ajuster les programmes.

On a demandé à plusieurs pays de définir les normes et les critères de qualité qui sont, d'après eux, les plus prometteurs en matière d'éducation des adultes. Dans ce domaine, les expériences des pays divergent. Dans certains cas, ils ont défini et proposé des normes et des indicateurs relatifs aux données, aux procédures, aux résultats et à l'impact. D'autres pays ne disposent que de peu d'indicateurs en la matière. La plupart des pays travaillent à améliorer leurs indicateurs afin de pouvoir satisfaire à leur obligation de rendre compte à la société des progrès accomplis dans ce secteur.

5. L'alphabétisation

(i) Concepts d'alphabétisation et ampleur du défi

L'ampleur du défi à relever et le concept de l'alphabétisation ont fait l'objet de nombreuses discussions. Des lois et des politiques efficaces sont également nécessaires. Les participants ont énormément insisté sur l'importance de reconnaître l'éducation comme un droit et l'alphabétisation comme un élément essentiel des progrès économiques et sociaux en concentrant les efforts sur les populations vulnérables et en mettant en œuvre des politiques publiques responsables. Il est primordial d'équilibrer alphabétisation et besoin de cohésion sociale afin que les citoyens soient plus à même de respecter la diversité culturelle.

Il convient, en outre, de promouvoir et de concrétiser l'application de politiques linguistiques efficaces qui reconnaissent la diversité linguistique et son importance pour l'éducation et le développement. Il serait également souhaitable d'utiliser les langues maternelles des apprenants afin de promouvoir l'alphabétisation dans ces langues et dans d'autres langues utilisées dans le cadre de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes.

Si l'on souhaite intégrer l'alphabétisation au secteur éducatif et à d'autres secteurs de développement, il est primordial d'adopter une approche multisectorielle.

Pour garantir une répartition et une utilisation appropriées des fonds destinés à l'éducation des adultes, les gouvernements et les organisations de la société civile devraient élaborer ensemble des mécanismes visant à assurer obligation redditionnelle et transparence.

(ii) La création de partenariats entre les gouvernements, les organisations de la société civile et la communauté internationale a été reconnue comme fondamentale

Les gouvernements doivent adapter les cadres internationaux d'alphabétisation et d'éducation des adultes aux besoins des individus à l'échelle régionale et nationale.

(iii) Développement d'une culture de la lecture et d'environnements lettrés

Afin de créer une culture de la lecture et un environnement lettré dynamiques, les parties prenantes doivent tenir compte des différentes raisons pour lesquelles les individus souhaitent lire (lire pour

apprendre, lire pour se sentir intégré, lire pour développer des compétences qui leur permettent de vivre à l'unisson avec la société, lire pour communiquer, lire pour le plaisir).

Les stratégies visant à renforcer la culture de la lecture doivent inclure la production de supports de lecture et le recours aux TIC et à des sites Internet qui s'adressent aux nouveaux lecteurs. Elles doivent également utiliser des outils tels que les campagnes de sensibilisation, la production de livres rapides à lire qui s'adressent aux jeunes et aux personnes handicapées et de documents pertinents et attrayants rédigés dans différentes langues. Il faut également mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation.

6. La pérennité environnementale

Un thème spécial a été consacré à la pérennité environnementale. La Conférence internationale sur l'éducation des adultes se fonde sur trois principes directeurs, à savoir la culture de la pérennité, la participation démocratique et le caractère indissociable de la culture et de l'éducation. C'est pourquoi certaines actions ont été conçues afin de faire du principe de pérennité une réalité. Parmi elles, des actions symboliques telles que la plantation d'espèces d'arbres indigènes de l'Amazonie lors de l'ouverture de la Conférence. À la fin de la Conférence, des représentants de toutes les délégations présentes planteront des arbres indigènes et créeront ainsi un petit Bois des Nations. On procédera à un calcul des émissions de gaz à effet de serre générées dans le cadre de la Conférence puis on convertira ces émissions en un nombre d'arbres indigènes de la région à planter afin de minimiser l'impact de la Conférence sur le réchauffement de la planète. Parallèlement, on plantera dans chaque pays un nombre d'arbres proportionnel à l'impact de la Conférence.

7. Conclusion

Pour conclure ce rapport, je tiens à mettre l'accent sur l'intensité des délibérations. Par exemple, 32 séances parallèles ont été organisées et la participation a été massive. C'était pour moi le signe que le travail effectué lors de la Conférence allait produire de bons résultats.

Enfin, Monsieur le Président, je souhaite souligner que l'équipe de rapporteurs m'a réellement facilité la tâche. La Conférence a été très mouvementée pour eux. Mais

j'étais en confiance et j'ai pris beaucoup de plaisir à travailler avec eux. Je tiens donc à les remercier chaleureusement. Je voudrais également remercier le Groupe électoral Afrique qui a étudié ma candidature et la Conférence qui l'a ratifiée sans ambiguïté. Enfin, je remercie le gouvernement nigérian qui a proposé ma candidature. J'ai vécu une expérience magnifique et, si j'en crois ce que j'ai vu, je suis convaincu que le travail de CONFINTEA VI portera ses fruits.

Je vous remercie.

Cadre d'action de Belém

Exploiter le pouvoir et le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes pour un avenir viable

Préambule

1.

Nous, les 144 États membres de l'UNESCO et les représentants des organisations de la société civile, des partenaires sociaux, des organisations du système des Nations Unies, des institutions intergouvernementales et du secteur privé, nous sommes réunis à Belém do Pará (Brésil) en décembre 2009 pour participer à la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) en vue de prendre acte des progrès accomplis en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes depuis CONFINTEA V. L'éducation des adultes est reconnue comme un élément essentiel du droit à l'éducation et nous devons définir une nouvelle orientation urgente de notre action qui donne à tous les jeunes et tous les adultes la possibilité d'exercer ce droit.

2.

Nous réaffirmons le rôle fondamental de l'apprentissage et de l'éducation des adultes tel qu'énoncé lors des cinq Conférences internationales sur l'éducation des adultes (CONFINTEA I à V) tenues depuis 1949, et nous engageons unanimement à faire avancer, dans un sentiment d'urgence et à un rythme accéléré, le programme d'apprentissage et d'éducation des adultes.

3.

Nous souscrivons à la définition de l'éducation des adultes spécifiée pour la première fois dans la *Recommandation sur le développement de l'éducation des adultes* adoptée à Nairobi en 1976, et développée plus avant par la *Déclaration de Hambourg* en 1997, selon laquelle l'éducation des adultes « désigne l'ensemble des processus d'apprentissage, formels ou autres, grâce auxquels les individus considérés comme adultes dans la société à laquelle ils appartiennent développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances et améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles ou les réorientent en fonction de leurs propres besoins et de ceux de la société ».

4.

Nous affirmons que l'alphabétisation est le fondement le plus important sur lequel s'édifie l'apprentissage global, inclusif et intégré tout au long et dans tous les aspects de la vie, pour tous les jeunes et tous les adultes. Face à l'ampleur du défi mondial que représente l'alphabétisation, nous estimons vital de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les objectifs et les priorités de l'alphabétisation des adultes, tels qu'énoncés dans l'Éducation pour tous (EPT), la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA) et l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE), soient réalisés par tous les moyens possibles.

5.

L'éducation des jeunes et des adultes donne aux personnes, surtout aux femmes, les moyens de faire face à des crises multiples d'ordre social, économique et politique ainsi qu'au changement climatique. Nous reconnaissons donc le rôle crucial que jouent l'apprentissage et l'éducation des adultes pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), de l'Éducation pour tous (EPT) et du programme des Nations Unies visant le développement durable – humain, social, économique, culturel et environnemental, y compris l'égalité entre hommes et femmes (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et Programme d'action de Beijing).

6.

C'est pourquoi nous adoptons le présent **Cadre d'action de Belém** afin qu'il nous guide dans nos efforts pour exploiter le pouvoir et le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes au service d'un avenir viable pour tous.

Vers l'apprentissage tout au long de la vie **Recommandations**

7.

Face aux enjeux et aux défis mondiaux de l'éducation, l'apprentissage tout au long de la vie, « du berceau au tombeau », est une philosophie, un cadre de pensée et un principe d'organisation de toutes les formes d'éducation, basé sur des valeurs humanistes et démocratiques d'inclusion et d'émancipation ; il a un caractère global et fait partie intégrante de la vision d'une société fondée sur le savoir. Nous réaffirmons les quatre piliers de l'apprentissage tels que recommandés par la Commission internationale de l'éducation pour le XXI^e siècle – apprendre à savoir, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble.

8.

Nous savons que l'apprentissage et l'éducation des adultes constituent une composante importante du processus d'apprentissage tout au long de la vie, continuum allant des méthodes d'apprentissage formelles et non formelles jusqu'aux méthodes informelles.

L'apprentissage et l'éducation des adultes répondent aux besoins des jeunes, des adultes et des personnes âgées.

L'apprentissage et l'éducation des adultes englobent des contenus très divers – enseignement général, professionnel, alphabétisation et éducation familiales, civisme, et nombre d'autres domaines, selon un ordre de priorité qui est fonction des besoins spécifiques de chaque pays considéré.

9.

Nous sommes convaincus et motivés par le rôle crucial que joue l'apprentissage tout au long de la vie pour faire face aux enjeux et défis planétaires et éducatifs. Nous sommes en outre convaincus que l'apprentissage et l'éducation des adultes peuvent apporter à chacun les connaissances, les capacités, les qualifications, les compétences et les valeurs qui lui sont nécessaires pour exercer et défendre ses droits et prendre sa destinée en mains. Ils sont indispensables aussi pour parvenir à l'équité et à l'inclusion, aider à faire reculer la pauvreté et bâtir des sociétés de savoirs, équitables, tolérantes et viables.

10.

Prenant acte de ce que nous avons accompli et des progrès réalisés depuis CONFINTEA V, nous sommes conscients néanmoins des difficultés auxquelles nous continuons de nous heurter, et, reconnaissant que le plein exercice par les adultes et les jeunes de leur droit à l'éducation est subordonné à des considérations concernant les politiques, la gouvernance, le financement, la participation, l'inclusion, l'équité et la qualité, telles qu'elles sont exposées dans l'**État des lieux** figurant en annexe, nous sommes déterminés à donner effet aux recommandations ci-après. Les difficultés particulières auxquelles se heurte l'alphabétisation nous portent à donner la première place aux recommandations concernant l'alphabétisation des adultes.

Alphabétisation des adultes

11.

La maîtrise de la lecture et de l'écriture est le fondement indispensable qui permet aux jeunes et aux adultes de tirer parti des possibilités d'apprentissage à toutes les étapes de ce système continu. Le droit à l'alphabétisation est inhérent au droit à l'éducation. C'est une condition sine qua non du développement des moyens personnels, sociaux, économiques et politiques de chacun. L'alphabétisation est un moyen essentiel pour développer des compétences face aux défis et aux complexités changeants de la vie, de la culture, de l'économie et de la société.

Étant donné la persistance et l'ampleur du défi que représente l'alphabétisation, et les pertes simultanées de ressources et de potentiel humains, nous devons impérativement redoubler d'efforts pour réduire d'ici 2015 l'analphabétisme de 50 % par rapport aux taux de 2000 (cible fixée dans l'objectif 4 de l'Éducation pour tous, et d'autres engagements internationaux), l'objectif ultime étant de prévenir et de rompre le cycle de la sous-alphabétisation et de faire en sorte que le monde entier maîtrise la lecture et l'écriture.

À ces fins, nous nous engageons :

- (a) à faire en sorte que dans toutes les enquêtes et collectes de données, la maîtrise de la lecture et de l'écriture soit vue comme un système continu ;

- (b) à définir une feuille de route assortie d'objectifs et de délais précis pour relever ce défi, à partir d'évaluations critiques des progrès accomplis, des obstacles rencontrés et des faiblesses mises en lumière ;
- (c) à mobiliser les ressources et les compétences spécialisées internes et externes en vue d'entreprendre à plus grande échelle des programmes d'alphabétisation de portée, de couverture et de qualité accrues, le but étant d'encourager des processus intégraux et à moyen terme, afin que chacun parvienne à maîtriser durablement la lecture et l'écriture ;
- (d) à mettre en place des modes d'alphabétisation qui soient bien conçus et adaptés aux besoins des apprenants, et dotent les participants de savoirs, de qualifications et de compétences fonctionnels et durables, leur donnant les moyens de rester des apprenants tout au long de leur vie, dont les progrès sont constatés par des méthodes et des outils d'évaluation appropriés ;
- (e) à axer les campagnes d'alphabétisation sur les femmes et les populations fortement désavantagées, y compris les peuples autochtones et les prisonniers, veillant globalement à faire bénéficier les populations rurales d'une attention particulière ;
- (f) à fixer, comme point de départ, des indicateurs et des cibles internationaux d'alphabétisation ;
- (g) à examiner systématiquement les progrès et à en rendre compte, en incluant une section spéciale dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, notamment s'agissant des investissements et des ressources, suffisantes ou non, consacrés à l'alphabétisation dans chaque pays et dans le monde ;
- (h) à planifier et réaliser des programmes continus d'éducation, de formation et d'acquisition de qualifications qui aillent au-delà de la simple maîtrise de la lecture et l'écriture, soutenus par un environnement enrichi de maîtrise de l'écrit.

Politiques

12.

Les politiques et les mesures législatives en faveur de l'éducation des adultes doivent être complètes, inclusives et intégrées, dans la perspective de l'apprentissage tout au long et dans tous les aspects de la vie, sur la base d'approches à l'échelle du secteur et intersectorielles couvrant et articulant entre elles toutes les composantes de l'apprentissage et de l'éducation.

À ces fins, nous nous engageons :

- (a) à définir et réaliser des politiques entièrement financées, des plans judicieusement ciblés et des textes législatifs en faveur de l'alphabétisation des adultes, de l'éducation des jeunes et des adultes, et de l'apprentissage tout au long de la vie ;
- (b) à concevoir des plans d'action spécifiques et concrets en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, qui s'articulent pleinement avec l'Éducation pour tous, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, les Objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'avec les autres plans de développement nationaux et régionaux, et avec les activités lancées le cas échéant dans le cadre de l'Initiative LIFE ;
- (c) à veiller à ce que l'apprentissage et l'éducation des adultes soient pris en compte dans l'initiative des Nations Unies « Unis dans l'action » ;
- (d) à établir des mécanismes de coordination appropriés, au nombre desquels pourraient figurer des comités de suivi aux travaux desquels seraient associés tous les acteurs de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ;
- (e) à mettre en place des structures et mécanismes de reconnaissance, de validation et d'accréditation de toutes les formes d'apprentissage ou d'améliorer ceux qui existent déjà, en établissant des systèmes d'équivalences.

Gouvernance

13.

Une bonne gouvernance aide à mettre en œuvre les politiques d'apprentissage et d'éducation des adultes selon des modalités efficaces, transparentes, responsables et équitables. La représentation et la participation de l'ensemble des parties prenantes sont indispensables à la prise en compte des besoins de tous les apprenants, en particulier les plus défavorisés.

À ces fins, nous nous engageons :

- (a) à créer et maintenir des mécanismes propres à assurer la participation des pouvoirs publics à tous les niveaux de l'administration, des organisations de la société civile, des partenaires sociaux, du secteur privé, de la collectivité et des organisations d'apprenants adultes à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des politiques et des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes ;
- (b) à prendre des mesures de renforcement des capacités afin de faciliter la participation constructive et éclairée des organisations de la société civile, de la collectivité et des organisations d'apprenants adultes, selon le cas, à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation des politiques et des programmes ;
- (c) à promouvoir et soutenir la coopération intersectorielle et interministérielle ;
- (d) à favoriser la coopération transnationale par des projets et des réseaux de partage de savoir-faire et de pratiques novatrices.

Financement

14.

L'apprentissage et l'éducation des adultes représentent un précieux investissement produisant des retombées sociales du fait de l'instauration de sociétés plus démocratiques, pacifiques, inclusives, productives, saines et viables. Un important effort financier est indispensable pour assurer la fourniture de services d'apprentissage et d'éducation des adultes de qualité.

À ces fins, nous nous engageons :

- (a) à accélérer les progrès en vue de l'application de la recommandation de CONFINTEA V de chercher à consacrer au moins 6 % du PNB à l'éducation, et d'œuvrer à accroître l'investissement dans l'apprentissage et l'éducation des adultes ;
- (b) à augmenter les ressources et les budgets actuellement alloués à l'éducation dans les différents ministères pour réaliser les objectifs d'une stratégie intégrée de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ;
- (c) à envisager de lancer de nouveaux programmes transnationaux de financement de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes, et d'élargir ceux qui existent, conformément aux axes d'action adoptés au titre du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'Union européenne ;
- (d) à créer des incitations propres à mobiliser de

nouvelles sources de financement, telles que le secteur privé, les ONG, les communautés et les individus, sans préjudice du respect des principes d'équité et d'inclusion ;

- (e) à investir en priorité dans l'apprentissage tout au long de la vie des femmes, des populations rurales et des personnes handicapées.
À l'appui de ces stratégies, nous demandons à nos partenaires internationaux de développement :
- (f) de tenir leur engagement de combler les déficits financiers qui font obstacle à la réalisation de l'ensemble des objectifs de l'Éducation pour tous, en particulier les objectifs 3 et 4 (apprentissage des jeunes et des adultes, alphabétisation des adultes) ;
- (g) d'accroître les fonds et l'appui technique accordés à l'alphabétisation, à l'apprentissage et à l'éducation des adultes et d'étudier la possibilité de recourir à d'autres mécanismes de financement comme l'échange de créances ou l'annulation de dettes ;
- (h) d'exiger que les plans du secteur de l'éducation présentés au titre de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) comprennent des mesures et des investissements crédibles en faveur de l'éducation des adultes.

Participation, inclusion et équité

15.

Une éducation inclusive est une condition fondamentale de tout développement humain, social et économique. Doter tous les individus des moyens de développer leurs potentialités contribue fortement à les encourager à vivre ensemble dans l'harmonie et la dignité. Il ne peut y avoir d'exclusion motivée par l'âge, le sexe, l'appartenance à une ethnie, le statut de migrant, la langue, la religion, le handicap, l'appartenance au milieu rural, l'identité ou l'orientation sexuelle, la pauvreté, le déplacement ou l'incarcération. Il importe tout particulièrement de lutter contre les effets cumulatifs de handicaps multiples. Des mesures devraient être prises pour renforcer la motivation et l'accès de tous.

À ces fins, nous nous engageons :

- (a) à promouvoir et à faciliter un accès et une participation plus équitables à l'apprentissage et à l'éducation des adultes en renforçant la culture de l'apprentissage et en éliminant les obstacles à cette participation ;

- (b) à promouvoir et à faciliter un accès et une participation plus équitables à l'apprentissage et à l'éducation des adultes moyennant des orientations et des informations ainsi que des activités et programmes bien conçus tels que des semaines de l'apprentissage des adultes et des fêtes de l'apprentissage ;
- (c) à anticiper l'enfermement de groupes identifiables dans une spirale de handicaps multiples, en particulier à un stade précoce de la vie adulte, et à y porter remède ;
- (d) à créer des espaces et centres d'apprentissage communautaires multifonctions et à améliorer l'accès et la participation des femmes à l'éventail complet des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes, en tenant compte de leurs besoins particuliers liés aux aspects de leur existence propres à leur sexe ;
- (e) à appuyer le développement de l'écriture et de l'alphabétisation dans les diverses langues autochtones en élaborant des programmes, méthodes et matériels pertinents qui reconnaissent à sa juste valeur l'utilité des cultures, savoirs et méthodologies autochtones, tout en développant comme il convient l'enseignement de la seconde langue de communication courante ;
- (f) à encourager financièrement la prise en compte systématique des groupes désavantagés (par exemple les populations autochtones, les migrants, les personnes ayant des besoins spéciaux et les habitants des zones rurales) dans toutes les politiques et approches éducatives, ce qui peut inclure la fourniture de programmes gratuits ou subventionnés par l'État, assortis d'incitations telles que bourses d'études, exemption des droits d'inscription et congés de formation rémunérés ;
- (g) à assurer l'éducation des adultes en milieu carcéral à tous les niveaux appropriés ;
- (h) à adopter une approche intégrée globale, y compris un mécanisme pour identifier les parties prenantes et les responsabilités de l'État, en partenariat avec les organisations de la société civile, les acteurs sur le marché du travail, les apprenants et les éducateurs ;
- (i) élaborer des réponses éducatives efficaces à l'intention des migrants et des réfugiés, ce qui sera un axe essentiel du travail de développement.

Qualité

16.

La qualité de l'apprentissage et de l'éducation est une pratique et un concept multidimensionnels et globaux qui exigent une attention constante et des efforts de développement continu. Promouvoir une culture de la qualité en matière d'apprentissage des adultes nécessite des méthodes et des contenus pertinents, une évaluation des besoins centrée sur l'apprenant, l'acquisition de compétences et connaissances multiples, la professionnalisation des éducateurs, l'enrichissement des contextes d'apprentissage et l'autonomisation des individus et des communautés.

À ces fins, nous nous engageons :

- (a) à élaborer des critères de qualité pour les programmes d'enseignement, les matériels didactiques et les méthodes pédagogiques des activités d'éducation des adultes, en tenant compte des résultats et des mesures d'impact ;
- (b) à reconnaître la diversité et la pluralité des prestataires ;
- (c) à améliorer la formation, le renforcement des capacités, les conditions d'emploi et la professionnalisation des éducateurs d'adultes, notamment par des partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur, les associations d'enseignants et les organisations de la société civile ;
- (d) à élaborer des critères pour évaluer les résultats de l'apprentissage des adultes à différents niveaux ;
- (e) à mettre en place des indicateurs de qualité précis ;
- (f) à apporter un soutien accru à la conduite de recherches interdisciplinaires systématiques sur l'apprentissage et l'éducation des adultes, que viendront compléter des systèmes de gestion des connaissances assurant la collecte, l'analyse et la diffusion des données et des bonnes pratiques.

Suivi de la mise en œuvre du Cadre d'action de Belém

17.

Forts de notre volonté collective de redynamiser l'apprentissage et l'éducation des adultes dans nos pays et à l'échelle internationale, nous nous engageons à respecter l'obligation redditionnelle et à prendre les mesures de suivi indiquées ci-après. Nous reconnaissons la nécessité de disposer de données quantitatives et qualitatives valides et

fiables pour éclairer la formulation de nos politiques d'apprentissage et d'éducation des adultes. Il est d'une importance capitale pour la réalisation du *Cadre d'action de Belém* que nous œuvrions de concert avec nos partenaires en vue de concevoir et de mettre en œuvre des mécanismes permanents d'enregistrement et de suivi aux niveaux national et international.

À ces fins, nous nous engageons :

- (a) à investir dans un processus pour élaborer un ensemble d'indicateurs comparables pour l'alphabétisation en tant que continuum ainsi que pour l'éducation des adultes ;
- (b) à collecter et à analyser régulièrement des données et informations relatives à la participation aux programmes d'éducation des adultes et à l'avancement de ces programmes, ventilées par sexe et en fonction d'autres facteurs, en vue de mesurer les changements intervenus au fil du temps et de partager les bonnes pratiques ;
- (c) à mettre en place un mécanisme permanent de suivi afin d'évaluer la réalisation des engagements pris lors de CONFINTEA VI ;
- (d) à recommander l'établissement d'un rapport d'étape triennal en vue de le présenter à l'UNESCO ;
- (e) à créer des mécanismes de suivi régionaux utilisant des données repères et des indicateurs clairs ;
- (f) à présenter un rapport d'étape national pour un examen à mi-parcours des résultats de CONFINTEA VI, qui coïncidera avec l'échéance fixée à 2015 pour la réalisation de l'Éducation pour tous et des Objectifs du Millénaire pour le développement ;
- (g) à appuyer la coopération Sud-Sud pour le suivi et la réalisation des OMD et de l'EPT dans les domaines de l'alphabétisation des adultes, de l'éducation des adultes et de l'apprentissage tout au long de la vie ;
- (h) à assurer le suivi de la collaboration en matière d'éducation des adultes entre les disciplines et les secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'emploi.

À l'appui des mesures de contrôle et de suivi prises au niveau international, nous demandons à l'UNESCO et à ses structures :

- (i) d'apporter leur soutien aux États membres en concevant et en mettant sur pied un système de gestion des connaissances librement accessible en vue de la compilation de données et d'études de cas sur les bonnes pratiques, auquel les États membres contribueront eux-mêmes ;

- (j) d'élaborer des directives concernant tous les résultats d'apprentissage, y compris ceux obtenus au moyen de l'apprentissage non formel et informel, pour qu'ils soient reconnus et validés ;
- (k) de coordonner, par l'intermédiaire de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et en partenariat avec l'Institut de statistique de l'UNESCO, un processus mondial de suivi chargé d'évaluer les progrès accomplis dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes et d'en rendre compte à intervalles réguliers ;
- (l) d'établir sur cette base, à intervalles réguliers, un *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes* ;
- (m) de réexaminer la *Recommandation sur le développement de l'éducation des adultes* adoptée à Nairobi (1976) et d'en actualiser les dispositions d'ici à 2012.

ANNEXE

État des lieux

Faire face aux enjeux mondiaux et aux défis éducatifs

1.

L'apprentissage et l'éducation des adultes jouent un rôle décisif face aux enjeux culturels, économiques, politiques et sociaux de notre temps. La mondialisation a créé quantité d'opportunités, parmi lesquelles celle d'apprendre au contact de cultures riches et diverses par-delà les frontières géographiques. Néanmoins, notre époque est marquée par des disparités croissantes. Une grande part des habitants du globe vivent dans la pauvreté, et 43,5 % d'entre eux disposent de moins de deux dollars des États-Unis par jour pour subsister. La majorité des pauvres de la planète se trouve dans les zones rurales. Les déséquilibres démographiques, entre les jeunes populations en pleine expansion du Sud et les populations vieillissantes du Nord, sont exacerbés par la migration à grande échelle des régions pauvres vers les régions riches – à l'intérieur des pays et entre eux – et l'afflux massif de personnes déplacées. Nous devons faire face à des inégalités en matière d'accès à la nourriture, à l'eau et à l'énergie, et la dégradation de l'environnement menace à long terme notre existence même. Aux privations matérielles s'ajoute la pauvreté sur le plan des capacités qui fait obstacle au bon fonctionnement de la société. Le chômage juvénile est la seule perspective qui s'offre à un nombre excessivement élevé d'enfants aujourd'hui, tandis qu'un nombre croissant d'adolescents socialement, économiquement et politiquement « déconnectés » estiment n'avoir pas leur place dans la société.

2.

Nous sommes confrontés à des changements structurels des marchés de la production et de l'emploi, à la montée de l'insécurité et des sources d'anxiété dans la vie quotidienne, à des difficultés à nous comprendre les uns les autres, à quoi s'ajoute à présent une crise économique et financière mondiale qui va s'amplifiant. Dans le même temps, la mondialisation et l'économie

de la connaissance nous obligent à actualiser nos qualifications et nos compétences et à les adapter à des conditions de travail, des formes d'organisation sociale et des lignes de communication inédites. Ces problèmes, ainsi que nos besoins collectifs et individuels urgents en matière d'apprentissage, ébranlent nos principes et postulats dans ce domaine ainsi que certains aspects des fondements de nos systèmes éducatifs et de nos philosophies bien établis.

3.

Dans bien des pays, l'alphabétisation des adultes demeure un défi majeur : 774 millions d'adultes (dont les deux tiers sont des femmes) ne possèdent pas les compétences élémentaires en matière d'écriture et de lecture et il n'y a pas assez de programmes efficaces d'alphabétisation et de formation aux compétences requises dans la vie courante. En Europe, presque un tiers de la main-d'œuvre n'a qu'un niveau d'instruction de fin du premier cycle de l'enseignement secondaire, alors que les deux tiers des emplois nouveaux exigent des qualifications du niveau du deuxième cycle du secondaire ou d'un niveau supérieur. La majorité de la population de nombre de pays du Sud n'atteint même pas le niveau de l'enseignement primaire. En 2006, quelque 75 millions d'enfants (dont une majorité de filles) avaient abandonné précocement l'école ou n'y étaient jamais allés. Près de la moitié d'entre eux vivaient en Afrique subsaharienne et plus de 80 % étaient des paysans. Les programmes d'études mal adaptés aux besoins de la société, le nombre insuffisant d'éducateurs et, dans certains cas, leur formation médiocre, la rareté des manuels et des méthodes innovants, et des obstacles très divers empêchent les systèmes éducatifs actuels d'offrir des possibilités d'apprentissage de qualité capables de corriger les disparités au sein de nos sociétés.

4.

Des efforts internationaux concertés ont été déployés face à ces défis. Des progrès ont été accomplis vers la réalisation des six objectifs de l'Éducation pour tous

(EPT) (2000) grâce à la coopération des gouvernements avec les organisations du système des Nations Unies, les organisations de la société civile, les acteurs privés et les donateurs. Des ressources croissantes ont été mobilisées en faveur de l'éducation primaire universelle dans le cadre de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous. La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA) (2003-2012) soutient la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous en matière d'alphabétisation à travers des activités de plaidoyer et de sensibilisation organisées partout dans le monde. L'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE) est un mécanisme mondial créé dans le cadre de la Décennie pour soutenir les pays où les besoins d'alphabétisation sont les plus grands. Deux des Objectifs du Millénaire pour le développement (2000) ont expressément trait à l'éducation : assurer l'éducation primaire pour tous et promouvoir l'égalité des sexes. Néanmoins, aucun de ces efforts n'assigne à l'apprentissage et à l'éducation des adultes un rôle qui aille au-delà de l'alphabétisation de base et de l'acquisition des compétences nécessaires dans la vie courante. Fait encourageant, la Décennie pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014) a défini un vaste mandat dans lequel l'apprentissage et l'éducation des adultes peuvent occuper une place extrêmement visible.

5.

L'apprentissage et l'éducation des adultes apportent une réponse décisive et nécessaire aux défis auxquels nous sommes confrontés. Ils sont un rouage essentiel d'un système holistique et général d'apprentissage et d'éducation tout au long de la vie qui intègre les formes d'apprentissage formelles, non formelles et informelles et qui prend en charge, de manière explicite ou implicite, les jeunes comme les adultes. En dernière analyse, l'apprentissage et l'éducation des adultes visent à offrir des contextes et des processus d'apprentissage attrayants et attentifs aux besoins d'adultes appelés à être des citoyens actifs. Il s'agit de former des individus indépendants et autonomes, capables de construire et reconstruire leur vie dans des cultures, des sociétés et des économies complexes et en pleine évolution – dans le cadre du travail, de la famille et dans la sphère communautaire et sociale. La nécessité d'occuper successivement différents types d'emplois au cours de sa vie, l'adaptation à des contextes nouveaux à laquelle obligent les déplacements de population ou les migrations, l'importance de l'esprit d'entreprise et la capacité d'améliorer sans cesse la qualité de la vie sont des

réalités socioéconomiques, parmi d'autres, qui exigent toutes un apprentissage continu, tout au long de la vie adulte. L'apprentissage et l'éducation des adultes apportent des compétences spécifiques, mais sont aussi un moyen essentiel de renforcer la confiance en soi et l'estime de soi et de conforter le sens de l'identité et l'esprit d'entraide.

6.

On estime aujourd'hui que, pour chaque année où le niveau d'instruction moyen de la population adulte s'accroît, le taux de croissance économique à long terme s'élève de 3,7 % et le revenu par habitant progresse de 6 %. Néanmoins, l'apprentissage et l'éducation des adultes sont bien plus qu'un poste de dépenses sociales ou une ligne budgétaire. Ils sont un investissement dans l'espoir en l'avenir.

Les progrès accomplis en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes depuis CONFINTEA V

7.

Les rapports nationaux présentés par 154 États membres en vue de CONFINTEA VI et les discussions consacrées aux pratiques efficaces pendant les conférences régionales préparatoires ont mis en lumière un certain nombre de progrès et d'innovations dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, considéré dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie. Outre l'actuelle Stratégie d'éducation et de formation tout au long de la vie mise en place par l'Union européenne en l'an 2000, ainsi que les politiques nationales correspondantes dans les États membres, quelques États membres du Sud ont adopté une politique et une législation d'ensemble en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, que certains ont inscrit dans leur constitution. Des approches systématiques de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, guidés par des plans directeurs, sont en cours d'élaboration, et certaines réformes feront date.

8.

Plusieurs États membres ont réactivé et accéléré leurs plans, programmes et campagnes d'alphabétisation. De 2000 à 2006, les taux d'alphabétisme des adultes ont progressé dans l'ensemble du monde, passant de 76 à 84 %. Les progrès ont été particulièrement marqués dans les pays en développement. Certains gouvernements ont cherché activement à coopérer avec la société civile en vue de proposer, dans le

cadre d'approches telles que le « faire-faire », des possibilités d'apprentissage non formel très variées sur le plan des contenus, des objectifs et des groupes cibles. L'offre d'éducation non formelle s'est diversifiée, en abordant des sujets tels que les droits de l'homme, la citoyenneté, la démocratie, l'autonomisation de la femme, la prévention du VIH, la santé, la protection de l'environnement et le développement durable. Des manifestations de plaidoyers telles que semaines de l'éducation des adultes ou fêtes de l'apprentissage, et des mouvements de grande ampleur, qui rassemblent par exemple les villes ou les régions promouvant l'apprentissage, contribuent de manière importante à faire avancer l'apprentissage et l'éducation des adultes.

9.

On observe dans les États membres des signes convaincants et une reconnaissance accrue des retombées positives d'un apprentissage et d'une éducation des adultes attentifs à la problématique de l'égalité des sexes, en particulier pour les femmes. Les technologies de l'information et des communications et l'apprentissage ouvert et à distance gagnent du terrain et permettent peu à peu de répondre aux besoins spécifiques d'apprenants qui, hier encore, étaient exclus. Les politiques nationales recourent de plus en plus à l'enseignement dans la langue maternelle dans les contextes multilingues et multiculturels, même si ces politiques ne s'inscrivent dans un effort d'ensemble que dans quelques pays seulement.

10.

Des systèmes d'information, de documentation, de suivi et d'évaluation des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes ont vu le jour. Des instruments et mécanismes efficaces de reconnaissance, de validation et d'accréditation de ces programmes se mettent peu à peu en place, y compris des organismes et procédures d'assurance qualité. On constate que la création de synergies entre types d'apprentissage et d'éducation formels, non formels et informels permet aux apprenants comme aux systèmes éducatifs d'obtenir de meilleurs résultats dans la mesure où il en résulte une utilisation plus efficace des ressources et des compétences existantes.

11.

Des initiatives décisives fondées sur une alliance de l'État avec des institutions majeures de la société civile, le secteur des entreprises et les associations de travailleurs sont très bénéfiques pour l'éducation des adultes. Les partenariats public-privé et la coopération Sud-Sud ou triangulaire donnent des résultats tangibles

s'agissant de créer une nouvelle forme d'apprentissage des adultes au service du développement durable, de la paix et de la démocratie. Les organes et organismes régionaux et supranationaux sont un facteur essentiel de transformation, qui influence l'État et complète son action.

Les défis de l'apprentissage et de l'éducation des adultes

12.

En dépit de ces avancées, les rapports nationaux et le *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes* établis en vue de CONFINTEA VI mettent en évidence de nouveaux défis sociaux et éducatifs venant s'ajouter aux problèmes existants, dont certains se sont entre-temps aggravés, aux niveaux national, régional et mondial. Point crucial, l'espoir que nous allions reconstruire et renforcer l'apprentissage et l'éducation des adultes à la suite de CONFINTEA V ne s'est pas matérialisé.

13.

Le rôle et la place de l'apprentissage et de l'éducation des adultes dans l'apprentissage tout au long de la vie continuent d'être minimisées. Dans le même temps, des politiques relevant d'autres domaines que l'éducation n'ont pas reconnu ni intégré les contributions spécifiques que l'apprentissage et l'éducation des adultes peuvent apporter au développement économique, social et humain en général. Le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes demeure fragmenté. Les efforts de plaidoyer se dispersent sur de multiples fronts, et la crédibilité des politiques est affaiblie du fait même de la nature extrêmement disparate de l'apprentissage et de l'éducation des adultes qu'il est difficile de rattacher clairement à un quelconque champ d'action sociale. L'absence fréquente de l'éducation des adultes dans les priorités des organismes gouvernementaux va de pair avec une coopération interministérielle quasi inexistante, des structures organisationnelles insuffisantes et la faiblesse des liens entre l'éducation (formelle et non formelle) et les autres secteurs. S'agissant de la reconnaissance et de l'accréditation des activités d'apprentissage, les mécanismes nationaux et les initiatives internationales privilégient indûment les qualifications et compétences sanctionnées par les systèmes formels, et ne s'intéressent que rarement à l'apprentissage non formel, informel et expérientiel. Le décalage entre la formulation d'une politique et son application se

creuse lorsque cette politique est élaborée de manière isolée, sans participation ni concours extérieurs (des agents de terrain et des établissements d'enseignement supérieur), ni l'intervention d'autres organisations d'éducateurs de jeunes et d'adultes.

14.

Les efforts de planification financière à long terme nécessaires pour que l'apprentissage et l'éducation des adultes contribuent de manière significative à la construction de l'avenir sont insuffisants et inadéquats. Qui plus est, la tendance actuelle à une décentralisation toujours plus poussée de la prise de décision n'est pas toujours accompagnée par des allocations financières adéquates ou par une délégation appropriée des responsabilités budgétaires. L'apprentissage et l'éducation des adultes ne figurent pas en bonne place dans les stratégies d'aide des donateurs internationaux et n'ont pas fait l'objet d'efforts de coordination et d'harmonisation soutenus de la part des bailleurs de fonds. L'apprentissage et l'éducation des adultes n'ont guère, jusqu'ici, clairement bénéficié des mesures d'allègement de la dette.

15.

Malgré la diversification croissante des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes, l'accent est mis aujourd'hui avant tout sur l'enseignement et la formation professionnels. Des approches mieux intégrées de l'apprentissage et de l'éducation des adultes appréhendant le développement sous tous ses aspects (économique, durable, collectif et individuel) font défaut. Les initiatives visant à prendre systématiquement en compte la problématique de l'égalité des sexes n'ont pas toujours abouti à des programmes plus pertinents favorisant une participation accrue des femmes. De même, rares sont les programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes qui sont attentifs aux besoins des groupes autochtones, des populations rurales et des migrants. Le contenu des programmes et les pratiques ne reflètent pas la diversité des apprenants, du point de vue de l'âge, du sexe, du milieu culturel, du statut économique, des besoins particuliers - y compris ceux qui sont liés à des handicaps - et de la langue. Peu de pays ont adopté une politique multilinguiste cohérente qui encourage l'utilisation de la langue maternelle, pourtant souvent essentielle pour créer un environnement propice à l'apprentissage, s'agissant en particulier des langues autochtones et/ou minoritaires.

16.

Mentionnés au mieux en termes très généraux, l'apprentissage et l'éducation des adultes n'ont droit qu'à quelques lignes dans nombre d'agendas et de recommandations internationaux relatifs à l'éducation, où ils sont souvent conçus comme synonymes d'acquisition des compétences de base en lecture et en écriture. Or, l'alphabétisation revêt indiscutablement une immense importance, et l'ampleur toujours considérable du défi qu'elle représente fait ressortir le caractère cruellement inadéquat des mesures et initiatives lancées au cours de ces dernières années. La persistance de taux d'analphabétisme élevés conduit à se demander si les gouvernements et les organisations internationales ont fait un effort politique et financier suffisant.

17.

Le manque de possibilités de professionnalisation et de formation des éducateurs a eu des effets négatifs sur la qualité des services d'apprentissage et d'éducation des adultes, de même que l'appauvrissement des moyens mis en œuvre, sur le plan de l'équipement matériel, des manuels et des programmes. Il est rare que les besoins soient évalués et des recherches systématiques menées à bien au cours de la planification en vue de déterminer quels sont les contenus, les méthodes pédagogiques, les modes d'organisation et les structures d'appui les mieux adaptés. Les mécanismes de suivi, d'évaluation et de contrôle rétroactif de la qualité ne sont pas non plus monnaie courante dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes. Lorsqu'ils existent, la difficulté de trouver le juste équilibre entre qualité et quantité en limite le degré de sophistication.

18.

Le présent **État des lieux** constitue un exposé des raisons qui motivent les recommandations et les stratégies énoncées ci-dessus dans le **Cadre d'action de Belém**.

*En haut, à gauche : L'équipe organisatrice
(UBO et UIL)*

*En haut à droite : Inscription des participants
à la Conférence*

En bas : Séance plénière



ANNEXE A

Ordre du jour de la Conférence

Sixième conférence internationale sur l'éducation
des adultes (confintea)
Ordre du jour provisoire révisé

1. Cérémonie d'ouverture
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire
3. Déclaration du Président de CONFINTEA V
4. Élection du Président de la Conférence
5. Adoption du Règlement intérieur de la Conférence internationale sur l'éducation des adultes
6. Élection des Vice-Présidents de la Conférence, du Rapporteur général ainsi que du Président et des Vice-Présidents de la Commission et composition du Comité de rédaction
7. Proposition d'organisation des travaux de la Conférence
8. Présentation des documents finals issus des Conférences régionales et présentation du Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes
9. Examen du thème de la Conférence :
 - 9.1 Vivre et apprendre pour un futur viable – l'importance de l'éducation des adultes
 - 9.2 Éducation des adultes : inclusion et participation
 - 9.3 Faire face aux questions globales
 - 9.4 Politiques et gouvernance en matière d'éducation des adultes
 - 9.5 Financement de l'éducation des adultes
 - 9.6 Vers l'apprentissage tout au long de la vie
 - 9.7 L'alphabétisation en tant que compétence essentielle pour l'apprentissage tout au long de la vie
 - 9.8 Assurer la qualité de l'éducation des adultes et évaluer les résultats d'apprentissage
 - 9.9 De la parole aux actes
 - 9.10 Pour aller de l'avant
10. Présentation par le Rapporteur général des résultats des travaux de la Conférence
11. Adoption des conclusions et recommandations
12. Clôture de la Conférence

ANNEXE B

Ordre du jour annoté

CONFINTEA VI/3, Paris, 15 octobre 2009

Original : anglais

Vivre et apprendre pour un futur viable :
l'importance de l'apprentissage des adultes

Plaider et s'engager efficacement, partout dans le monde, en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes

1.

L'éducation des adultes est un droit de l'être humain que chacun doit pouvoir exercer. Promouvoir l'apprentissage et l'éducation des adultes, c'est promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie : partout dans le monde, l'éducation est le socle indispensable à l'instauration durable du bien-être personnel, social et économique. Elle est aujourd'hui, tout au long de l'existence et dans tous ses aspects, une nécessité dont dépendent à la fois l'autonomisation et le développement des ressources humaines. Ces deux piliers sont d'égale importance ; ils ne sont rien l'un sans l'autre. Leur mise en oeuvre conjuguée peut améliorer la qualité de la vie de tous les citoyens de la planète, créant et développant pleinement les capacités et dispositions humaines requises pour faire face aux enjeux anciens et nouveaux - et d'abord la pauvreté, la faim, les inégalités, l'intolérance, l'injustice et les conflits.

2.

Certains pays voient avant tout dans l'apprentissage et l'éducation des adultes un outil d'autonomisation individuelle et sociale qui aide à combattre la pauvreté et les inégalités, aux niveaux national et international. D'autres mettent l'accent sur le développement humain durable, comme un moyen de préserver le bien-être économique et social dans un contexte caractérisé par la mondialisation et les préoccupations écologiques. Les pays et les régions du monde ont peut-être des priorités différemment équilibrées, mais tous s'efforcent d'améliorer la qualité de la vie et reconnaissent que les multiples défis qu'il faudra relever dans les décennies à venir ont une dimension planétaire. Seuls des citoyens informés, instruits et activement engagés peuvent apporter des réponses efficaces à ces défis - et cela suppose que

nous placions l'apprentissage et l'éducation des adultes au coeur de nos politiques et de notre action, comme un projet transversal auquel participent les mesures et les allocations de ressource décidées dans tous les domaines. Dans l'idéal, ces interventions devraient être intégrées au sein d'un système d'apprentissage tout au long de la vie global, s'appuyant sur un mécanisme ouvert et dynamique de reconnaissance, de validation et d'accréditation de toutes les formes d'apprentissage, quelles qu'en soient le niveau, le cadre et les modalités, une attention particulière étant apportée à l'apprentissage non formel, informel et expérientiel. Droit inaliénable de l'être humain, le droit à l'éducation des adultes, devrait être inscrit dans la constitution de chaque pays.

Questions dont il est proposé de débattre

- (a) Comment les pays garantissent-ils l'exercice du droit des adultes à l'éducation ?
- (b) Comment les pays peuvent-ils oeuvrer de concert pour promouvoir partout dans le monde l'apprentissage et l'éducation des adultes ? Comment concilier de manière constructive l'impératif d'autonomisation et celui de développement des ressources humaines ?
- (c) Que doivent faire avant tout les gouvernements, la société civile et les entreprises pour que leur engagement en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes se traduise de manière visible, concrète et efficace dans leurs orientations et leur pratique ?
- (d) Quelles sont les stratégies les plus prometteuses pour redéfinir et repositionner l'apprentissage et l'éducation des adultes, dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, comme une composante transversale essentielle de la politique et de l'action de chacun des pays ?
- (e) Quels sont les cadres de reconnaissance, de validation et de certification existants, comment facilitent-ils l'apprentissage non formel, informel et expérientiel, et en quoi contribuent-ils à l'apprentissage tout au long de la vie ?

Résultats escomptés

- (a) Une vision plus juste et plus fine des mesures possibles pour donner aux citoyens les moyens d'exercer leur droit à l'éducation.
- (b) Une reconnaissance plus complète de l'apprentissage tout au long de la vie comme principe organisateur d'une éducation des adultes efficace.
- (c) Une meilleure compréhension des politiques et pratiques efficaces en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes.
- (d) Un intérêt accru pour la création d'une dynamique en faveur d'une initiative internationale qui permette aux États membres de partager leurs pratiques et d'élaborer des cadres de reconnaissance, de validation et d'accréditation de toutes les formes d'apprentissage.

Éducation des adultes : inclusion et participation

3.

On note une corrélation significative entre l'équité en matière d'éducation d'une part et l'équité économique et l'inclusion sociale d'autre part. La participation à l'apprentissage et à l'éducation des adultes est une forme d'engagement social, lui-même générateur de capital social dans la sphère civique et politique et dans le monde du travail. Il y a là un facteur de cohésion sociale qui contribue à l'acquisition des connaissances et compétences nécessaires à une participation active à la vie sociale.

4.

On ne compte plus les rapports et études nationaux et internationaux qui mettent clairement en évidence les inégalités sur le plan de l'accès et de la participation à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, comme le relève le *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*. Les femmes sont désavantagées dans la plupart des pays. Les habitants des zones rurales, les personnes âgées, les migrants, les populations autochtones, les minorités ethniques et linguistiques et les personnes handicapées ont particulièrement tendance à être sous-représentés. Les détenus sont en général privés de leur droit à l'éducation. Les adultes peu instruits et peu qualifiés ont moins de chances de participer à des activités d'apprentissage, qu'ils aient ou non d'autres handicaps. Les handicaps multiples ont un effet cumulatif de telle sorte que les inégalités en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes créent une exclusion qui

va sans cesse croissant, reproduisant les disparités sociales tout au long de la vie et de génération en génération.

5.

Il importe donc de s'attaquer aux causes structurelles profondes par des actions rigoureusement ciblées. Il s'agit à la fois de prévenir et de corriger les conséquences des handicaps sociaux dans le domaine de l'éducation, en tenant compte des particularités de la vie quotidienne des individus qui limitent leur participation à l'éducation des adultes (par exemple, le fait de devoir s'occuper de ses enfants ou de compenser une perte de revenu). De plus, en investissant dans toutes sortes d'actions qui façonnent et enrichissent l'environnement local, on jette des bases à partir desquelles les individus vont créer de nouveaux modes de vie d'où naîtront des cultures de l'instruction et de l'apprentissage variées intégrant leur identité, leur savoir et leurs traditions.

Questions dont il est proposé de débattre

- (a) Quelles mesures doivent être prises en priorité pour combattre les risques sociaux et économiques que représentent les inégalités sur le plan de l'accès et de la participation à l'apprentissage et à l'éducation des adultes ? Quels exemples illustrent le mieux l'utilité de fonder les politiques d'apprentissage et d'éducation des adultes sur les principes d'équité, d'inclusion et de cohésion sociale ?
- (b) Comment les préoccupations relatives à l'équité entre les sexes dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ont-elles évolué depuis CONFINTEA V ? Quels nouveaux défis sont apparus et comment les relever ? Que faut-il faire pour promouvoir l'autonomisation des femmes et leur traitement sur un pied d'égalité dans et par l'apprentissage et l'éducation des adultes ?
- (c) Quels sont les politiques, les programmes et les mesures à mettre en place pour répondre aux besoins d'apprentissage et attentes spécifiques des groupes prioritaires tels que les populations rurales, les personnes âgées, les migrants, les populations autochtones, les minorités ethniques et linguistiques et les personnes handicapées ? Quels exemples de bonne pratique en matière d'éducation en milieu carcéral existent-ils ?

Résultats escomptés

- (a) Une vision commune de la manière dont les États membres peuvent assurer plus efficacement la participation aux activités d'apprentissage et

d'éducation des adultes, en particulier des groupes vulnérables et marginalisés.

- (b) Un engagement renouvelé en faveur de la prise en compte systématique de la question de l'égalité des sexes et de programmes pertinents ciblant les femmes.

Politiques et gouvernance en matière d'éducation des adultes

6.

Le secteur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes est fragmenté et se situe aux marges - ou à cheval sur les marges - du champ des politiques d'enseignement et de formation traditionnelles. Dans le même temps, l'apprentissage et l'éducation des adultes sont solidement ancrés dans les réalités et les contextes locaux de la vie quotidienne, qui amènent naturellement à privilégier des modes d'organisation et d'action décentralisés et de type ascendant. Ces caractéristiques font de l'apprentissage et de l'éducation des adultes un possible terrain exemplaire pour l'élaboration et l'application de méthodes de bonne gouvernance au sens moderne de l'expression. Cela implique notamment une décentralisation efficace plus poussée faisant intervenir la société civile, le secteur privé et la communauté et associant activement les groupes locaux aux orientations et aux actions. Cela suppose aussi de meilleures lignes de communication ascendante et descendante entre instances d'évaluation et de prise de décision de la base et du sommet. Or, il n'y a pas, dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, de mécanismes de gouvernance et de structures institutionnelles efficaces, ou ceux-ci sont encore embryonnaires, même là où a été mise sur pied une politique intégrée de l'apprentissage tout au long de la vie.

7.

Une bonne gouvernance signifie, avant tout, l'existence de cadres d'action qui suscitent la confiance des diverses parties prenantes (y compris les collectivités locales, les milieux d'affaires, les associations de travailleurs, les ONG et les organismes communautaires) et les mobilisent en vue de la réalisation d'objectifs communs. Organigrammes et procédures sont insuffisants, sans des mécanismes de transfert de l'autorité et des ressources et une coordination efficace, et le renforcement des capacités joue un rôle essentiel. De même, l'impératif de bonne gouvernance accuse une tension qu'il importe

de dépasser. D'une part, il est bon d'engager sur un terrain distinct une action politique clairement identifiable et plus vigoureuse en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, dans le cadre du développement, de la gestion et du financement de l'apprentissage tout au long de la vie. De l'autre, il est à l'évidence nécessaire d'améliorer la coordination structurelle d'un ensemble intégré de politiques et d'actions en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes qui puise sa force et ses ressources dans des domaines variés (tels que l'agriculture, la santé, l'emploi et l'environnement). Ces actions peuvent se renforcer l'une l'autre, mais les combiner de manière positive exige une stratégie et une planification réfléchie.

Questions dont il est proposé de débattre

- a) Comment peut-on remédier à cette fragmentation tout en préservant la nécessaire diversité des activités d'apprentissage et d'éducation des adultes ? Quelles stratégies pourraient neutraliser les faiblesses structurelles qui leur sont associées ? Que peut-on faire pour renforcer la cohérence et la coordination de ce domaine d'intervention ? Quels exemples de bonnes pratiques les pays ont-ils à offrir à ces égards ?
- (b) Le potentiel que représente la participation accrue de la société civile aux politiques et pratiques d'apprentissage et d'éducation des adultes apparaît comme un thème majeur dans le Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes et les rapports régionaux. Quels moyens de promouvoir cette approche de manière plus systématique et volontaire les pays peuvent-ils proposer ? Quels types de processus suscitent la confiance et encouragent à participer à la conception, à la prise de décision, à l'allocation des ressources et à la coordination ?
- (c) Quels types de structures et de mécanismes de gouvernance aideraient concrètement à accorder un rang de priorité plus élevé et des ressources accrues à l'apprentissage et à l'éducation des adultes et à les mettre en oeuvre de manière efficace à l'avenir ? Quels exemples de tels arrangements les pays offrent-ils ?

Résultats escomptés

- a) Une vision plus claire d'un éventail de stratégies propres à assurer une gouvernance intégrée et inclusive, le renforcement des institutions, une coordination accrue et une gestion efficace.
- (b) Une meilleure compréhension des politiques efficaces et des facteurs propices à une bonne gouvernance.

Financement de l'éducation des adultes

8.

Toutes les données disponibles montrent que la part du PNB consacrée à l'apprentissage et à l'éducation des adultes est inférieure à 1 pour cent dans la quasi-totalité des pays du monde, et que certains pays en développement allouent à ces activités moins de 0,1 pour cent de leur budget de l'éducation. D'où des taux de participation médiocres. Dans la plupart des pays en développement, même la participation à l'alphabétisation de base est extrêmement faible. Le financement du secteur de l'éducation des adultes est manifestement insuffisant ; il y a un besoin criant d'injecter d'importantes ressources supplémentaires.

9.

L'argument en faveur d'un élargissement de l'éventail des sources de financement n'exonère pas l'État de sa responsabilité d'allouer des moyens importants à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, conformément au double impératif d'autonomisation et de développement des ressources humaines. Dans le même temps, il importe de mobiliser des sources plus nombreuses à l'appui de cet effort public. L'allocation des ressources ne doit pas obéir uniquement à l'arithmétique simpliste des avantages que retire chacune des parties prenantes.

10.

Des moyens efficaces de mobiliser des ressources accrues en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes sont proposés dans le *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*. L'engagement de l'État et un niveau de financement public adéquat étant acquis, ces moyens reposent en grande partie sur des mesures incitatives et des mécanismes de cofinancement (y compris le microcrédit), conçus avec le souci premier d'une plus grande justice redistributive. Les incitations peuvent être de nature financière ou non financière (temps libre accordé pour l'apprentissage, par exemple). Toutes les parties prenantes, y compris la communauté, les organisations non gouvernementales et de la société civile, ainsi que les entreprises (et en particulier les petites entreprises et le secteur non structuré) doivent être associées à cet effort. Il convient en outre d'accorder à l'apprentissage et à l'éducation des adultes une plus grande priorité dans les budgets de l'aide au développement.

Questions dont il est proposé de débattre

- (a) CONFINTEA V a recommandé que le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation représente au moins 6 pour cent du PNB, avec un accroissement de la part allouée à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. Quelles difficultés font obstacle à l'application de cette recommandation, et comment peut-on assurer un niveau adéquat de financement public de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ?
- (b) Quels mécanismes de financement et d'incitation novateurs et efficaces en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes les pays ont-ils à proposer en exemple aux autres, et quels enseignements peut-on en tirer ?
- (c) Comment les États membres peuvent-ils obtenir l'engagement des entreprises, de la société civile et des citoyens en faveur d'un investissement accru dans l'apprentissage et l'éducation des adultes ?
- (d) Comment l'engagement politique de la communauté internationale des donateurs et des partenaires de développement peut-il se traduire par des actions de financement concrètes, et quelles sont les possibilités offertes par une coopération bilatérale et multilatérale Nord-Sud et Sud-Sud plus efficace ?

Résultats escomptés

- (a) Une volonté accrue des pays et de la communauté des donateurs d'investir dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, sur la base des données et études de cas relatives à des mécanismes de financement efficaces et novateurs.
- (b) Une appréciation raisonnée de la faisabilité des différentes options en matière de financement et d'incitation aux fins de l'investissement dans l'apprentissage et l'éducation des adultes.

L'alphabétisation en tant que compétence essentielle pour l'apprentissage tout au long de la vie

11.

L'alphabétisation, en tant que droit de l'homme, est un élément central de l'éducation de base et le socle de l'apprentissage tout au long de la vie. Il existe des liens étroits entre la nécessité de relever les défis sociaux et technologiques complexes de la vie quotidienne, en particulier dans une période où le monde connaît une transformation rapide, et l'acquisition de connaissances, de savoir-faire et de compétences, ainsi que l'apprentissage.

L'alphabétisation, en particulier celle des adultes, est un aspect essentiel de tous ces objectifs et un précieux moyen de les réaliser. Pour les sociétés contemporaines, quel que soit leur stade de développement économique, le développement humain n'est pas une option : c'est un investissement indispensable pour améliorer la qualité de la vie. On reconnaît aujourd'hui que l'apprentissage et l'éducation des adultes doit occuper une position centrale et stratégique dans tout développement humain durable. Cette reconnaissance fait apparaître l'alphabétisation des adultes sous un jour nouveau, comme une condition fondamentale de l'autonomisation des individus, de l'enrichissement de leurs capacités et, en dernière analyse, de la mise en valeur des ressources humaines.

12.

L'apprentissage et l'éducation des adultes jouent dans ce contexte un rôle élargi et crucial, compte tenu de la rapidité avec laquelle les besoins évoluent dans le monde du travail et dans la vie sociale et de la nécessité d'adapter et d'améliorer en conséquence les connaissances, les savoir-faire et les compétences de la population active – dont l'écrasante majorité a à peine 15 ans ou plus (et non pas 25 ans ou plus). Reconnaître qu'il existe différentes "dimensions et formes" d'analphabétisme - au moment même où apparaissent des déséquilibres entre la demande sur le marché du travail et l'offre de main d'oeuvre, ainsi que la nécessité croissante d'un comportement citoyen actif dans un environnement toujours plus complexe - suscite dans tous les pays des préoccupations partagées, fussent-elles différemment définies.

13.

Ces préoccupations poussent à redéfinir et élargir le champ et la pertinence de l'apprentissage des adultes en général et de l'alphabétisation des adultes en particulier pour ce qui est des systèmes d'enseignement et de formation et de leur organisation. Étant donné le taux d'analphabétisme élevé dans certains pays et le faible niveau de qualification dans la plupart des autres, offrir en permanence à chaque enfant, à chaque jeune, à chaque femme et à chaque homme des chances d'apprendre à lire et à écrire et d'acquérir les compétences fondamentales est un impératif éthique et allant dans le sens de la démocratie et du développement.

Questions dont il est proposé de débattre

- (a) L'alphabétisation des adultes n'a pas toujours été considérée comme étroitement liée au développement des ressources humaines, que l'on fait plus souvent relever de l'emploi que des politiques et de l'action éducatives. Comment les pays envisagent-ils de la prendre en compte dans ces deux domaines, tout en maintenant l'équilibre entre logique sociale et logique économique ?
- (b) La dernière décennie a été marquée par la reconnaissance croissante de l'existence de formes diversifiées et complexes d'alphabétisme par les responsables et praticiens de l'apprentissage et de l'éducation des adultes de toutes les régions du monde. Ces formes sont importantes pour l'autonomisation des individus et des communautés et pour le développement des ressources humaines à tous les niveaux d'éducation, de qualification et d'emploi. Quels sont à cet égard les grands défis de l'apprentissage des adultes ? Comment rapprochent-ils les préoccupations et les priorités de tous les pays, facilitant ainsi des initiatives mieux partagées ?
- (c) Soutenir l'alphabétisation des adultes et faire fond sur elle s'est révélé dans bien des pays plus difficile à réaliser qu'on ne l'avait initialement pensé. Face à l'immensité du défi que représente l'alphabétisation et aux niveaux intolérablement élevés de l'analphabétisme des adultes partout dans le monde, que peuvent faire les gouvernements, la société civile, le secteur privé et la communauté internationale ?

Résultats escomptés

- (a) Une vision partagée de l'alphabétisme, conçu non seulement comme un droit, mais aussi comme une compétence fondamentale d'une importance vitale pour autonomiser les individus et, à terme, développer les ressources humaines.
- (b) Un sentiment d'urgence accru ressenti par toutes les parties prenantes et une volonté partagée plus vigoureuse chez elles de redoubler d'efforts et de prendre des mesures spécifiques propres à assurer des niveaux d'alphabétisation supérieurs et durables pour tous.
- (c) Une plus grande détermination des pays et de la communauté des donateurs à mobiliser des ressources pour aider les États membres dans leurs efforts pour mettre en oeuvre des programmes pertinents et de grande qualité capables de réduire considérablement le nombre d'adultes dépourvus de compétences en matière de lecture et d'écriture.

Assurer la qualité de l'éducation des adultes et évaluer les résultats d'apprentissage

14.

La qualité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes se mesure d'abord et avant tout à son utilité dans la vie des adultes et aux compétences professionnelles des éducateurs et formateurs. L'environnement dans lequel s'inscrit cet apprentissage doit être accueillant, bien équipé et accessible à une population d'apprenants fortement hétérogène.

15.

Les programmes d'éducation des adultes visant l'équité et l'inclusion doivent, pour être pertinents, avoir été élaborés avec la participation directe des intéressés. Il y a de fortes chances que de tels programmes tiennent compte des réalités de la vie quotidienne des apprenants et de leurs besoins tels que ceux-ci les perçoivent eux-mêmes. Les contenus de l'apprentissage et ses processus auront été conçus de manière à autonomiser les participants en renforçant leur estime de soi et la fierté que leur inspire leur culture, et à les doter des compétences requises pour vivre dans un monde complexe. Les résultats de l'apprentissage auront été préalablement définis de façon que leur pertinence et leur utilité dans la vie quotidienne et dans le monde du travail apparaissent clairement aux yeux des apprenants, et contribuent, par l'autonomisation de ces derniers, à améliorer leur qualité de vie.

16.

Il n'y a guère pléthore de méthodes et d'outils efficaces pour évaluer les résultats de l'apprentissage, y compris pour valider les acquis antérieurs, et pouvant être appliqués à l'apprentissage informel et non formel. De tels outils sont indispensables pour offrir des chances de progresser, pour analyser la qualité de l'apprentissage effectué et pour évaluer les retombées de cet apprentissage dans la vie des individus.

17.

La qualité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes repose d'abord et avant tout sur les enseignants et formateurs. Or, ceux-ci sont bien souvent mal ou peu qualifiés : ils doivent avoir suivi une formation supérieure spécialisée, dispensée sur la base d'un programme qui leur fasse bien saisir les dimensions essentielles de la qualité des processus et des résultats.

18.

La quête de la qualité en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes implique aussi que l'on soutienne la réalisation d'un ensemble solide de travaux de recherche interdisciplinaires. À cela doit s'ajouter la mise en place de systèmes de gestion des connaissances assurant la collecte, l'analyse et la diffusion de données tant qualitatives que quantitatives et de bonnes pratiques qui soient librement accessibles aux praticiens, aux chercheurs et aux décideurs, et permettent un déploiement efficace des ressources.

Questions dont il est proposé de débattre

- Quels sont les moyens les plus prometteurs de mettre au point des critères et des normes de qualité en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes ? Quels indicateurs et mesures de référence sont les plus utiles ?
- Que fait-on pour améliorer la formation, les qualifications et le statut professionnel des éducateurs d'adultes et comment en évalue-t-on l'impact ? Comment les établissements d'enseignement supérieur sont-ils associés à ce processus ?
- Que font les pays pour collecter et analyser les données relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes et pour éclairer l'élaboration des politiques ?
- Comment les résultats de l'apprentissage peuvent-ils être évalués et les conclusions de ces évaluations être utilisées pour assurer la qualité ?

Résultats escomptés

- Une bonne acceptation des normes et mesures de qualité indicatives en tant qu'options possibles pour les États membres.
- Une meilleure connaissance des politiques et pratiques exemplaires en matière de professionnalisation des éducateurs d'adulte.
- Une meilleure réceptivité en ce qui concerne la création de systèmes de contrôle nationaux conçus pour assurer la qualité et éclairer l'élaboration des politiques.

ANNEXE C

Allocutions d'ouverture

Allocution de M. Walter Hirche,

Président de la Commission allemande pour l'UNESCO,
Ancien Sous-secrétaire d'État à l'Environnement,
Allemagne,
au nom de Mme Rita Süssmuth, Présidente de
CONFINTEA V (1997)

M. le Président du Sénat du Brésil,
Votre Altesse Royale, Princesse Laurentien
des Pays-Bas,
Mme la Directrice générale de l'UNESCO,
Messieurs les Ministres, Excellences,
Mesdames et messieurs,

J'ai le grand honneur de m'adresser à ce public prestigieux au nom de Mme Rita Süssmuth, qui a été la Présidente de CONFINTEA V, ainsi que du Parlement allemand. Mme Süssmuth regrette infiniment de ne pas pouvoir être présente aujourd'hui à Belém pour l'ouverture officielle de cette conférence. Elle m'a chargé de vous transmettre ses salutations, ainsi que ses meilleurs vœux pour le succès de CONFINTEA VI - la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes.

Il y a douze ans, en juillet 1997, la communauté internationale s'est rassemblée pour la Cinquième Conférence sur l'éducation des adultes, organisée par l'Allemagne dans la belle ville de Hambourg. Lors de cette conférence historique, les représentants des gouvernements, de la société civile et d'autres partenaires ont adopté la *Déclaration de Hambourg* et l'*Agenda pour l'avenir*.

Ces deux documents reconnaissent le rôle décisif que l'apprentissage et l'éducation des adultes jouent dans un apprentissage couvrant toutes les phases et tous les aspects de la vie. Ce sont des instruments indispensables pour relever les défis planétaires dans les domaines de la démocratie, de la résolution de conflits, de la paix et des droits de l'Homme, du respect de la diversité, de la pérennité économique et

environnementale et du développement des ressources humaines. Le rôle de l'apprentissage des adultes dans la capacité des femmes et des hommes à participer à leur développement individuel, ainsi qu'à celui de leur communauté et de leur société, a été souligné clairement.

Mais le monde a changé depuis 1997. Nombre des phénomènes qui affectaient la vie des hommes il y a douze ans ont poursuivi leur évolution. La mondialisation s'est étendue, et offre un vaste éventail d'opportunités à certains, mais crée également de nouveaux défis, de nouvelles exigences et de nouvelles barrières pour d'autres. Nous nous efforçons tous de suivre notre voie dans de nouveaux environnements de travail et au sein de nouvelles formes d'organisation et de communication sociale. Nous vivons à une époque de profonds changements sociaux et culturels, d'incertitudes et de peurs, de conflits et de menaces à l'ordre politique et éducatif établi. En plus de tout cela, une crise économique et financière mondiale remet en question certaines de nos valeurs, ainsi que nos systèmes économiques. Plus que jamais, il est capital d'investir dans l'apprentissage et l'éducation afin de surmonter la crise actuelle et de construire un avenir meilleur, plus pacifique, tolérant et durable pour tous.

L'UNESCO a fait de l'apprentissage et de l'éducation des adultes (et donc de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement humain durable) l'une de ses grandes priorités, à travers son travail dans l'éducation et dans ses autres domaines de compétence (culture, communication et information, sciences naturelles et sociales) et à travers la série des CONFINTEA.

Partout dans le monde, les gouvernements et la société civile se sont engagés activement dans le processus qui mène à cette Sixième Conférence CONFINTEA, en préparant des rapports nationaux et en participant aux conférences régionales de préparation. Aujourd'hui, les gouvernements et la société civile se sont rassemblés à

Belém pour partager leurs pratiques et leurs politiques, et pour développer un cadre de travail, des stratégies et des outils communs pour l'avenir.

Messieurs les ministres, Excellences,
Mesdames et messieurs,
Chers éducateurs des adultes et apprenants ,

L'ancienne Présidente m'a demandé de vous dire qu'elle soutient de tout cœur les objectifs de cette conférence CONFINTEA VI, qui consistent notamment à reconnaître le rôle de l'apprentissage et de l'éducation des adultes dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, d'œuvrer pour un développement durable et, par-dessus tout, de proposer un cadre de mise en œuvre afin de passer « de la parole aux actes ».

C'est dans cet esprit que j'aimerais inaugurer cette conférence et passer le relais de CONFINTEA aux participants de la conférence de Belém, pour qu'ils élisent le Président de CONFINTEA VI et les autres membres du Bureau de la conférence.

Dans l'attente des discussions et délibérations de cette conférence, permettez-moi de nous souhaiter à tous le succès, l'inspiration et le courage nécessaires pour formuler et adopter le cadre de travail qui nous aidera à canaliser le potentiel de l'apprentissage des adultes pour un futur viable !

Merci de votre attention.

Allocution de Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

M. Fernando Haddad, Ministre de l'Éducation du Brésil,
Madame Ana Júlia Carepa, Gouverneure de l'État de Pará,
Votre Excellence Alpha Oumar Konaré, ancien Président du Mali,
Votre Altesse Royale, Princesse Laurentien des Pays-Bas,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes venus de plus de 150 pays jusqu'à la ville historique de Belém, établie sur les rives de deux fleuves majestueux qui traversent la forêt vierge amazonienne, l'un des grands poumons de notre planète. À l'invitation du gouvernement du Brésil, la Sixième Conférence internationale de l'UNESCO sur l'Éducation des adultes est convoquée pour la première fois dans l'hémisphère Sud, dans le pays du regretté

Paulo Freire, l'un des éducateurs d'adultes les plus célèbres du monde.

Notre présence ici est symbolique à plus d'un titre. Nous nous trouvons dans une région qui incarne le défi mondial du développement responsable et durable des précieuses ressources de notre planète. Nous nous trouvons dans un vaste pays qui abrite une diversité linguistique et culturelle extrêmement riche, et qui fait partie des plus grandes économies émergentes du monde. C'est un pays résolument engagé dans l'éducation et la réduction de la pauvreté et des inégalités, et dans la recherche d'un modèle de croissance durable, crucial pour construire des sociétés plus pacifiques et plus justes.

Comme Paulo Freire nous l'a enseigné, l'apprentissage tout au long de la vie nous aide à comprendre notre monde et à le modeler, individuellement et collectivement. Pour reprendre ses propres termes, « Personne n'est complètement ignorant. Personne ne sait tout. Il nous manque à tous la connaissance de quelque chose. C'est pourquoi nous continuons d'apprendre. » Aujourd'hui, à Belém, nous unissons nos forces dans cet esprit pour continuer le travail de cet admirable pédagogue et citoyen du monde.

Nous sommes ici pour montrer le pouvoir qu'ont l'apprentissage et l'éducation des adultes de garantir à tous un futur viable. Au cours des quatre prochains jours, notre objectif est de faire progresser l'apprentissage et l'éducation des adultes en obtenant une meilleure reconnaissance politique de leur importance capitale pour le développement, et en proposant ensemble des recommandations concrètes pour élargir leur champ et leur portée.

Comme nous le savons tous, la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 garantit à tous le droit à l'éducation. Même aujourd'hui, 60 ans plus tard, il nous faut réaffirmer que ce droit s'étend aux enfants, aux jeunes et aux adultes.

L'éducation change la vie, à toutes ses époques. Elle autonomise les individus en leur conférant le savoir et les compétences nécessaires pour améliorer leurs vies. Plus largement, elle ouvre la voie à une citoyenneté active et à la participation démocratique. Il est prouvé qu'elle influence la croissance économique et les revenus par habitant. Proposer des opportunités d'apprentissage de bonne qualité tout au long de la vie constitue donc l'une des stratégies les plus intelligentes pour réduire les inégalités et favoriser l'harmonie et la justice sociales.

À l'ère de la mondialisation, l'apprentissage des adultes revêt une importance cruciale. L'intégration économique, la technologie, les migrations et la complexité des défis mondiaux donnent une valeur accrue aux connaissances et aux compétences. Les économies à croissance rapide, telles que celle du Brésil, dépendent de l'expertise dans tous les domaines, de l'agriculture à la santé. Aucun pays n'a jamais gravi les échelons du développement humain sans investir constamment dans l'apprentissage tout au long de la vie.

L'alphabétisation est le point de départ de toute politique complète d'apprentissage tout au long de la vie. Aujourd'hui, un adulte sur six (soit un chiffre stupéfiant de 774 millions) est incapable de « lire le monde », comme dirait Paulo Freire, faute de compétences de base en lecture, écriture et calcul. Soixante-sept pour cent de ces adultes sont des femmes, et leur analphabétisme a des conséquences dramatiques pour le bien-être de leurs enfants et de leurs familles. Nous ne pouvons pas construire de futur viable sur cette base. De telles disparités dans l'éducation (entre les personnes, les régions et les pays) ne sont tout simplement pas compatibles avec une mondialisation plus juste.

Nous nous sommes engagés à changer les choses. En 2000, tous les pays ont adopté un ensemble d'objectifs ambitieux pour améliorer le bien-être humain. Les Objectifs du Millénaire pour le développement visent précisément à rendre aux exclus leur dignité humaine, à réduire les chiffres intolérables de la pauvreté, de la faim, de la mortalité maternelle et infantile, du VIH et du SIDA. Ils visent à garantir l'égalité entre les sexes dans l'accès à l'éducation, parce que nous ne pouvons pas construire un avenir meilleur alors que la discrimination envers les filles et les femmes est toujours une réalité. Les six objectifs d'Éducation pour tous, adoptés la même année, détaillent un programme complet pour satisfaire les besoins en apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes. Deux d'entre eux ont un rapport direct avec notre conférence : atteindre une augmentation de 50 pour cent des niveaux d'alphabétisme chez les adultes en 2015, et proposer aux jeunes et aux adultes des programmes d'apprentissage et de compétences nécessaires dans la vie courante accessibles à tous sans discrimination. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation fournissent deux autres cadres de travail internationaux pour contribuer à garantir le droit à l'éducation.

Pour pouvoir atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, il est essentiel d'intégrer l'apprentissage et l'éducation des adultes dans les stratégies de réduction de la pauvreté et les politiques sociales et économiques correspondantes, car les connaissances et les compétences sont capitales pour améliorer les moyens de subsistance des populations.

Mesdames et messieurs,

Nous nous appuyons ici sur les recommandations émanant des conférences de préparation qui se sont tenues à Budapest, Lyon, Mexico, Nairobi, Séoul et Tunis. Des rapports régionaux, synthétisant l'état de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, ont été présentés et débattus lors de chacune de ces conférences, sur la base de 154 rapports nationaux envoyés par les États membres, une participation remarquable. Ceci témoigne d'un engagement fort envers l'apprentissage des adultes, et envers le processus de CONFINTEA. Le domaine de l'apprentissage des adultes étant très divers, il est difficile à définir et à observer. Mais si nous voulons obtenir une meilleure reconnaissance politique de l'apprentissage des adultes, il nous faut des faits solides, des cas de bonnes pratiques et des politiques éprouvées. C'est dans ce but que l'UNESCO a élaboré le tout premier *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*, qui sera présenté cet après-midi. Il s'appuie sur des données recueillies auprès des pays et puisées dans d'autres études, et présente des arguments très convaincants en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes. Ce *Rapport* montre que les pays de toutes les régions ont mis en place des stratégies et des lois relatives à l'apprentissage des adultes. Ils ont mené des campagnes d'alphabétisation, forgé de nouveaux partenariats et fait preuve d'inventivité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Mais ces initiatives doivent prendre davantage d'ampleur, l'exclusion régnant dans toutes les régions. Au sein des groupes qui auraient le plus de profit à tirer de l'éducation des adultes, la faible participation entretient un cercle vicieux de pauvreté et d'inégalité. L'apprentissage des adultes souffre d'un manque chronique de fonds, et tend à subir les effets d'une mauvaise coordination entre les différents partenaires concernés.

Il est évident qu'il reste encore beaucoup à faire. Il y a douze ans, à Hambourg, CONFINTEA V a défini l'apprentissage comme « un droit, un instrument, une joie et une responsabilité partagée ». Comment faire de cette définition une réalité ? Nous devons agir

avec efficacité, transparence et responsabilité pour l'apprentissage tout au long de la vie. Nous devons aligner nos actions sur nos paroles, en créant les conditions adéquates pour que les jeunes et les adultes bénéficient de programmes d'apprentissages adaptés et autonomisants. Cela demande une sensibilité accrue aux besoins des apprenants, à leur langue et à leur culture, ainsi que des éducateurs mieux formés et une culture globale de la qualité. Il nous faut une meilleure coordination entre tous les partenaires, et des niveaux de financement sensiblement plus élevés. Nous devons également nous attacher systématiquement à atteindre les groupes les plus désavantagés, tout particulièrement les femmes et les populations rurales. Aucun de ces objectifs ne pourra être atteint sans l'engagement actif de tous les partenaires au niveau national et international. C'est l'une des raisons de notre présence ici. Les politiques d'apprentissage tout au long de la vie ne concernent pas seulement les acteurs de l'éducation, mais également les administrations, les partenaires du secteur privé et les organisations de la société civile. Tous doivent unir leurs forces pour que l'apprentissage des adultes prenne véritablement son essor et montre toute la mesure de son potentiel.

Mesdames et messieurs,

Les conférences internationales nous donnent l'opportunité précieuse de partager les connaissances, de définir les priorités et de recommander une ligne de conduite. L'essentiel est de traduire nos engagements en politiques nationales globales qui bénéficient aux jeunes et aux adultes, particulièrement aux plus vulnérables.

Pour faciliter la suite de CONFINTEA VI, l'UNESCO a préparé une version provisoire du *Cadre de Belém* que vous commenterez, enrichirez et, je n'en doute pas, adopterez à la fin de la conférence. Cette version se base sur les rapports de synthèse régionaux et documents finals, et vous a déjà été distribuée. Elle s'efforce de trouver un équilibre entre ce qui est souhaitable et innovant, et ce qui est réaliste et possible dans une communauté mondiale où les conditions et les ressources sont très diverses. Une section spéciale y est consacrée au suivi international des recommandations et stratégies qui seront adoptées ici. Je ne doute pas que vous finaliserez et adopterez le *Cadre* dans un esprit de responsabilité partagée.

L'apprentissage se déroule au quotidien, tout au long de la vie, enrichit et ouvre l'esprit, et dévoile de

nouvelles possibilités. L'UNESCO soutient cette vision globale de l'apprentissage à tous les âges. CONFINTEA VI est la quatrième conférence internationale sur l'éducation organisée par l'UNESCO depuis novembre 2008. Chacune de ces conférences était axée sur des perspectives différentes pour construire des systèmes d'éducation inclusifs, innovants et de qualité, qui répondent aux besoins de tous les apprenants.

Avant de commencer, je voudrais remercier chaleureusement le ministère de l'Éducation du Brésil et l'État de Pará, qui accueillent si généreusement cette conférence. Nous vous sommes d'autant plus reconnaissants que vous avez fourni des efforts considérables pour en changer la date. Il y a toujours un bon côté à tout : dans ce cas, ce changement de date m'a donné le grand privilège de participer en tant que directrice générale de l'UNESCO. Permettez-moi de vous exprimer une nouvelle fois notre gratitude pour votre contribution financière substantielle et pour votre engagement inébranlable envers l'apprentissage des adultes. Je suis sûr que l'apprentissage des adultes trouvera un nouvel élan ici à Belém, qui se répercutera à travers les pays et les océans jusqu'aux apprenants du monde entier.

J'aimerais également profiter de cette occasion pour vous exprimer ma joie que la princesse Laurentien des Pays-Bas, nouvelle Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'alphabétisation au service du développement nous honore de sa présence. J'espère sincèrement que, grâce à votre engagement et à votre expertise, l'UNESCO continuera de faire augmenter les taux d'alphabétisation des enfants, des jeunes et des adultes.

Je ne peux pas conclure sans mentionner la crise financière et économique actuelle, qui s'est étendue des gratte-ciels des consortiums bancaires aux villes et villages du monde entier. Elle frappe les plus vulnérables de plein fouet et rend notre monde plus précaire. Derrière les prévisions de ralentissement de croissance, de pauvreté accrue et de pertes d'emplois, se profile une tragédie humaine, que nous devons nous efforcer de prévenir avec intelligence et clairvoyance. Investir dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, c'est investir dans l'espoir et l'opportunité. C'est l'une des voies de sortie de la crise. Lors de chacune des trois grandes conférences sur l'éducation que je viens de mentionner, des ministres et des fonctionnaires de haut rang ont souligné que la crise financière ne devrait pas servir de prétexte pour réduire les ressources consacrées à l'éducation.

Aujourd'hui, plus que jamais, il faut renforcer la coopération et le partenariat, entre le Nord et le Sud, entre les pays du Sud, entre les gouvernements, les partenaires multilatéraux et bilatéraux et la société civile, car l'éducation est un projet sociétal. Plus que jamais, il est temps que les partenaires bilatéraux respectent leurs engagements envers l'éducation, et comprennent que l'éducation des adultes peut transformer la pauvreté en opportunité.

Nous avons une mission historique : changer les choses. Mettons-nous d'accord pour exploiter cette opportunité exceptionnelle ici, au Brésil, au cours des prochains jours, et trouver les moyens de canaliser le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes afin de construire un monde plus juste, plus pacifique et plus durable.

Engageons-nous à passer à l'action lorsque nous retournerons dans nos pays respectifs. Ce serait rendre le plus grand des hommages à Paulo Freire et à tous les jeunes et adultes qui sont privés du précieux droit à l'éducation – c'est une condition de la liberté humaine.

Je vous remercie.

Allocution de son Excellence Professeur Alpha Oumar Konaré,

Ancien Président de la République du Mali,
Ancien Président de la Commission de l'Union africaine

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale du Brésil, représentant le Gouvernement du Brésil,
Madame la Gouverneure de l'État de Pará,
Madame la Directrice générale de l'UNESCO,
Votre Altesse Royale, Madame La Princesse Laurentien,
Monsieur le Président de la Conférence,
Monsieur le Secrétaire général de la Conférence,
Messieurs les Représentants de la société civile,
Excellences, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

L'invitation du Président Lula et de l'UNESCO à prendre part à l'importante plateforme internationale qui nous rassemble aujourd'hui ici à Belém m'honore à plusieurs titres: comme citoyen du Mali et d'Afrique, mes pays, mon pays tant concerné par le sujet qui nous réunit; comme chercheur jamais désespéré de voir les limites sans cesse repoussées, les concepts toujours questionnés; comme homme politique ayant été confronté aux difficultés de la construction nationale dans des pays fragiles où le champ scolaire fait l'objet de tant de convoitises, voire de trop de convoitises,

mais convaincu que ce qu'il n'a pas pu faire se fera quand les voies seront mieux dégagées, quand s'opéreront les consensus nécessaires.

Bien sûr, je me sens honoré parce que l'École – permettez - moi de parler ainsi – est ma famille : maître d'école et enseignant moi-même, fils d'un enseignant, époux d'une enseignante, parent et grand-parent de petits élèves et de grands élèves.

A tous ces titres, je voudrais avec humilité saluer la Conférence internationale sur l'éducation des adultes (puisque'il s'agit là désormais d'une référence parce qu'elle aura réussi à accélérer la prise de conscience des enjeux). Je voudrais saluer la VIème Conférence internationale sur l'éducation des adultes ici à Belém, la première du siècle nouveau, du XXIème siècle.

- Saluer le parcours qui l'a conduit ici après les 5 Conférences régionales préparatoires, les initiatives multiples engagées dans l'intervalle des deux conférences internationales ;
- saluer les hommes et les femmes venus d'horizons divers, aujourd'hui rassemblés ici, prêts au dialogue, aux échanges, au partage d'expériences (Représentants d'États, d'agences des Nations Unies, des partenaires au développement, des Instituts de recherche, du secteur privé, de la société civile et plus particulièrement le Forum international de la société civile et les représentants des apprenants ;
- saluer toutes les autorités brésiliennes qui ont accepté de nous accueillir parce que la conviction est ici établie qu'il faut investir dans les adultes ;
- saluer la Directrice générale de l'UNESCO et toute son équipe, plus particulièrement l'équipe de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie de Hambourg qui porte si bien le projet ;
- vous saluer, Votre Altesse, pour votre engagement pour l'Alphabétisation au service du développement (« Apprendre à lire et à écrire est un acte de libération ») ; mais cet engagement, Altesse, est une marque de votre pays et une tradition de famille.

Excellences, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Chacune des Conférences internationales sur l'éducation des adultes a été marquante :

- La première à Elsenor, au Danemark, en 1949 aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale était fondatrice ;

- la deuxième, celle de Montréal au Canada, en 1960 a insisté sur le rôle de l'Etat face à l'éducation des jeunes et des adultes ;
- la troisième Conférence, celle de Tokyo au Japon, en 1972 a mis en exergue le besoin d'apprentissage tout au long de la vie ;
- la quatrième Conférence, celle de Paris en France, en 1985 fait admettre « qu'apprendre est la clé du monde » ;
- la cinquième, celle de Hambourg en Allemagne, en 1997, après, pour la première fois, de vastes consultations, a conclu que « l'apprentissage des jeunes et des adultes est un outil, un droit, un plaisir, une responsabilité ». CONFINTEA V a placé l'apprentissage et l'éducation des adultes au coeur du processus d'apprentissage tout au long de la vie ;
- la sixième Conférence internationale sur l'Education des Adultes qui nous réunit ici à Belém a eu droit à un bilan à mi-parcours qui a été fait à Bangkok, en Thaïlande, en 2003, bilan devenu nécessaire après la tenue du premier Forum social et qui a été l'occasion de lancer, une fois de plus, un appel à la responsabilité des Etats. La 6ème Conférence se tient donc dans un contexte où le besoin d'éducation n'a jamais été autant exprimé, où le besoin de résultats, d'actions concrètes ne s'est jamais fait autant sentir.

Partout, les ressources humaines apparaissent comme la première des matières premières.

L'éducation s'étend à toutes les compétences et à tous les domaines du savoir et sort de la période de scolarité pour les dimensions de l'existence vécue ; et les moyens pour l'acquérir sont multiples et divers. De nouveaux moyens comme les technologies de l'information et de la communication s'imposent de jour en jour. L'éducation tend aussi à favoriser toutes les formes de développement de la personnalité de l'individu.

Le développement prodigieux de la science du savoir et l'explosion des industries basées sur l'utilisation de la connaissance comme matière première, la prise de conscience grandissante des populations face aux menaces et défis du siècle, mais face aussi à ses potentialités, constituent, en même temps que l'essor des préoccupations éthiques, un ferment qui se nourrit de l'éducation et qui l'enrichit aussi.

Certes de nouvelles possibilités de connaître, d'apprendre s'offrent, mais en même temps, les

défis sont multiples qui interpellent les systèmes d'éducation et de formation :

- Les graves conflits qui secouent le monde ;
- les nombreuses instabilités politiques ;
- les graves pandémies telles que le SIDA ;
- la crise environnementale, plus particulièrement climatique ;
- la crise financière qui a vu, fort heureusement, l'effondrement du néo-libéralisme qui a fait, à travers les programmes d'ajustement structurel, tant de ravages sociaux, singulièrement dans le domaine de l'éducation (on ne saurait tourner allègrement la page des programmes d'ajustement structurel sans interpellations et mettre le tout au compte de pertes et profits) ;
- la pauvreté croissante ;
- les graves déséquilibres et inégalités ;
- les exclusions et les marginalisations multiples, sans compter les discriminations persistantes à l'égard des femmes, des personnes handicapées, des personnes âgées, des immigrés ;
- les intolérances graves. Comment ne pas penser au grave événement politique qui vient de se dérouler dans un grand pays européen, ce week-end, au sujet d'un référendum sur les minarets ? Nous devons refuser la peur qui conduit à un tel acte, à une telle bêtise. Non à de telles prises de position. Il y va de la responsabilité des intellectuels de refuser de « se coucher ». Libérons-nous des « petites » et des « grandes » lâchetés.

Toutes ces crises, toutes ces exclusions se traduisent en termes d'inégalités en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes. Plus de 774 millions d'adultes sont encore analphabètes !

Ces crises secouent les fondements de nos sociétés, de nos valeurs, de nos systèmes d'éducation et de formation qui leur servent de boussole et d'appui. Dans un contexte de changements socio économiques structurels et d'aggravation des incertitudes qui pèsent sur la vie quotidienne, nos sociétés voient le jour en même temps que de nouveaux environnements de travail, de nouvelles formes d'organisation sociale et de réseaux de communication qui rendent encore plus pressantes les exigences d'actualisation de notre savoir-faire et de nos compétences collectives et individuelles.

CONFINTEA nous donne l'occasion d'affirmer le caractère impératif, pour la survie de nos sociétés et de nos Etats, de la formation et de la valorisation des ressources humaines, le droit à l'éducation, le droit à

l'apprentissage des adultes et à l'apprentissage tout au long de la vie. Ce constat risque d'être utopie et chimère si l'ordre des choses ne change pas, si la seule logique du marché triomphait, si les populations sont exclues du débat (autonomie, diversité culturelle).

Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est une question de justice. Vous comprendrez alors que j'évoque devant vous, à votre suite puisque vous y faites référence dans un rapport particulier, puisqu'à Nairobi, en novembre dernier lors de la conférence préparatoire, mention particulière en a été faite, je veux parler de la situation particulière de l'Afrique.

C'est certes une question de justice, mais aussi de solidarité ; mais pas de charité, mais pas de compassion. L'Afrique est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis que vous connaissez bien (défis de l'intégration, du développement humain, de la protection de l'environnement, de la consolidation de la démocratie, de la paix...) mais qui ne sont pas une fatalité. Les causes sont connues, les solutions sont connues. Ces défis font que l'Afrique demeure le seul continent où la pauvreté ne se réduit pas, où le besoin d'éducation croît (50% des Africains sont analphabètes, 2/3 des femmes sont analphabètes ; les taux d'alphabétisation des adultes sont parmi les plus faibles dans le monde), où le besoin en ressources humaines en nombre et de qualité est important, où la saignée – je dirais même la fuite, le pillage – des cerveaux et des bras se poursuit.

Certains parlent même, au vu des situations scolaires en Afrique, de la « marche à l'envers » de l'éducation à cause des crises multiples, de la qualité de l'éducation qui se dégrade, et les nombreux chômeurs produits. Ce, malgré la part budgétaire importante consacrée dans tous les pays à l'éducation.

Il s'agit là, d'abord et avant toute chose, d'opérer une rupture avec « l'école coloniale », avec cette école qui forme des citoyens portés à reproduire des modèles étrangers plutôt que d'explorer les ressources internes et les facteurs endogènes de développement. Il importe de réfléchir au concept d'éducation de base pour éviter tout antagonisme entre le formel et l'informel. Il faut aussi éviter le piège d'opposer les divers ordres d'enseignement. Cette réflexion sur la stratégie d'éducation repose sur une stratégie nationale et régionale qui intégrera la dimension « collectivités locales ». Le niveau décentralisation est le niveau de la participation populaire, de la contribution populaire, du contrôle populaire.

Cette stratégie réfléchira à l'incontournable problème de financement de l'éducation qui ne pourra reposer sur des promesses des seuls financements extérieurs. Une stratégie autonome d'éducation ne saurait reposer sur une logique de dépendance sans fin. Les ressources provenant de l'extérieur (aide publique au développement, annulation et non effacement de la dette) doivent être liées à des résultats. (Par exemple, l'accompagnement jusqu'à l'atteinte des objectifs du Millénaire.) Les contributions des populations, les nouveaux revenus indexés aux ressources du pays doivent faire l'objet d'explorations nouvelles. La logique des pourcentages budgétaires à allouer a montré ses limites face à la multiplicité des priorités.

Il reste que pour asseoir une politique d'éducation pérenne, l'utilisation des langues nationales est impérieuse, de même que la mise en oeuvre d'une politique éditoriale autonome et l'emploi des nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'illétrisme qui demeure un problème fondamental en Afrique ne sera vaincu que dans un projet de développement endogène qui met fin à l'extraversion et à l'aliénation du continent, qui se fonde sur les cultures nationales dans le respect de la diversité culturelle (notamment l'utilisation des langues nationales. Aucune politique d'alphabétisation et d'éducation des adultes ne réussira sans l'utilisation des langues nationales). Pour reprendre le Professeur Joseph Ki-Zerbo, « on ne développe pas, on se développe ; il n'y a pas de développement clés en main, mais clés dans la tête ».

Madame la Directrice générale de l'UNESCO,

Vous avez, dès votre prise de fonction, indiqué votre volonté de marquer de façon toujours forte, encore plus forte, à votre façon bien sûr, mais à notre écoute, la place de l'Afrique dans notre maison commune, l'UNESCO. Les défis de l'Afrique l'exigent. Ce que peut apporter l'Afrique le recommande.

Le continent premier sera encore le continent de la jeunesse, le continent du futur, le continent de l'espérance :

- Avec ses réserves culturelles, toujours présentes qui sont aussi source et volonté de créativité ;
- avec le plus grand patrimoine linguistique du monde (plus de 1 600 langues) ;
- avec son potentiel écologique, le deuxième poumon du monde avec le bassin du Congo et ses réserves en eau ;
- avec ses immenses ressources minières et naturelles ;
- sa puissance diplomatique et sa grande capacité de négociation si ses plus que 50 Etats sont unis.

Excellences, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Notre pays, l'Afrique, est grand : 30 400 000 kilomètres carrés ; soit trois fois la superficie de la Chine, trois fois et demie celle des Etats-Unis, deux fois la Russie, plus de dix fois la superficie de l'Union Européenne. Ou encore : la superficie de la Chine plus la superficie de l'Inde, plus celle de l'Argentine et du Mexique, plus celle des Etats-Unis, plus celle de l'Union Européenne.

Excellences, chers Collègues, Mesdames et Messieurs,

Notre pays, l'Afrique, dispose d'un riche potentiel humain. En 2050, nous serons près de 1 milliard 900 millions d'habitants, c'est-à-dire presque comme la Chine, presque comme l'Inde, mais avec l'avantage d'avoir une population plus jeune : plus d'un milliard d'Africains aura moins de 15 ans ; au moins un homme sur cinq sera Africain.

La population de l'Afrique sera l'équivalent de la population de l'Europe, de l'Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis réunis), de l'Amérique du Sud, de l'Amérique Centrale, des Caraïbes, de l'Océanie réunies.

Notre force, c'est aussi la diaspora africaine à travers tous les continents avec son potentiel humain, ses cadres, ses valeurs, ses moyens intellectuels et matériels, son expérience. Dans quatre décennies, nous serons le plus grand chantier du monde parce que tout est à faire. Nous serons le marché le plus jeune et le plus grand du monde. Nous sommes encore la société où la solidarité sociale a toujours un sens.

Mais, tout cela ne suffira pas si l'Afrique n'est pas unie, si l'Afrique n'est pas démocratique, si l'Afrique n'opère pas les indispensables ruptures pour faire le choix d'un développement endogène. Nous devons re-questionner tous les concepts et refuser la dépolitisation ambiante d'encourager la promotion des cultures africaines, particulièrement des langues africaines. La clé de l'avenir de l'Afrique réside dans les Etats-Unis d'Afrique.

C'est pourquoi, pour notre part, nous avons fait le choix de lancer le Mouvement pour les Etats-Unis d'Afrique afin de rallier les citoyens africains pour que nous nous mettions en mouvement. Nous avons fait le choix d'encourager la promotion des cultures africaines, particulièrement des langues africaines et de lancer la campagne pour la promotion du Swahili comme langue panafricaine, comme langue commune.

Excellences, Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, le devoir d'humanité implique d'abord un devoir d'Afrique. Vouloir vivre véritablement, c'est vivre avec l'Afrique. Car il n'y a pas de futur viable sans l'Afrique.

Excellences, chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Toutes les bonnes volontés accompagnent vos efforts, Madame la Directrice générale, à faire en sorte que l'UNESCO soit toujours une maison pour les intellectuels, une maison des idées toujours en ébullition où l'on ne cessera jamais de s'interroger, une maison des ruptures, des confrontations, une maison des échanges, des ensemencements, des reconstructions, mais dans la tolérance, où l'Homme assume, par-dessus tout, son destin de fraternité.

Ce n'est pas un hasard, Excellences, Chers collègues, Mesdames et Messieurs, que ce soit ici au Brésil que tant de personnalités si différentes vont tenter, ces jours-ci, à travers des échanges, des partages d'expériences, de faire avancer le débat sur « comment vivre et apprendre pour un futur viable », et renouveler leur engagement en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie.

Ce Brésil, cette terre si chaleureuse aujourd'hui, si exemplaire, qui ose se regarder dans un miroir, fort de sa diversité et de ses contrastes, qui nous accueille. Ce Brésil qui a repris l'initiative et qui fait l'histoire sous la conduite d'un grand Brésilien, d'un homme qui tend à être notre patrimoine commun, Lula.

Plein succès ! A l'action, donc ! Peut-être, un jour prochain, CONFINTEA en Afrique ? L'Afrique était, en 1947, au Danemark pour la première CONFINTEA avec l'Egypte. Plus de 40 ministres africains sont présents à la rencontre d'aujourd'hui. Plus de 90% des réactions aux questions de la Conférence sont venues d'Afrique ; l'Afrique est le continent le plus interpellé par les situations d'analphabétisme et les problèmes liés à l'éducation des adultes. Et le seul continent à n'avoir pas accueilli encore CONFINTEA.

Que vive la CONFINTEA pour l'éducation, particulièrement l'éducation des adultes au service de l'éducation pour tous, l'apprentissage tout au long de la vie, pour le meilleur investissement dans l'avenir, un avenir que nous souhaitons de démocratie, de paix, de justice, de solidarité.

Je vous remercie.

Allocution de SAR la Princesse Laurentien des Pays-Bas

Madame la Gouverneure,
Excellences,
Mesdames et messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de me trouver ici en si bonne compagnie pour la première fois depuis que j'ai été nommée Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'alphabétisation au service du développement. J'aimerais remercier les États membres et le secrétariat de l'UNESCO, qui ont organisé cette conférence, le gouvernement du Brésil, qui a pris l'initiative de nous rassembler ici, ainsi que l'État du Pará et la ville de Belém pour leur hospitalité si généreuse. Je ne peux imaginer d'endroit plus stimulant qu'ici, à deux pas de la plus grande ressource naturelle du monde, pour parler d'un sujet qui concerne les ressources humaines. Notre présence ici symbolise le lien indéfectible qui existe entre les ressources naturelles et humaines.

Au cours des prochains jours, nous allons échanger des idées et définir des actions. J'espère que les engagements que nous exprimerons ici mèneront à un Cadre de Belém ambitieux et clair avant que nous ne repartions. Cette conférence n'est qu'une étape dans notre parcours. Notre réussite concrète sera définie par la mise en pratique de ce que nous savons déjà et sur quoi nous nous sommes mis d'accord afin d'élargir l'impact. Beaucoup a été fait, mais je suis toujours préoccupée par le fossé immense qui reste à combler pour atteindre notre objectif de l'Éducation pour tous, consistant à réduire de moitié le nombre de personnes analphabètes d'ici 2015. Il est plus urgent que jamais de faire figurer en tête des priorités nationales l'alphabétisation des enfants, des jeunes et des adultes. En ce qui concerne l'alphabétisation des adultes, nous avons affiné le programme grâce au Cadre d'action stratégique international. Cela devrait nous guider jusqu'à la fin de la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation.

Comment accomplir de réels progrès ?

1. En mettant en valeur la pertinence de l'apprentissage et de l'alphabétisme pour relever la quasi totalité des défis auxquels nous sommes confrontés au niveau mondial, régional, national et local : protéger l'environnement et la santé, réduire la pauvreté, garantir la stabilité financière, gérer les flux migratoires et vivre en paix.

2. En abordant l'apprentissage et l'alphabétisation dans le contexte plus large de la chaîne de l'alphabétisme. Tous les domaines de l'apprentissage sont liés entre eux : du développement de la petite enfance à l'écriture et la lecture pour les jeunes, jusqu'à l'apprentissage des adultes. En faisant de l'apprentissage et de l'alphabétisme des sujets qui concernent tout le monde, nous augmenterons nos chances de multiplier notre impact.

À propos de la pertinence

Pour le grand Paulo Freire, l'alphabétisation signifiait participer à la société avec plus de discernement. La société se structure par la façon dont elle résout ses problèmes, et pour les résoudre il lui faut des citoyens informés. Comment pouvons-nous satisfaire nos ambitions en termes de compétitivité, de vie saine, de durabilité, d'inclusion sociale et de citoyenneté active alors qu'une large proportion de la population manque des compétences nécessaires ? Par exemple, aujourd'hui est la Journée mondiale de lutte contre le SIDA. Dans ce domaine, l'éducation des enfants comme des adultes est impérative. Mais il n'y a pas d'apprentissage véritable sans alphabétisme. C'est un moyen d'arriver à nos fins. Investir dans l'alphabétisation, c'est investir dans la confiance et l'estime de soi. Cela est peut-être automatique pour vous et moi. Mais les anciens analphabètes adultes m'ont appris que l'alphabétisme affecte toutes les facettes de la vie : gagner de la confiance en soi, trouver et garder un emploi, être productif, élever des enfants, vivre sainement et, oui, souvent, être heureux. Il s'agit de donner aux enfants la chance d'avoir un avenir sans limitations. Il s'agit de liberté et d'égalité.

Qu'est-ce que cela signifie pour votre travail dans l'apprentissage des adultes ? Les décideurs et les personnes d'influence dans tous ces domaines (santé et développement, gestion financière) doivent comprendre l'utilité de l'apprentissage et de l'alphabétisation pour leur travail. Cela vaut également pour les organisations et les entreprises de la société civile. Elles doivent bien comprendre qu'en investissant dans l'alphabétisation, elles augmentent les chances de réussite dans leurs domaines de responsabilité respectifs. Nous devons les convaincre grâce à des faits solides. Vous vous demandez peut-être si cela est valable pour toutes les régions du monde. Chose intéressante, le thème de la pertinence est mentionné par les représentants de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Et nous l'avons également constaté

en Europe. Selon les paroles du philosophe néerlandais du XVI^e siècle Erasmus : l'alphabétisme est un état d'esprit.

À propos de la chaîne de l'alphabétisme

Lors de cette conférence, nous nous attacherons à améliorer l'apprentissage des adultes et à réduire les niveaux d'analphabétisme. Mais j'espère vivement que nous garderons à l'esprit le lien étroit qui existe entre l'apprentissage des adultes et la prévention de l'analphabétisme chez les enfants. Un enfant élevé par des parents alphabètes a de meilleures chances de se développer et de réussir personnellement, ainsi que de devenir un citoyen actif.

En d'autres termes : si vous voulez éduquer un village, éduquez les mères. La notion de chaîne de l'alphabétisme va également au-delà du champ de l'éducation formelle, car un apprenant est aussi un employé, un électeur et un consommateur. L'environnement quotidien fournit donc des opportunités d'apprentissage illimitées. Il nous faut tout : le développement de la petite enfance et l'éducation primaire universelle et l'éducation secondaire et la formation professionnelle et l'apprentissage des adultes et créer des environnements lettrés.

Pour que cela devienne réalité, nous devons travailler ensemble et ne pas nous laisser tenter par l'envie de nous disputer l'attention et les financements entre différentes parties de la chaîne de l'alphabétisme. Ce que nous faisons dans un domaine a toutes les chances de renforcer la réussite dans un autre domaine. Prendre la chaîne de l'alphabétisme comme point de départ implique également que nous acceptions que notre travail soit sans fin.

Alors, comment mettre en pratique les notions de pertinence et de chaîne de l'alphabétisme ? Nous devons élargir notre impact en créant un effet boule de neige. Les efforts individuels et collectifs réalisés ont eu des résultats considérables. Nous avons une idée relativement précise de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas dans l'apprentissage des adultes et les programmes d'alphabétisation. Vous, et de nombreux autres experts convaincus du monde entier, travaillez sans relâche sur ces sujets tous les jours, et j'applaudis vos efforts remarquables.

Mais nous ne pouvons élargir notre impact qu'en faisant appel à des acteurs extérieurs au secteur pédagogique traditionnel, et en les faisant participer aux défis de l'apprentissage. Nous devons trouver de nouveaux partenaires et créer une notion de responsabilité partagée. C'est dans ce contexte que j'aimerais vous parler du concept de marché. En général, les réseaux sont faits pour échanger des connaissances et des bonnes pratiques au sein d'un groupe d'acteurs qui partagent une même vision. Sur un marché, les acteurs qui partagent une même vision prêchent aux non convertis pour créer une demande qui n'existait pas auparavant. C'est ainsi que l'on élargit l'impact, en faisant coïncider l'offre et la demande. Les acteurs qui partagent une même vision constituent l'offre, c'est-à-dire le vaste éventail de connaissances, méthodes et supports pédagogiques, campagnes, études et experts qui existent. Et en montrant l'utilité de l'apprentissage et de l'alphabétisation, nous créons une demande chez les acteurs non traditionnels des secteurs public et privé. Par exemple, si une entreprise n'a pas conscience qu'un pourcentage de ses employés souffre de problèmes d'analphabétisme, il est peu probable qu'elle investisse dans leur formation.

Pour conclure, chacun de vous est sans doute confronté à des défis spécifiques dans son pays ou sa région. Mais l'apprentissage nous affecte dans le monde entier. J'espère vivement que nos efforts communs au cours des prochains jours renforceront notre engagement, élargiront notre impact et canaliseront de nouvelles ressources pour l'apprentissage et l'alphabétisation. Nous devons fêter des réussites, les faire fructifier et les reproduire ailleurs.

Je me rends compte que la vision que je vous ai présentée peut relever du simple bon sens pour certains, ou sembler audacieuse à d'autres. Mais nous devons être ambitieux. Nous sommes qui plus est dans une situation idéale pour tirer les conclusions qui s'imposent, saisir les opportunités qui se présentent et maximiser le potentiel de nos efforts. Je me réjouis de travailler ici avec vous pour que l'apprentissage et l'alphabétisation deviennent l'affaire de tous.

Merci.

Présentation de la Semaine mondiale d'action

Matarr Baldeh, coordinateur d'EFANET Gambie et membre du Conseil d'administration de la Campagne mondiale pour l'Éducation

Messieurs les Ministres, Madame la Directrice générale, et chers invités, je vous remercie pour cette opportunité de participer à la cérémonie d'ouverture de CONFINTEA VI.

C'est un honneur d'être ici aujourd'hui pour partager avec vous les souhaits et les préoccupations des 14 millions de personnes qui ont participé à la Semaine mondiale d'action 2009, intitulée « La Grande Lecture, alphabétisation et apprentissage pour tous ».

Du 23 au 29 avril de cette année, des militants, des apprenants adultes, des auteurs, des dirigeants spirituels et la communauté de l'éducation des adultes se sont rassemblés pour réclamer des actions concrètes dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Nous avons bénéficié du soutien de Nelson Mandela, la reine Rania de Jordanie, Chimamanda Ngozi Adichie, Alice Walker et Paulo Coelho.

La Grande Lecture s'est tenue dans plus de 120 pays. Des militants ont lu et écrit des histoires, qui ont été présentées à des responsables politiques pour attirer l'attention sur les lacunes en matière d'alphabétisation et d'apprentissage dans le monde. Notre mobilisation avait pour objet de demander que l'on cesse de négliger ce secteur. Il est scandaleux que presque 800 millions d'adultes, dont une majorité de femmes, soient jour après jour incapables de lire et d'écrire. Ils ne peuvent pas gagner leur vie, ni avoir accès aux services de santé, et sont exclus de la société et de la démocratie.

Pour soutenir leurs efforts d'apprentissage, nous vous présentons ce dossier, qui contient une représentation des noms des 14 millions de militants qui ont signé la Grande Lecture, ainsi qu'une copie de la Grande Lecture et du Grand Livre, qui documente la campagne de 2009. Nous préparons en ce moment la Semaine d'action mondiale 2010 - 1 BUT, l'Éducation pour tous.

Ce partenariat unique avec la FIFA pour la Coupe du monde 2010 nous aidera à mobiliser l'opinion publique et la volonté politique avec une efficacité sans précédent. Nous avons déjà le soutien de footballeurs célèbres dans le monde entier, comme Zinedine

Zidane et Rio Ferdinand. Ils nous aideront à recueillir les signatures de 30 millions de supporters afin de demander des actions concrètes pour le financement de l'EPT en 2010.

Je passe maintenant la parole à Maria...

Maria Khan,

directrice du Bureau de l'éducation des adultes pour l'Asie-Pacifique sud et membre du conseil d'administration de la Campagne mondiale pour l'Éducation

Merci. J'aimerais partager avec vous les recommandations de la société civile à CONFINTEA. Je reviens juste du FISC (Forum international de la société civile), un rassemblement unique de praticiens et d'activistes de l'éducation du monde entier. Le FISC a émis les recommandations suivantes :

- L'éducation des adultes devrait être inclusive et diverse, et englober tous les domaines de l'activité humaine. Elle requiert une action intersectorielle et interministérielle, menée par les ministères de l'Éducation ou leurs équivalents. La collecte des données et statistiques ne doit plus se baser sur une ligne éronnée de partage entre l'analphabétisme et l'alphabétisme.
- L'éducation des adultes est un droit humain, qui devrait pouvoir faire l'objet de recours en justice. En 2012, tous les gouvernements devraient avoir élaboré des politiques budgétées, des programmes et des législations ciblés pour l'alphabétiation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie.
- CONFINTEA VI devrait parvenir à un accord sur un objectif minimum obligatoire d'au moins 6 % des budgets de l'éducation nationale consacrés à l'éducation des adultes. Tous les employeurs devraient investir au moins 1 % de la masse salariale dans l'éducation et la formation professionnelle.
- La communauté des donateurs devrait réserver 6 % de l'aide à l'éducation pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes.
- L'Initiative pour la mise en œuvre accélérée de l'EPT devrait être transformée en Initiative mondiale pour l'Éducation pour tous, afin de stimuler l'action et l'investissement en faveur de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes.
- Une approche globale et détaillée d'évaluation et de suivi des engagements de CONFINTEA devrait être mise en place, avec un rapport mondial d'évaluation tous les trois ans.

- Les gouvernements devraient reconnaître le rôle capital que la société civile et les apprenants ont à jouer dans le dialogue politique sur l'apprentissage des adultes, sa pratique et son suivi.

Nous sommes prêts à assumer notre rôle, mais nous attendons des gouvernements qu'ils montrent la voie dans l'éradication de l'analphabétisme et de l'ignorance, et ce non pas dans un avenir lointain, mais pour notre génération. C'est l'appel que nous lançons, au nom du FISC et de 14 millions de militants du monde entier.

ANNEXE D

Vivre et apprendre pour un futur viable : l'importance de l'éducation des adultes

Exposé principal,
1er décembre 2009

La sénatrice Maria Osmarina Marina Silva Vaz de Lima

La sénatrice Silva Vaz de Lima a relaté son voyage dans l'apprentissage, depuis son enfance dans un village isolé de la forêt jusqu'à sa fonction de membre du Sénat fédéral brésilien.

Elle a surmonté des barrières situationnelles colossales à l'accès à l'apprentissage formel. Ces barrières étaient similaires à celles qui se dressent devant une multitude de gens dans le monde entier aujourd'hui : une certaine pauvreté, la vie dans un endroit isolé (à 70 km de la ville la plus proche), aucun service public, des parents analphabètes, la mort de sa mère qui l'a obligée à s'occuper de ses frères et sœurs, une mauvaise santé. La « barrière institutionnelle » essentielle était l'absence complète d'institutions qui auraient pu lui permettre une quelconque scolarisation.

Elle n'a cependant pas été confrontée aux barrières qui sont généralement considérées comme les plus insurmontables, c'est-à-dire les barrières dispositionnelles et informationnelles. Son apprentissage non formel et informel des principes chrétiens essentiels lui avait inspiré un rêve : devenir religieuse. Elle a partagé ce rêve avec sa grand-mère, qui a été pour elle une source d'informations essentielle, et lui a révélé que, pour être religieuse, elle devait savoir lire et écrire. C'est à partir de ce moment qu'elle a commencé à imaginer cet avenir, à le rêver et à réfléchir aux moyens d'apprendre à lire et écrire afin de devenir religieuse.

Elle était en train d'apprendre (même si à l'époque elle n'en avait peut-être pas conscience). Apprendre comment vivre dans la forêt, comment s'occuper de ses frères et sœurs, apprendre grâce à sa grand-mère qui lui faisait entrevoir des mondes au-delà de la forêt en lui récitant des histoires, des fables et des poèmes.

Enfin, à l'âge de 17 ans, armée de la confiance et du soutien de son père, elle est partie vivre en ville, et après un cours d'histoire pour adultes elle s'est inscrite à une classe d'alphabétisation. Tout d'abord, elle a eu honte de ne pas savoir comment se comporter dans une classe formelle, mais son apprentissage informel des mathématiques lui a donné une méthode d'apprentissage pour la lecture et l'écriture, et en 15 jours elle savait lire. C'est un exemple limpide de la contribution que l'apprentissage informel peut apporter au développement des compétences d'apprentissage.

Moins de 10 pour cent des étudiants ont réussi l'examen à la fin de ce cours (un autre exemple limpide). Ce type d'enseignement n'était probablement pas axé sur l'apprentissage et les résultats. Ce cours d'alphabétisation a ouvert la porte à ce qu'elle appelle « un autre univers ». Mais l'univers des populations actuellement analphabètes est également une partie cruciale de la vie en Amazonie. Nous devons trouver les moyens d'amener l'univers de l'alphabétisme là-bas, et dans de nombreux autres endroits, tout en respectant et en soutenant les richesses sociales, culturelles, environnementales et éthiques de leur univers.

ANNEXE E

Faire face aux enjeux mondiaux

Exposé principal,
2 décembre 2009

Joséphine Ouédraogo
Secrétaire Exécutive, ENDA Tiers Monde

Monsieur le Président de la Conférence,
Mesdames et messieurs les Ministres,
Honorables participants,

Je remercie les organisateurs de CONFINTEA VI de m'avoir donné le privilège d'introduire le thème de la journée au nom d'Enda Tiers Monde.

L'intérêt et la place accordés à la société civile dans le processus de CONFINTEA sont un signe encourageant, parce qu'il est impossible aujourd'hui de relever un défi quelconque lié au développement de nos nations, sans un dialogue soutenu et un partenariat fort entre l'ensemble des acteurs du secteur gouvernemental, du secteur privé et de la société civile.

CONFINTEA VI, comme toutes les conférences précédentes, est un rendez-vous de partage, d'enrichissement, et de décision. Le lieu où se tient cette grande rencontre, à savoir l'Amérique du Sud et l'Etat de Pará en particulier, nous pousse à l'innovation et vers un engagement politique encore plus marqué.

C'est à travers des luttes historiques que bon nombre d'États de ce continent ont fait avancer la démocratie, la reconnaissance des droits civiques et l'acceptation des diversités culturelles et raciales. C'est dans ce pays, le Brésil, et plus précisément à Rio de Janeiro, que s'est tenue en 1975, la première Conférence mondiale des femmes, sous l'égide des Nations Unies.

Nous avons beaucoup de leçons à tirer des expériences de transformations sociales et politiques des pays d'Amérique du Sud, en encourageant les échanges, le partage d'informations et les actes de solidarité.

Mesdames et Messieurs,

Le thème de la journée nous invite à réfléchir sur « les enjeux mondiaux et comment y faire face » en se dotant de nouveaux repères pour des politiques plus volontaristes pour l'apprentissage et l'éducation des adultes.

Je me propose donc de vous livrer d'abord,

I – Une certaine lecture des enjeux mondiaux

Un survol rapide du contexte mondial révèle de grandes tendances qui constituent des enjeux porteurs d'incidences particulièrement lourdes sur les populations les plus pauvres.

- 75 % de la population mondiale vivra en ville en 2050 (nous serons alors 9 milliards) : si les choses ne changent pas, les problèmes socio-spatiaux et économiques qui caractérisent les mégapoles d'aujourd'hui dans les pays du Sud seront alors le lot quotidien de plus de 6 milliards de femmes et d'hommes dont la majorité sera confrontée à la ségrégation spatiale, à des pollutions mortelles, aux violences de toutes sortes, aux exclusions sociales, aux habitats insalubres et aux psychopathologies diverses liées à la dégradation de la vie.
- La croissance démographique n'est pas un mal en soi puisque sa décroissance induit une déstructuration sociale qui à terme pose le problème du renouvellement de la société. La croissance démographique est devenue un problème parce qu'elle révèle les inégalités qui sont au cœur de nos systèmes de gestion du pouvoir, des ressources, des espaces de vie et des connaissances. Une forte population devrait être considérée comme un potentiel sur le plan social et économique lorsque les politiques considèrent les êtres humains comme l'alpha et l'oméga de leur vision et de leurs concepts du développement.
- Le système économique mondial ne peut pas gérer la croissance démographique parce qu'elle

va à l'encontre de tous les paramètres du libéralisme économique qui ne s'embarrasse pas de considérations sociales et humaines. C'est pourquoi les effets sociaux du système économique mondial ont entraîné une recomposition de la cartographie des pauvretés : la pauvreté n'est plus et ne sera plus l'apanage des continents et des pays du Sud. Les pays les plus industrialisés abritent des couches de populations dont le statut est très difficile parce qu'elles vivent à proximité des plus nanties. Par ailleurs, les couches les plus riches dans les pays dits « pauvres » ou émergents ont un niveau de vie au moins égal à celui de leurs homologues au Nord.

- L'explosion des communications est un autre élément important de notre contexte parce qu'elle est à la fois corollaire et constitutive de la mondialisation. La possibilité de relier physiquement n'importe quel endroit du globe en quelques heures et d'être informé en temps réel de tout événement, a achevé de concrétiser l'idée du « village planétaire ». Cependant, cette transparence des événements et des modes de vie crée des frustrations profondes chez des centaines de millions de jeunes et d'adultes qui vivent en direct leur exclusion des dynamiques et des richesses mondiales. Ces frustrations deviennent intolérables parce que dans le même temps il n'y a jamais eu autant de contrôle et d'entraves à la circulation des personnes et aux flux migratoires.
- En outre, si le contrôle de l'économie devient depuis deux siècles la réelle source du pouvoir, l'information en constitue la porte d'entrée et les conditions de sa maîtrise sont aussi sources d'inégalités et de déséquilibres.
- Enfin, l'altération croissante et accélérée de l'environnement est une résultante de tout ce qui précède et elle se caractérise par l'amplification de l'inadéquation entre la limite finie des ressources et leur utilisation inconsidérée par ceux qui contrôlent l'économie mondiale. Nous souhaitons qu'à Copenhague, des décisions vigoureuses contribuent à réduire la menace qui pèse sur l'humanité. A cette lecture du contexte mondial, se dégagent ce que j'appellerai, les trois grandes dérives de notre civilisation : la dérive climatique engendrée par la civilisation de la surproduction et de la pollution, la dérive financière, fruit de spéculations ayant pour seul but de produire le maximum de profit dans le plus court délai pour une minorité, et la crise alimentaire portée par 1 milliard de personnes privées du minimum vital tandis que d'autres sont contraints de jeter à la

ru des tonnes de nourriture, piégées par des politiques agricoles trop mercantilistes. Une des aberrations de notre époque est l'utilisation de 100kg de céréales et de dizaines de litres d'eau potable pour produire 1kg de viande dans les pays industrialisés alors que l'eau potable, pourtant « renouvelable » de par son cycle, est inaccessible à 1,1 milliards de personnes aujourd'hui. Mesdames et Messieurs, nous sommes témoins.

II – Des crises qui nous forcent à reconsidérer nos systèmes et nos politiques

La conséquence majeure de tous les phénomènes décrits plus haut, c'est l'accroissement des tensions sociales issues des fortes inégalités. La répartition des richesses, du savoir, de la santé et de tout ce qui touche aux besoins primaires de l'humanité est inéquitable et contribue à créer des niveaux de pauvretés sans précédent.

La « guerre » de l'eau dans certains pays d'Amérique latine et les révoltes de la faim qui se sont succédées dans plusieurs pays du Sud sont des illustrations des tensions conséquentes aux systèmes politiques et économiques en vigueur. Dans cette situation générale, celle du continent africain dans sa partie subsaharienne, est la plus marquée parce qu'elle abrite la moitié des pauvres du monde et dans une proportion croissante depuis les 25 dernières années. Dans son tout récent livre, *l'Aide Fatale*, Dambisa Moyo décrit très bien tous les modèles de développement véhiculés dans les pays africains à travers les programmes d'assistance, les prêts, les gros investissements, les plans d'ajustement structurel et en dernier lieu les exigences de démocratie et de bonne gouvernance. L'auteur conclut en disant que le résultat de tout ça, « c'est une croissance économique plus lente, une pauvreté plus grande et une Afrique à l'écart du progrès économique ».

Un moment, nous avons été convaincus que l'éducation était l'un des facteurs de réduction de la pauvreté parce qu'elle dotait les jeunes et les adultes des connaissances et des compétences nécessaires pour mieux participer au développement. Mais aujourd'hui, nous savons que bien au contraire, ce sont justement les modalités de ce « développement-là » qui engendrent la pauvreté et l'exclusion du plus grand nombre.

Dorénavant, le problème n'est plus de chercher à rattraper un retard pour les uns et à combler des lacunes chez les autres, parce que le modèle de

développement que nous poursuivons est, de par sa structure, inaccessible à tous. Dans ce système-là, lorsque vous pensez avoir acquis l'essentiel, vous vous retrouvez confronté au risque de le perdre.

C'est pourquoi parmi les centaines de millions de sans emploi l'on compte un nombre croissant et impressionnant d'anciens travailleurs et de chômeurs instruits et diplômés. En réalité, nous assistons à la crise d'un mode de pensée et de gouvernance politique et économique. Nous assistons à une crise des modèles de développement auxquels se sont arrimés les pays et les sociétés du Sud parce qu'ils n'ont pas contribué à leur élaboration. Il serait donc vain de chercher à s'adapter à un système qui a montré ses limites pour n'avoir pas su être juste et inclusif. Un système qui s'étouffe pour n'avoir pas su s'appuyer largement sur les expériences et les savoirs de tous, et particulièrement ceux des adultes quels que soient leurs cultures, leur environnement et leurs conditions de vie.

Mesdames et Messieurs,

III – Comment sortir de l'impasse ?

Si nous sommes d'accord que nos politiques et nos programmes éducatifs, formels ou non formels, même s'ils ont contribué à élever le niveau de vie, de compréhension et de fonctionnement personnels des populations instruites, ces politiques et ces programmes n'ont pas aidé le plus grand nombre à sortir de la pauvreté. Nos efforts et les succès déjà enregistrés, sont limités et même parfois noyés par les dérives et les effets pervers des modes de développement dans lesquels et pour lesquels nous travaillons.

Les incidences sociales et politiques de ces modèles créent, comme nous l'avons dit précédemment, des tensions de plus en plus vives du fait de l'énorme fossé qui existe entre les intérêts des gestionnaires et des acteurs du système mondial et les intérêts des peuples. Il suffit de se référer aux manifestations de plus en plus violentes que suscite chaque la réunion du G8 ou du G20. Il suffit également d'écouter les analyses et les revendications des organisations de masse lors de chaque session du Forum Social Mondial. La dernière s'est tenue ici-même à Belém au début de cette année.

Nous parvenons progressivement au point où les rapports de force ne seront pas toujours en faveur de ceux qui détiennent sans partage le pouvoir politique et le contrôle des ressources de nos pays et du monde.

Pendant qu'il est encore temps, nous pouvons faire évoluer les choses en permettant aux populations quel que soit leur niveau, de faire partie du débat et donc des décisions qui se prennent sur des sujets qui touchent directement leur vie et leur avenir.

Là où les populations se sont mobilisées à travers des mouvements sociaux pour faire valoir leurs visions, leurs opinions et leurs revendications face aux pouvoirs publics et aux potentats privés, il y a eu des avancées en termes de respect des droits et de gestion démocratique des ressources.

L'histoire sociale, politique et économique de l'Amérique du Sud nous offre des exemples de stratégies alternatives portées par des populations pour lesquelles la pauvreté absolue n'est pas la pauvreté matérielle en soi, mais c'est celle qui résulte de la négation des aspirations, des potentiels, des savoirs et des droits des peuples. A Nairobi, nous avons dit que le contexte actuel de crise économique et d'accroissement de la pauvreté nous invitait à revisiter les fondamentaux du développement afin de rechercher de nouveaux ancrages pour l'éducation et la scolarisation.

Etant en charge de l'éducation des adultes, nous tenons en main un atout de taille : Faire de chaque espace éducatif une opportunité d'expression des savoirs, des choix et des aspirations des adultes et des jeunes.

Les crises actuelles et principalement celle que traverse le système financier mondial avec ses répercussions probables sur la réduction de l'aide internationale, créent une opportunité sans précédent qui invite les pays du Sud, notamment ceux d'Afrique subsaharienne, à faire un sursaut vers la recherche systématique de stratégies alternatives. C'est à cette condition que l'éducation retrouvera tout son sens qualitatif parce qu'elle accompagnera l'édification de sociétés de droits dans lesquelles le progrès économique et social devient le fruit d'une responsabilité partagée.

IV – Quelles pourraient être les stratégies pour des politiques éducatives qui servent un développement inclusif et durable ?

Les concepts, les objectifs et toutes les modalités (techniques, administratives, financières et budgétaires) du développement national ne doivent plus être la chasse gardée de la classe politico-bureaucratique, des experts et des spécialistes.

Le développement national doit devenir une préoccupation populaire et toutes ses composantes doivent être décloisonnées afin de permettre le dialogue, la concertation et la formulation de choix en tenant compte du plus grand nombre.

C'est ainsi que se sont construites les économies et les institutions politiques et sociales des pays dont les populations ont le niveau le plus élevé en terme de droits humains et de conditions de vie. Les populations exercent leur citoyenneté en participant à l'échelle de leur collectivité locale aux débats et aux choix sur des questions concrètes à caractère économique, logistique ou social parce qu'il s'agit de leur vie.

Dans une telle vision, l'éducation des adultes est un moyen de mobilisation populaire pour laquelle, tout événement, toute circonstance et toute information devient une opportunité de dialoguer et d'apprendre sur des sujets qui ont trait à la vie et à l'évolution de la collectivité locale ou nationale. Cela suppose que les ministères publics reconnaissent la légitimité de tous les acteurs à participer à la définition des politiques locales, nationales et internationales ainsi que des règles et des normes.

Cela suppose que les programmes éducatifs non formels ont pour ambition d'accompagner les acteurs défavorisés à comprendre et maîtriser les enjeux qui conditionnent la réalisation de leurs droits économiques, sociaux, culturels, environnementaux et politiques.

Cela suppose enfin, que nous soyons d'accord pour accepter la diversité des connaissances, pour accepter de valoriser les connaissances populaires et pour encourager la production de nouveaux types de connaissances et d'informations.

Ce choix n'est réalisable que si nous sommes prêts à renforcer les synergies et les alliances entre les services publics, les organisations privées et les mouvements sociaux porteurs d'alternatives et d'innovation, à toutes les échelles. Ces stratégies sont porteuses de véritables transformations sociales et économiques positives. Si nous arrivons à les mettre en oeuvre, elles contribueront à affaiblir les systèmes et les modes d'intervention qui étouffent le potentiel des populations, bloquent leurs ambitions et les cantonnent au statut de consommateurs des produits avariés de la modernisation et d'un soi-disant « développement ».

C'est à cette condition que l'éducation retrouvera tout son sens qualitatif et politique parce qu'elle accompagnera l'édification de sociétés de droits dans lesquelles le progrès économique et social devient le fruit d'une responsabilité partagée.

En conclusion, Mesdames et Messieurs,

Nous pensons que toute intervention à caractère éducatif, qui ne contribue pas à développer la responsabilité sociale, technique et politique des acteurs populaires, tant au niveau du choix que de la maîtrise du produit qu'on leur propose, engendre l'appauvrissement systématique des ressources locales (humaines, physiques, intellectuelles, philosophiques et morales).

Là où nous avons réussi à créer les conditions pour une responsabilisation sociale, technique et politique des acteurs concernés par un domaine quelconque (par exemple: assainissement, gestion des déchets communautaires, aménagements, négociations internationales, agriculture écologique, entreprises économiques, etc), les résultats techniques vont de pair avec un impact social et politique durable.

C'est pourquoi l'éducation, qui est le principal moyen d'action d'Enda Tiers Monde depuis sa création en 1978, doit se fonder essentiellement sur la confiance dans le potentiel, la créativité et le dynamisme des acteurs locaux et dans leur capacité à faire évoluer leur propre statut, leur environnement et leurs compétences pour un avenir meilleur. C'est en cela que l'éducation des adultes peut devenir véritablement un levier pour induire des changements durables.

Je vous remercie.

ANNEXE F

Vers un apprentissage tout au long de la vie

Exposé principal,
3 décembre 2009

Khunying Kasama Varavarn

La notion d'apprentissage tout au long de la vie fait partie intégrante de la plupart des cultures depuis longtemps, mais la valeur accordée à l'obtention de titres formels a souvent éclipsé son importance. Lorsque l'UNESCO a relancé le concept d'apprentissage tout au long de la vie à la fin des années 1960, cette idée a demandé aux éducateurs du monde entier de penser au-delà de l'alphabétisation et de l'éducation primaire. Elle a également suscité un débat souvent passionné sur la faisabilité et le bien-fondé de ce concept.

Les voies de l'apprentissage tout au long de la vie peuvent différer d'un pays à l'autre, mais les études de cas tirées de ces expériences montrent que ce concept bénéficie d'un soutien croissant et devient la pierre angulaire de la plupart des systèmes éducatifs. Dans certains cas, il est même inscrit dans les lois. Les expériences menées par différents pays nous aident en outre à comprendre comment ce concept abstrait peut être mis en pratique. La Thaïlande a travaillé sur cette idée pendant les 40 dernières années. La route est encore longue, mais les leçons apprises sur le chemin parcouru peuvent aider à identifier les facteurs favorables ainsi que les pièges à éviter dans la formulation des futures stratégies d'apprentissage tout au long de la vie.

L'alphabétisation et l'éducation des adultes, pour la défense et le soutien de l'apprentissage tout au long de la vie

Lorsque le concept d'apprentissage tout au long de la vie a fait son apparition en Thaïlande dans les années 1970, les éducateurs ne savaient pas comment le traduire en actions concrètes alors que le pays avait du mal à atteindre la partie de la population qui était encore analphabète, et à assurer une éducation primaire universelle. Beaucoup rejetèrent cette idée qu'ils considéraient impraticable, d'autres la trouvèrent ridicule. Mais elle attira l'attention des éducateurs

d'adultes qui étaient aux prises avec les problèmes de manque de motivation chez les élèves de leurs classes d'alphabétisation.

« Pourquoi faire ? » et « Et ensuite ? » étaient les questions que les élèves posaient le plus souvent lorsque l'on voulait les persuader de s'inscrire à un cours, car de nombreux apprenants savaient par expérience qu'ils pouvaient facilement retomber dans l'analphabétisme, faute d'utilisation de leurs connaissances.

L'une des premières tentatives de mise en pratique du concept d'apprentissage tout au long de la vie en Thaïlande a donc été de proposer au gouvernement d'investir dans la création d'un réseau de centres de lecture de journaux dans les régions rurales isolées, afin de fournir aux apprenants une source continue de lectures intéressantes, dans le cadre du programme d'alphabétisation. Lorsque le Cabinet lui posa la question de la nécessité de cette entreprise étrange et apparemment dénuée d'intérêt pédagogique, Kowit Vorapipatna, le célèbre éducateur d'adultes thaïlandais, persuada les sceptiques en expliquant que les apprenants avaient besoin d'utiliser leurs nouvelles compétences tout comme « les voitures ont besoin de stations service ».

Plus de 40 ans ont passé depuis la création du premier centre de lecture de journaux. Aujourd'hui, le ministère de l'Éducation ne finance plus ces centres, car la demande des abonnés dans les régions rurales est suffisante pour que les maisons d'édition aient un intérêt financier à les desservir, même dans les zones isolées. Mais au cours des années, des millions de diplômés de programmes d'alphabétisation et d'éducation pour les adultes issus de milieux très divers, allant de membres éminents de la classe politique ou des affaires, à des dirigeants de communauté ou à des personnes travaillant dans les secteurs informels, ont généré de nouvelles demandes pour une éducation plus poussée et continue. Ces

demandes ont incité les prestataires de l'éducation des adultes et non formelle à diversifier leurs services et à travailler sur une série d'innovations qui allaient par la suite entraîner la révision du système scolaire et éducatif formel à travers de vastes réformes.

Les programmes d'éducation pour les adultes ont fait partie des premiers à abandonner les programmes d'enseignement centralisés, pour s'adapter précisément aux différents groupes d'apprenants. Après des années de négociations ininterrompues avec le système scolaire formel, les diplômés de ces programmes ont fini par obtenir des équivalences allant jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire.

Les années suivantes, les programmes d'éducation pour adultes donnèrent également aux apprenants des possibilités de faire entrer leurs expériences accumulées dans la vie et au travail dans le calcul des équivalences avec l'éducation formelle. La participation « d'enseignants », « facilitateurs » et « experts » non traditionnels a transformé les processus d'apprentissage, qui prennent maintenant en compte les expériences antérieures et les préférences des apprenants, et emploient le dialogue ainsi que d'autres processus d'apprentissage interactifs, des approches bilingues combinant la langue maternelle et le thaï, l'enseignement à distance, des aides pédagogiques et informatiques spécialement conçues et des activités pratiques et organisées en projets.

Voici quelques exemples concrets :

- Les enfants et les jeunes qui sont ordonnés *novices bouddhistes* et étudient le canon pali peuvent suivre des cours supplémentaires afin d'obtenir des diplômes d'éducation de base.
- Dans les écoles religieuses, *les jeunes musulmans* acquièrent une éducation équivalente à l'enseignement primaire grâce à des unités d'apprentissage qui intègrent compétences nécessaires dans la vie courante et enseignements religieux.
- *Les apprenants handicapés* qui n'ont pas pu être scolarisés dans leur enfance rattrapent maintenant leur retard grâce à des programmes informatiques et des aides pédagogiques conçus spécialement pour eux.
- *Les apprenants dont la première langue n'est pas le thaï* bénéficient à présent d'un enseignement bilingue, avec des supports pédagogiques conçus pour renforcer les langues maternelles et faciliter l'acquisition du thaï.

- *Dans les usines*, les ouvriers peuvent améliorer leurs qualifications professionnelles et leur éducation de base grâce à un enseignement sur le lieu de travail qui permet de tirer parti de l'expérience professionnelle pour obtenir des diplômes.
- *Dans le foyer de jeunes Kanchanapisek*, des jeunes qui ont commis des délits graves analysent chaque jour l'aspect moral de cas réels trouvés dans les journaux, pratiquent la pensée critique, le dialogue, et la réflexion personnelle en tenant un journal intime. Ce processus a stimulé leur confiance en eux, aiguisé leur pensée critique, favorisé leur développement moral et réduit les incidents violents.
- *Dans les prisons*, l'éducation ne se limite plus à l'enseignement de base et aux cours de formation. Les détenus ont accès à un éventail plus large d'opportunités d'apprentissage stimulantes, grâce à des bibliothèques bien équipées, à des cours d'informatique avancés, au stylisme de mode, à la chorale et à un enseignement de niveau universitaire.
- Dans tout le pays, plus de 4 000 *prestataires du secteur privé de l'éducation des adultes* répondent à la demande croissante des apprenants adultes qui veulent améliorer leurs compétences et approfondir leurs intérêts personnels par des cours de courte durée, des cours par correspondance et diverses formes d'enseignement à distance et en ligne. Leur nombre et leur diversité continuent de croître.

Au cours des 70 dernières années, le secteur thaïlandais de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes s'est graduellement élargi. Il inclut aujourd'hui des prestataires de tous les domaines et affecte la vie d'une grande majorité de la population. Il a également exercé une grande influence sur le système scolaire formel, les autres organismes de développement, les communautés et les apprenants eux-mêmes.

L'éducation formelle travaille en synergie avec l'éducation non formelle pour promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie

Le nombre croissant de diplômés de l'éducation des adultes a non seulement créé une demande pour de nouveaux types de services d'enseignement, mais également de nouvelles aspirations pour l'éducation de leurs enfants et de leurs communautés. Au cours des dernières décennies, nous avons pu observer comment ces demandes se sont traduites par une participation plus élevée à l'éducation et par des pressions émanant de la société civile pour obtenir des réformes. Le

concept de l'apprentissage tout au long de la vie pénètre graduellement la scolarisation formelle, la façon de penser des éducateurs et le pays dans son ensemble.

Lorsque l'apprentissage tout au long de la vie a commencé à influencer les domaines de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes, vers 1974, le rapport du comité de réforme de l'éducation, intitulé *L'éducation pour la vie*, demandait clairement que tout le système de l'éducation soit structuré de façon à garantir la mise en place de l'apprentissage tout au long de la vie grâce à une synergie entre l'éducation formelle, non formelle et informelle.

En 1999, le Parlement thaï a voté la Loi sur l'éducation, un document capital qui faisait de l'éducation tout au long de la vie le principe directeur et l'objectif fondamental du système d'éducation. Ses architectes tenaient tellement à ce que toutes les dispositions relatives à l'éducation se basent sur l'apprentissage tout au long de la vie, qu'ils décidèrent de fusionner les bureaux de l'éducation formelle et non formelle des adultes sous la direction du Bureau de l'Éducation de base, nouvellement créé.

Cette décision attira les protestations des prestataires d'éducation pour les adultes de tout le pays et de leurs partisans, qui craignaient que la nature particulière de l'éducation des adultes et non formelle ne soit occultée dans l'ombre du puissant système scolaire. Le gouvernement décida donc de rétablir le *Bureau de l'Éducation non formelle* en tant qu'organisation indépendante du Bureau de l'Éducation de base. Neuf ans plus tard, le parlement a promulgué la Loi sur l'éducation non formelle et informelle, dans le but de mobiliser tous les organismes gouvernementaux et tous les secteurs de la société pour la mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie.

Il faut remarquer que l'étroite collaboration entre éducation formelle et non formelle qui s'était développée avant la Loi sur l'éducation s'est interrompue pendant la fusion, et a repris peu de temps après que les deux bureaux ont retrouvé leur indépendance sur un pied d'égalité.

Voici certains exemples concrets qui ont résulté des liens étroits entre éducation formelle et non formelle :

- *La révision du programme national d'enseignement de base.* Alors qu'il s'agissait d'un programme centralisé qui s'appliquait à tous les apprenants, il a évolué vers un programme basé sur des critères,

qui accorde de la place à des contenus adaptés localement pour différents groupes d'apprenants.

- *L'apprentissage autonome*, les capacités de pensée critique et de résolution de problème et les compétences d'apprentissage fondamental et métacognitif sont devenues les objectifs principaux de l'éducation de base. Le contenu, qui était auparavant considéré comme fondamental, est maintenant considéré comme un moyen de développer les compétences d'apprentissage autonome.
- *L'apprentissage par l'action et l'expérience* lancé par l'éducation non formelle est maintenant une pratique courante dans les écoles formelles, utilisée dans les programmes de service à la communauté, les stages et les apprentissages dans les entreprises locales, le travail à temps partiel, les petites entreprises dirigées par des étudiants, les inscriptions croisées entre programmes formels et non formels, et toutes ces activités peuvent être converties en crédits.
- Les écoles sont encouragées à proposer des *voies alternatives* aux apprenants qui ont des besoins spéciaux, grâce à des installations mieux adaptées et un personnel mieux formé, aux programmes d'enseignement plus flexibles de l'éducation non formelle, à des règlements et politiques d'admission plus inclusifs, et à des structures de soutien conçues expressément pour les groupes d'apprenants qui ont des besoins spéciaux. De nombreuses personnes qui avaient quitté l'école prématurément, ainsi que de nombreux jeunes déscolarisés et adultes peuvent ainsi retourner à l'école et à l'université. Ils modifient le profil de l'étudiant type et enrichissent l'environnement d'apprentissage.
- Les enseignants ont également tiré profit des innovations testées dans l'éducation non formelle. *Les programmes de formation en ligne et d'enseignement à distance*, qui s'adressaient surtout aux apprenants adultes, sont aujourd'hui adaptés pour former des enseignants dans tout le pays. Il faut mentionner l'initiative lancée par SAR la princesse Sirindhorn pour aider les enseignants issus de minorités ethniques qui travaillent avec des enfants en âge préscolaire dans les régions montagneuses à obtenir des diplômes universitaires et des certificats d'enseignement grâce à l'enseignement à distance. Les enseignants forment également *des groupes d'apprentissage professionnel* pour améliorer leurs compétences en partageant leurs connaissances et expériences et grâce à l'entraide, à l'orientation et à différentes techniques de gestion des connaissances.

- *Les universités* ont elles aussi été influencées par l'éducation des adultes et non formelle, tout d'abord par la nouvelle demande en éducation supérieure émanant de la multitude de diplômés de l'éducation des adultes. Les deux universités ouvertes principales, Sukothai Thammatiraj et Ramkamhang, ont été parmi les premières à répondre à cette demande mais, peu après, de nombreuses autres ont adopté des politiques d'admission ouvertes pour accueillir les apprenants adultes et les apprenants qui ont des besoins spéciaux. Ces politiques d'admission inclusives ont entraîné une ouverture de l'enseignement et des pratiques d'apprentissage, une conversion plus flexible des acquis en crédits, des règlements et codes de conduite plus souples pour les étudiants et une compréhension plus profonde des principes de l'andragogie de la part des enseignants des écoles formelles et des universités.
- Pour s'adapter à cette stratégie d'éducation diverse, participative et axée sur les apprenants, *la structure du système d'éducation a été décentralisée* au niveau de l'école et d'unités opérationnelles, et des conseils d'établissement et comités de secteur académique de plus en plus puissants ont accueilli dans leurs rangs des membres de la communauté, des parents et des anciens élèves. L'éducation des adultes et l'éducation non formelle ont été sollicitées pour aider les conseils de parents d'élèves et les conseils d'établissement à améliorer leur compréhension de l'éducation des enfants, des nouveaux problèmes auxquels les jeunes d'aujourd'hui sont confrontés et de leur contribution à l'éducation de leurs enfants.
- Dans les écoles, les clubs et conseils d'étudiants sont maintenant très répandus et se servent avec grand bénéfice des techniques participatives de l'éducation des adultes et non formelle. *Les liens étroits entre l'éducation formelle et non formelle* ont porté des fruits mutuellement bénéfiques. Les infrastructures coûteuses dont le système scolaire s'est dotées, notamment la connexion de tout le pays à Internet, des installations de radio et de télévision éducative, des systèmes de distribution d'eau, des bibliothèques scolaires, laboratoires et terrains de sport, ont été utilisées pour les programmes d'éducation des adultes et non formelle, pour les activités d'apprentissage communautaires, ainsi que pour aider les universités à atteindre les apprenants habitant dans des régions isolées.
- Les apprenants adultes ont également bénéficié de politiques initialement formulées pour les

élèves d'écoles, comme la scolarité gratuite et les manuels gratuits pour tous les élèves inscrits à une quelconque modalité d'éducation de base. Les universités dotées de services d'extension ont contribué à la richesse des connaissances sur l'éducation des adultes et à la défense des politiques d'apprentissage tout au long de la vie, et ont fait naître des générations de pratiquants de l'apprentissage tout au long de la vie. En se complétant l'une l'autre, l'éducation formelle et l'éducation non formelle ont diffusé la culture de l'apprentissage tout au long de la vie, enrichi les opportunités d'apprentissage et contribué à la consolidation de l'apprentissage tout au long de la vie.

L'apprentissage tout au long de la vie au-delà du ministère de l'Éducation

L'impact de l'apprentissage tout au long de la vie dépasse largement le domaine du ministère de l'Éducation. D'autres organismes de développement travaillent depuis longtemps avec des communautés et des groupes d'adultes pour améliorer leurs compétences. Elles ne classent peut-être pas leur travail dans la catégorie de l'éducation des adultes non formelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie, mais les connaissances et les compétences acquises grâce à ces activités peuvent être converties en crédits. C'est le Comité ministériel national de coordination pour la promotion et le soutien de l'éducation non formelle et informelle qui assure la coordination entre les différents organismes.

L'armée, l'un des prestataires les plus importants, met continuellement à jour les programmes de formation des nouvelles recrues afin qu'elles retournent à la vie civile sachant lire et écrire et munies d'une éducation de base ainsi que de compétences professionnelles fondamentales.

Le ministère de la Santé publique recrute près d'un million de bénévoles pour mettre continuellement en œuvre dans chaque village du pays des programmes de formation qui participent à l'obtention de diplômes d'éducation de base. Ces bénévoles travaillent avec les écoles et organisent dans les communautés des activités liées au domaine de la santé. Parmi leurs accomplissements les plus spectaculaires figurent les campagnes d'amélioration des toilettes publiques et l'organisation de cours d'aérobic dans les communautés. Ce type d'activités a eu une grande influence, non seulement sur l'hygiène de vie, mais également sur les comportements d'apprentissage de la population dans son ensemble.

Le ministère de l'Agriculture et des Coopératives dirige un réseau national d'agents vulgarisateurs dans différents domaines liés à l'agriculture ainsi que de coopératives de fermiers qui enseignent de bonnes pratiques et enrichissent les systèmes d'apprentissage traditionnels au sein de la communauté.

La police des frontières a formé des agents dans les villages à des fins de sécurité et de développement. Au cours des années, le nombre de ces agents est passé à plusieurs millions, et ils ont constitué un mouvement social important, auquel plusieurs organismes gouvernementaux ont apporté leur soutien afin d'améliorer les connaissances, les compétences et la participation de ses membres.

Plusieurs milliers d'organismes non gouvernementaux et d'organisations communautaires travaillent aujourd'hui à des projets éducatifs et de développement. Par exemple, la fondation Chai Pattana et la fondation Thai Rice, sous patronage royal, ont créé la première école agricole dans la province d'Ayudhaya afin de permettre aux fermiers et aux agents vulgarisateurs de se rencontrer, de partager leurs expériences et de réaliser des expériences pour comparer les avantages des modes de riziculture traditionnels et modernes. Cette école diffuse des pratiques agricoles plus efficaces et fait naître des groupes d'apprentissage au sein de la communauté. Quelques années plus tard, la fondation a créé une autre école pour encourager l'utilisation des buffles pour labourer.

À la différence d'autres États membres, en Thaïlande le soutien du gouvernement local, qui reçoit maintenant plus de 30 pour cent du budget, est cependant encore limité car la priorité est donnée à l'éducation préscolaire et formelle. La métropole de Bangkok, inspirée par le secteur commercial et les exemples d'autres pays, a décidé de devenir une Ville éducatrice, et de nombreuses administrations locales investissent dans des bibliothèques et des centres de ressources d'apprentissage.

De nouvelles perspectives émergent dans le secteur privé

Le concept de l'apprentissage tout au long de la vie a également influencé le secteur des entreprises. Dans un effort pour relever les défis de la mondialisation, les sociétés commerciales ont donné la priorité au développement des ressources humaines et à la création d'organisations d'apprentissage. La participation active de ce secteur donne de nouvelles

perspectives à l'éducation des adultes et non formelle, qui jusqu'ici était plutôt fondée sur l'éducation de base et communautaire. Les nouveaux apprenants adultes sont maintenant des diplômés universitaires qui travaillent au niveau international selon les critères d'excellence correspondants. Les organisateurs sont des dirigeants d'entreprise et des industriels. Les sommes investies par participant dépassent de loin la plupart des budgets alloués aux programmes précédents d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Des techniques de formation sophistiquées sont empruntées à des économies plus développées, ou créées par des universités financées pour mener des activités de recherche et développement.

Une fois que le système de développement des ressources humaines est en place, de nombreuses entreprises passent aux projets de responsabilité sociale et utilisent leurs ressources et leur personnel pour contribuer au développement des écoles et des communautés, ce qui crée des synergies fascinantes entre les entreprises et la sagesse communautaire. Le Siam Cement Group est un bon exemple de conglomerat qui donne la priorité à la valeur humaine. Ce groupe a été le premier à créer une unité de gestion des ressources humaines. Selon M. Paron Issarasena, l'ancien directeur général, qui a également été le directeur des ressources humaines de la société pendant huit ans, « Notre personnel est notre atout le plus précieux. Plus nos employés sont compétents, instruits et respectueux de l'éthique, plus nous avancerons vers nos objectifs avec efficacité. Notre société ne peut survivre que grâce à deux facteurs essentiels : nos ressources humaines et notre technologie. Ne pas investir dans nos employés, c'est aller contre un principe commercial fondamental. » M. Paron a par la suite créé la fondation Suksapattana, qui a participé à des programmes éducatifs retransmis par satellite et a travaillé avec le Massachusetts Institute of Technology pour introduire le concept de constructionnisme dans les écoles et les communautés thaïlandaises.

Le gouvernement thaïlandais a pris de nombreuses initiatives pour inciter le secteur des entreprises à investir dans le développement des ressources humaines. Les sommes investies dans la formation du personnel ou le soutien des écoles font l'objet d'une double déduction fiscale. Des campagnes invitent les entreprises à « adopter » des écoles ou des bibliothèques et à accorder des bourses à des étudiants et des enseignants. La Krung Thai Bank a adopté 97 écoles. Des directeurs et membres du

conseil d'administration de la société sont chargés de superviser l'aide apportée à chaque école.

Les médias ont joué un rôle fondamental pour la cause de l'apprentissage tout au long de la vie. Une étude a montré que les Thaïlandais passent en moyenne plus de quatre heures à regarder la télévision et à écouter la radio. Près de 60 pour cent des Thaïlandais de 15 à 59 ans lisent le journal chaque jour. Plusieurs mesures ont été prises pour contrer l'influence commerciale des médias. Par exemple, la Loi sur l'éducation prévoit une fréquence éducative gratuite, des fonds spéciaux alimentés par les revenus des taxes de monopole dans les télécommunications pour créer des « programmes de divertissement éducatif », la création d'une chaîne de télévision publique, et du temps d'antenne réservé aux programmes éducatifs et pour les enfants pendant les heures de grande écoute.

L'utilisation des technologies de la communication transforme également les modes d'apprentissage des Thaïlandais. En 2008, les utilisateurs du téléphone mobile, de l'ordinateur et d'Internet représentaient respectivement 52 pour cent, 28 pour cent et 18 pour cent de la population. Les utilisateurs d'Internet sont passés de 220 000 en 1997 à 13 146 000 en 2007. L'étude de 2008 indique également des disparités importantes entre les habitants de différentes régions et de différents âges et niveaux d'éducation. Les habitants de Bangkok sont ceux qui utilisent le plus Internet, avec 36 pour cent, contre seulement 13-18 pour cent dans les autres régions.

Près de 70 pour cent des diplômés universitaires utilisent Internet, contre 29 pour cent pour les diplômés de l'enseignement secondaire et 6 pour cent pour ceux qui ont une éducation de niveau primaire. On observe également que 78 pour cent des employés et cadres utilisent Internet, contre 2 pour cent chez les fermiers. À niveaux d'éducation égaux, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à avoir expérimenté l'e-commerce.

Depuis 2005, le gouvernement thaïlandais a essayé d'améliorer l'accès en connectant toutes les écoles à Internet. Ce projet a profondément transformé les processus d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles, et a facilité l'utilisation d'Internet dans les communautés, mais il reste encore beaucoup à faire pour combler les fossés, qui continuent de s'élargir. Les divertissements et les jeux constituent 50 pour cent de l'utilisation d'Internet, contre seulement 8 pour cent pour les actualités et l'éducation. Le

ministère de la Culture, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Technologie et de nombreux organismes non gouvernementaux ont mis en œuvre plusieurs mesures innovantes pour veiller à ce que cet accès plus large à Internet soit utilisé à des fins pédagogiques. Ces mesures comprennent la promotion des « Good Internet Cafés », qui s'engagent à utiliser des logiciels créatifs et éducatifs et à adhérer à une réglementation stricte sur leur utilisation par les enfants, des formations en programmation pour les jeunes, notamment ceux qui ont développé une dépendance vis-à-vis des jeux, le soutien des sites web en thaï, une formation sur les médias et l'informatique afin de favoriser une utilisation responsable et éthique des ordinateurs, des programmes qui apprennent aux parents à superviser l'utilisation que leurs enfants font des ordinateurs ainsi que la mise au point d'appareils et de mécanismes de filtrage.

Renforcer l'apprentissage tout au long de la vie au sein de la communauté et chez les individus

Ce sont les communautés, les groupes d'apprentissage et les apprenants eux-mêmes qui constituent le fondement de l'apprentissage tout au long de la vie. Ils demandent de nouvelles opportunités d'apprentissage, offrent leurs services en tant qu'experts ou organisateurs et contribuent au développement de la culture de l'apprentissage tout au long de la vie.

Les cas d'étude suivants illustrent les transformations que les communautés, les groupes et les individus ont connues grâce à l'apprentissage tout au long de la vie, et montrent comment ces groupes et individus servent par la suite de catalyseurs pour enrichir les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie.

- Avec plus de 30 000 temples et 400 000 moines en Thaïlande, *l'institution bouddhiste* est potentiellement le système d'enseignement le plus important du pays. Mais au fil du temps, les systèmes scolaires et les médias ont conquis le devant de la scène dans l'éducation du public thaïlandais. Au cours des dernières années, des innovations très intéressantes ont vu le jour dans l'enseignement du bouddhisme et se sont révélées très efficaces pour renouveler l'intérêt du public. Ces démarches comprennent, entre autres, la production de publications attrayantes illustrées en couleur et rédigées dans un style pragmatique, traitant de sujets proches des jeunes et du public en général ; l'utilisation de l'animation, des textos et de la musique pour véhiculer des concepts bouddhistes ; la formation de moines pour

enseigner dans les écoles et pour qu'ils délivrent leurs sermons avec plus d'efficacité et des campagnes pour que les jeunes deviennent novices ou forment des groupes de service communautaire.

- Avec l'évolution de la pyramide des âges de la société, la population vieillissante fait maintenant l'objet d'une grande attention : des plans concrets sont mis en place pour répondre à ses besoins et tirer parti de son expérience. L'organisation Brain Bank, par exemple, mobilise les universitaires et chercheurs à la retraite pour qu'ils fournissent des services de conseil gratuits.
 - *Le groupe OPPY* (Old People Playing Young - « Les personnes âgées jouent la carte jeune ») a été créé il y a huit ans par une brillante femme d'affaires, qui avait à l'époque 70 ans, pour encourager et aider les personnes de plus de 45 ans qui voulaient apprendre à se servir d'Internet. Le projet est devenu un club comptant plus de 3 000 membres actifs, qui s'inscrivent pour pratiquer d'autres activités d'apprentissage, comme la photographie ou l'aquarelle. Ce projet a été l'un des premiers à identifier et tenter de combler le fossé entre les personnes d'un certain âge et les compétences requises pour fonctionner efficacement dans la société.
 - Parmi les communautés qui ont été transformées par l'apprentissage tout au long de la vie, la plus connue est peut-être *le village de Limtong*. Il se trouve dans la province de Buriram, sur des terres riches et fertiles. Un vaste marécage approvisionne le village en eau douce et en poissons. Le marécage s'est peu à peu asséché au cours des années, rendant la riziculture de plus en plus difficile. Dans le même temps, de nouvelles routes ont amené des produits de luxe et la possibilité de partir. La main-d'œuvre étant moins nombreuse et l'esprit communautaire moins solide, les villageois ont arrêté de s'entraider et ont dû engager des saisonniers de l'extérieur. Bientôt, la plupart des familles étaient lourdement endettées.
 - Plusieurs organismes ont commencé à aider la communauté à se rétablir, sur la base des principes d'autosuffisance préconisés par Sa majesté le roi Bhumipol. La fondation Suksapattana a été la première à collaborer aux activités agricoles. Auntie Noy, titulaire d'une éducation de premier cycle d'éducation primaire, a appris à tenir les comptes de sa famille. Elle a vite remarqué que la grande majorité des dépenses familiales étaient consacrées à l'alcool et aux jeux d'argent. Elle décida d'arrêter d'acheter des tickets de loterie, et aida son mari à modifier ses habitudes de
- boisson. La famille a rapidement économisé assez d'argent pour investir dans la préparation de ses terres afin d'y cultiver des légumes. Auntie Noy a ensuite acquis des compétences en informatique, grâce auxquelles elle a appris les mécanismes de fluctuation des prix des légumes sur les différents marchés, l'existence de nouvelles variétés cultivées pour leur rentabilité, ainsi que de nouvelles techniques de production, de marketing et de gestion.
- La détermination d'Auntie Noy a inspiré le village tout entier, et les habitants ont suivi son exemple en comptabilisant leurs dépenses. L'ensemble de la communauté a fini par réussir à réduire ses dépenses en alcool et en jeux d'argent, et a économisé assez pour ouvrir une épicerie communautaire. Le succès de l'épicerie a motivé la communauté à passer à d'autres activités de développement, notamment un centre informatique communautaire, l'utilisation du GPS pour analyser le terrain et identifier les sites propices à l'installation de canaux approvisionnant tout le village en eau, et la préparation du plan de production et marketing du village. Le village a bénéficié de l'aide de nombreux organismes, mais la clé du succès réside dans la transformation de la communauté et de ses membres, qui sont devenus des apprenants autonomes, recherchant, partageant, expérimentant et diffusant constamment des connaissances nouvelles.
 - Au niveau individuel, *Sunan Sangsuwan*, qui a créé une usine d'exportation de poterie, est un autre exemple d'autonomie dans l'apprentissage. Elle est devenue millionnaire grâce à sa volonté d'apprendre. Après avoir obtenu son diplôme universitaire en sciences sociales, Mme Sunan a dirigé une entreprise familiale de restauration qui n'avait pas grand succès. Elle a remarqué que les visiteurs étrangers s'intéressaient à la poterie locale, et a créé un petit magasin de souvenirs qui vendait des produits locaux. Cette activité se révélant plus profitable que le service de restauration, Mme Sunan suivit un cours d'anglais intensif de façon à pouvoir communiquer sur le sujet de l'exportation de poterie. Les trois premières années, elle s'est consacrée à apprendre et à expérimenter toutes les dimensions de son activité, notamment la gestion, l'exportation, la gestion financière, la gestion personnelle, les techniques de production, ainsi que les habitudes des clients potentiels à l'étranger. Mme Sunan dirige aujourd'hui une usine qui compte 300 employés, tous formés sur le site, et exporte

chaque année plus de 5 millions de dollars en poterie vers 26 pays. Elle attribue son succès à « un désir incessant d'apprendre et d'enseigner ».

Ces exemples de réussite sont de plus en plus nombreux, et montrent que l'apprentissage tout au long de la vie ne se limite pas aux déclarations politiques ou aux activités lancées par le gouvernement, mais a affecté la vie des individus à tous les niveaux de la société. Le concept de l'apprentissage tout au long de la vie faisait autrefois partie intégrante de la plupart des cultures et connaît aujourd'hui un renouveau. Il ne faut cependant pas oublier que, aussi prometteurs que ces cas d'étude puissent sembler, il ne s'agit que d'exemples isolés. Si nous voulons que l'apprentissage tout au long de la vie soit un véhicule efficace du développement, nous devons tirer les leçons qui s'imposent des expériences passées et anticiper les nouveaux défis qui se profilent à l'horizon.

Leçons apprises des expériences thaïlandaises

Cela fait quarante ans que la Thaïlande expérimente et progresse dans le domaine de l'apprentissage tout au long de la vie, ce qui atteste de son dynamisme. De l'éducation continue pour l'alphabétisation à l'éducation des adultes, l'apprentissage tout au long de la vie englobe aujourd'hui un vaste éventail d'opportunités qui va bien au-delà du secteur de l'éducation et concerne les communautés, les entreprises et le développement social et économique en général. D'après notre expérience, les stratégies et les facteurs favorables à privilégier sont les suivants :

1. Un engagement constant envers l'apprentissage tout au long de la vie. Le champ d'action était au début limité à une petite échelle et à un domaine étroit, mais des efforts incessants ont été mis en œuvre pour élargir la vision, atteindre de nouveaux groupes de bénéficiaires, répondre à de nouveaux besoins d'apprentissage, introduire des innovations et de nouvelles technologies, ainsi que pour former de nouvelles alliances. L'institutionnalisation de l'apprentissage tout au long de la vie, en faisant de ce concept le principe directeur du plan d'éducation et, plus tard, de la législation, a permis d'obtenir la continuité, la mobilisation du soutien nécessaire et, dans une certaine mesure, l'allocation des fonds nécessaires.

2. L'efficacité de l'éducation des adultes et non formelle. Sans le soutien actif de l'éducation des adultes et non formelle, l'apprentissage tout au long de la vie n'aurait

pas autant progressé. Le mouvement de l'éducation des adultes et non formelle a joué un rôle essentiel dans la défense du concept de l'apprentissage tout au long de la vie et dans sa mise en œuvre. L'éducation des adultes et non formelle en Thaïlande est unique à bien des titres. Elle connaît un développement continu depuis plus de soixante-dix ans, et les opportunités qu'elle offre aux défavorisés lui valent le respect de tous. Elle a noué des liens étroits avec les autres prestataires d'éducation des adultes, avec le Bureau indépendant de l'Éducation non formelle, passant du rôle de prestataire à celui de coordinateur. Elle a gagné le soutien d'un puissant réseau d'anciens élèves de l'éducation des adultes, qui se ramifie dans tous les secteurs de la société. Mais avant tout, elle a réussi à influencer la scolarité formelle et est reconnue comme un élément à part entière du système d'éducation, qui en complète l'offre.

3. Une éducation formelle inclusive. Le système d'éducation formelle, dont la vocation est de garantir l'éducation universelle aux enfants et aux jeunes en âge scolaire, a mis plus longtemps à répondre à l'appel de l'apprentissage tout au long de la vie. Mais l'idée de l'apprentissage tout au long de la vie ne peut se concrétiser sans le soutien de l'éducation formelle. L'éducation des adultes et non formelle a l'avantage d'être flexible et innovante, mais le réseau du système scolaire formel s'étend dans tout le pays et dispose de bien plus de ressources qui peuvent être utilisées pour l'apprentissage tout au long de la vie. Le système scolaire formel doit cependant être transformé de façon à servir l'objectif de l'apprentissage tout au long de la vie, afin de garantir à tous non seulement l'accès à ce système, mais aussi des expériences d'apprentissage utiles et de qualité. Le programme d'enseignement doit en particulier donner la priorité aux compétences d'apprentissage autonome et à la culture de l'apprentissage tout au long de la vie. Les enseignants et tout le personnel pédagogique doivent donner l'exemple de comportements cohérents avec l'apprentissage tout au long de la vie, et contribuer à créer des environnements favorables à l'apprentissage à l'école, à la maison et dans les communautés.

4. Des opportunités d'apprentissage informel plus riches. Les expériences menées en Thaïlande ont montré que l'environnement d'apprentissage et les mécanismes d'apprentissage traditionnels peuvent être encore améliorés. Parmi les stratégies les plus prometteuses, on peut citer l'attribution de temps d'antenne aux émissions éducatives et de développement, le soutien des bibliothèques et centres d'apprentissage, la

coopération avec les dirigeants religieux, l'éducation des parents, la formation d'artisans et d'animateurs de radio, ainsi que les mesures qui encouragent les entreprises à organiser des activités éducatives.

5. *Le gouvernement joue un rôle de facilitateur dans la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie.* Le rôle du gouvernement thaïlandais a évolué au cours des années. Lorsque les opportunités d'accéder à une éducation de base étaient limitées et que l'intérêt de l'apprentissage tout au long de la vie n'était pas pleinement reconnu, le gouvernement a dû jouer un rôle plus actif d'organisateur principal. Les années qui ont suivi, l'éducation de base universelle est devenue plus accessible grâce à l'apparition de différents prestataires du domaine de l'éducation des adultes et non formelle, et le gouvernement s'est alors concentré sur la promotion, la coordination et le soutien, avec une structure plus décentralisée et participative. On a pu observer qu'un contrôle trop strict et prescriptif de la part du gouvernement fait obstacle aux initiatives et à la participation. Dans le même temps, les tentatives d'ignorer les fonctions du gouvernement dans l'éducation non formelle des adultes ont sérieusement affaibli son rôle dans la proposition de perspectives et options alternatives. L'analyse de la situation actuelle de l'apprentissage tout au long de la vie en Thaïlande et des perspectives d'avenir révèle cinq préoccupations principales :

- **Le besoin de réaffirmer notre engagement à servir les populations défavorisées dans le domaine de l'éducation**

Du fait de l'augmentation des taux d'inscription et des progrès réalisés dans l'éducation de tous les groupes cibles, le besoin de chercher et atteindre les populations défavorisées dans le domaine de l'éducation est devenu beaucoup moins pressant. Les nouveaux groupes marginalisés sont souvent négligés, particulièrement ceux qui sont dépassés par les progrès technologiques et ceux qui sont menacés par des conflits armés. La nécessité pour l'éducation continue des diplômés adultes d'englober tous les secteurs de la société a déplacé les priorités du programme de façon considérable. Les besoins des personnes défavorisées dans le domaine de l'éducation vont très probablement être encore une fois relégués au second plan, derrière les besoins des apprenants qui bénéficient d'un statut social plus élevé. Il est important de s'assurer que l'apprentissage tout au long de la vie continue de combler les fossés de la société, et ne serve pas à les élargir.

- **Les menaces et les bienfaits de la technologie pour un apprentissage tout au long de la vie équitable**

La Thaïlande a employé une part considérable de son budget pour équiper les écoles et les établissements d'enseignement d'accès à Internet et de nouvelles technologies, mais n'a pas pu résoudre le problème de la fracture numérique. Les nouvelles technologies n'ont de plus pas été suffisamment exploitées au profit des groupes défavorisés dans le domaine de l'éducation. On a en outre observé une utilisation inefficace et néfaste de ces technologies chez les apprenants, que l'on peut attribuer à une mauvaise préparation. À moins qu'une stratégie plus efficace puisse être formulée pour répondre à ce problème crucial, la technologie deviendra sans aucun doute un facteur décisif pour la question de l'équité et de la qualité.

- **La recherche d'un concept de qualité plus approprié**

La mise en place d'un système d'éducation basé sur les principes de l'apprentissage tout au long de la vie a entraîné la diversification des objectifs et démarches d'apprentissage, avec le transfert des crédits entre programmes organisés par différents prestataires, des voies alternatives pour s'adapter à différents groupes d'apprenants et des programmes d'enseignement mieux adaptés. Il faut réviser et reformuler le concept de qualité afin d'atteindre un équilibre entre les critères requis et la flexibilité nécessaire face aux différents besoins et situations des apprenants.

- **Préparer l'arrivée des nouveaux acteurs de l'apprentissage tout au long de la vie**

Les acteurs de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes étaient autrefois les seuls organisateurs de l'apprentissage tout au long de la vie. Mais aujourd'hui, les écoles, les universités, les communautés, les entreprises, les médias, les institutions religieuses, les mouvements sociaux, culturels ou même politiques participent activement à cet effort. Ces nouveaux acteurs ont apporté de nouvelles ressources et démarches qui ont enrichi et élargi le concept de l'apprentissage tout au long de la vie. Mais dans la plupart des cas, ils ne considèrent pas que leur travail fasse partie du domaine de l'éducation des adultes ou non formelle. Ils sont issus de milieux très divers, ne partagent pas les mêmes idées et sont souvent mal préparés pour travailler efficacement avec

des adultes défavorisés. Les éducateurs d'adultes sont quant à eux souvent inquiets devant l'arrivée de ces nouveaux acteurs et ressentent le besoin de maîtriser le cap et les objectifs fixés. Il faut donc urgemment mettre en place un mécanisme pour mobiliser la participation, développer un sentiment de responsabilité et fournir des opportunités d'apprentissage et de partage afin de créer une synergie entre les différents groupes d'organiseurs de l'apprentissage tout au long de la vie.

- **Encourager le développement moral et éthique grâce à l'apprentissage tout au long de la vie**
L'apprentissage tout au long de la vie s'est montré efficace pour améliorer les capacités d'alphabétisme et de communication, augmenter le niveau d'éducation ou préparer les gens au monde du travail, mais il a rencontré un succès beaucoup plus limité dans la transformation des valeurs éthiques et des comportements des apprenants. Le secteur commercial a quant à lui pleinement tiré parti de la puissance des médias et de l'éducation informelle pour créer chez les consommateurs de nouvelles demandes, souvent inutiles. Il faut accorder une plus grande attention au développement moral et éthique, favoriser une sensibilisation globale dans un esprit de responsabilité et encourager nos apprenants à participer aux causes sociales à travers l'apprentissage tout au long de la vie.

La Thaïlande est fière des progrès significatifs qu'elle a réalisés dans l'apprentissage tout au long de la vie. Nous devons beaucoup à l'UNESCO et aux organisations internationales, qui nous ont inspirés ou soutenus, à l'UIL, qui a élargi le concept et le réseau de l'apprentissage tout au long de la vie, et aux États membres qui nous ont donné des exemples de bonnes pratiques. Nous nous réjouissons du chemin parcouru, mais nous sommes tout à fait conscients des défis qui nous attendent encore. CONFINTEA VI est organisée à un moment crucial. Nous devons employer toute notre sagesse à résoudre les problèmes mondiaux, dont les effets sont de plus en plus désastreux. Nous espérons que CONFINTEA VI nous permettra d'évaluer la situation actuelle, d'analyser nos pratiques et de préparer une stratégie d'apprentissage tout au long de la vie qui saura tirer le meilleur parti du potentiel humain pour un développement durable.

ANNEXE G

De la parole aux actes

Exposé principal,
4 décembre 2009

Paul Bélanger
CIEA-ICAE

Je voudrais tout d'abord remercier l'UNESCO de m'avoir invité, comme président du Conseil international de l'éducation des adultes, à vous adresser la parole. Avec les autres représentants des organisations de la société civile, nous sommes venus ici collaborer avec vous pour faire avancer le droit d'apprendre tout au long de la vie. C'est que nous sommes convaincus que le développement continu des savoirs et compétences au sein de la population adulte est un des investissements les plus stratégiques que les sociétés d'aujourd'hui sont appelés à faire.

Et cela est urgent, sans cela l'humanité n'aura par les moyens internes de faire face aux défis qui s'annoncent. Les conflits meurtriers qui surgissent, comme ce fut encore le cas la nuit dernière dans deux pays africains et comme nous le constatons trop régulièrement sur tous les continents, nous le montrent bien. Sans une société civile informée et forte de l'intérieur, de telles catastrophes deviennent inévitables.

Oui, sans une distribution de la liberté d'apprendre, sans un renforcement à la base de compétences diplomatiques quotidiennes, la possibilité, peu importe le pays, de solutionner les conflits autrement que dans le sang devient pratiquement irréalisable. L'éducation des adultes est un outil essentiel pour la paix.

Mais alors comment vraiment parvenir à investir dans l'éducation tout au long de la vie des citoyennes et citoyens?

Au cours des délibérations préparatoires à CONFINTEA VI, les partenaires internationaux, nationaux ou non gouvernementaux ont tous convenus qu'à cette sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, il va falloir passer de la parole aux actes. Le mot d'ordre, chez tous et chacun des partenaires, est

vite devenu et est demeuré en cette session finale de CONFINTEA VI « de la rhétorique à l'action ». Mais pour vraiment passer de la parole aux actes, deux questions se posent. Première question: pourquoi est-il important et même urgent que les adultes et les jeunes hors école puissent développer leur potentiel? Et deuxième question: comment passer à l'action, comment dès maintenant rendre cela possible?

1. Pourquoi est-il devenu nécessaire de déployer l'éducation tout au long de la vie ?

Le pourquoi ou plutôt les pourquoi sont importants parce qu'ils sont à la base de la volonté politique à laquelle cette Conférence nous appellent tous.

Pourquoi donc investir dans le développement de la capacité d'initiative des adultes, dans l'accroissement de leur capacité d'action?

D'abord parce que les objectifs de développement du millénaire, les ODMs, ne sont pas réalisables sans la participation active et informée de TOUTE la population.

On ne peut combattre le VIH/SIDA, sans faire de la prévention. On ne peut endiguer la montée fulgurante de cette pandémie, comme d'ailleurs du paludisme, sans une population informée et au fait des mesures préventives, sans activités d'éducation et de promotion de la santé. Cela s'appelle l'éducation des adultes.

On ne pourra assurer l'éducation primaire pour tous les enfants du monde, sans la participation active des parents, sans leur donner les moyens de s'équiper à cette fin, sans éducation parentale. Cela aussi s'appelle l'éducation des adultes.

On ne parviendra pas à réduire la faim dans le monde sans, à surmonter la crise alimentaire sans permettre aux agriculteurs et paysans et paysannes d'accroître le rendement de leur terre, sans investir résolument dans l'extension ou la vulgarisation agricole. Et cela se nomme l'éducation des adultes.

Dans l'énoncé des objectifs de développement du millénaire, l'éducation des adultes et des jeunes hors école n'est nulle part mentionnée, mais en fait elle est partout sous-jacente comme une condition nécessaire à leur réalisation. On ne pourra relever ces huit grands défis que l'humanité s'est donnée au début de ce millénaire, si 20%, 30, 40 et pire encore 60% de la population adulte n'a pas la possibilité de s'outiller pour y concourir. Aucun des Objectifs de développement du Millénaire ne peut être atteint sans la participation active et donc sans l'éducation des jeunes et des adultes.

Pourquoi, en pleine crise économique, certains pays ont décidé d'investir dans la formation des adultes ? Parce qu'on a reconnu que c'est là une des composantes essentielles des stratégies de sortie de crise. La formation continue de la population active n'est pas un luxe ou une dépense sociale; elle est une des réponses indispensables à la relance de l'industrie dans le contexte d'un marché mondial en perturbation. Il faut stopper les politiques macro-économiques qui voudraient empêcher les pays d'investir dans la qualification de leur population active justement pour mieux se préparer la sortie de crise. Ces macro-politiques ne semblent pas reconnaître que les changements exigés dans les modes et techniques de production ainsi que dans l'organisation du travail ne peuvent être réalisés sans un relèvement accéléré des compétences de base de la population. Les entreprises le requièrent pour se repositionner, les travailleurs le revendiquent pour protéger leur droit au travail et les populations migrantes en ont besoin pour se qualifier dans le pays d'accueil et d'abord y apprendre la langue. Il en est de même dans l'économie informelle, où les femmes et les hommes qui y oeuvrent pour survivre, se doivent aussi d'accroître leur compétence. Or, tout ce travail de qualification devenu nécessaire a pour nom l'éducation des adultes.

Au fond, pourquoi reconnaître ce droit des femmes et des hommes à l'éducation tout au long de leur vie, sinon parce que tous nous avons le droit de vivre dans la dignité. Pouvoir continuer d'apprendre pour le citoyen et le citoyen d'aujourd'hui, peu importe où on se trouve sur la planète, n'est pas un loisir superflu réservé à une minorité privilégiée. Apprendre, c'est accroître son autonomie, c'est jouir de cette liberté nécessaire de questionner et de savoir d'avantage, c'est retrouver l'estime de soi et en conséquence celle des autres, c'est permettre à chaque citoyenne de renforcer son sens d'efficacité personnelle, c'est expérimenter la joie d'apprendre. Le droit d'apprendre n'est pas

un luxe, mais une source d'énergie intime devenue socialement nécessaire pour continuer, dans nos sociétés actuelles, de se construire et de construire nos communautés. Nous avons tous le droit de vivre à la hauteur de l'intelligence humaine. Nous avons tous le droit d'apprendre à être, à apprendre à devenir, à apprendre à vivre ensemble. Pouvoir co-piloter nos vies dans toutes les transitions qui nous attendent est une aspiration bien légitime. Le lifelong learning ne peut être lifelong et lifewide, s'il n'est pas aussi lifedeeep. C'est cela profondément l'éducation des adultes et c'est pour cela que l'éducation tout au long de la vie est devenue un droit fondamental.

Si la nécessité de l'éducation tout au long de la vie fait de plus en plus convergence, c'est aussi qu'elle est devenue un outil essentiel de développement de nos sociétés, une société qui ne peut demeurer réflexive sans un état continu d'éveil de la société civile, une société où le nécessaire état providence ne peut se maintenir sans devenir participatif. Et qui dit participation, dit information accrue et plus grande capacité d'agir. Oui, l'éducation des adultes est devenue une prérogative fondamentale parce qu'elle est devenue partout nécessaire à l'exercice de tous les autres droits : droit à la santé, au travail, droit à un environnement sain, défense contre la discrimination selon le genre, l'orientation sexuelle, l'âge, etc. Ainsi reconnu comme un droit légal et donc justiciable, la formation de base des adultes va pouvoir être accessible à la grandeur de la planète; et ce relèvement généralisé des compétences deviendra alors un levier puissant de développement socio-économique et de hausse de la qualité de vie.

Nous ne pouvons attendre 35 ans pour la population adulte puissent accroître sa formation de base, soit le lapse de temps requis pour le faire par la seule voie de la scolarisation des jeunes. C'est maintenant, à l'intérieur de la génération adulte, qu'il faut agir. Déjà, aujourd'hui, 80% de la population adulte de 2021 a déjà quitté l'école et terminé sa formation initiale. Les sociétés, au Sud comme au Nord, ne peuvent attendre CONFINTEA IX, soit l'année 2043, pour relever le niveau de qualification de base de leur population adulte. C'est maintenant, durant les cinq ou dix prochaines années que les adultes d'aujourd'hui ont besoin d'acquérir de nouvelles compétences et capacités d'action. Certes, la formation initiale est essentielle, elle est la base requise pour continuer d'apprendre la vie durant. Cependant, cette formation en départ de vie ne suffit plus. Les parcours biographiques sont trop incertains, les transitions trop

nombreuses, les contextes trop changeants. S'il fallait que le parcours éducatif des citoyens d'aujourd'hui s'arrête à la sortie de l'école des jeunes, ce serait catastrophique. Et pourtant, oui et pourtant, les rapports annuels de l'UNESCO sur l'Éducation Pour Tous nous montrent que la formation de base des adultes demeure, et je cite, «tragiquement sous-financée».

Ce qui nous préoccupe dans cette sixième conférence internationale sur l'éducation des adultes, c'est aussi l'accroissement continu de la productivité sociale, culturelle et économique de nos sociétés. Les organisations de la société civile ne refusent pas de parler de productivité. Cette exigence a été et continue d'être un des moteurs de la montée humaine depuis le début de l'Homo sapiens jusqu'à aujourd'hui. La capacité d'action et d'initiative des hommes et des femmes a été et est encore plus que jamais la ressource stratégique non seulement la plus bénéfique, mais aussi la plus renouvelable. Mais il ne faut pas oublier, ce qui malheureusement est souvent le fait aujourd'hui, qu'il ne peut y avoir d'accroissement durable de la productivité sans distribution équitable de ses fruits. Il ne peut y avoir de participation soutenue de l'intelligence collective, sans une répartition équitable des bénéfices ainsi produits et sans condition pour que tous puissent s'outiller pour y contribuer.

Et c'est pourquoi il importe de corriger le tir et d'investir dans l'éducation tout au long de la vie, d'autant plus que le retour sur un tel investissement est exponentiel du fait de la propension observée à une reproduction élargie de la curiosité et des savoirs dans les communautés de vie et de travail. L'humanité ne survivra à ses crises alimentaires, économiques, écologiques et au choc inévitable de sa multiplicité culturelle, qu'à la condition que tous les citoyens du monde aient l'espace et les ressources pour apprendre d'une nouvelles façons de produire, de vivre et d'habiter ensemble. Et cet accroissement soutenu de la productivité par le renouvellement continu des savoirs et compétences a aussi pour nom l'éducation des adultes.

On le voit, le « pourquoi investir » dans l'éducation tout au long de la vie devient de plus en plus évident. Mais alors comment faire ?

2. Comment faire ?

Aujourd'hui, la question du comment est devenue aussi sinon plus importante que celle du pourquoi. Plus importante bien sûr parce que les solutions ne sont pas simples, mais aussi parce que faute d'y répondre concrètement, on ne pourra accomplir les changements majeurs que l'avenir nous commande de faire dès maintenant

Le premier pas est de se donner une vision élargie du champ actuel de l'éducation des adultes. Une vision d'abord qui inclut l'ensemble des activités d'éducation et de formation des adultes depuis l'alphabétisation jusqu'au développement professionnel continu des médecins et ingénieurs, en passant par la formation relié au travail, l'apprentissage des langues, l'éducation à la santé et l'environnement, la vulgarisation agricole, sans oublier le vaste champ de l'éducation populaire, et cela dans une perspective d'une éducation active tout au long des parcours de vie. Une vision élargie de l'éducation continue qui sait traduire dans tous les champs d'activités humaines cette nécessité d'une capacité accrue d'initiative des populations et qui prend aussi en compte, dans tous ces domaines, l'aménagement d'environnements éducatifs favorables, de contextes d'action qui stimulent la curiosité, appellent et encouragent l'initiative individuelle et collective, qui donnent la soif d'apprendre, qui suscite le besoin de se perfectionner toujours davantage.

Le deuxième pas concret est l'adoption de politiques et législations reconnaissant explicitement que la réalité de l'éducation dans tous nos pays est en pleine mutation, où le nombre d'adultes apprenants ou en demande expresse d'apprendre dépasse le nombre de jeunes à l'école, au lycée ou au collège et dans les universités. L'adoption donc de politiques qui positionnent d'abord l'éducation des adultes au ministère de l'éducation responsable de la formation de base, de la formation professionnelle continue, de la formation à distance et de l'accès des adultes à la formation postsecondaire et universitaire. Mais l'adoption de politiques qui identifient aussi les activités de formation des adultes dans les autres ministères: la vulgarisation agricole, l'agriculture, la promotion de la santé, la formation des détenus à la justice, la promotion de la lecture à la culture, les actions des ministères de la condition féminine, de l'environnement et du bien être social, sans oublier évidemment les ministères de l'emploi et de l'immigration. Pour réaliser cette mission inévitablement interministérielle de l'éducation des adultes, une fonction nouvelle de communication,

de synergie et de coordination volontaire s'impose pour laquelle le ministère de l'éducation est appelé à exercer un rôle-clé. Les investissements en éducation des adultes ne porteront leur fruit que dans la mesure où cet effort concerté mettra en place les dispositifs pour faciliter par l'information, l'accueil, la référence, la reconnaissance des acquis et les semaines des adultes en formation (« adult learners' week ») la difficile expression de cette vaste demande de formation, et pour assurer le transfert des apprentissages dans l'action, c'est à dire là où on pourra vraiment mesurer l'impact de l'effort collectif exigé.

Au plan international, la décision de la présente conférence de revoir d'ici 2012 l'instrument normatif de l'UNESCO, la Recommandation de 1976 sur le développement de l'éducation des adultes crée un espace important pour renouveler la vision de l'éducation des adultes et recommander des mesures législatives et économiques pour faciliter l'exercice du droit d'apprendre des adultes. A cet égard les attentes face à l'UNESCO et à son Institut de l'éducation tout au long de la vie sont grandes pour associer les différentes agences des Nations Unies au suivi de cette Conférence.

La troisième voie d'action est la mobilisation de tous les acteurs, gouvernementaux, économiques et de la société civile. Sans cette mobilisation l'adoption des mesures législatives et programmes gouvernementaux ne pourront donner les résultats attendus. Nos observations le montrent, c'est dans la mesure où la nécessité de hausser la compétence de la population active devient reconnue mutuellement par les employeurs, les syndicats et les organisations d'économie sociale de, que les politiques de formation continue deviennent efficaces. Le rôle actif des organisations de la société civile fait aussi toute la différence non seulement dans le « faire faire » et le « faire avec », mais aussi dans l'élaboration des politiques et programmes et dans les actions de veille. Il en est de même des associations d'apprenants adultes, un mouvement en plein essor dans toutes les régions du monde pour faire reconnaître les conditions spécifiques des adultes, la difficile réconciliation famille-travail-formation. Plusieurs réseaux mondiaux ont été créés, autour et à l'extérieur du Conseil international de l'éducation des adultes au cours des dernières décennies pour éveiller l'opinion publique, sensibiliser les preneurs de décision et aider les acteurs du terrain à s'organiser: je pense à la Campagne mondiale pour l'éducation, au groupe

d'action des femmes, le Gender Education Office, le Hall of Fame de l'éducation des adultes, le Forum mondial sur l'éducation tout au long de la vie et bien sûr au Forum de la société civile sur l'éducation des adultes et l'éducation populaire qui a tenu sa première session mondiale au cours des jours précédents cette Conférence.

Une quatrième voie d'action, bien que la plus difficile, est essentielle, soit la mobilisation des ressources financières et de personnels. On ne peut tout d'abord y parvenir sans développer et adopter des plans d'action spécifiant les objectifs à atteindre, des budgets alloués à cette fin et tout cela encadré dans une législation nationale. Comment est-il possible de parler de financement sans mentionner des chiffres concrets? Il faut que les principaux mécanismes financiers de l'Éducation Pour Tous, tels que l'Education Fast Track Initiative supporte explicitement les objectifs 3 et 4 de l'EPT, à savoir l'alphabétisation des adultes. La demande bien connue de consacrer 6% du budget de l'éducation nationale à l'éducation des adultes est réaliste du point de vue budgétaire et nécessaire quant au développement socio-économique. De même la cible convenue dans les Objectifs de développement du millénaire d'allouer 0.7% du PIB à l'aide internationale et la proposition d'investir 6% de la partie consacrée à l'éducation dans le développement des compétences de la population est le minimum nécessaire pour opérer le virage dont la nécessité fait maintenant consensus. Les budgets sont l'expression de la volonté politique.

Quelqu'un peut-il m'expliquer qu'un pays troisième producteur d'or au monde ne puisse trouver l'argent pour financer, tel que demandé, l'alphabétisation des adultes de ce pays. Pouvez-vous comprendre comment un pays premier producteur au monde de bauxite dit ne pouvoir financer la formation de base réclamée par les femmes et les hommes de son pays ? Je ne peux davantage saisir comment un pays accepte de vider ses réserves pétrolières en moins de deux décennies, c'est à dire de se départir ainsi de ses ressources non renouvelables, sans investir les fonds que cela dégage temporairement pour investir à long terme dans la ressource la plus renouvelable en sa possession, soit la population elle-même, sa capacité d'initiative, son intelligence? SVP révisons les budgets croissants affectés à l'armement en faveur de l'investissement le plus prometteur, l'investissement dans la créativité de la population.

Investir en éducation des adultes exige aussi d'investir dans la formation et les conditions de travail de celles et ceux qui y oeuvrent. L'enjeu est la qualité de la formation et donc l'efficacité de l'investissement national consenti.

La cinquième et dernière voie d'action est le suivi, le contrôle des résultats. Il faut d'abord, on l'a dit, se fixer des cibles claires qui permettent de piloter l'action et faire les réajustements nécessaires. Précisément parce que les solutions ne sont pas simples, il est important que des mécanismes transparents soient instaurés pour faire le monitoring de nos actions et faire rapport régulier à tous les acteurs publics, privés et de la société. Oui ce qui compte, nous en convenons tous, ce sont les résultats et leur appréciation, non la rhétorique.

Conclusion

En 1997, nous tenions la CONFINTEA V à la suite des grands sommets de Rio sur l'environnement en 1992, du Caire sur la population en 1994, de Beijing sur la condition des femmes en 1995, de Copenhague sur le développement social en 1996. Plus du tiers des recommandations de ces sommets mondiaux faisaient appel à une capacité accrue d'initiative de la population adulte. CONFINTEA V était portée par ce mouvement et devait y répondre. Cette cinquième conférence a produit un consensus sur une vision ample et dynamique de l'éducation des adultes, mais les actions qui ont suivi, certes réelles n'ont vraiment pas été à l' hauteur des attentes formulées alors dans l'Agenda pour le Futur. Douze années plus tard, CONFINTEA VI survient dans un tout autre contexte. Elle survient à la toute veille du sommet de Copenhague sur l'avenir climatique de notre planète, un contexte qui rend encore plus prégnant le titre que l'UNESCO d'Hambourg a donné à la présente conférence : *Adult learning for a viable future*. Si le Sommet de Copenhague réussit, l'éducation des adultes deviendra partout inévitable pour transformer les façons de vivre, de produire et de consommer. Si ce Sommet faillit, l'éducation des adultes sera encore plus nécessaire pour permettre à la communauté humaine du XXIème de se ressaisir, de s'informer et d'exercer sa participation citoyenne pour assurer un avenir planétaire à nos enfants et à nos petits enfants, à Jules, Marius, Luca et tous les autres.

La planète ne survivra que s'il elle devient une planète apprenante. Oui, il faut passer à l'action, c'est faisable et devenu inévitable. Il nous faut avancer. Et comme le disait Einstein, « avancer, c'est comme monter à bicyclette : si l'on arrête de pédaler, on perd l'équilibre ».

ANNEXE H

Allocution à la cérémonie de clôture

Davidson L. Hepburn

Président de la Conférence générale de l'UNESCO

Monsieur le Ministre de l'Éducation du Brésil,
Madame la Gouverneure du Pará,
Excellences,
Mesdames et messieurs,

En tant que Président de la Conférence générale et membre du conseil d'administration de l'Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie de l'UNESCO, j'ai le grand honneur et le grand plaisir de me trouver aujourd'hui avec vous pour cet événement historique, qui contribuera à construire un monde meilleur pour les générations futures.

J'aimerais tout d'abord exprimer ma gratitude au gouvernement du Brésil, qui a eu la bonté d'accueillir cette conférence très réussie. Le Brésil a fait preuve d'un engagement et d'un sens des responsabilités sans faille dans le traitement des problèmes mondiaux ainsi que des inégalités et de la marginalisation.

Je souhaite également remercier vivement la famille de l'UNESCO : ses bureaux hors siège, son siège ainsi que l'Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie, dont le personnel a travaillé sans relâche pour s'assurer du bon déroulement de la Conférence. Au cours de ces quelques jours vous avez entendu des déclarations passionnées sur l'éducation des adultes et sur les conséquences qui nous attendent si les recommandations formulées devaient rester lettre morte. Je me ferai l'écho des commentaires qui ont été faits, afin de souligner la nécessité d'un effort concerté de la part de la communauté internationale.

Il ne fait aucun doute que CONFINTEA VI a été un événement majeur. Cette conférence a créé un espace multifonctionnel où 1 150 responsables politiques, spécialistes, activistes de la société civile et prestataires privés de 156 délégations ont pu débattre et décider des recommandations

appropriées. Elle a joué un rôle de forum politique, de plateforme d'innovation et de bonnes pratiques et de mécanisme de consultation, de négociation et de prise de décision. J'aimerais féliciter l'UNESCO, qui a relevé le grand défi de prendre la tête du mouvement de l'éducation des adultes de CONFINTEA V à Bangkok et de lui faire traverser les océans jusqu'à Belém. Ce faisant, l'UNESCO a aidé le monde à accélérer son élan de changement. Espérons que cet élan nous fera tous avancer pour mettre l'éducation des adultes, et notamment l'alphabétisation, au centre des efforts internationaux pour améliorer le sort des pauvres et des faibles.

Depuis CONFINTEA V, le monde a connu des changements profonds, qui se sont opérés à une vitesse sans précédent. Nombre de ces changements sont positifs et prometteurs. Mais certains représentent encore une menace pour la sécurité et l'avenir des générations futures. Notre capacité à gérer le changement climatique et à stabiliser le système financier international a été mise à rude épreuve.

En termes d'éducation, il n'est pas exagéré de dire que l'on a constaté de nombreuses améliorations dans les taux d'alphabétisme des adultes, dans les efforts généralement innovants pour faciliter l'accès à l'éducation des adultes et dans la variété et la qualité des supports pédagogiques et de la fourniture des services éducatifs. Le nombre d'adultes qui manquent de compétences suffisantes en lecture et écriture est passé de 870 millions en 1997 à environ 776 millions (1 adulte sur 6). Mais il y a encore beaucoup à faire. Selon la tendance actuelle, on estime que 700 millions d'adultes seront toujours incapables de lire et écrire en 2015, l'échéance du quatrième objectif de l'EPT, c'est-à-dire « accroître de 50 pour cent le niveau d'alphabétisation des adultes à l'horizon 2015, particulièrement pour les femmes... » Ceci est un avertissement lancé aux gouvernements et à la communauté internationale : si nos efforts ne sont pas redoublés, cet objectif de l'EPT ne sera jamais atteint.

Mesdames et messieurs,

Le *Cadre d'Action de Belém* déclare : « il faut agir maintenant, car l'inaction a un coût trop élevé ». Ce fait doit nous rappeler constamment qu'il y a beaucoup à gagner en investissant dans l'éducation des adultes, non seulement parce qu'elle donne aux pauvres et aux défavorisés une opportunité qui leur a longtemps fait défaut d'avoir accès à ce qui devrait être un bien commun, mais également parce que c'est un investissement intelligent qui contribue à la stabilité interne, à la santé de l'économie et à la démocratie. C'est une condition indispensable pour créer des États nations heureux et productifs qui jouent pleinement leur rôle dans le travail de la communauté internationale.

Permettez-moi de souligner qu'ici, nous devons tous travailler ensemble, pour tirer parti de nos forces et compenser nos faiblesses respectives. La bonne nouvelle, c'est que la communauté internationale possède une véritable mine de connaissances et d'expériences accumulées au cours des années. Il nous faut maintenant, c'est le test, parvenir à une collaboration stratégique, faire preuve d'innovation et mettre en place des réformes politiques qui permettront de déployer efficacement ces connaissances et ces expériences là où elles sont nécessaires.

Et dans cet effort pour concrétiser notre vision d'un monde où chacun pourra jouir de ses droits à l'apprentissage tout au long de la vie et en récolter les fruits, je vous demande de vous tourner vers l'UNESCO pour y chercher direction et soutien. L'UNESCO s'est doté d'une nouvelle équipe prête à fournir l'aide nécessaire pour avancer. L'UNESCO est la seule organisation intergouvernementale compétente pour travailler sur le vaste éventail de sujets qui occupent CONFINTEA, grâce à ses secteurs de programme et à ses Instituts remarquables. Avec une présence qui atteint toutes les régions du monde, l'UNESCO possède le plus grand potentiel pour mobiliser le soutien technique aux efforts réalisés dans l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie. L'UNESCO peut collaborer avec des partenaires pour la planification et la mise en œuvre des programmes, notamment pour améliorer la qualité des programmes d'enseignement, développer les capacités, améliorer le professionnalisme des éducateurs d'adultes et dans la collecte de fonds.

Excellences, mesdames et messieurs,

Le *Cadre d'Action de Belém* est un accomplissement colossal. Je félicite tous les participants, issus d'un éventail remarquable de pays, de prestataires privés et de la société civile, d'ONG, d'organisations et institutions internationales. C'est un grand accomplissement non seulement par son contenu, opportun et pertinent, mais également par le processus même de sa création. C'est un processus marqué par la solidarité et par la conviction de partager une volonté commune, malgré nos différences et nos priorités : le XXI^e siècle ne laissera de côté aucun adulte. Les vastes consultations qui l'ont précédé, les négociations qui continuent ici même à Belém jusqu'à l'aube montrent bien votre volonté et votre engagement à créer un monde meilleur grâce à l'apprentissage tout au long de la vie.

Cependant, le *Cadre d'Action de Belém* n'est qu'un début. Les colossales responsabilités à long terme que cet accomplissement engage doivent être une leçon d'humilité. Notre chemin ne sera pas sans obstacle. Mais si nous ne perdons pas de vue notre objectif commun, tous les adultes jouiront de leurs droits humains à l'apprentissage tout au long de la vie, à vivre une existence meilleure en bonne santé, et à acquérir la sagesse dont nous avons besoin pour protéger notre précieuse planète.

Au nom de l'UNESCO, je vous invite à prendre ce chemin avec nous, en tant que partenaires et associés. Je vous demande instamment de travailler avec l'UNESCO à tous les niveaux, et de vous assurer que ses ressources précieuses sont mises à votre disposition dans notre effort commun pour arriver à un monde où non seulement aucun enfant, mais aussi aucun adulte, ne sera laissé de côté.

Merci de votre attention.

ANNEXE I

Liste des participants

États membres et États membres associés / Member States and Associate Member States / Estados Miembros y Estados Miembros Asociados

Afghanistan / Afganistán

H.E. Mr Sarwar Hussaini, Deputy Minister for Literacy, Ministry of Education

Afrique du Sud / South Africa / Sudáfrica

H.E. Mr Mohamed Enver Surty, Deputy Minister, Ministry of Education

Mr David Dan Diale, Director, Department of Education

Ms Makabe Boitumelo Marishane, Director, Office of Deputy Minister, Department of Basic Education

Ms Linda Maso, Counsellor, South African Embassy

Ms Veronica Irene Mckay, CEO/DDG Kha Ri Gude Mass Literacy Campaign, South African Department of Education

Mr Archie Mokonane, President, Adult Learning Network

Mr Joseph Samuels, Deputy Executive Officer, South African Qualifications Authority

Mr Steven Leroux, Adult Learning Network

Observateur national d'Afrique du Sud / National Observer of South Africa / Observador Nacional de Sudáfrica

Mr Vincent Segwai Da Vinci, Adult Learning Network

Algérie / Algeria / Argelia

S.E. M. Abdelhamid Rahmani, Advisor, Embassy of Algeria, Brasilia

Allemagne / Germany / Alemania

Ms Lore Wieland, Head of Division, Federal Ministry of Education and Research

Mr Günter Gerstberger, Head of Department, Robert Bosch Stiftung

Mr Heribert Wilhelm Hinzen, Director, Regional Office for Southeast Asia, DVV international, Institute for International Cooperation of the German Adult Education Association

Mr Walter Hirche, President (UIL GB Member), German Commission for UNESCO

Ms Karin Elisabeth Jahr De Guerrero, Deputy Head of Division, German Ministry for Economic Cooperation and Development

Ms Matilde Grünhage-Monetti, Research Associate, Deutsches Institut für Erwachsenenbildung (DIE)

Ms Birgitta Johanne Ryberg, Deputy Head of Division, Standing Conference of the Ministers of Education and Cultural Affairs of the Lander in the Federal Republic of Germany

Mr Paul M. Steffen, Honorary Consul of the Federal Republic of Germany in Belém

Angola

S.E. Sr Antonio Burity Da Silva Neto, Ministre, Ministère de l'Éducation

S.E. Sr José Diekumpuna Nsadisi Sita, Ambassadeur, Délégation Permanente de la République d'Angola

Sra Luisa Maria Alves Grilo, Directrice Nationale pour l'Enseignement Général, Ministère de l'Education
Sr Victor Manuel Barbosa, Coordinateur, ICAE-PAALAE
Sr Carlos Cambuta Coordinateur Adjoint du Rés. EPT
Sr Antonio Campos, Attaché au Ministère d'Education
Sra Luzia Pedro Contreira Policarpo, Alfabetizadora
Sr Antonio Guilherme Da Costa, Fonctionnaire, Ministère de l'Education
Sr Petelo Bengue Jaime
Sr Antonio Francisco Kimbrima Jose, Fonctionnaire, Ministère de l'Education
Sra Luzitu Lukombo Peterson Gala, 3ème Secrétaire de la Délégation Permanente,
Délégation Permanente de la République d'Angola
Sr Eliseu Sanumbi Lussati

Arabie saoudite / Saudi Arabia / Arabia Saudita

H.E. Ms Norah Alfaiz, Vice Minister for Girl's Education, Ministry of Education
Mr Mansour Ghazali, Deputy Permanent Delegate of Saudi Arabia to UNESCO, Permanent Delegation of Saudi Arabia to UNESCO
Mr Majid Alharbi, Director of Saudi Schools Abroad, Ministry of Education
Mr Abdulrahman Al-Hamidi, Professor, Ministry of Higher Education
Ms Suad Alkhalidi, Director of Education, Ministry of Education
Ms Aljohara Alarefi, Director of Education, Ministry of Education
Mr Ajlan Alsayel, Director of Education, Ministry of Education
Ms Norah Alotaibi, Secretary of Vice Minister of Education for Girls, Ministry of Education

Argentine / Argentina

Sra Delia Ester Méndez, Directora de Educación de Jóvenes y Adultos,
Ministerio de Educación de la Nación de la República Argentina
Sr Roberto Borselli, Presidente del Consejo Provincial de Educación de Santa Cruz,
Consejo Provincial de Educación de la Provincia de Santa Cruz
Sra Claudia Kaufmann, Investigadora Docente, Universidad de Buenos Aires
Sra Marcela Verónica Kurlat, Investigadora Docente, Universidad de Buenos Aires
Sra Sandra Mabel Llosa, Investigadora Docente, Instituto de Investigaciones en Ciencias de la Educación
Sra Claudia Marcela Lomagno, Representante Institucional – Investigadora Docente, Instituto de Investigaciones en Ciencias de la Educación – Facultad de Filosofía y Letras – Universidad de Buenos Aires
Sra Stella Maris Pallini, Miembro del Equipo, Coordinación Nacional de la Modalidad Educación en Contextos de Encierro
Sra Paula Carola Topasso, Investigadora Docente, Instituto de Investigaciones en ciencias de la educación- Facultad de Filosofía y Letras – Universidad de Buenos Aires
Sra Manuela Amanda Toubes, Investigadora Docente, Instituto de Investigaciones en ciencias de la educación- Facultad de Filosofía y Letras – Universidad de Buenos Aires

Arménie / Armenia

Ms Arevik Sargsyan, President, Adult Education and Lifelong Learning Association

Aruba

Ms Gwennan Eve Boekhoudt, Policy Advisor, Department of Education of Aruba
Mr Danny A. R. Maduro, Coordinator Education Facilities, Department of Education of Aruba
Ms Sheila S. Maduro, Coordinator Adult Education, Department of Education of Aruba

Autriche / Austria

Ms Martina Zach, Assistant, Austrian Federal Ministry for Education, the Arts and Culture,
Department for Adult Education

Ms Krisztina Dér, Researcher, Austrian Institute for Research on Vocational Training

Mr Michael Landertshammer, Director, Institute for Economic Promotion of the Austrian Federal
Economic Chamber

Ms Michaela Marterer, Project Coordinator, Styrian Association for Education and Economics

Mr Alexander Springer, Counsellor, Austrian Embassy, Brasilia

Bahamas

H.E. Mr João Carlos De Souza Gomes, Ambassador, Ministry of External Relations / BRASUNESCO

Mr Leon Higgs, Director of Higher Education and Lifelong Learning, Ministry of Education

Bangladesh

H.E. Mr Mohamad Motahar Hossain, State Minister, Ministry of Primary and Mass Education

Mr Rezaul Quader, Director General, Bureau of Non-Formal Education, Ministry of Primary and Mass Education

Barbade / Barbados

Ms Patricia Saul, Principal (ag), Erdiston Teacher's Training College

Mr Gladstone A. Best, Principal (ag), Barbados Community College

Mr Anthony Headley, Principal (ag), Samuel Jackman Prescod Polytechnic

Belgique / Belgium / Bélgica

Mme Michèle Minne, Attachée, Ministre de la Communauté française de Belgique
(DG Culture-Service de l'Éducation permanente)

Ms Sigrid Callebert, Directrice, Agence pour l'enseignement supérieure,
l'éducation des adultes et des bourses d'études

M. Marc De Maeyer, Expert, Ministère de l'éducation Communauté française de Belgique

Mme Pascale Lassabliere, Responsable Education Permanente, Lire et Ecrire – Communauté française de Belgique

Mme Nadia Baragiola, Chargée de Mission, Lire et Ecrire – Communauté française de Belgique

Mlle Nebiye Colak, Apprenant, Lire et Ecrire – Communauté française de Belgique

M. Yves Huysmans, Apprenant, Lire et Ecrire – Communauté française de Belgique

M. Noel Van Aerschot, Apprenant, Lire et Ecrire – Communauté française de Belgique

Belize / Belice

Mr Sheldon Samuels, National Coordinator Adult & Continuing Education, Ministry of Education

Bénin / Benin

M. Latifou Hokpo, Directeur de Cabinet du Ministre, Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation et de la
Promotion des Langues Nationales

M. Abdel Rahamane Baba-Moussa, Directeur de l'Alphabétisation et de l'Éducation des Adultes,
Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

M. Vincent Houessou, Point Focal LIFE, Ministère de la Culture, de l'Alphabétisation et de la Promotion
des Langues Nationales

Mme Mahussi Françoise Médégan, Première Conseillère, UIL Resource Person, Délégation permanente du
Bénin auprès de l'UNESCO

Bhoutan / Bhutan / Bhután

H.E. Ms Sangay Zam, Secretary, Ministry of Education

Mr Karma Yeshey, Director, Department of Adult and Higher Education, Ministry of Education

Bolivia (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of) / Bolivia (Estado Plurinacional de)

S.E. Sra Silvia Chumira Rojas, Viceministra, Ministerio de Educación de Bolivia

Sra Tamara Graciela Liendo Villena, Asesora de la DG de Post Alfabetización, Ministerio de Educación de Bolivia

Sr José Ros Izquierdo, Director de Investigación, Formación Solidaria

Sr Wilfredo Fidel Limachi Gutierrez, Representante Institucional, Gobierno de Bolivia, Ministerio de Educación

Sr Waldo Luis Marca Barrientos, Secretario Ejecutivo, Comisión Episcopal de Educación

Sr Rene Ticona Apaza, Director Ejecutivo, Red de Facilitadores de Educación Rural Integral Alternativa (FERIA)

Botswana

Mr Theophilus Mooko, Deputy Permanent Secretary, Ministry of Education and Skills Development

Mr Daniel Tau, Executive Director, Botswana College of Distance and Open Learning (BOCODOL)

Brasil / Brazil / Brasil

S.E. Sr Fernando Haddad, Ministro, Ministério da Educação

S.E. Sr André Luiz Lázaro, Vice Ministro, Ministério da Educação

Sr Ionilton Gomes Aragão, Coordenador, Comissão Nacional de Alfabetização,
Educação de Jovens e Adultos (CNAEJA)

Sra Fernanda Almeida Especialista em Educação, Ministério da Educação

Sr Carlos Artexes Simões, Diretor (Diretoria de Concepções e Orientações Curriculares para Educação Básica)

Sra Claudia Maria Baena Soares, Coordenadora Cooperação Técnica, Organização de Estados
Iberoamericanos – OEI

Sr Franco César Bernardes, Coordenador Geral, Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome – MDS

Sr Edna Borges, Coordenadora, Secretaria de Educação Básica – Ministério da Educação

Sra Sandra Regina Coelho Cansian, Membro CNAEJA Coordenadora UNCME-PR, CNAEJA – UNCME

Sr Luciano Da Costa Pereira De Souza, Conselheiro, Ministry of External Relations/BRASUNESCO

Sr Jerry Adriani Da Silva, CNAEJA, Fóruns de EJA do Brasil

Sr Mauro José Da Silva, Coordenador Geral, Ministério da Educação

Sra Sonia Da Silva Rodrigues, Analista, INCRA MDA

Sra Emilia Maria Da Trindade Prestes, Professora Investigadora, Universidade Federal Paraíba

Sr Andre Luiz De Almeida E Cunha, Diretor de Políticas Penitenciárias – DEPEN / MJ,
Departamento Penitenciário Nacional, Ministério da Justiça

Sra Almerinda Augusta De Freitas Carvalho, Counsellor, Ministério das Relações Exteriores

Sra Auriana Diniz, Chefe Substituta da Assessoria Internacional do Gabinete do Ministro,
Ministério da Educação do Brasil

Sra Vania Do Carmo Nobile Silva, Coordenadora Nacional do PROEJA, Secretaria de Educação Profissional e
Tecnológica, Ministério da Educação

Sr Gersem Jose Dos Santos Luciano, Ministério da Educação

Sra Isabel Aparecida Dos Santos Mayer, IBEAC

Sr Moacir Gadotti, Diretor Geral, Instituto Paulo Freire

Sra Carmen Isabel Gatto, Coordenadora Geral de EJA, Ministério da Educação

Sr Geraldo Grossi, Membro da CNAEJA e Presidente do FNCE, CNAEJA

Sr Sergio Haddad, Coordenador Geral, Ação Educativa

Sra Marina Tisako Kumon, Assessora, Secretaria Especial dos Direitos Humanos da Presidência da República,

Sr Altyvir Lopes Marques

Sra Rosimaria Matos, Secretária de Educação, Secretaria Municipal de Educação

Sra Tania Melo, Coordenadora, Ministério da Educação

Sra Maria Luiza Moretzsohn Gonçalves Ramos, Assessora, Ministério da Pesca e da Agricultura

Sr Fernando Neves, Pró-Reitor de Extensão, Universidade Federal do Pará

Sra Áurea Cristina Norges Nunes, Assessora, Comissão Nacional de Alfabetização de Jovens e Adultos

Sra Eliene Novaes Rocha, Representate CONTAG, CONTAG

Sra Jane Paiva, CNAEJA – Representante da Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Educação (ANPED)
Sr José Carlos Prado, Secretário Adjunto de Política Sindical, CNTE – Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação
Sr Telmo Ribeiro Paulino, COPIAM
Sr Antonio Cesar Russi Callegari, Presidente da Câmara de Educação Básica, Conselho Nacional de Educação,
Sr Domingos Sávio Silva Oliveira, UNDIME
Sr José Rubens Silva Lima, Suplente do Forúms de EJA do Brasil, Comissão Nacional de Alfabetização e Educação de Jovens Adultos
Sr Jorge Luiz Teles Da Silva, Diretor das Políticas de Educação de Jovens e Adultos, Ministério da Educação
Sr Clovis Vailant, FBES

Observateurs nationaux du Brésil / National Observers of Brazil / Observadores Nacionais de Brasil

Sra Maria Inez Almeida, Chefia, Secretaria de Educação do Estado de Pernambuco
Sra Rosilene Almeida, SESC
Sra Renata Amoras de Castro Menezes, Ministério de Justiça
Sra Conceição Maria Andrade Sousa Silva, Secretaria Estadual de Educação do Piauí
Sr José Luciano Araújo, Coordenador de Projetos, Instituto Ecoar para a Cidadania
Sra Ana Maria Araújo Freire, Ministério da Educação
Sra Kelma Araujo Soeiro, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Amapá
Sr Paulo Henrique Areias Mendes, FBB
Sra Maria Celina, Assis
Sra Dilsilene Maria, Ayres de Santana
Sra Maria das Dôres, Ayres Feitosa
Sr Cláudio Roberto, Azevedo da Silva, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Pernambuco
Sra Márcia Regina, Barbosa
Sra Maria José Barbosa, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Ceará
Sr José Barbosa da Silva, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) da Paraíba
Sr Severino, Bezerra da Silva, Universidade Federal da Paraíba – UFPB
Sra Regina Bittencourt Souto, Coordenadora, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sra Liana Borges, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Rio Grande do Sul
Sr Alessandro Borges Tatagiba, Pesquisador, Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira (INEP)
Sra Nubia Brelaz Nunes
Sra Raquel Buitron Vuelta, INCRA
Sra Mirian Patricia Burgos, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Pernambuco
Sr Carlos Alberto Campelo Costa, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Maranhão
Sra Maria do Rosário Cardoso
Sra Sandra Regina Cardoso de Brito, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Santa Catarina
Sr Erenildo João Carlos, Universidade Federal da Paraíba – UFPB
Sr Daniel Carvalho, FBB
Sra Edna Castro de Oliveira, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Espírito Santo
Sra Nelcida Maria Cearon, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) da Bahia
Sra Maria de Nazaré Correa da Silva, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Amazonas
Sr Lucas Gabriel, Corrêa Nogueira, Museu Paraense Emílio Goeldi
Sra Shirlene, Correia, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Amapá
Sr Sávio Brito Costa, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Mato Grosso
Sra Pollyanna Costa Miranda, Pedagoga, Ministério da Justiça
Sra Leiva Cústodio Pereira, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Rondônia

Sra Jane, Da Silva, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sr Cristiano Francisco, Da Silva
Sra Edite Maria, Da Silva De Farias, UNEB, Bahia
Sr Nilton Carlos Da Silva Teixeira, Educador, Faculdade Martha Falcão (Fórum EJA – AM)
Sra Janaina Cristina De Jesus, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Goiás
Sra Leila, De Jesus, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Distrito Federal
Sr Joaquim De Lira Maia, Deputado, Câmara dos Deputados
Sra Andrea De Souza Batista, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Espírito Santo
Sra Maria Clara Di Pierro, Universidade de São Paulo – USP
Sr Wagner Roberto Do Amaral, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Pará
Sra Suelize Rose Do Nascimento Mascarenhas, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Rondônia
Sra Maria das Graças Ferreira, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Maranhão
Sr Antonio Ferreira de Sousa Sobrinho, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Piauí
Sr Luiz Olavo Fonseca Ferreira, Educador, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sra Sunamita Fontenelle
Sra Marie Josee Fortin, Association Canadienne des Colleges Communautaire
Sra Marinaide Freitas, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Alagoas
Sra Elvira N Gemelli Herberts, Secretaria Estadual de Educação do Tocantins
Sr Francisco Gilson Tocantins, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Tocantins
Sra Martha Christina, Gomes Da Rosa, Coordenadora, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sra Eliane Gonçalves Costa Anderi
Sra Maria Gorete Rodrigues de Amorim, Professora, Fórum Alagoano de Educação de Jovens e Adultos
Sr Ricardo Henriques, BNDES
Sr Edmilson Feliciano Leite, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Paraná
Sra Tatiana, Lotierzo, Oficial de comunicação, Campanha Latinoamericana pelo Direito à Educação
Sra Margarida Machado, UFG
Sra Regina Malheiros Santos Ribeiro, Ministério da Educação
Sra Pauline Manthal, Association of Canadian Community Colleges
Sra Sandra Maria Marinho Siqueria, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) da Bahia
Sr Cláudio Marques Da Silva Neto, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de São Paulo
Sra Alessandra Matos, Ministério da Educação
Sra Maria de Fátima Mota Urpia, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) da Bahia
Sra Maria Jose Moura Araújo, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) da Paraíba
Sra Andréa Oliveira
Sra Celina Oliveira Novaes Pinto, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Sergipe
Sra Raimunda Oliveira Rodrigues, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Roraima
Sra Fernanda Aparecida, Oliveira Rodrigues Silva
Sra Maria Luiza Pereira Angelim, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Distrito Federal
Sra Márcia Pereira Melo, Professora, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sra Edir Petruceli Carayon Xavier, Sec. Estadual Educação MG
Sra Rosa Aparecida Pinheiro, Universidad Federal do Rio Grande do Norte
Sr Carlos Jose Pinheiro Teixeira, Ministério da Educação
Sr Neroaldo Pontes de Azevedo, Consultor para o MEC e a UNESCO, MEC / UNESCO
Sra Eliane Dayse Pontes Furtado, Professora, Universidad Federal do Ceará, Fórum EJA CE
Sra Vera Lúcia Queiroga Barreto, Fórum EJA
Sra Cléa Teresa Queiroz
Ms Marisa Sampaio, Professora e Representante, UFRN
Sra Maria Eliete Santiago, Representante da Cátedra de EJA, Universidade Federal de Pernambuco – UFPE
Sra Clélia Mara Santos, Ministério da Educação

Sra Izabel Santos Silva, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Sergipe
Sr Anderson Sartori, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Santa Catarina
Sra Berenice Silva, Ministério da Agricultura
Sra Eliane Maria Silva, Ministério da Educação
Sra Maria Das Neves Silva De Souza, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sr Milton Silveira Pereira, Secretariade Educação do Estado
Sr Leôncio Soares, Professor, Universidade Federal de Minas Gerais
Sra Irisdalva Soares Barbosa Pinto, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Piauí
Sra Jefferson Sooma, Ministério da Educação
Sr Marcos Sorrentino, Ministério da Educação PG
Sr Marcos Sousa Santos, SEDUC
Sra Orbelia Souza, CONSED – AP
Sra Ana Luiza Taufick, Ministério da Educação
Sr Adailson Tavares, Professor, Univ. Fed. do Rio Grande do Norte (Fórum EJA RN)
Sr Huguetta Theodoro Da Silva, Coordenador, Sec. de Estado da Educação São Paulo (Fórum EJA SP)
Sra Julia Tom, FPF
Sra Stela Maris Torres Melo, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) de Sergipe
Sra Simone Valdete dos Santos, UFRGS
Sra Jaqueline Ventura, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA) do Rio de Janeiro
Sr Joilson Ventura, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sra Genilda Vieira Felix, Fórum de Educação de Jovens e Adultos (EJA)
Sra Valeria Aparecida, Vieira Velis
Sra Maria Angela, Villalba
Sr Raimundo Rainero Xavier, Ministério da Educação
Sra Maria Aparecida Zanetti, Universidade Federal do Paraná – UFPR

Bulgarie / Bulgaria

H.E. Ms Svetlana Lomeva, Deputy Minister of Education, Youth and Science, Ministry of Education,
Youth and Science

Burkina Faso

S.E. M. Ousséni Tamboura, Ministre, Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
S.E. M. Beyon Luc Adolphe Tiao, Ambassadeur, Délégation permanente du Burkina Faso auprès de l'UNESCO
M. Emmanuel Goabaga, Directeur Général de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, Ministère de
l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
M. Baonbingba Désiré Ouangraoua, Directeur de la Formation Professionnelle, Chambre de Commerce et
d'Industrie du Burkina Faso
M. Emile Kahoun, Conseiller Technique, Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
M. Sénon Kanazoe, Agent, Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
Mme Antoinette Zambede Balima Zabsonre, Institutrice, Ministère de l'Enseignement de Base et de
l'Alphabétisation
Mme Koumba Barry Boly, Coordinatrice, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
M. Paul Taryam Ilboudo, Représentant, Oeuvre Suisse d'Entraide Ouvrière au Burkina Faso
Mme Marie Clemence Kielwasser/Zio, Coordinatrice de L'UCP/CREAA, Conseil Regional pour l'Education et
l'Alphabétisation en Afrique (CREAA)
Mme Alice Konfe/Tiendrebeogo, Coordinatrice Nationale en Alphabétisation, Association Nationale pour la
Traduction de la Bible et l'Alphabétisation
M. Taghdo Anatole Niameogo, Coordinateur APENF/GTENF, Association pour le développement de l'éducation en
Afrique (ADEA)

M. Pinguindo Windé Assétou Nikiema/Ouedraogo, Déléguée, Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
M. Boureïma Ouedraogo, Réseau, Cadre de Concertation ONGs en éducation de base CCEB BF
M. Benndi Benoit Ouoba, Secrétaire Exécutif, Association TIN TUA
M. Mamadou Lamine Sanogo, Administrateur Général, Fondation Karanta

Cambodge / Cambodia / Camboya

H.E. Mr Chap Chey, Secretary of State, Ministry of Education, Youth and Sport
Mr Kou Lom-A Kuoch, Deputy Director, Non Formal Education Department, Ministry of Education, Youth and Sport

Cameroun / Cameroon / Camerún

S.E. Mme Youssouf Hadidja Alim, Ministre, Ministère de l'Éducation de Base
M. Serge Amouga, 2^e Secrétaire, Ambassade du Cameroun au Brésil
M. Michel Biocq, Expert, Ministère des Enseignements Secondaires
M. Daouda Njoya, Expert, Ministère de l'Éducation de Base

Canada / Canadá

Ms Yana Avdyeyeva, Analyst, Council of Ministers of Education, Canada (CMEC)
Ms Eve Kinghorn Gaudet, Director, British Columbia Provincial Government, Ministry of Education
Ms Lynette Sarah Plett, Executive Director, Manitoba Advanced Education and Literacy,
Adult Learning and Literacy
Mme Andrée Racine, Spécialiste en éducation des adultes, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Mme Elisabeth Barot Henault, Chargée de programme – Education, Commission Canadienne pour l'UNESCO
Ms Rachel Wernick, Human Resources and Skills Development
Mme Léa Cousineau, Institut de coopération pour l'éducation des adultes
Sr Juan Tellez, Board Member of CANDLE, Atlantic CED Institute

Observateurs nationaux du Canada / National Observers of Canada / Observadores Nacionales de Canadá

Ms Mylene Arsenault, FAEUQEP
Mr Robert Martin, Mouvement Québécois des Adultes
Mr Hugo Rangel Torrijo, Director, International Watch on Education in Prison
M. Jean-Pierre Simoneau, Service Corectionnel

Cap-Vert / Cape Verde / Cabo Verde

S.E. M. Octávio Tavares, Secrétaire d'Etat à l'Éducation, Ministère de l'Éducation et l'Enseignement Supérieur
Sr Florencço Mendes Varela, Directeur Général, Ministère de l'Éducation et l'Enseignement Supérieur,
Direction Générale de l'Éducation des Adultes
Sr Jorge Pina Lopes, Assesseur, Ministère de l'Éducation et l'Enseignement Supérieur

Chili / Chile

Sra María Isabel Infante Roldán, Coordinadora Nacional de Educación de Adultos, Ministerio de Educación
Sra Violeta Rosa Acuña Collado, Coordinadora Educación de Adultos, Universidad de Playa Ancha
Sra Vivian del Carmen Astudillo Carcamo, Miembro, Foro de Educación de Calidad Para Todos
Sra Mónica Bonnefoy López, Directora, Corporación Programa Caleta Sur
Sra María Eugenia Letelier Galvez, Coordinadora de Evaluación, Ministerio de Educación
Sra Francisca Sotomayor Echenique, Coordinadora Línea Modalidad Flexible de Nivelación de Estudios y de la
Campaña de Alfabetización Contigo Aprendo, Ministerio de Educación

Chine / China

H.E. Mr Guodong Xie, Secretary-General, Vice President, China Adult Education Association
Mr Tianming Liu, Deputy Dean, Continuing Education College, Shanghai Jiao Tong University
Mr Weijun Qi, Executive Dean, Continuing Education College, Shanghai Jiao Tong University

Colombie / Colombia

Sra Patricia Camacho Álvarez, Directora de Cobertura y Equidad, Ministerio de Educación Nacional de Colombia
Sr Rodolfo Ardila Cuesta, Director de Desarrollo Social, Fundacion Transformemos
Sra María Aurora Carrillo Gullo, Directora Pedagógica, Fundacion Transformemos
Sra Luz Elena Gallego Zapata, Representante Directora, Fundacion Alfabetizadora Laubach
Sr German Humberto Marin Rivera, Secretario-General, Universidad Católica del Norte
Sr Juan Pablo Nova Vargas, Director de Proyecto, Alta Consejería Presidencial para la Reintegración
Sr Eduin Salazar Giraldo, Vice-Rector, Fundación Universitaria Católica del Norte
Sra Luz Jael Zapata Peláez, Coordinadora Programa Nacional de Alfabetización,
Ministerio de Educación Nacional de Colombia

Congo

S.E. Mme Rosalie Kama Niamayoua , Ministre de l'Enseignement Primaire Secondaire et de l'Alphabétisation,
Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et de l'Alphabétisation
Mme Clotilde Louise Innocent Mounthoud Née Banthoud, Conseiller à l'Alphabétisation, Ministère de
l'Enseignement Primaire Secondaire et de l'Alphabétisation

Côte d'Ivoire

S.E. Mme Akissi Kan Yao-Yao, Ambassadeur, Déléguée Permanente, Délégation permanente de Côte d'Ivoire
auprès de l'UNESCO
M. Lou Mathieu, Bamba, Secrétaire Général, Commission Nationale Ivoirienne pour l'UNESCO
Mme Ayebi Aissa Anna Quanzaignoret, Manouan, Enseignant Chercheur, Centre ivoirien d'éducation civique pour
le development durable (CIVED)
Mme Fally, Née Monnou, Chef de Service, Service Autonome de l'Alphabétisation
Mme Singa Honorine Sadia Epse Vehi Toure, Presidente, Génération Femme du Troisième Millénaire

Croatie / Croatia / Croacia

Mr Ivan Sutalo, Director, Agency for Vocational Education and Training
Ms Jelena Letica, Assistant Director for International Cooperation, Agency for Vocational Education and Training

Cuba

Mr César Torres Batista, Rector, Instituto Pedagógico Latinoamericano y Caribeño

Danemark / Denmark / Dinamarca

Mr Villy Hovard Pedersen, Director General of Education, Ministry of Education
Mr Jan Reitz Jørgensen, Senior Advisor , Ministry of Education, Department of Adult Vocational Training
Mr Nils-Georg Lundberg, Danish National Commission for UNESCO
Mr Arne Carlsen, International Director, Danish School of Education, Aarhus University
Mr Jacob Martin Erle, Director, International Academy for Education and Democracy
Ms Sidsel Koordt Vognsen, Member, The Danish NGO Education Network
Ms Katrine Lindvig
Ms Mette Christine Partsch Sestoft, Development Officer, Danish Adult Education Association

Djibouti

M. Mohamed Abdi Guedi, Conseiller Technique de la Ministre de la Promotion de la FeMme Ministère de la Promotion de la Femme du Bien Etre Familial et des Affaires Sociales

Egypte / Egypt / Egipto

Mr Raafat Radwan, First Undersecretary, Ministry of Education

Mr Nabil Rabie, General Manager, National Adult Education Authority

Emirats arabes unis / United Arab Emirates / Emiratos Árabes Unidos

Mr Essa Almulla, Executive Director, Knowledge and Human Development Authority

Ms Fatma Almalek, Adult Education consultant, Knowledge and Human Development Authority

Ms Fatma Janahi, Policy and Research Manager, Knowledge and Human Development Authority

Equateur / Ecuador

Sra Mery Cecilia, Gavilanes Betancourt, Directora Nacional DINEPP, Ministerio de Educación, Dirección Nacional de Educación Popular Permanente

Sra María Teresa Núñez Velásco, Coordinadora Provincial Tungurahua Educación Básica para Adultos, Ministerio de Educación

Sr Arturo Javier Ramírez Morán, Académico en Formación del Programa de Doctorado (PhD) Milano the New School for Management and Urban Policy, Comisión Nacional Ecuatoriana de la UNESCO

Erythrée / Eritrea

Mr Ghebregzghi Dimam, Director General, Ministry of Education, Department of Adult and Media Education

Mr Tquabo Aimut, Division Head, Ministry of Education, Department of Adult and Media Education, Division of Curriculum Planning and Development

Espagne / Spain / España

Sra Encarna Cuenca Carrión, Subdirectora General, Ministerio de Educación

Sr Ángel Altisent Peñas, Consejero, Consejería de Educación – Embajada de España en Brasil

Sra Isabel García-Longoria, Coordinadora General, Federación Española de Universidades Populares

Estonie / Estonia

Ms Talvi Märja, Professor, Head of Development Council, Association of Estonian Adult Educators ANDRAS

Etats-Unis d'Amérique / United States of America / Estados Unidos de América

H.E. Ms Brenda Dann Messier, Assistant Secretary, United States Department of Education, Office of Vocational and Adult Education

Ms Cheryl Keenan, Director of Adult Education and Literacy, United States Department of Education, Office of Vocational and Adult Education

Mr Israel Mendoza, Director of Adult Education, State Board for Community and Technical Colleges

Mr Rafael Michael Nevarez, International Affairs Office, United States Department of Education

Ms Emily Spencer, Education Program Officer, United States Department of State

Mr T. Michael Peay, Legal Adviser, United States Department of State

Mr Paul David Plack, Senior Policy Advisor, United States Department of State

Ms Sarah Wright, Senior Education Policy Adviser, United States Agency For International Development

Ms Vera Galante, Cultural Affairs Specialist, Embassy of the United States

Ms Caroline Schneider, Cultural Affairs Specialist, Embassy of the United States

Ms Judith Alamprese, Principal Associate, Abt Associates Inc.

Ms Elyse Barbell, Executive Director, Literacy Assistance Center

Mr Milan Sidney Hayward, Special Assistant for Career and Technical Education,
Northern Virginia Community College
Mr John Arthur Henschke, Professor, Lindenwood University

Ethiopie / Ethiopia / Etiopía

Ms Mulu Gebremedhin, Deputy Secretary-General , Ethiopian National Agency for UNESCO,
Mr Selashi Legessie Fentaw, Deputy Director , Adult and Nonformal Education Association in Ethiopia (ANFEAE)
Mr Takele Alemu, Senior Expert on Adult Education, Ministry of Education,

Observateur national d’Ethiopie / National Observer of Ethiopia / Observador Nacionales de Etiopía

Teferi Mekuria Mamuye

Fédération de Russie / Russian Federation / Federación de Rusia

Mr Amir A. Bilyalidtinov, Deputy Secretary-General, Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Commission of
the Russian Federation for UNESCO
Ms Irina Arzhanova Arzhanova, Director, National Training Foundation
Ms Ksenia Gaverdovskaya, 3rd secretary, Ministry of Foreign Affairs, Commission of the Russian Federation for
UNESCO
Mr Alexander Kruglov, Director, Herzen State Pedagogical University of Russia, Institute of International
Relations

Fidji / Fiji

Mr Jone Ramanu Daligaidua Balemai Hawaii, School Teacher, Ministry of Education,

Finlande / Finland / Finlandia

Ms Zabrina Holmström, Counsellor, Deputy Director, Ministry of Education, International Relations
H.E. Ms Eeva-Inkeri Sirelius, Secretary-General, Finish Adult Education Association VSY
Mr Petri Lempinen, Senior Advisor, The Finnish Confederation of Professionals STTK

France / Francia

Mme Pauline Chabbert, Chargée de Mission, Ministère des Affaires Etrangères,
Mme Sonia Dubourg-Lavroff, Directrice d’administration centrale, Ministère de l’éducation nationale
M. Jean-Pierre Boyer, Secrétaire Général, Commission française pour l’UNESCO
Mme Marie Odile Paulet, Vice-Présidente du Comité Éducation, Commission française pour l’UNESCO
M. Alain Masetto, Expert, Ministère des Affaires Etrangères
Mme Agnès Ferra, Chef de Bureau, Ministère de l’Éducation Nationale
M. Jean-Pierre Jeantheau, National Project Leader, Agence Nationale de Lutte Contre l’Illettrisme (ANLCI)
Mme Anne-Marie Charraud, Rapporteur général honoraire, Commission Nationale de la Certification
Professionnelle
Mme Françoise Bosse, Membre FARLCI, Formation des Acteurs et Recherche dans la Lutte contre l’Illettrisme
(FARLCI)
M. Gerard Bouchet, Membre FARLCI, Formation des Acteurs et Recherche dans la Lutte contre l’Illettrisme
(FARLCI)
Mme Anne Vinerier, Directrice de FARLCI, Formation des Acteurs et Recherche dans la Lutte contre l’Illettrisme
(FARLCI)
M. François Brizay, Membre FARLCI, Formation des Acteurs et Recherche dans la Lutte contre l’Illettrisme
(FARLCI)
M. Jean Gabriel Cohn Bendit, Secrétaire Général, Réseau Education Pour Tous en Afrique (REPTA)
M. Stephane Guinehut, Membre FARLCI, Formation des Acteurs et Recherche dans la Lutte contre l’Illettrisme
(FARLCI)

Mme Michelle Olivier, N.C., Solidarité Laïque

Mme Noelia Violeta Ramos Diaz, Responsable de communication, Centre international d'études pédagogiques – CIEP

Mme Marie-Noëlle Rodriguez Rabaneda, Coordinatrice, EUROsociAL, Centre international d'études pédagogiques – CIEP

Gambie / Gambia

Mr Yahya Al-Matarr Jobe, Principal Programme Officer, Gambia National Commission for UNESCO

Mr Matarr Suraa K. Baldeh, National Coordinator, EFA Campaign Network/The Gambia

Ms Maria P. H. Dacosta, Project Manager, Ministry of Local Government and Lands

Ms Kadijatou Jallow Baldeh, Education Advocacy Adviser, Action Aid The Gambia

Ms Saffiatou Savage-Sidibeh, Principal Education Officer, Ministry of Basic and Secondary Education, Adult and Non-Formal Education Unit

Géorgie / Georgia

Mr Levan Kvatchadze, Director, DVV International, Georgia

Grèce / Greece

Ms Magda Trantallidi, Head of Department for International Cooperation General Secretariat for Lifelong Learning, Ministry of Education, Lifelong Learning and Religious Affairs

Grenade / Grenada

Mr Martin Mendes, Ag. Director, Adult Education, Ministry of Education and Human Resource Development

Guatemala

Sr Jorge Rudy García Monterroso, Experto en Educación de Adultos, Comité Nacional de Alfabetización (CONALFA)

Sr Jaime Francisco Arimany Ruiz, Directivo, Comité Nacional de Alfabetización (CONALFA)

Sra Gilda Esmeralda Lemus Contreras, Coordinadora, Observatorio Nacional por el Derecho a la Educación

Sra Jackeline Lucrecia Marroquin Avendaño, Representante Sociedad Civil, Colectivo de Educación para todas y para todos

Sr Mario Mazat Castro, Coordinador Proyecto Nacional, Asociación Proyecto de Desarrollo Santiago (PRODESSA)

Guinée / Guinea

S.E. Mme Rougui Kaba Barry, Ministre, Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de l'éducation civique

M. Ousmane Paraya Baldé, Directeur Général, Service national de l'éducation non formelle, de la promotion des langues nationales et de l'alphabétisation

M. Balla Moussa Keita, Secrétaire Exécutif, Plate forme africaine de la Société civile pour l'éducation des adultes (PAMOJA GUINEE)

Guinée-Bissau / Guinea-Bissau / Guinea Bissau

S.E. Sr Augusto Artur Antonio Da Silva, Ministre, Ministère de la Jeunesse et des sports

Sra Maria Francisca Gomes Medina Dabo, Directeur Général, Ministère de la Jeunesse et des sports
MENCCJD

Guinée équatoriale / Equatorial Guinea / Guinea Ecuatorial

S.E. Sr Lucas Mbenga Oba Abeme, Secretario General, Comisión Nacional de Guinea Ecuatorial para la UNESCO

Sr Antolín Nguema Nlang, Coordinador Programa Nacional de Educación de Mujeres Adultas, Jóvenes y Adolescentes, Ministerio de Asuntos Sociales y Promoción de la Mujer

Guyane / Guyana

Mr Mohandatt Goolsarran, Director, National Centre for Educational Resource Development, Ministry of Education

Haïti / Haiti / Haití

Mme Claudine André, Directeur Executif, Secreteriaie d'Etat à l'Alphabétisation

M. Gerald Pierre Eugene, Directeur of Planning, SEC, Secreteriaie d'Etat à l'Alphabétisation

M. Jean Luc Tondreau, Spécialiste de Programme Education, Commission Nationale Haitienne de Cooperation avec l'UNESCO

Mme María del Carmen Rodriguez Arce, Responsable des projects d'éducation, Agence Espagnole pour le Développement International

Honduras

S.E. Sr Marlon A Brevé Reyes, Ministro, Ministerio de Educación

Hongrie / Hungary / Hungría

Mr András Benedek, Director of Institute, Professor, Budapest University of Technology and Economics, Faculty of Economic and Social Sciences, Institute of Applied Pedagogy and Psychology

Iles Salomon / Solomon Islands / Islas Salomón

Mr Benedict Kausua, Principal Education Officer Literacy, Ministry of Education and Human Resource Development

Mr Andreas Westerwinter, International Policy Advisor to the Minister, Ministry of Education and Human Resources Development

Inde / India

H.E. Ms Purandeswari Daggubati, Minister of State for Higher Education, Ministry of Human Resource Development

H.E. Ms Bhaswati Mukherjee, Ambassador, Permanent Delegation of India to UNESCO

Mr Jagmohan Singh Raju, Joint Secretary, Department of School Education and Literacy; Director General, National Literacy Mission, Ministry of Human Resource Development

Mr Kamala Vardhana Rao Ganji, Private Secretary to Minister of State for Human Resource Development, Ministry of Human Resource Development

Observateurs nationaux de l'Inde / National Observers of India / Observadores Nacionales de India

Mr Venkitaraman Venganaloor Krishnan, Diplomat, Embassy of India

Mr Krishna Kumar Kozikkote Kizakkemadhathil, President, Bharat Gyan Vigyan Samiti (VGVVS)

Mr Ilango Bhaskar Bhaskar, Personal Assistant, Embassy of India

Indonésie / Indonesia

Ms Ella Yulaelawati I Rumindasari, Director of Community Education, Ministry of National Education

Mr Elih Sudiapermana, Deputy Director for Literacy Education, Ministry of National Education

Iran (République islamique d') / Iran (Islamic Republic of) / Irán (República Islámica de)

H.E. Mr Hamidreza Hajibabaei, Minister of Education, Ministry of Education

H.E. Mr Gholamreza Karimi, Vice Minister of Education in International Affairs, Ministry of Education

Mr Mohammad Ehsan Taghizadeh, Head of Distance Education Institution, Ministry of Education

H.E. Mr Asadollah Abbasi, Member of Parliament

H.E. Mr Mohammad Ali Hayati, Member of Parliament

Mr Khalilollah Cheraghi, Education Expert, Ministry of Education

Mr Mohsen Bahrapour, Education Expert, Ministry of Education

Iraq

H.E. Mr Muhyi Al-Khateeb, Ambassador of Iraq to UNESCO

Irlande / Ireland / Irlanda

Ms Mary Kett, Further Education Coordinator, Department of Education and Science

Ms Bernadette Maria Brady, Director, AONTAS, National Adult Learning Organisation

Ms Una Mary Buckley, Adult Learner, AONTAS, National Adult Learning Organisation

Ms Niamh O'Reilly, NGO Representative, AONTAS, National Adult Learning Organisation

Israël / Israel

Ms Riva Sara Aviad, Director – Division of Adult Education, Ministry of Education – Division of Adult Education

Italie / Italy / Italia

Mr Paolo Orefice, Full Professor and Chairholder of UNESCO Transdisciplinary Chair, University of Florence,
UNESCO Transdisciplinary Chair

Jamahiriya arabe libyenne / Libyan Arab Jamahiriya / Jamahiriya Árabe Libia

Mme Khadiga Abubaker Ben Abubaker, Directrice, Bureau de l'enseignement primaire

M. Gelani Bashir Mohamed Gebri, Expert spécialiste dans le domaine de l'enseignement pour adultes

Jamaïque / Jamaica

Ms Alison Cross, Executive Director, Jamaican Foundation for Lifelong Learning

Japon / Japan / Japón

Mr Iwasa Takaaki, Director for Social Education, Social Educational Division, Ministry of Education,
Culture, Sports, Science and Technology

Mr Hiromi Sasai, Senior Researcher, National Institute for Educational Policy Research of Japan

Observateurs nationaux du Japon / National Observers of Japan / Observadores Nacionales de Japón

Ms Kumiko Iwasaki, Senior researcher, National Institute for Educational Policy Research of Japan (NIER)

Ms Chiharu Kawakami, Division Director, Education and Culture Division, Information and Public Affairs Division,
National Federation of UNESCO Associations in Jaan (NFUAJ)

Ms Rie Koarai, Programme Officer, Save the Children Japan, Japan NGO Network for Education (JNNE)

Ms Yoko Nakato, Member, Japan Association for Promotion of Social Education

Mr Hiroyuki Nomoto, Associate Professor, Tokyo Metropolitan University (The Japan Society for the Study of Adult
and Community Education)

Mr Hideki Oshima, Associate Professor, Rissho University (Japan Society for the Staff Development of Adult and
Community Education)

Mr Koichi Sasagawa, Professor, Hosei University (Japan Society for the Study of Adult and Community Education
(JSSACE)

Mr Kazuaki Tani, Professor, Tokyo University of Foreign Studies (Japan Society for the Study of Kominkan)

Mr Yoshihiro Tatsuta, Senior Researcher, National Institute for Educational Policy Research of Japan (NIER)

Ms Yuko Terao, Observer, NR JAPAN Co., Ltd.

Jordanie / Jordan / Jordania

Mr Ramez Kosous, Ambassador, Jordan Embassy in Brazil

Mr Jawad Al Gousous, Programme Director, Questscope for Social Development in the Middle East

Kenya

H.E. Mr Samson K. Onger, Minister, Ministry of Education
H.E. Ms Mary Mbiro Khimulu, Ambassador, Permanent Delegate, Kenya Delegation to UNESCO
Ms Joyce Njeri Kebathi, Director, Adult and Continuing Education, Ministry of Education
Mr Edward Karega Mutahi, Permanent Secretary, Ministry of Education
Mr Fabian Agapius, Njagi, Minister's Aide, Ministry of Education
Mr Mohamed Mwijuma Mwinyipembe, Secretary-General, Kenya National Commission for UNESCO
Mr Victor Kioko Soo, Senior Research Assistant, Kenya Delegation to UNESCO
Mr Elijah Don Bonyo, Programme Manager, Daraja Civic Initiatives Forum
Ms Magdalene Gathoni Motsi, National Coordinator, Kenya Adult Learners' Association

Kiribati

Ms Elaine Iuta Bwebwe, Education Lecturer, HOD Assistant, Kiribati Teachers College
Mr Batoromaio Kiritian, Senior Education Officer, Ministry of Education

Koweït / Kuwait

Mr Eid Alhaem, Assistant Professor, Public Authority for Applied Education & Training, College of Basic Education
Mr Shabib Alanezi, Department of Adult Ministry of Education
Mr Jaber Abdullah, Head of Department of Adult Education, Ministry of Education, Al Asema Educational Area

Lesotho

H.E. Dr Mamphono Khaketla, Minister, Ministry of Education and Training
Mr Hyacinth Manthoto Lephoto, Director, National University of Lesotho, Institute of Extra Mural Studies
Ms Monts'eng Mofokeng, Chief Education Officer, Ministry of Education and Training
Mr Daniel Mohlalefi Moletsane, Deputy Permanent Delegate, Permanent Delegation of Lesotho to UNESCO, Embassy of Lesotho

Libéria / Liberia

H.E. Mr Matthew G Zarzar, Deputy Minister, Ministry of Education, Department of Administration

Lituanie / Lithuania / Lituania

Mr Vincentas Dienys, Deputy Director, Methodological Centre for Vocational Education and Training

Madagascar

S.E. Mme Irène Rabenoro, Ambassadeur, Déléguée Permanente, Délégation Permanente de Madagascar
Après de l'UNESCO
M. Jean Jacques Randriafamantanantsoa, Conseiller scientifique chargé de l'Education, Délégation permanente de Madagascar auprès de l'UNESCO
Mme Huguette Rakotoarivony, Membre, Société Civile
M. Andriamampianina Rasamoely Gabriel, Membre, Société Civile

Malaisie / Malaysia / Malasia

Mr Mohd Ismail Ramli, Director, Institute of Education Development (InED), Universiti Teknologi MARA

Malawi

H.E. Ms Patricia Kaliati, Minister of Gender, Child Development and Community Services, Ministry of Gender, Child Development and Services
Ms Olive Tindapeuli Chikankheni, Principal Secretary, Ministry of Gender and Community Development

Mr Christopher Dzimadzi, Programme Manager, Coordinator of Functional Literacy for Integrated Rural Development, Ministry of Gender and Community Development
Mr George Mkamanga, Director of Community Services, Ministry of Gender and Community Development
Mr Emmanuel Domoya, Chairperson Malawi Reflect Forum

Maldives / Maldivas

Mr Ahmed Ali Didi, Principal, Centre for Continuing Education
Mr Abdulla, Hameed Community Teacher Educator Coordinator, Centre for Continuing Education

Mali

S.E. M. Salikou Sanogo, Ministre, Ministère de l'Éducation, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales
M. Nouhoum Diakite, Directeur National CNR-ENF, Centre National des Ressources de l'Éducation Nationale
M. Gouro Diall, Conseiller Technique ENF/Point focal LIFE, Ministère de l'éducation, de l'alphabétisation et des langues nationales
M. Moussa Diaby, Chercheur – linguiste, Centre National des Ressources en Education Non formelle
M. Youssouf Dembele, Secrétaire Général, Commission Nationale Malienne pour l'UNESCO
M. Ibrahim Ag Idbaletanatt, Président, Réseau YEELLEN BULON, Réseau des acteurs pour la promotion et le développement de l'éducation non-formelle

Maroc / Morocco / Marruecos

M. El Habib Nadir, Directeur de l'Alphabétisation, Ministère de l'Éducation Nationale
M. Mohamed Knidri, Président, Association le Grand Atlas Mozambique
Sra Beatriz Mufanequiço Jacob, Directora Provincial Adjunta de Educação e Cultura, Ministerio de Educação e Cultura, Direcção Provincial de Educação e Cultura de Inhambane
Sra Alice Amós Cambula, Instrutora Técnica Pedagógica, Movimento de Educação Para Todos-Mocambique
Mr Carlos Ramos Ramos, Director, Centro de Formação de Quadros de Alfabetização e Educação de Adultos de Mutuanha – Nampula

Maurice / Mauritius / Mauricio

Mr Hiranand Boolchand Alimchand Dansinghani, Chief Technical Officer, Ministry of Education, Culture and Human Resources
Mr Farouk Dhonye, Administrator, Ministry of Education, Culture and Human Resources

Mauritanie / Mauritania

M. Ag Mohamed Elmoctar Abdourhamane, Représentant du groupe de travail sur l'éducation non formelle (WGNFE), Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Mexique / Mexico / México

S.E. Sr Esteban Miguel Székely Pardo, Subsecretario, Secretaría de Educación Pública
Sra María Gertrudis Alcaraz Ortega, Directora de Acreditación y Sistemas del INEA, Instituto Nacional para la Educación de los Adultos
Sra Claudia Arce Valles, Directora General de Instituciones Abiertas y Readaptación, Secretaría de Seguridad Pública
Sr Juan de Dios Castro Muñoz, Director General del INEA, Instituto Nacional para la Educación de los Adultos
Sra Luz María Castro Musso, Directora Académica del INEA, Instituto Nacional para la Educación de los Adultos
Sra Ursula Anna Klesing-Rempel, Representante/Coordinadora General del Proyecto Regional de México/Centroamérica, DVV International/Asociación Alemana para la Educación de Adultos
Sr Juan José Serrato Velasco, Director de Asuntos Internacionales del INEA, Instituto Nacional para la Educación de los Adultos

Sra María de Lourdes Valenzuela y Gómez Gallardo, Coordinadora del Programa de Educación, Red de Educación Popular entre Mujeres de América Latina y el Caribe – REPEM

Observateurs nationaux du Mexique / National Observers of Mexico / Observadores Nacionales de México

Sra Ma. Del Carmen Campero Cuenca, Docente, Investigadora, Incidencia Civil en la Educación, Red de Educación de Personas Jóvenes y Adultas

Mongolie / Mongolia

Ms Batchuluun Yembuu, Director, National Centre for Non Formal and Distance Education, Mongolia

Myanmar

Mr Bo Win, Director General, Department of Educational Planning and Training, Ministry of Education

Namibie / Namibia

H.E. Ms Rebecca Kapitire Ndjoze-Ojo, Deputy Minister, Ministry of Education

Ms Claudia Tjikua, Under Secretary for Lifelong Learning, Ministry of Education

Mr Beans Uazembua Ngatjizeko, Director of Adult Education, Ministry of Education

Mr Hendrik Albertus Beukes, Head of Department, University of Namibia

Ms Gertrud Frindt, Director of Center for External Studies, University of Namibia

Ms Yvonne Boois, Trust Manager, Namibian Literacy Trust

Népal / Nepal /

Dr, Ram Swarup Sinha, Secretary, Ministry of Education

Mr Jibachh Mishra, Director, Nonformal Education Center

Nicaragua

S.E. Sr Miguel De Castilla Urbina, Ministro, Ministerio de Educación

Sr Jorge Alberto Mendoza Vásquez, Director Ejecutivo, Foro de Educación y Desarrollo Humano de la Iniciativa por Nicaragua (FED-IPN)

Sra Odilí del Carmen Robles Ríos, Especialista Educación de Personas Jóvenes y Adultas, Organización de Estados Iberoamericanos – OEI

Sr Reynaldo Mairena Vallejos, Director de Alfabetización, Ministerio de Educación

Niger

S.E. M. Hamidou Soumana Diallo, Secrétaire Général Adjoint, Ministère de l'Éducation Nationale

M. Laouali Malam Moussa, Directeur du Centre de Formation des Cadres de l'Alphabétisation (CFCA), Ministère de l'Éducation Nationale

M. Sabiou Arzika, Directeur de la Formation, du Suivi et de l'Évaluation, Ministère de l'Éducation Nationale

Nigéria / Nigeria

H.E. Ms Hajia Aisha Jibril Dukku, Minister, Federal Ministry of Education

H.E. Ms Mariam Yalwaji Katagum, Ambassador, Permanent Delegate, Permanent Delegation of Nigeria to UNESCO

Mr Rashid Adewunmi Aderinoye, Secretary NNCAE; Head of Department of Adult Education, Nigerian National Council of Adult Education, University of Ibadan, Department of Adult Education

Ms Magdalene Oghenekevwe Anene-Maidoh, Secretary-General, Nigerian National Commission for UNESCO, Federal Ministry of Education Annex

Mr Thomas Olusola Fasokun, Professor of Adult Education, President, Obafemi Awolowo University, Nigerian National Council for Adult Education (NNCAE)

Mr Adamu Gurama, Special Assistant to Honourable Minister of State for Education, Federal Ministry of Education

Ms Christiana Iledo Igenegbai, Director, National Commission for Colleges of Education
Mr Yunusa Abdulkarim, Ag Director, National Commission for Colleges of Education
Mr Aminu Sharehu Ladan, Director General and Chief Executive, National Teachers' Institute, Kaduna
Ms Nafisatu Dahiru Muhammad, Executive Secretary, National Commission for Nomadic Education
Mr Young Macaulay Ojilaka Nwafor, Deputy Permanent Delegate, Permanent Delegation of Nigeria to UNESCO
Mr Michael Omolewa, Professor, Redeemer's College
Mr Victor Benjie Owhotu, Director, University of Lagos, Distance Learning Institute
Mr Jibrin Yusuf Paiko, Ag. Executive Secretary, National Commission for Mass Literacy Adult and Non Formal Education

Norvège / Norway / Noruega

Mr Ole Briseid, Deputy Permanent Delegate, Permanent Delegation of Norway to UNESCO
Mr Einar Steensnæs, Senior Advisor, Ministry of Education and Research
Ms Gerd-Hanne Fosen, Senior Advisor, Ministry of Education and Research
Ms Sylvi Bratten, Political Advisor, Ministry of Education and Research
Ms Vigdis Lian, President, Norwegian National Commission for UNESCO
Mr Sturla Bjerkaker, Secretary-General, Norwegian Association for Adult Learning
Mr Gunnar Myklebost, Senior Advisor, Norway Opening Universities,
Ms Graciela Antonia Sbertoli, Assistant Director, Vox, Norwegian Institute for Adult Learning,
Ms Torhild Slaatto, Executive Director, Norwegian Association for Distance and Flexible Education,
Ms Marianne Løkholm, Lewin, Consultant, Union of Education Norway

Observateur national de Nouvelle-Zélande / National Observer of New Zealand / Observador Nacional de Nueva Zelandia

Ms Bronwyn Yates

Oman / Omán

H.E. Mr Mohamed Saleem Hamed Al-Yaqoubi, Deputy Secretary General, Oman National Commission for UNESCO

Ouganda / Uganda

H.E. Ms Isanga Rukia Nakadama, Minister of State for Gender and Cultural Affairs, Ministry of State for Gender and Cultural Affairs
H.E. Ms Elizabeth Paula Napeyok, Ambassador, Permanent Delegate, Permanent Delegation of Uganda to UNESCO
Mr Lubega Bernard Bakaye, Principal Culture Officer, Ministry of Gender Labour and Social Development
Mr Ismail Kasita, National Coordinator, Uganda Literacy and Adult Education Learners' Association (ULALA)
Ms Anne Ruhweza Katahoire, University Professor, Makerere University
Mr Patrick Delba Kiirya, Executive Director, Literacy Network for Uganda (LitNet)

Ouzbékistan / Uzbekistan / Uzbekistán

Mr Bakhtiyor Daniyarov, Head of the Department on Organization of Activities in Educational Institutes, Ministry of Public Education
Ms Dilnoza Kurbanova, Head of Education Department, National Commission of the Republic of Uzbekistan for UNESCO

Pakistan / Pakistán

Mr Bashir Ahmad Abbasi, Managing Director, National Education Foundation, Ministry of Education
Mr Zulfiqar Ahmad, Chief Operating Officer, National Commission for Human Development
Mr Saqib Aleem, Secretary-General, Pakistan National Commission for UNESCO
Ms Shaheen Attiq-Ur-Rahman, Vice Chairperson, Bunyad Foundation

Panama / Panamá

S.E. Sra Gabriela García Carranza, Embajadora, Embajada de Panamá en Brasil

Sra Aimeth Grisell Vega Caballero, Asistente Administrativa, Ministerio de Desarrollo social (MIDES)

Sra Nitzia Elena Morales Pastorizo, Directora de Alfabetización, Ministerio de Desarrollo social (MIDES)

Paraguay

S.E. Sra Diana Serafini, Viceministra, Ministerio de Educación para la Gestión Educativa,

Sra María de la Paz Bareiro, Directora General, Educación Permanente

Observateurs nationaux du Paraguay / National Observers of Paraguay / Observadores Nacionales de Paraguay

Sra Nilsa Fretes Yegros, Directora, Alfabetización, Educación Básica y Media,

Dirección Gral. de Educación Permanente

Sra María Inés Flecha Villalba, Jefa del Departamento, Departamento Técnico Pedagógico Dirección General de Educación Permanente

Sra María de Lourdes Leguizamon de Portillo, Coordinadora, Educación de Contexto de Encierro,

Dirección General de Educación Permanente

Sra María de los Angeles Alvarado, Técnica, Ministerio de Educación y Cultura

Pays-Bas / Netherlands / Países Bajos

H.E. Mr Barend Ter Haar, Ambassador, Permanent Delegation of the Kingdom of the Netherlands to UNESCO

Mr Dick Lageweg, Senior Programme Officer, Netherlands National Commission for UNESCO

Mr Maarten Johan Marijnjs, Programme Specialist Education, ICCO – Interchurch Organisation for Development Co-operation

Ms Antonia Cornelia Van Kampen, Member of the Netherlands National Commission for UNESCO, Netherlands National Commission for UNESCO

Ms Margreet De Vries, Director, Reading & Writing Foundation (Stichting Lezen & Schrijven)

Ms Anna Aloysia Maria Schueler, Embassy of the Kingdom of the Netherlands

Pérou / Peru / Perú

Sr Juan Iván Lares Aguilar, Representante del Programa Nacional de Movilización por la Alfabetización, Ministerio de Educación

Sr Heraclio Fernando Castillo Picón, Vice Presidente, Asamblea Nacional de Rectores

Sr Juan Nestor Escudero Román, Rector, Universidad Nacional Federico Villarreal

Sra Martha Llanos Zuloaga, Representante de la Sociedad Civil, Sociedad Civil

Observateur national du Pérou / National Observer of Peru / Observador Nacional de Perú

Ms Renilda Peres, Director, DIPRO

Philippines / Filipinas

Mr Ramon Carlos Bacani, Undersecretary, Department of Education

Ms Cecilia Soriano National Coordinator, Civil Society Network for Education Reforms (E-Net Philippines)

Pologne / Poland / Polonia

Ms Ewa Przybylska Przybylska, Professor, Nicolaus Copernicus University of Torun, Poland

Mr Henryk Bednarczyk, Expert, Institute for Sustainable Technologies, National Research Institute in Radom

Ms Maria Pawlowa, Expert, Technical University of Radom

Portugal

Ms Maria do Carmo Matos Gomes, Vice-President, Portuguese National Agency for Qualification /
Agência nacional para a Qualificação, I.P

Mme Maria Teresa Braga Soares Lopes, Teacher, Universidade de Aveiro

Ms Filipa Ponces, Counsellor, Portuguese Delegation to UNESCO

Qatar

H.E. Mr Ali Zainal Moussa, Ambassador, Permanent Delegate of the State of Qatar to UNESCO

République arabe syrienne / Syrian Arab Republic / República Árabe Siria

Mr Abed Al Fattah Obeid, Director of Directorate of Adult Education, Ministry of Culture

Mr Mahir Rizik, Director of Social Services, Ministry of Social Affairs and Labour

Mr Firial Siris, Member of Parliament, Member of the Executive Bureau of the Syrian General Women Union, Syrian
General Women Union

République centrafricaine / Central African Republic / República Centroafricana

S.E. M. Ambroise Zawa, Ministre, Ministère de l'Éducation Nationale

M. Dickens Bernard Fio-Etomna, Directeur Alphabétisation, Ministère de l'Éducation Nationale

République de Corée / Republic of Korea / República de Corea

H.E. Mr Shinil Kim, Professor Emeritus (Former Vice-Prime Minister and Minister of Education and Human
Resource Development), Seoul National University

Mr Hae Kyu Lim, Assemblyman, National Assembly

Mr Dong Ho Lee, Director of Lifelong Education Policy Division, Ministry of Education, Science and Technology

Mr In Joo Park, President, National Institute for Lifelong Education

Ms Eunsoon Baik, Director General, National Institute for Lifelong Education

Mr Ilseon Choi, Director of International Cooperation and Public Relation Team, National Institute for Lifelong
Education

Mr Dae Bong Kwon, President, Korean Research Institute for Vocational Education & Training (KRIVET)

Mr Chon Hong Kim, First Secretary, Permanent Delegation of the Republic of Korea to UNESCO

République démocratique du Congo / Democratic Republic of the Congo / República Democrática del Congo

S.E. M. Barthélémy Botswali Longomo, Ministre, Ministère des Affaires Sociales,
Action Humanitaire et Solidarité Nationale

M. Gaby Kayembe Milolo, Directeur Education Non Formelle, Ministère des Affaires Sociales,
Action Humanitaire et Solidarité Nationale

M. Omer Ntumba Shabangi, Directeur de Cabinet Adjoint du Ministre, Ministère des Affaires Sociales,
Action Humanitaire et Solidarité Nationale

République démocratique populaire lao / Lao People's Democratic Republic / República Popular Democrática de Lao

H.E. Mr Lytou Bouapao, Vice Minister, Ministry of Education

Mr Sisamone Sithirajvongsa, Secretary-General, Lao National Commission for UNESCO, Ministry of Education

République dominicaine / Dominican Republic / República Dominicana

S.E. Sra Ana Rita, Guzmán, Subsecretaría de Educación, Secretaría de Estado de Educación

Sra Fany Xiomara de la Cruz Suero, Director Técnico, Fundación para la Alfabetización y la Educación
Técnico Laboral

Sr Jose Aníbal Paula Ceballos, Director General de Educación de Adultos, Secretaría de Estado de Educación

République populaire démocratique de Corée / Democratic People's Republic of Korea / República Democrática Popular de Corea

Sr Kyong Ho Ma, Secretary of the Embassy, Embassy of the People's Republic of Korea
Sr Chol Min Kang Kang, Functionary, Embassy of the People's Republic of Korea

République tchèque / Czech Republic / República Checa

Mr Jakub Stárek, Director of Adult Education Department, Ministry of Education, Youth and Sports
Mr Josef Malach, Dean, University of Ostrava

République-Unie de Tanzanie / United Republic of Tanzania / República Unida de Tanzania

H.E. Mr Haroun Ali Suleiman, Minister, Ministry of Education and Vocational Training Zanziba
H.E. Ms Gaudentia Kabaka, Deputy Minister, Ministry of Education and Vocational Training
Mr Salum Ramadhan Mnjagila, Director, Ministry of Education and Vocational Training,
Adult Education Department
Mr Valentino Nyaliveno Gange, Head of Management Section, Adult Education Division, Ministry of Education
and Vocational Training
Ms Lambertha Hyasint Mahai, Director, Institute of Adult Education (IAE)
Ms Basilina Levira, Principal Education Officer, Ministry of Education and Vocational Training
Ms Devota Likokola Mkua, Member of Parliament, National Parliament
Ms Fatma Mohamed Said, Director, Department of Adult Education, Ministry of Education and Vocational Training
Zanzibar

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord / United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland / Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte

H.E. Lord Anthony Young Of Norwood Green, Minister, Department of Business, Innovation and Skills
Ms Jane Margaret Bateman, Deputy Director, Department of Business, Innovation and Skills
Ms Annette Jeanne Warrick, BIS, International Unit, Department of Business, Innovation and Skills
Ms Amy Louise Jordan, Private Secretary to Lord Young, Department of Business, Innovation and Skills
Ms Alba De Souza, Acting Head of the Secretariat, United Kingdom National Commission for UNESCO
Mr Peter Lavender, Chair, Education Committee, United Kingdom National Commission for UNESCO
Ms Isabelle Uny, Fundraiser & Programme Secretary, United Kingdom National Commission for UNESCO
Ms Janine Eldred, Associate Director (International), NIACE and United Kingdom National Commission for UNESCO
Mr Alan John Tuckett, Chief Executive, NIACE
Ms Fiona Boucher, Director, Scotland's Learning Partnership
Mr Christopher Fairgrieve, Learner, Scotlands Learning Partnership
Mr John David Gates, Adult Learner, NIACE – Learners' Network

Saint-Kitts-et-Nevis / Saint Kitts and Nevis / Saint Kitts y Nevis

Mr Percy Randolph Taylor, Senior Adult Education Officer, Ministry of Education of Saint Kitts and Nevis

Saint-Vincent-et-les Grenadines / Saint Vincent and the Grenadines / San Vicente y las Granadinas

Ms Frances Adina Clarke, Director of Adult and Continuing Education Division,
Ministry of Education

Samoa

Ms Maimoana Janine Petaia, Assistant Chief Executive Officer, School Operations, Ministry of Education,
Sports and Culture

Sao Tomé-et-Principe / São Tomé and Príncipe / Santo Tomé y Príncipe

H.E. Mr Jorge Lopes Bom Jesus, State Minister, Ministry of Education

Mr Filipe Paquete, Diretor, Departamento de Educação de Adultos

Ms Helena Bomfim, Coordinator for Youth and Adult Education, Ministry of Education

Ms Ana Maria Narciso, Literacy Coordinator of the Autonomous Region of Principe, Ministry of Education

Sr Leonel Delgado, Local Coordinator, Ministry of Education

Sr Abel Ferreira Conde, Local Coordinator, Ministry of Education

Sr Lazaro Guadalupe, Coordinator of the Region of Mé-Zóchi, Ministry of Education

Sra Idalina Nascimento, Local Coordinator, Ministry of Education

Sénégal / Senegal

S.E. M. Kalidou Diallo, Ministre, Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales

M. El Hadji Meissa Diop, Directeur Alphabétisation et langues nationales, Ministère de l'enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen secondaire et des langues nationales

M. Alioune Ndiaye, Directeur de cabinet, Ministère de l'enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen secondaire et des langues nationales

Mme Binta Rassouloula Aw Sall, Coordinatrice de Programme d'Alphabétisation des Adultes, Ministère de l'enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen secondaire et des langues nationales

M. Amadou Wade Diagne, Expert en éducation, Groupe de travail du Sénégal sur l'éducation non formelle, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

M. Kassa Diagne, Inspecteur des Affaires Administratives et Financières, Ministère de l'enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen secondaire et des langues nationales

Mme Nafissatou Gassama, Directrice, Centre National de Ressources Educationnelles

M. Aliou Ly, Chef Division Education, Commission Nationale Sénégalaise pour l'UNESCO

M. Djibril Sane, Secrétaire National Chargé du Partenariat, Coordination Nationale des Opérateurs en Alphabétisation du Sénégal (CNOAS)

M. Souleye Gorbal Sy, Président, Coordination Nationale des Opérateurs en Alphabétisation du Sénégal (CNOAS)

M. Moustapha Tambadou, Secrétaire Général, Commission nationale Sénégalaise pour l'UNESCO

Observateur national du Sénégal / National Observer of Senegal / Observador Nacional de Senegal

Mr Yvon Laberge, Research Fellow, University of Hamburg

Serbie / Serbia

Ms Mirjana Milanovic, Advisor, Ministry of Education of Republic Serbia

Mr Miomir Despotovic, Professor, Faculty of Philosophy, University of Belgrade

Ms Snezana Medic, Professor, Faculty of Philosophy, University of Belgrade

Ms Katarina Popovic, Professor, Faculty of Philosophy, University of Belgrade

Seychelles

Ms Fiona Marie Ernesta, Director General for Technical and Further Education, Ministry of Education

Mr Jean-Michel Jude Leon Domingue, Executive Director, Seychelles Qualifications Authority

Sierra Leone / Sierra Leona

H.E. Mr Lansana Nyalley, Deputy Minister, Ministry of Education, Youth and Sports

Slovénie / Slovenia / Eslovenia

Mr Andrej Sotošek, Director, Slovenian Institute for Adult Education

Soudan / Sudan / Sudán

H.E. Dr Hamed Mohamed Ibrahim, Minister, Ministry of General Education,
Mr Hamad Saeed Osman Adam, Director of Planning Department, National Council for Literacy and Adult Education
Mr Tarig Eltohami Ali Hussein Ali, General Relationship Manager , General Coordination of the National Services
Mr Abdelhafiz Mohamed Salah Elamin, Director General, National Committee for Literacy and Adult Education (NCLAE), Ministry of Education
Sr Abdelaziz Hassan Salih Taha, Ministro Concelheiro, Embassy of the Republic of Sudan
Ms Sawsan Saeed Bakhait, Lecturer, University of Khartoum
Mr Kuol Atem Bol, Director, Ministry of Education – Southern Sudan
Mr Omer Abbas El Faki, Deputy Secretary General, National Council for Literacy and Adult Education
Mr Elsheikh Mohamed Eltayeb Eltyeb, Education Manager Fund, General Coordination of the National Services
Ms Muafag, Mouhamed, Manager of Projects and Human Development, General Coordination of the National Services
Mr Abdelgadir Mohamed Zain, General Coordination of the National Services

Sri Lanka

H.E. Mr Murugan Satchithanathan, Deputy Minister, Ministry of Education
Mr Sarath Mahinda Kodituwakku Mudiyansele, Assistant Director, Ministry of Education

Suède / Sweden / Suecia

Mr Geoff Erci, Director, Division for Student Financial Support and Adult Education and Training, Ministry of Education and Research
Ms Kerstin Molander, Senior Officer, Ministry of Education and Research
Mr Carl-Peter Hedin, Deputy Secretary-General, Swedish National Commission for UNESCO
Ms Britten Månsson Wallin, Secretary-General, Folkbildningrådet (Swedish National Council of Adult Education)

Suisse / Switzerland / Suiza

Ms Franziska Schwarz, Director, Head of International Relations, Federal Office for Professional Education and Technology OPET
M. Jean-Pierre Brügger, Président, CIFIC, conférence intercantonale de la formation continue
Mme Fabienne Lagier, Education Adviser, Direction du développement et de la coopération suisse
M. Nicolas Mathieu, Chef Coordination UNESCO, Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Mme Ruth Jermann, NGO, Swiss Federation for Adult Learning SVEB
M. André Schlaefli, Director, Swiss Federation for Adult Learning SVEB

Suriname

Mr Henry Ravindredath Ori, Senior Policy Advisor
Mr Stanley Petrus Sewkumar Oedit, Head Literacy and Adult Education Department, Ministry of Education and Community Development
Ms Olivia Sheila Pawiro, Main Policy Officer, Ministry of Education and Community Development
Ms Judy Marredid De Graav, Lecturer, Anton de Kom University of Suriname
Mr Murvyn Sijlbing, Lecturer, Anton de Kom University of Suriname
Mr Tom Vanwing, Professor, Anton de Kom University of Suriname

Swaziland / Swazilandia

H.E. Mr Wilson Makhalempi Ntshangase, Minister, Ministry of Education and Training
Mr Israel Eric Simelane, Director of Education, Ministry of Education and Training
Mr Bheki Alfred Thwala, Director of Youth Affairs, Ministry of Sports, Culture and Youth Affairs
Mr Musa Macwele, Senior Inspector – Adult Education, Ministry of Education and Training
Mr George Mandla Gregory Thabede, Chief Executive Officer, Sebenta National Institute

Tchad / Chad

M. Kilma Saultidigue, Directeur Général Adjoint de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, Ministère de l'Éducation Nationale, Direction Générale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

M. Ndotar Rotel, Chargé de Programme Education, Coopération suisse au Tchad

Thaïlande / Thailand / Tailandia

Ms Srisawang Leowarin, Specialist in Non-Formal Education, Office of the Non-Formal and Informal Education, Ministry of Education

Mr Gumpanat Boriboon, Lecturer, Department of Adult Education, Srinakharinwirot University

Timor-Leste / Timor Leste

Mr Filomeno Lourdes Dos Reis Belo, National Director, Ministry of Education

Ms Helena Nunes Do Amaral, Chief of the Department, Ministry of Education

Togo

M. Koffi Ouboenale Lantomey, Représentant du Ministre, Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation, Direction des Enseignements Préscolaire et Primaire

Mme Tchabinandi Kolani Épse Yentchare, Directrice, Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation, Direction de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle

Observateur national du Togo / National Observer of Togo / Observador Nacional de Togo

Moise Segla, Akpatou, GDPA (NGO)

Tonga

Mr Viliami Fukofuka, Director of Education, Ministry of Education, Women's Affairs and Culture

Trinité-et-Tobago / Trinidad and Tobago / Trinidad y Tobago

Ms Natthoya Baptiste-Phillip, International Programme Officer, Higher Education Services Division, Ministry of Science, Technology and Tertiary Education

Ms Lysta Sampson-Ovid, Programme Manager, Distance Education Unit, Ministry of Education

Ms Paula Jehanne Lucie-Smith, CEO & Programme Developer, Adult Literacy Tutors Association of Trinidad & Tobago

Ms Lalita Ramlal-Chirkoot, Dean, Continuing Education & Lifelong Learning, College of Science, Technology & Applied Arts of Trinidad & Tobago

Tunisie / Tunisia / Túnez

H.E. Mr Seifeddine Cherif, Ambassador, Embassy of Tunisia in Brasil

M. Ezzeddine Cherif, Directeur du PNEA, Programme National Tunisien de l'Enseignement pour Adultes (PNEA)

Uruguay

Sr Jorge Camors, Coordinador de Políticas Educativas, Ministerio de Educación y Cultura

Sra María Teresa Barbat, Tesorera, UNI 3

Sra Alondra Bayley, Rectora, UNI 3

Sra Celia Eccher, Secretaria General, ICAE International Council for Adult Education

Sra Adelaida Entenza, Asistente de Programas, ICAE International Council for Adult Education

Sr Yamandú Ferraz Zaballa, Director de la División de atención a colectivos y población vulnerable, Ministerio de Desarrollo Social

Sr Felipe Machín, Director Sectorial de Educación de Adultos, ANEP

Sra Iliana Pereira, Coordinadora de Programa, REPEM

Vanuatu

Mr Narand Beerbul, Director, Ministry of Education

Mr Pierre Doan Gambetta, Senior Education Officer, Ministry of Education

Venezuela (République bolivarienne du) / Venezuela (Bolivarian Republic of) / Venezuela (República Bolivariana de)

Sra Leonor Cecilia Osorio, Cónsul, Consulado General en Belém do Pará

Yémen / Yemen

Mr Mohammed Al-Meyoni, Director General for Information and Public Relations, Literacy and Adult Education Organization

Mr Faisal Al-Adeeb, Director General of Planning and International Relations, Literacy and Adult Education Organization

Zambie / Zambia

H.E. Ms Dora Siliya, Minister, Ministry of Education

H.E. Mr Andrew , Mulenga, Ambassador, Permanent Delegate, Embassy of the Republic of Zambia

Ms Mary Omvunhwa Mayapi, Senior Curriculum Specialist, Ministry of Education,
Directorate of Standards and Curriculum

Ms Madrine Bbalo Mbuta, Chief Planning Officer, Ministry of Education

Ms Brendah Musanya, Senior Education Officer, Ministry of Education

Mr Victor Muyatwa, Director, Directorate of Open and Distance Education, Ministry of Education –
Directorate of Open and Distance Education

Ms Hilda Mooya Milumbe Sinywibulula, Senior Programme Officer, Zambia National Commission for UNESCO

Mr Besa Chimbaka, Member of Parliament, National Assembly

Ms Susan Chilala, ICAE-FEMNET

Ms Gina Mumba Chiwela, Programme Manager, PAMOJA Africa REFLECT Network

Ms Jennifer Mukabe Chiwela, Board Chairperson, African Network Campaign on Education for ALL – ANCEFA

Ms Sarah Longwe, Member of the Gender and Education Office, Executive Council Member, ICAE-FEMNET

Mr Henry, Nkhoma, Director of Community Development

Zimbabwe

H.E. Dr, Stephen Max Mahere, Permanent Secretary, Ministry of Education, Sport Arts & Culture

Mr Lysias Crispen Bowora, Principal Director, Ministry of Education, Sport Arts & Culture

Mr Stanley Mpofo, Professor, National University of Science and Technology

Etats non membres / Non-Member States / Estados no miembros

Observateur national du Liechtenstein / Observer of Liechtenstein / Observador Nacional de Liechtenstein

Ms Renate Haas-Beck, Managing Director, Adult Education Liechtenstein

Palestine

H.E. Ms Lamis Al-Alami, Minister, Ministry of Education and Higher Education

Mr Jehad Zakarneh, Deputy Minister, Ministry of Education and Higher Education

Ms Suad Kadoumi Naser, Deputy Director General of Public Education, Ministry of Education and Higher Education

Ms Niveen Shaheen, Community Organizer, Tamer Institute for Community Education

Saint-Siège / Holy See / Santa Sede

Mr Lorenzo Baldisseri, Nuncius

Mr Piergiorgio Bertoldi, Consellor

Mr Fabrizio Meroni, Expert

Mr Angelo Vincenzo Zani, Sous-Secrétaire, Congrégation pour l'Education Catholique

Observateurs / Observers / Observadores

Organisations des Nations Unies / UN Organisations / Organizaciones de la ONU

Fonds des Nations Unies pour l'enfance – UNICEF

Ms Sonia Gama, Economist, Local Development Specialist, Brazil

Ms Amina Osman, Education Specialist, Programme Division, United States of America

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO

Ms Lavinia Gasperini, Senior Officer, Agricultural Education, Italy

Ms Francesca Bertelli, Consultant, Italy

Organisations intergouvernementales / Intergovernmental Organisations / Organizaciones intergubernamentales

Arab League Educational, Cultural and Scientific Organization – ALECSO

H.E. Mr Bachar Yaghi, Ambassador, Tunisia

Centro de Cooperación Regional en Educación para Adultos de América Latina y el Caribe – CREFAL

Sra Mercedes Calderón García, Directora General, México

Sr Emilio Mario, Coral García, Director de Cooperación y Relaciones Interinstitucionales, México

Sr Ernesto Rodríguez Moncada, Director de Investigación y Evaluación, México

Sra Mercedes Ruiz Muñoz, Especialista, México

Sr Hugo Hernán Zemelman Merino, Especialista, México

Conférence des Ministres de l'Education des pays ayant le français en partage – CONFEMEN

Mme Adiza Hima, Secrétaire Générale, Sénégal

Conseil régional pour l'éducation et l'alphabétisation des adultes en Afrique - CREAA

Mr Jeremie Akplogan, Secrétaire Exécutif, Togo

Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization – ISESCO

Mr Seydou Cisse, Expert, Morocco

Ligue des Etats arabes

Ms Carla Charbel, Assistant, Brazil

Organisation des Etats ibéro-américains – OEI

Sr Mariano Jabonero Blanco, Director General de Concertación, España

Sr Rogelio Luis Pla Garcia, Coordinador de Programas, España

Sra Ivana de Siqueira, Directora de la Oficina Brasil, Brasil
Sr Rodolfo Jose Elias Acosta, Coordinador Instituto para el Desarrollo y la Innovación Educativa (IDIE)
MERCOSUR, Paraguay
Sra Marcia Moreschi, Gerente de Proyectos, Brasil
Sra Inés Pedrejon Ortega, Coordinadora Proyecto Alfabetización, Dominican Republic
Sra Maria Consuelo Perez Lopez, Coordinadora Programas Bolivia, Bolivia (Plurinational State of)
Sra Odili Robles, Experta, Nicaragua
Sra Telma Maria Teixeira da Silva, Gerente de Proyectos, Brasil

South-East Asian Ministers of Education Organization – SEAMEO

Mr Dato Ahamad Bin Sipon, Director, Thailand

Organisations non gouvernementales, fondations et associations / Non-Governmental Organisations, Foundations and Associations / Organizaciones no gubernamentales, fundaciones y asociaciones

ActionAid

Mr Akhil Mishra, Education Lead, India
Mr Bimal Phnuyal, Country Director, Nepal
Mr David Archer, Head of International Education, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Ms Dede Amanour-Wilks, International Director, Ghana
Ms Dorothy Konadu, Education Lead, Ghana
Ms Emma Pearce, Reflect & Communications Coordinator, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Ms Kadijatou Baldeh, Education Lead, Gambia
Mr Moussa Faye, Country Representative, Senegal
Mr Zakir Hossain Sarker, Education Lead, Bangladesh
Ms Victorine Kemonou Djitrinou, Advocacy and Campaign Coordinator, Senegal
Ms Maria Cascant-i-Sempere, Reflect Evaluation Project Coordinator, Spain
Mr Akhil Mishra Akhil Chandra, Programme Manager Reflect, India
Ms Louise Estelle Knight, Advisor, South Africa

Agence de coopération technique allemande, GTZ

Mr Roland Baecker, Director, Germany

AlfaSol – Alfabetização Solidária

Ms Regina Célia Esteves De Siqueira, CEO, Brazil
Mr Antonio Carlos Das Neves, Director for Youth and Adult Education – Bradesco Foundation, Brazil
Ms Ednéia Gonçalves, Coordinator, Brazil
Ms Luara Lopes, Coordinator for International Relations, Brazil

Association européenne pour l'éducation des adultes (AEEA)

Ms Sue Waddington, President, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Association pour le développement de l'éducation en Afrique – ADEA

Mr Ahlin Jean-Marie Byll-Cataria, Executive-Secretary, (UIL Governing Board Member)
Mr Mohammed Bougroum, Professor, Member of WGNFE, Morocco
Mr Lawalley Cole, Coordinator WG COMED, Benin
M. Tengandé François Niada, Consultant, WGNFE, Switzerland
Mr Boaz Waruku, RWS Coordinator for Eastern and Southern Africa, Kenya

Bureau du Pacifique sud asiatique pour l'éducation des adultes

Mr José Roberto Guevara, President ASPBEA, Program Coordinator & International Internships Coordinator, Australia

Ms Maria Lourdes Almazan, Khan, Secretary-General, India

Ms Sandra Lee Morrison, Immediate Past President, Chairperson and Senior Lecturer, New Zealand

Mr Takafumi Miyake, Executive Council Member, Japan

Saloni Singh, Executive Council Member, Nepal

Mr Tanvir Mohammad Muntasim, South Asia Policy Advocacy and Campaigns Coordinator, Bangladesh

Ms Raquel Castillo, Asia Advocacy and Campaigns Coordinator, Philippines

Mr Rene Raya, Lead Policy Analyst, Philippines

Ms Pushpita Bandyopadhyay, Senior Executive for Communications, PRIA, India

Ms Malini Ghose, Trustee, Nirantar, India

Mr Timote M. Vaioleti, Chairperson, IMPAECT, New Zealand

Mr Kailash C. Choudhary, President of Indian Adult Education Association (IAEA), India

Dr Syed Yusuf Shah, Vice President of Indian Adult Education Association (IAEA), India

Dr Madan Singh, General Secretary, India

Ms Risa Ito, Coordinator, Centre for Environmental Concerns (CEC), Japan

Mr Farrukh Tyuryaev, Director of National NGO, Tajikistan

Campagne mondiale pour l'éducation - CME

Ms Lucia Fry, Policy Advisor, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Ms Amy Durden Gray, IFI Policy Officer, United States of America

Ms Estelle Marais, Communications Officer, Belgium

Ms Muleya Florence Mwananyanda, Global Action Week Coordinator, South Africa

Ms Amara Peeris, Sri Lanka

Ms Ruth Madeleine Zúñiga Castillo, National coordinator of the Peruvian Campaign for the Right to Education, Peru

Campanha Latinoamericana pelo Direito à Educação – CLADE

Sra Tatiana Lotierzo, Oficial de comunicación, Brasil

Conseil international d'éducation des adultes (CIEA)

Mr Paul Bélanger, ICAE President, Canada

Ms Kay Anderson, Vice President, Jamaica

Ms Ana Inés Abelenda, Assistant, Uruguay

Ms Patricia Ashie, Literacy Advocate, Canada

Mr Daniel Baril, Project Coordinator, Canada

Ms Marta Benavides, Director, El Salvador

Ms Nicole Bidegain, Assistant, Uruguay

Ms Marcie Boucouvalas, Professor & Program Director, United States of America

Ms Patricia Brady, Associate Director, Canada

Ms Magrath Bronwen, Advisor, Canada

Ms Hortencia Coronel, Member, Uruguay

Ms Luisa Cruz Hefti, Member, Switzerland

Ms Lidjetou Oumou, Diarra, President, Mauritania

Mr Babacar Diop Buuba, President, Senegal

Mr Svein Botolv William Evans, Senior Advisor, Norway

Mr Ibrahima Fall, Executive Secretary, Senegal

Mr Roman Fesenko, Member, Russian Federation

Ms Alemayehu Hailu Gebre, Ethiopia
Ms Natalia Herger, CONICET, Argentina
Ms Marcela Hernandez, voluntary participant, Uruguay
Mr Jorge M. Jeria, Northern Illinois University, United States of America
Ms Hülya Kytö, Executive Manager, Finland
Ms Halima Lukale Zinga, United Republic of Tanzania
Ms Djingarey Maiga, GEO Member, Mali
Ms Salma Maoulidi, Member, United Republic of Tanzania
Ms Darmiyanti Muchtar, GEO Member, Indonesia
Mr Ngolera Pierre Muzinga, National Coordinator, Democratic Republic of the Congo
Ms Berit Mykland, Advisor, Norway
Ms Sophia Ngugi, Programme Coordinator, Kenya
Ms Susan Nielsen, Vice-President of ICAE-North America, Canada
Mr Alfredo De La Nuez, Secretary-General, Norway
Sra Ludmila Oliveira, Journalist, Brazil
Ms Claudia Pioli, Professor, Argentina
Mr Tsui Po Fung, President, Macao S.A.R., China
Ms Graciela Riquelme, Professor/Researcher, Argentina
Mr Marcos Sorrentino, Professor, Brazil
Mr Radu Szekely, Coordinator of International Affairs, Finland
Ms Cathrine Thue, Advisor, Norway
Ms Katia Uriona Gamarra, GEO Member, ICAE, Directora, Bolivia (Plurinational State of)
Mr Valerio Ussene, Pedagogic Director in the UCM and active member of IALLA, Mozambique
Mr Michael Wachira Gacanja, Senior Programs Officer, Kenya
Ms Sonia Zini, Professor, Argentina

Consejo de Educación de Adultos de América Latina – CEAAL

Sr Edgardo Leandro Álvarez Puga, Coord. Región Cono Sur, Chile
Sra Miriam Camilo, Investigadora Docente, República Dominicana
Sra Lola Cendales González, Investigadora Docente, Colombia
Sra Nélida Céspedes, Presidenta, Perú
Sra Aida Cruz Alicea, Investigadora Docente, Puerto Rico
Sra Nydia González, Investigadora Docente, Cuba
Sra Yadira del Carmen Rocha Gutiérrez, Grupo de Incidencia en Políticas Educativas, Nicaragua

Dhaka Ahsania Mission

Mr Kazi Rafiqul Alam, President, Bangladesh
Mr Ehsanur Rahman, Executive Director, Bangladesh

dvv international

Ms Olga Agapova, Director of the Representative Office, Russian Federation
Mr Benito Fernández, Director in Bolivia, Bolivia (Plurinational State of)
Mr Uwe Gartenschlaeger, Deputy Director, Germany
Mr Oliver Goldmann, Director of Regional Office for South East Europe, Germany
Mr Henner Hildebrand, Regional Coordinator for Africa, Germany
Mr Wolfgang Leumer, Director of Regional Office for Southern Africa, South Africa
Mr Hans Pollinger, Desk Officer for Latin America, Germany
Ms Harivelonomenjanahary V. Ramisaharijaona, Madagascar

Fédération mondiale des sourds

Sra Marianne Rossi Stumpf, Representante, Brasil

InWent – Capacity Building International Germany

Mr Luiz Ramalho, Director, Germany

Ms Wessam Gamal Thabet Mohamed, Consultant, Egypt

Ms Sudha Pillai, Secretary, Planning Commission, India

Open Society Foundation

Mr Doroteia Domingos, Director, Angola

Ms Margarida Solunga, Director, Angola

Mr Ian Robert Georges MacPherson, Senior Programme Manager, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Ms Juliana Rocha, Coordinator of the Education Programme, Angola

PAMOJA Africa REFLECT Network

Ms Millicent Akoto, Ghana

Mr Pedro Gomes, General Secretary, Guinea-Bissau

Mr Charles Mubbale, Uganda

Plateforme africaine pour l'éducation des adultes

Ms Mariam Diallo, Learner, Guinea

Mr Mahamadou Cheikh, Diarra, Coordinator, Mali

Demba Boundy, Mali

Ms Roxy Masosa, South Africa

Red de Educación Popular Entre Mujeres de América Latina y el Caribe – REPEM

Sra Imelda, Arana Sáenz, Integrante Consejo Directivo, Colombia

Sra Maria Cristina Chávez Castillo, Delegada, Colombia

Sra Carmen Estela Colazo, Consultora en Género, Argentina

Sra Blanca Fernández, Miembro del Consejo Directivo de REPEM, Perú

Sra Fanny Gómez, Colombia

Sra Marcela Hernandez, Colombia

Sra Janneth Lozano, Coordinadora General, Colombia

Sra Hildezia Medeiros, Brazil

Sra Maria Elena Reynoso, Guatemala

Sra Betsey Cecilia Valdivia Lopez, Educadora, Peru

Réseau arabe pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes

Ms Ghada Al Jabi, Honorary President, Syrian Arab Republic

SIL International

Mr Ian Cheffy, International Literacy and Education Consultant, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Mr Anthony R Klaas, Africa Literacy and Education Consultant

Mr Kimmo Kosonen, Consultant in Multilingual Education / Lecturer, Thailand

Mr Clinton Robinson, Consultant, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Personnes ressources / Resource Persons / Personas recurso

H.R.H. Princess Laurentien, UNESCO Special Envoy on Literacy for Development, Chair, Dutch Reading and Writing Foundation, (Stichting Lezen & Schrijven), Netherlands

H.E. Ms Katalin Bogyay, Ambassador, Hungarian Permanent Delegation at UNESCO, France

S.E. M. Abdel Kader Toure, Ambassadeur, Chef du personnel, Mali

Mr Manzoor Ahmed, Author of the Regional Synthesis Report for Asia and the Pacific, Institute for Educational Development, BRAC University, Bangladesh

Mr John Jacques William Aitchison, Author of the Regional Synthesis Report for Africa, South Africa

M. Yves Attou, Président, Comité Mondial pour l'éducation et la Formation Tout au Long de la Vie, France

Mr Aaron Benavot, Professor, Albany-State University of New York, United States of America

Mr Noël Bonam, Consultant, Association for World Education, United States of America

Mr Victor Borges, UIL Governing Board Member, Cape Verde

Mr Cristovam Buarque, Senator (UIL Governing Board Member), Federal Senate, Brazil

Ms Kas Maria-Josep Cascant Sempere, SARN, Spain

Mr Borhène Chakroun, Team Leader, European Training Foundation (ETF), Italy

Mr Alexander Nathaniel Charters, Professor Emeritus, Syracuse University, United States of America

Ms Margaret Macnaughton Charters, Professor Emeritus, Syracuse University, United States of America

Mr Richard Desjardins, Associate Professor, Danish School of Education, Aarhus University, Denmark

Ms Sue Duffen, Scotland's Learning Partnership, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Mr Justin Ellis, Former Chairperson of the UIL Governing Board, Turning Points Consultancy CC, Namibia

Mr Anders Falk, Chairperson of the UIL Governing Board, Ministry of Education and Research, Sweden

Sra Monica Gardelli Franco, Assessora da Vice Presidência, Fundação Padre Anchieta, Brazil

Sra Ana Maria Araújo Freire, Brazil

Sra Vilma Guimarães, Gerente Geral de Educação e Implementação, Fundação Roberto Marinho, Brazil

Mr Abrar Hasan, Consultant, France

Mr Davidson Hepburn, Chairperson of the UNESCO General Conference (UIL Governing Board Member), Antiquities, Monuments and Museums Corporation, Bahamas

Mr Wim Hoppers, Consultant, Netherlands

Mr Stefan Hummelsheim, Head of Section, German Institute for Adult Education (DIE), Germany

Mr James Anthony Keevy, European Training Foundation, South Africa

Ms Helen Mary Keogh, Author of Regional Synthesis Report on Europe, North America and Israel Department of Education and Science, Ireland

Mr Ki-Seok Kim, UIL Governing Board Member, Educators without Borders, Republic of Korea

Ms Åse Kleveland, Chairperson of the Board, Human-Etisk Forbund, Norway

H.E. Alpha Oumar Konaré, Former President of Mali, Mouvement pour les Etats-Unis d'Afrique "AFRIKA", Mali

Mr Brij Kothari, Professor, Planet Read and IIM Ahmedabad, India

Mme Evelyne Lebarbier, Comité Mondial pour la Formation Tout au Long de la Vie, France

Ms Jung Eun Lee, Doctoral Student, University of Georgia, Republic of Korea

M. Normand Lévesque, Directeur général, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), Canada

Sra María Margarita López Sánchez, Jefa de Cooperación Internacional para el Desarrollo, Radio ECCA Fundación Canaria, España

Ms Ana Luiza Machado, Former Deputy Assistant Director-General for Education, UNESCO, Brazil

Sr Rodrigo Martínez, Consultor, CEPAL, Chile

Sra Marylane Martins, Teacher, Vale Education (Professional), Brazil

Ms Sue Meyer, Former Member of the UIL Governing Board, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Ms Maimouna Mills, Communication Advisor, Moderator, United Nations Development Programme Senegal

Ms Gugulethu Ndebele, Deputy Director-General: Social and School Enrichment (UIL Governing Board Member), Ministry of Education, South Africa

Mme Josephine Ouedraogo / Guissou, Secrétaire Exécutive, ENDA Tiers Monde, Senegal
 Sra Marcia Arguellef Pantoja, SESI, Brazil
 Sra Ana Maria Pinto Barros, Coordinator, AWE Brazilian Chapter, Association for World Education, Brazil
 Sr Fabiano Dos Santos Piuba, Director, Ministério da Cultura, Brazil
 Ms Flavienne Ramarosaona, Journaliste, Radio Nationale Malgache (RNM), Madagascar
 Sra Mariana Raposo, SESI, Brazil
 Sra Maria Valéria Rezende, Writer, Invited for the launching of the book "Paixão pela Leitura", Brazil
 Sra Lidia Mercedes Rodríguez, Investigadora Docente, Universidas de Buenos Aires, Argentina
 Sra Edy Yanett Sabillon, Directora de Educacion Continua, Consultor Independiente, Honduras
 Ms Sylvia Irene Schmelkes del Valle, Directora, INIDE-UIA, Mexico
 Sra Maria De Nazaré Correa Da Silva, Fórum EJA AM, Brazil
 Sra Maria Osmarina Marina Silva Vaz De Lima, Senadora, Brazil
 Ms Benita Somerfield, Executive Director (UIL Governing Board Member), Barbara Bush Foundation for Family Literacy, United States of America
 Ms Ellen Christine Stavlund, Deputy Secretary-General, Norwegian Assosiation for Adult learning, NAAE, Norway
 Ms Kyung He Sung, Chief Executive Officer (UIL Governing Board Member), Educators without Borders, Republic of Korea
 Mr Jan Helge Svendsen, Learner, Norwegian Assosiation for Adult learning, Norway
 Mme Alice Solange Tbeog Née Kaboret, Directrice générale, Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle, Burkina Faso
 Mr Carlos Torres, Professor, University of California, United States of America
 Ms Kasama Varavarn, Former Secretary-General, Basic Education Commission, Ministry of Education, Thailand
 Sr Carlos Antonio Rocha Vicente, Advisor, Senado Federal, Brazil
 Mr Daniel Wagner, Professor, International Literacy Institute (ILI), United States of America
 Mr Patrick Werquin, Senior Economist, Organisation for Economic Co-operation and Development - OECD, France
 Sra Maria Aparecida Zanetti, Professora, Universidade Federal do Paraná, Brazil
 Mr Tiedao Zhang, Vice-President (UIL Governing Board Member), Beijing Academy of Educational Sciences, China

Secrétariat du pays hôte / Host Country Secretariat / Secretariado del país que anfitrión

Sra Tereza Cristina Rodrigues, Allevato, IAP – Instituto de Artes do Pará
 Sra Karina Araújo, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC
 Sr João Marcelo Barga Dergan, Universidade Federal do Pará – UFPA
 Sra Deize Botelho, Secretaria de Estado de Governo – SEGOV
 Sra Joyce Braga, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC
 Sra Rafaella Brito, Companhia Paraense de Turismo – PARATUR
 Sr Ednaldo Nunes Britto, IAP – Instituto de Artes do Pará
 Sr João da Mata Calandrini, Secretaria de Cultura do Estado do Pará – SECULT
 Sr Allan Carvalho, Centro Integrado do Governo, Coordenação da Câmara Setorial de Desenvolvimento Sociocultural
 Sra Nazaré Cristina Carvalho, Secretaria Municipal de Educação e Cultura – SEMEC
 Sr José, Castanho, Universidade do Estado do Pará – UEPA
 Sr Luiz Cavalcante, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC
 Sr João Colares da Mota Neto, Universidade do Estado do Pará – UEPA
 Sra Regina Conceição, Ministério da Educação – SECAD
 Sr Wilson Costa, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC
 Sra Moema Cruz, Técnico, Ministério da Educação
 Sr Jorge Luiz Nascimento Cunha, Fundação Curro Velho

Sra Maria Do Socorro Da Costa Coelho, Secretária de Estado de Educação do Pará,
Secretaria de Estado de Educação do Pará

Sra Maria do Socorro Dantas da Cunha, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sr Felipe Ehrick Danziato, Chefe do Cerimonial, Ministério da Educação

Sra Joana D’Arc de V. Neves, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sr Fernando Arthur De Freitas Neves, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Paula Francinete de Oliveira David, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sr José Eduardo De Oliveira Pimentel, Chefe de Segurança, Secretaria de Segurança do Estado do Pará

Sr Walter Figueiredo de Sousa, IAP – Instituto de Artes do Pará

Sr João Faustino de Sousa, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Edwiges Conceição de Souza Fernandes, Professora, Universidade Federal do Pará

Sra Ana Maria Delgado, Secretaria de Comunicação do Estado do Pará – SECOM

Sra Valéria do Socorro Pimentel Dias, IAP – Instituto de Artes do Pará

Sr Rodrigo Dindo, Ministério da Educação

Sra Thiago Antonio Figueiredo, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Ellen Fortunato, Cerimonial SEDUC

Sra Mariane Franco, Universidade do Estado do Pará – UEPA

Sra Jacqueline Freire, Docente, Universidade Federal do Pará

Sra Márcia Freitas, Chefe do Cerimonial do Governo do Pará, Palácio dos Despachos

Sra Tatiene Reis Germano, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Maria Zeneide Gomes Da Silva, Docente, Universidade Federal do Pará

Sr Carlos Henrique Gonçalves, Secretaria de Cultura do Estado do Pará – SECULT

Sr Rogério Almeida Gonçalves, Secretaria de Cultura do Estado do Pará – SECULT

Sra Andréa da Silva Gonçalves, Secretaria de Estado de Governo – SEGOV

Sr Carlos Gondim, Fundação de Telecomunicações do Pará – FUNTELPA

Sra Emle Graciano, Ministério da Educação

Sra Ellen Guedes, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sr Daniel Guilarducci Moreira Lopes, Secretary, Ministry of External Relations

Sr Antonio Jacob, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Adelaide Lais Parente Brasileiro, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sr Luiz Gonzaga Leite Lopes, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Ana Auriel Lima da Costa, Secretaria de Cultura do Estado do Pará

Sra Tânia Regina Lobato dos Santos, Universidade do Estado do Pará – UEPA

Sr Fabricio Lobinho, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Maristela Lopes, Coordenadora de Comunicação da SEDUC, Secretaria de Estado de Educação do Pará

Sra Maria do Socorro Lopes, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Gabriela Lopes de Haro Rivas, Ministério da Educação – SECAD

Sra Marilena Loureiro, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Bárbara Luana Pinheiro, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Maria Clara Machado, Ministério da Educação

Sr Anderson Maia, Universidade do Estado do Pará – UEPA

Sr Leopoldo Ricardo Malta Barbosa Bahia, Ministério da Educação – SECAD

Sr Dimitri Maracajá, Fundação de Telecomunicações do Pará – FUNTELPA

Sr Cincinato Marques de Souza Júnior, Secretaria de Estado de Governo – SEGOV /
Coordenação da Câmara Setorial de Desenvolvimento Sociocultural

Sra Denise Martins, Ministério da Educação – SECAD

Sr Bob Menezes, Centro de Convenções e Feiras da Amazônia – Hangar

Sra Bruna Monteiro, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Ney Cristina Monteiro de Oliveira, Secretária Adjunta de Ensino,
Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Adriana Moura, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sr Salomao Antonio Mufarrej Hage, Assessor, Secretaria de Governo

Sra Eula Nascimento, Docente, Universidade Federal do Pará

Sra Ana Lídia Cardoso do Nascimento, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Dienne Oliveira, Cerimonial SEDUC

Sra Elaine Ferreira de Oliveira, IAP – Instituto de Artes do Pará

Sr José Carlos da Silva Oliveira, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Ivanilde Oliveira, Coordenador do NEP, Universidade do Estado do Pará – UEPA

Sra Ângela Maria Melo Pantoja, Universidade do Estado do Pará – UEPA

Sr Luiz Evandro da Costa Passos, Fundação Curro Velho

Sr Olavo Gomes Pereira, Secretaria de Estado de Governo – SEGOV

Sr Alexandre Macedo Pereira, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Nubia Maria Pereira Ferreira, Técnica, Ministério da Educação

Sr Elisa Maia Pereira Mendes, Chancery Officer, Ministry of External Relations

Sra Regis Cristina Pereira Raiol, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Mara Cristiane Barroso Juarez Peres, Secretaria de Estado de Governo – SEGOV

Sra Joana Pessoa, Hangar – Centro de Convenções e Feiras da Amazônia

Sra Rafaela Pires, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sr Thiago Quaresma, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Aline Ribeiro, Governo do Estado do Pará

Sra Eliana Maria Ribeiro, IAP – Instituto de Artes do Pará

Sr Helder Moura da Rocha, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Sulema Salles, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Juliana de Souza Santana, Secretaria de Cultura do Estado do Pará – SECULT

Sra Adriana Maria Cruz dos Santos, Fundação Curro Velho

Sra Maria de Nazaré Caetano dos Santos, IAP – Instituto de Artes do Pará

Sr Evandro Santos, Secretaria de Comunicação do Estado do Pará – SECOM

Sra Brena Saraiva, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sr Anderson Silva, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Danielle Silva e Silva, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Chrystyane Silva, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Ilza Silva, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Floripes Silva, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

Sra Eliana Ecila Gomes e Silva, Secretaria de Estado de Governo – SEGOV

Sra Ana Paula Teixeira da Silva, Universidade Federal do Pará – UFPA

Sra Arlene Siqueira, PRODEPA

Sra Elaine Matos Soares, Secretaria de Cultura do Estado do Pará – SECULT

Sra Ethel Valentina Ferreira Soares, Secretaria de Cultura do Estado do Pará – SECULT

Sr Ary Franco Sobrinho, Chefe da Assessoria de Comunicação Social, Ministério da Educação

Sr Eduardo Suzuki Sizo, Chefe de Segurança, Secretaria de Segurança do Estado do Pará

Sra Nilma Tavares, Centro de Convenções e Feiras da Amazônia – Hangar

Sra Raquel Trajber, Ministério da Educação – SECAD

Sra Denilda Uchôa, Ministério da Educação

Sra Tereza Vasconcelos, Assessora de Imprensa, Secretaria de Educação do Estado do Pará – SEDUC

UNESCO

Siège / Headquarters / Sede

Ms Irina Bokova, Director-General
Mr Qian Tang, Deputy Assistant - Director General for Education, a.i.
Ms Mmantsetsa Marope, Director, Division of Basic Education
Ms Camilla Caterina Lanz Addey, Programme Consultant, UNLD Coordination Unit
Ms Namtip Aksornkool, Programme Specialist
Ms Aline Bory-Adams Chief, UNP/DESD
Ms Sabine Detzel, Programme Specialist
Ms Neda Ferrier, Chief, ODG/UC
Mr Fitzum Ghebre, Chief, Planning and Conference Services Section
Ms Victoria Kalinin, Russian Editor, BPI/MEDIA Mr Alain Perry, Conference Clerk
Ms Margarete Sachs-Israel, Programme Specialist
Ms Martina Simeti, Assistant Programme Specialist
Mme Patricia Toigo, Assistant Programme Specialist
Ms Chloe Tuot, Assistant Programme Specialist

Bureaux régionaux / Regional Offices / Oficinas regionales

Afrique

Ms Ann Therese Ndong-Jatta, Director, UNESCO Dakar (BREDA)
Mme Rokhaya Fall Diawara, Programme Assistant, UNESCO Dakar (BREDA)
Ms Jeanne Seck, Regional Adviser, UNESCO Dakar (BREDA)
Mr Yao Ydo, Regional Adviser for NFE, UNESCO Dakar (BREDA)

Amérique latine et Caraïbes

Mr Jorge Sequeira, Director, UNESCO Santiago (OREALC)
Ms Michele Berthelot, Senior Programme Specialist, UNESCO Santiago (OREALC)

Asie et Pacifique

Mr Abdoul H.A. Hakeem, Education Adviser and Coordinator "APPEAL", UNESCO Bangkok

Bureaux hors siège / Field Offices / Oficinas fuera de la sede

M. Paul Ngarambe, Spécialiste de Programme Education, UNESCO Bujumbura
Mr Shigeru Aoyagi, Director, UNESCO Kabul
Sra Nilda Beatriz Anglarill, Representante en Perú, UNESCO Lima
Sra Katherine Grigsby, Directora y Representante, UNESCO Mexico
Ms Yayoi Segi-Vltchek, Programme Specialist, UNESCO Nairobi
Sr Hugo Venegas Guzman, Asistente Programa Sector Educación, UNESCO Quito
Mr Mohamed Abdellatif Kissami, LIFE Education Programme Coordinator, UNESCO Rabat
Sr Andrew Josef Radolf, Director, UNESCO San José
Sr Felipe Carrillo Mora, Especialista, UNESCO San José
M. Benoît F. Sossou, Directeur, UNESCO Yaoundé

Instituts et centres / Institutes and Centres / Institutos y centros

Bureau international d'éducation (BIE)

Mr Renato Opertti, Programme Specialist

Bureau de l'UNESCO à Brasilia

Mr Vincent Defourny, Director

Mr Timothy Ireland, Education Specialist

Mr Luis Gonzaga de Almeida, Treasury Unit

Mr Edson José Alves Fogaça, Graphic Designer

Mr Evaney Amaral, Treasury Unit

Mr Michel Bonenfant, Administrator

Ms Maria Luiza Monteiro Bueno e Silva, Librarian

Ms Janaína Camelo Homerin, Programme Assistant

Ms Cadija Tissiani Cerri, Jornalista

Mr Fabio Eon, Chefe de Gabinete

Ms Regina Dalva Festa, Consultura

Mr Paolo Fontani, Education Coordinator

Ms Ana Lúcia Guimarães, Head of Communications

Ms Thaís Pires, Programme Assistant

Ms Ana Thereza Botafogo Proença, Events

Ms Julia Ramazzina, Administrative Assistant

Mr Christiano Robalinho, Translator / Interpreter

Mr Carlos Spezia, Programme Officer

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

Mr César Guadalupe, Senior Programme Specialist

Mr Friedrich Huebler, Programme Specialist

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)

Mr Adama Ouane, Director of the Institute

Ms Carolyn Medel-Anonuevo, Deputy Director

Ms Hassana Alidou, Senior Programme Specialist

Ms Imke Behr, Senior Assistant Librarian

Ms Anna Bernhardt, Assistant Programme Specialist

Ms Bettina Bochynek, Senior Programme Specialist

Ms Claudia Brandt, Senior Administrative Assistant

Mme Brigitte Cardot-Baumewerd, Project Secretary

Ms Maren Elfert, Programme Specialist

Mr Thony Elhor, IT Specialist

Ms Christine Glanz, Programme Specialist

Ms Ulrike Hanemann, Senior Programme Specialist

Ms Bettina Küster, Assistant to the Director

Mr Virman Man, Head of Publications

Mr Werner Mauch, Programme Specialist

Mr Björn Otte, Public Relations Specialist

Ms Angela Owusu-Boampong, Assistant Programme Specialist

Mr Peter Roslander, Associate Expert

Ms Cendrine Sebastiani, Assistant to Head of Publications

Ms Madhu Singh, Senior Programme Specialist

Sr Raúl Valdes-Cotera, Consultant

Mr Nasuhiko Yamaguchi, Intern

Mr Jin Yang, Senior Programme Specialist

Ms Rika Yorozu, Programme Specialist

International Research and Training Centre for Rural Education (INRULED)

Ms Xiaoman Zhu, Director

Ms Kun Lu, Programme Officer

